

Priorités Santé

BULLETIN D'INFORMATION DU COMITÉ RÉGIONAL D'ÉDUCATION POUR LA SANTÉ PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

e
é d i t o r i a l

Édition spéciale

Mai / Juin / Juillet / Août 2005

Pourquoi un numéro spécial de Priorités Santé ?

L'objectif initial de Priorités Santé est de faire connaître des actions menées dans notre région dans le cadre des programmes de santé en cours. Voici maintenant cinq ans que, trois fois par an, notre chargée de communication, Lisbeth FLEUR, assure cette activité avec succès. La revue est adressée à 4 000 destinataires et est accessible sur notre site Internet www.cres-paca.org.

Il s'agit là d'un bon vecteur de communication et les premiers contacts établis avec le CRES commencent souvent par : "J'ai lu dans Priorités Santé..."

L'objectif initial est donc atteint et la revue continuera d'assurer sa mission en contribuant à la valorisation du PRSP et en s'adressant à un public plus large et plus diversifié : 10 000 envois au lieu de 4 000 sont en cours de négociation...

L'objectif de ce numéro spécial est différent. Il s'agit là de compiler l'ensemble des actions présentées dans notre revue depuis septembre 2 000 ainsi que l'ensemble des actions réalisées dans le cadre des programmes en cours ayant bénéficié de cofinancements régionaux. Voici donc un bel éventail de ce qui s'est réalisé, souvent de manière discrète, dans notre région.

On a souvent du mal à estimer la densité et l'intensité de l'activité et encore plus, sa qualité !...

C'est d'ailleurs à ce niveau que le moment est venu de se poser les bonnes questions : faut-il toujours demander aux opérateurs d'innover, de papillonner d'un public à un autre, de se montrer plus audacieux ? Dans ce foisonnement d'actions, certaines ne devraient-elles pas être repérées pour leur qualité, leur efficacité et être reproduites sur le simple critère de l'exemplarité ?

L'évaluation est au cœur de tous les débats, pourrions-nous nous en saisir simplement pour rééditer ce qui... semble marcher... ?



Zeina MANSOUR,
Directrice du CRES

La Direction Régionale des Services Pénitentiaires a également participé à la réalisation de cette édition spéciale.

Partie 1 - PRS Jeunes (2000/2005)

Région

- “Trois questions” au Dr Gérard Coruble, médecin inspecteur de santé publique à la DDASS 13, co-pilote du PRSJ (2001) p. 5
- “Trois questions” à Joëlle Durant, infirmière conseiller technique auprès du recteur de l'Académie d'Aix-Marseille (2002) p. 6
- “Trois questions” à Michel Demarteau, docteur en santé publique, Observatoire de la Santé du Hainaut en Belgique, en charge de l'évaluation du PRSJ (2003) p. 7
- Un guide d'entretien pour évaluer la santé des adolescents de la PJJ (2001) p. 8
- La mise en place des CIRDD en région PACA (2001) p. 9
- Un centre de ressources régional en éducation pour la santé (2001) p. 9
- Compte-rendu de colloque sur “le suicide des jeunes” (2002) p. 10
- Participation de 17 lycées à un programme de prévention des conduites à risques, avec la Mutualité Française 13 (2002) p. 11
- Compte-rendu de colloque sur le thème “comment communiquer auprès des jeunes ?” (2003) p. 12
- Standardisation du premier bilan de santé en maternelle, par l'ORS PACA (2003) p. 13
- Compte-rendu du colloque sur “les troubles du comportement alimentaire chez les jeunes” (2004) p. 14
- Les conclusions de l'évaluation intermédiaire du PRSJ (2004) p. 15
- Une association pour aider les jeunes victimes d'homophobie (2005) p. 16

Alpes de Haute-Provence (04)

- Une action d'éducation à la santé au collège Jean Giono de Manosque (2001) p. 17
- Le CoDES 04 forme les adultes au repérage de la souffrance des jeunes (2001) p. 17
- Elèves de CM2 : comment dire non aux dépendances ? (2002) p. 18
- Compagnie Atropos : le théâtre comme outil de prévention (2002) p. 18
- Le bus de prévention du MFPF 04 (2002) p. 19
- La formation des assistantes maternelles au repérage du mal-être des adolescents (2004) p. 19
- CoDES 04 : santé et insertion des jeunes en difficultés (2003) p. 19
- Familles systèmes 04 : un service de médiation pour déjouer les conflits familiaux (2003) p. 20
- CFA René Villeneuve : les professionnels formés à la gestion des conflits (2004) p. 20
- Un colloque sur la prévention de l'usage des substances psychoactives, avec le Pr Parquet (2004) p. 21

Hautes-Alpes (05)

- Prise en charge des troubles des apprentissages scolaires au sein de l'Education Nationale (2001) p. 22
- “Enfant en danger” : la prévention de la maltraitance dans les écoles (2001) p. 22
- Comité Départemental Olympique et Sportif 05 : pour un sport sans dopage (2002) p. 23
- Un point écoute santé pour les jeunes du bassin briançonnais (2002) p. 23
- Une étude sur la santé globale des jeunes du département (2002) p. 24
- Association “Le Cap” : faire réfléchir les jeunes sur leur relation aux drogues (2003) p. 24

Alpes-Maritimes (06)

- Pour un meilleur usage des antibiotiques chez l'enfant (2001) p. 25
- Une cellule coordination suicide à la Fondation Lénal (2001) p. 25
- Troubles du développement : les acteurs du département se mobilisent (2002) p. 26

- Le “Clap santé jeunes” ou la prévention filmée par les jeunes (2002) p. 26
- Les CESC dans les collèges et lycées du département (2002) p. 27
- Prévention des conduites addictives : un lieu d'accueil et de consultation à Nice (2002) p. 27
- Education nutritionnelle des enfants de la ZEP de Vallauris (2003) p. 28
- Soutien à la parentalité à la maternité de l'hôpital de Grasse (2003) p. 28
- Des actions d'éducation à la santé au lycée professionnel Paul Augier (2004) p. 29
- Prévention des conduites addictives : la Mutualité Française 06 sur tous les fronts (2004) p. 30

Bouches-du-Rhône (13)

- Construire un programme d'éducation à la santé avec la CPCAM 13 (2001) p. 31
- La Rouguière : faire évoluer l'image des jeunes (2001) p. 31
- CMP des Carmes, à Marseille : pour un repérage précoce de la maltraitance (2001) p. 31
- Le dynamisme de l'Espace santé jeunes de Salon-de-Provence (2001) p. 32
- Toubes du développement : un réseau de santé de proximité dans la vallée de l'Huveaune (2002) p. 33
- Souffrance psychique des jeunes : une consultation spécialisée au centre ville de Marseille (2002) p. 33
- Coridys, un centre de ressources sur les troubles d'apprentissage (2002) p. 34
- Le “coin des parents” mis en place par le CoDES 13 dans les écoles (2002) p. 34
- Un réseau autour de la santé des jeunes à Aubagne (2003) p. 35
- CoDES 13 : un programme de prévention de la violence à l'école (2003) p. 35
- Couple et familles : prévenir la violence sexiste dans les relations garçons/filles (2003) p. 36
- ASMA : un réseau pour améliorer le suivi des jeunes suicidants (2004) p. 37
- Le Planning familial 13 lutte contre la montée des violences sexistes (2004) p. 38
- L'Ecole des parents et des éducateurs : des professionnels à l'écoute (2004) p. 39
- Résados, à Aix-en-Provence : l'association des professionnels de l'adolescence en difficulté (2005) p. 40
- Prévention des conduites à risques : vaste état des lieux à Marseille (2005) p. 41
- Le centre social Jacques Brel de Port-de-Bouc au service des habitants (2004) p. 42

Var

- Interface santé 83 : les enseignants, ambassadeurs de l'éducation pour la santé (2001) p. 43
- Soutien à la fonction parentale : le cas de La Seyne sur mer (2001) p. 44
- Des groupes de paroles pour jeunes incarcérés à Toulon (2002) p. 44
- Développement des réseaux d'écoute des parents : l'exemple du REAAP varois (2002) p. 45
- Une “maison verte” à Draguignan (2003) p. 46
- Un nouveau point accueil famille à l'espace santé jeunes de Fréjus (2002) p. 46
- Une marionnette en tournée dans les écoles varoises (action Demain en main) (2003) p. 47
- Dracénie : le GRAPESA crée un lieu d'accueil pour les jeunes en détresse (2005) p. 48

Vaucluse

- Planning familial 84 : le théâtre interactif pour la prévention des grossesses (2001) p. 49
- Mission locale d'Avignon : un volet santé très développé (2001) p. 49

- "L'Isle aux enfants", un lieu d'accueil parents / enfants à l'Isle sur la Sorgue (2002) p. 50
- Un projet de réseau départemental autour de la périnatalité (2002) p. 50
- Un programme de promotion de la santé à l'institut de rééducation du Calavon (2002) p. 51
- Le collège Clovis Hugues de Cavaillon mise sur la parentalité (2003) p. 51
- Un point écoute pour les jeunes et les parents à Carpentras (2003) p. 52
- La Homarderie, interface entre la ZEP d'Orange et la Cité (2003) p. 52
- Des ateliers lecture auprès des maternelles d'Apt (2004) p. 53
- Une classe pour les enfants dyslexiques à Avignon (2004) p. 54

Partie 2 - PRAPS (2000/2005)

Région

- "Trois questions" à D. Marquis, F. Massaro et Dr H. Prodron, équipe projet du PRAPS à la DRASS PACA (2001) p. 108
- Les ateliers santé des CoDES pour les plus démunis (2001) p. 109
- Le temps des PRAPS de deuxième génération (2002) p. 109
- Un questionnaire pour mieux repérer les personnes en situation de précarité (2003) p. 110
- Santé et précarité : un colloque sur l'évolution des déterminants (2003) p. 111
- La carte des permanences d'accès aux soins de santé (PASS) de la région (2004) p. 112
- Le programme national "alimentation et insertion" (2003) p. 112

Alpes de Haute-Provence (04)

- Un projet de fonds départemental pour les exclus de la CMU (2001) p. 113
- Vallée de l'Ubaye : une aide à la mobilité pour l'accès aux soins (2001) p. 113
- Digne-les-Bains : un poste d'infirmière psychiatrique de liaison (2001) p. 113
- Mission locale 04 : l'écoute psychique de la souffrance des jeunes (2002) p. 114
- Un réseau départemental de soins en alcoologie (2002) p. 114
- Accueil santé 04 : des bénévoles au chevet des exclus (2002) p. 114
- "La canopée" : l'expression créative pour retrouver confiance en soi (2003) p. 115
- AREAT : l'accès aux soins des communautés tsiganes (2003) p. 115
- Image de soi et insertion professionnelle (2004) p. 116

Hautes-Alpes (05)

- Prise en compte de la souffrance psychique au centre d'exams de santé "les Jonquilles" (2001) p. 117
- CoDES 05 : un programme d'éducation pour la santé en milieu carcéral (2002) p. 117
- Education pour la santé : éviter la dispersion des actions (2002) p. 118
- Quatre réseaux de santé de proximité autour de la santé des jeunes (2002) p. 118
- Mission locale de Gap : rendre les jeunes acteurs de leur santé (2003) p. 119
- Rompre l'isolement des aînés du Queyras, avec l'association ACSSQ (2003) p. 120
- L'art au service de la réinsertion à Gap (2004) p. 121

Alpes-Maritimes (06)

- "Accueil femmes solidarité" accompagne les victimes de violences conjugales (2001) p. 122
- CCAA 06 : prévenir l'alcoolisation des SDF (2001) p. 122
- Un espace santé pour les jeunes démunis dans le bassin cannois (2002) p. 122
- Médecins du monde : un centre de premier accueil médicalisé à Nice (2002) p. 123

- Alfamif : l'insertion par le logement et la santé (2002) p. 124
- SOS Amitié maintient le lien avec la vie (2003) p. 124
- Chrétiens Antibes Solidarité : le combat contre la grande précarité (2003) p. 125
- CCAS de la ville de Nice : une antenne de premier accueil médicalisé (2003) p. 125

Bouches-du-Rhône (13)

- Un bus jeunes relais à Salon-de-Provence (2001) p. 126
- CoDES 13 : promotion de la santé auprès des jeunes en formation professionnelle (2001) p. 126
- Des permanences santé pour les femmes du CHRS Jane Pannier (2001) p. 126
- Un nouvel espace santé jeunes au centre ville de Marseille, Image Santé (2001) p. 127
- Hôpital Nord : une expérience inédite pour désengorger les urgences (2001) p. 127
- Des ateliers nutrition pour les bénéficiaires du RMI (2002) p. 128
- Insertion : l'UFSBD prend le mors aux dents (2002) p. 128
- Habitat ancien : attention au plomb (2002) p. 129
- Accueil de jour Marceau et Consolat : priorité à l'accès aux soins (2003) p. 129
- Atelier santé ville : un programme local de santé pour Salon-de-Provence (2004) p. 130
- Hospitalité pour les femmes : l'urgence sociale depuis plus d'un siècle (2003) p. 131
- Foyers Sonacotra : l'initiative du CoDES 13 en faveur des migrants âgés (2005) p. 131
- Tremplin : soins et prévention des conduites addictives dans le Pays d'Aix (2005) p. 132
- L'atelier santé ville de Martigues-Port de Bouc (2005) p. 133

Var (83)

- Promosoin : le pari de la réinsertion sociale par la santé (2002) p. 134
- Les ateliers santé ville, une nouvelle démarche locale de santé publique (2002) p. 134
- Création d'un point écoute jeunes à Hyères (2002) p. 135
- Mission locale du centre Var : la santé, composante majeure de l'insertion (2001) p. 135
- Prévenir les grossesses chez les adolescentes (2003) p. 136
- FRAT, au Pradet : un lieu d'accueil pour se réadapter à la vie sociale (2003) p. 136
- L'APEA : pour un accompagnement éducatif et social global (2003) p. 137
- Le défi de la réinsertion (centre de formation Défis, 2004) p. 138
- Ateliers santé ville : les expériences de Toulon et de la Seyne/mer (2004) p. 139

Vaucluse (84)

- FNARS : création d'un réseau de référents-santé dans les structures d'hébergement (2001) p. 140
- Avignon : une permanence santé pour les marginaux du festival (2003) p. 140
- "Solidarités" à Carpentras : un espace santé pour les plus démunis (2001) p. 141
- Avignon : l'AHARP vient en aide aux femmes en difficultés (2002) p. 141
- Pour un autre regard sur la prostitution (2002) p. 142
- Diagonale : une permanence santé pour les personnes en grande précarité (2002) p. 142
- La Boutik : un lieu innovant de réduction des risques (2004) p. 143

Sommaire

“Priorités Santé”

Bulletin d'information du Comité Régional
d'Education pour la Santé
Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRES PACA)
178 Cours Lieutaud - 13006 Marseille
Edition spéciale

Directeur de la publication

Professeur Jean-Marc GARNIER, Président

Rédacteur en chef

Zeina MANSOUR, Directrice

Rédaction

Lisbeth FLEUR, Chargée de communication

Conception graphique

Studio Cargo (83)

Impression

Imprimerie Zimmermann, Villeneuve-Loubet (06)

Tirage : 3.000 exemplaires

Composition du comité de rédaction depuis 2000 :

Les représentants de la DRASS, des six DDASS de la région, du
Conseil Régional, de l'URCAM, de la CRAM, des rectorats d'Aix-
Marseille et de Nice, de l'ORS, du Laboratoire de Santé Publique,
des CoDES.

Merci de leur collaboration aux correspondants PRSJ
et PRAPS des DDASS et de la DRASS PACA.

N°13, Edition spéciale

Périodicité : 3 numéros par an

N°ISSN : 1628-2884

Date du dépôt légal : 28 juin 2004

Contact :

CRES PACA

178 Cours Lieutaud, 13006 MARSEILLE.

Tél. 04 91 36 56 95 - Fax : 04 91 36 56 99

Mail : cres-paca@cres-paca.org

Site : www.cres-paca.org

Tableaux des actions financées

- Programme régional de santé “santé des enfants et des jeunes” (PRSJ) p. 56
 - **Objectif 1** : Dans les territoires et les quartiers vulnérables, réduire de 50% la proportion d'enfants qui présentent des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire (années 2000 à 2004) p. 56
 - **Objectif 1** (pour l'année 2005) : santé des enfants p. 63
 - **Objectif 2** : Promouvoir la mise en place d'une communication grand public transversale visant une représentation objective et plus positive des enfants et des jeunes (années 2000 à 2004) p. 64
 - **Objectif 2** (pour l'année 2005) : Santé des adolescents et des jeunes p. 65
 - **Objectif 3** : Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10% (années 2000 à 2004) p. 67
 - **Objectif 3** : (pour l'année 2005) : Education pour la santé en milieu scolaire p. 73
 - **Objectif 4** : Parvenir à 80% d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (années 2000 à 2004) p. 75
 - **Objectif 5** : Bâtir un système régional d'information sur l'état de santé des enfants et des jeunes (années 2000 à 2004) p. 82
- Programme régional d'accès à la prévention et aux soins des publics précaires (PRAPS) p. 83
 - **Objectif 1** : Optimiser les dispositifs d'accès aux droits, notamment afin d'accompagner la mise en œuvre de la CMU (années 2000 à 2005) p. 83
 - **Objectif 2** : Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité (années 2000 à 2005) p. 86
 - **Objectif 3** : Favoriser et améliorer la prévention et la prise en charge de la souffrance psychique (années 2000 à 2005) p. 94
 - **Objectif 4** : Développer les actions et coordonner les intervenants dans le champ de l'éducation à la santé (années 2000 à 2005) p. 102
 - **Objectif 5** (à partir de 2004) : Promouvoir une bonne hygiène de vie p. 107

3 questions à Gérard CORUBLE, médecin inspecteur de santé publique à la DDASS des Bouches-du-Rhône, co-pilote du Programme Régional de Santé "Santé des enfants et des jeunes" (PRSJ)

■ Pourquoi un PRS "Santé des enfants et des jeunes" en région Provence-Alpes-Côte d'Azur?

D^r Gérard CORUBLE :

Ce thème a été identifié comme une priorité lors de la Conférence Régionale de Santé de 1997, suite à la Conférence Nationale de Santé et à la publication d'un rapport du Haut Comité de Santé Publique.

En région, nous disposons de travaux très intéressants du Laboratoire de Santé Publique, sur la santé des enfants de 6 ans scolarisés dans le Rectorat d'Aix-Marseille et sur la perception de la santé chez les jeunes. Ces études offraient des informations pointues pour identifier les problématiques. Le contexte général s'avérait également préoccupant, avec des indicateurs de la souffrance psychique subie par les jeunes tels que le taux de suicide.

Un groupe de programmation a alors été constitué, composé de la DRASS, des Rectorats, du Laboratoire de Santé Publique, de la CRAM, du CRES et de différents professionnels représentant la santé ou le champ social.

Les priorités définies - la souffrance psychique et l'inégalité d'accès aux soins - ainsi que les cinq objectifs généraux et la façon de les atteindre ont ensuite été présentées au Préfet de Région qui les a validés.

■ Où en est-on de la mise en œuvre du PRSJ?

D^r Gérard CORUBLE : Elle a débuté courant 2000 et se traduit au sein des six départements de la région par une grande richesse d'actions. Des actions régionales destinées à mieux faire connaître les déterminants de la santé des enfants et des jeunes sont en cours.

La première, portée par le CRES, est un centre de ressources qui met à la disposition des acteurs toute l'information relative aux thématiques du PRSJ, afin de nourrir leurs réflexions.

La seconde vise à élaborer des outils de recueil d'information, portant sur la santé des enfants de 4 et 6 ans et sur celle des jeunes pris en charge par la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

Dans plusieurs départements, des réseaux de santé se mettent progressivement en place, notamment à Gap, autour des troubles de l'apprentissage du langage, ou encore à Marseille et Martigues Port de Bouc. On note également la création de réseaux santé jeunes, à Salon, Aubagne, Marseille et Martigues Port de Bouc.

Des moyens supplémentaires alloués par l'ARH aux hôpitaux se traduisent par de nouveaux dispositifs de prise en charge des jeunes suicidants. Une réflexion avec les médecins libéraux, représentés par l'URML, s'organise également autour de ce sujet de préoccupation. Dans le champ de l'éducation à la santé, de nombreux projets naissent dans les établissements scolaires, avec formations d'équipes de volontaires, mise en place d'actions auprès des élèves et création de réseaux dans les départements.

L'engagement très fort des Rectorats d'Aix-Marseille et de Nice est vraiment à souligner, de même que celui de leurs partenaires associatifs ou institutionnels (Assurance Maladie, Mutuelles).

■ Quels en sont les points forts et peut-on en voir les premiers bénéfices d'un point de vue de la santé publique ?

D^r Gérard CORUBLE :

Il est encore trop tôt pour parler de résultats. Néanmoins, on assiste à la mise en place d'expériences, certaines très innovantes, d'autres susceptibles de provoquer une dynamique locale.

Toutes ont pour points communs le souci de développer le travail en réseau et l'implication des bénéficiaires.

Le cadre stratégique régional défini par la PRSJ a d'ores et déjà été intégré dans des politiques plus lourdes (rédaction de certains contrats de ville en particulier).

Les éléments constitutifs d'une politique globale apparaissent ; l'impact territorial en particulier devrait être prochainement mesurable.

Article paru dans *Priorités Santé* n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

RAPPEL

Les 5 objectifs généraux du PRSJ à l'horizon 2005

- 1 – Dans les territoires et les quartiers vulnérables, réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire
- 2 – Promouvoir la mise en place d'une communication grand public transversale visant une représentation objective et plus positive des enfants et des jeunes
- 3 – Diminuer les récurrences de tentatives de suicide, en PACA, chez les adolescents et jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40%)
- 4 – Parvenir à 80% d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %)
- 5 – Bâtir un système régional d'informations sur l'état de santé des enfants et des jeunes.



3 questions à Joëlle DURANT, Infirmière conseiller technique auprès du Recteur de l'Académie d'Aix-Marseille

■ Quelles sont les implications de l'Éducation Nationale et de l'Académie d'Aix-Marseille autour de la santé des enfants et des jeunes ?

“La prévention fait partie intégrante de la mission éducative de l'école et la santé des élèves constitue un enjeu d'importance.

Depuis 1990, l'Académie s'est engagée dans une démarche de prévention centrée sur la formation des équipes dans ses établissements scolaires.

La circulaire de juillet 1998, instaurant les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) a renforcé l'action engagée.

En 2000, le Rectorat a créé le comité “Éducation prioritaire, insertion et conduites sociales” (EPICS) pour coordonner les actions et les dispositifs mis en œuvre pour lutter contre la violence, inciter les jeunes à adopter un comportement de santé respectueux d'eux-mêmes et favoriser le développement des conduites sociales responsables.

Le Rectorat est également co-pilote du PRS “santé des enfants et des jeunes” dont l'un des principaux objectifs consiste à doter 50% des écoles et des établissements d'un programme d'éducation à la santé, à l'horizon 2005.

Les actions santé engagées au sein de l'école ont pour but de proposer aux élèves les moyens de s'approprier les connaissances leur permettant d'effectuer des choix pour eux-mêmes et pour les autres. Il s'agit de créer un environnement susceptible d'aider l'élève à forger sa personnalité, à trouver son équilibre et son bien-être ; ce qui va bien au-delà de la réussite scolaire.

Enfin, l'école s'est ouverte aux partenariats, car le travail en réseau avec différents acteurs s'avère primordial. L'éducation à la santé doit être l'affaire de tous au sein de la communauté éducative, en associant les familles et les partenaires”.

■ Peut-on faire un bilan des CESC dans les établissements de l'Académie ?

“Les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) organisent la prévention des dépendances et des conduites à risques. Ils s'affirment de plus en plus comme un outil efficace de prévention.

Sur les 305 établissements que comptent les départements de l'Académie d'Aix-Marseille - les Alpes de Haute-Provence, les Hautes-Alpes, les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse - 199 ont mis en place un CESC*. Soit un total de 65%. Ce pourcentage s'élève à 79% si l'on considère les établissements qui travaillent en réseaux et qui participent aux CESC.

Pour renforcer ce dispositif, parallèlement, dans le cadre du PRS Jeunes, le Rectorat a instauré un partenariat actif avec la Mutualité Française des Bouches-du-Rhône depuis quelques années, afin de former les équipes des lycées à la mise en place d'actions de prévention. Dix-sept établissements ont à ce jour profité du dispositif”.

* 11 CESC sur 24 établissements dans le 04, 17/20 dans le 05, 130/202 dans le 13, 41/59 dans le 84

■ Quelle est l'action-phare en termes de prévention des conduites à risques menée dans l'Académie ?

“De très nombreuses initiatives menées sur le terrain mériteraient d'être des “actions-phares” ! Je citerai néanmoins la démarche de prévention de la violence qu'a engagée l'an dernier l'Inspection Académique du Vaucluse, en étroite collaboration avec le Rectorat.

Ce projet portait sur plusieurs établissements du Vaucluse. Il avait pour fondement la nécessité, aujourd'hui repérée, de croiser des dispositifs pédagogiques et des dispositifs à caractère social pour tenter de trouver des réponses à l'augmentation de la violence juvénile. Durant l'année scolaire 2001/2002, des formations ont été organisées en direction des adultes afin d'animer des heures de classe autour de thèmes comme la violence, la maltraitance, le dialogue conflictuel... Une pièce de théâtre itinérante, “Entrée de jeux”, a donc été proposée à de nombreux adultes pour aborder ces thèmes.

L'école a un rôle prépondérant à jouer en matière de réduction des inégalités et de prévention de toutes les formes de violence”.

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

3 questions à Michel Demarteau, docteur en santé publique, responsable du secteur "Prévention et Promotion de la santé" à l'Observatoire de la Santé du Hainaut, Belgique. En charge de l'évaluation du Programme Régional de Santé "Santé des enfants et des jeunes" PACA en collaboration avec l'APES-ULG, Unité de l'Ecole de santé Publique de l'Université de Liège, spécialisée en Promotion de la santé et Éducation pour la santé (Barbara de Coster, Pascal Detroz et Chantal Vandoorne).

■ **Question n°1 : Vous avez été retenu pour assurer l'évaluation intermédiaire du PRS Jeunes en PACA. Quels sont les grands principes de votre démarche ?**

Tout d'abord, l'évaluation est au service de l'action. Elle doit servir à piloter les programmes et à en améliorer la qualité, à guider les décisions tout en respectant et en mettant en cohérence les contraintes et les enjeux des institutions et des services impliqués.

Dans ce contexte, une évaluation doit être conçue de manière interactive et participative. Elle implique que les acteurs et l'évaluateur puissent négocier leurs perceptions et leurs référentiels, la performance du programme est alors jugée à partir de critères définis par les acteurs. Cette participation des acteurs au processus d'évaluation est déjà présente dans le cas du PRSJ. Notre travail en est facilité. Le cahier des charges auquel nous avons répondu fait apparaître une importante réflexion préparatoire de la cellule évaluation du PRSJ, émanation du comité de pilotage régional, cette dernière ayant déjà fixé les objectifs, les critères et les indicateurs pour cette évaluation intermédiaire. La plus-value apportée par l'équipe d'évaluation consiste à proposer et à réaliser des collectes d'informations qui rencontrent ces critères et indicateurs de la manière la plus fiable possible.

Nous devons ensuite mettre en forme ces informations d'une manière communicable pour permettre des prises de décision sur l'avenir du programme à court terme (la fin de sa réalisation et la mise en place de l'évaluation finale) et à moyen terme (sa reconduction éventuelle).

Nous accordons une importance particulière à trouver, en collaboration avec cette cellule évaluation, les meilleurs moyens de rendre compte du travail d'évaluation à l'ensemble des acteurs du programme et à conforter les principes de participation et d'interaction.

■ **Question n°2 : Pouvez-vous décrire les principaux axes de cette évaluation qui restera intermédiaire puisque le PRSJ 2000/2005 est encore en cours ?**

Les objectifs de l'évaluation, tels que définis dans le cahier des charges, sont :

- ▶ Réaliser une évaluation intermédiaire en vue de réorienter éventuellement le programme pour renforcer certaines actions ;
- ▶ Préparer l'évaluation finale : recherche des indicateurs dont la collecte par les acteurs de terrain apparaît réaliste ;
- ▶ Apprécier la nécessité de reconduire le PRSJ pour une nouvelle période quinquennale.

Ces objectifs devront être mis en perspective à travers des thèmes comme la mobilisation autour du programme, la mise en place des partenariats, la qualité des projets et des outils développés et la pertinence du choix des objectifs.

Pour obtenir de l'information quant à l'état de réalisation de ces objectifs, les étapes du travail sont les suivantes :

1 - Une analyse détaillée des documents que nous avons récoltés sur le programme et de documents complémentaires en collaboration avec la cellule évaluation du PRSJ afin de compléter les indicateurs proposés. Cette étape a pour but de préciser le protocole d'évaluation. Les documents examinés comprennent aussi quelques éléments budgétaires, qui feront l'objet d'une analyse complémentaire.

2 - Une première approche du dispositif par des **entretiens qualitatifs** au niveau de la région et de chaque département. En juin 2003, nous avons rencontré individuellement les acteurs institutionnels (Etat, Assurance Maladie, Education Nationale, Région, Départements, Villes parfois). Un entretien de groupe avec des acteurs de terrain était aussi prévu dans chaque département. En septembre, cette première phase fera l'objet d'un rapport intermédiaire. Cette phase qualitative sert aussi à construire le questionnaire utilisé lors de la phase suivante.

3 - Une deuxième approche consiste à réaliser **une enquête par voie postale** auprès de l'ensemble des porteurs de projet des objectifs 1, 3 et 4 du PRSJ. Nous leur demanderons d'apprécier les contraintes et les bénéfices qu'ils ont tirés de leur participation au PRSJ, ainsi que de nous suggérer des indicateurs pertinents pour rendre compte de leur travail.

4 - Enfin, nous présenterons l'ensemble des résultats et les recommandations que nous en tirons lors d'une journée de travail avec la cellule évaluation.

■ **Question n°3 : Allez-vous évaluer certaines actions du PRS et si oui lesquelles ?**

Oui et non. Tout dépend de la signification donnée au terme évaluation. Oui car pour approfondir la question des indicateurs à privilégier au terme du programme, nous demanderons à certains d'entre eux, sélectionnés par les DDASS, de nous faire parvenir un rapport d'activité. Non, car cette évaluation intermédiaire n'est pas à proprement parler une évaluation des résultats des actions menées. Il nous est demandé d'évaluer le dispositif (mobilisation, partenariat, outils...) et les moyens mis en œuvre pour atteindre les objectifs. Nous analyserons ces rapports d'activités pour les apprécier en tant que sources d'informations sur le programme global et, éventuellement, faire des suggestions aux porteurs de projets et aux décideurs. Cet examen ne servira pas à évaluer de manière spécifique les actions des porteurs de projet pour guider des décisions sur ces actions, mais bien à appuyer la recherche des indicateurs possibles pour l'évaluation finale du PRSJ.

Une troisième phase de travail avec analyse en profondeur des dynamiques mises en place sur trois territoires locaux est programmée pour 2004.

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Un guide d'entretien pour évaluer la santé des adolescents

Dodécom, institut de formation en Santé Publique, a conçu pour le compte de la Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse, un guide d'entretien visant à mieux appréhender la santé des adolescents pris en charge.

Ce guide permet d'aborder dans un entretien de type semi-directif n'excédant pas une vingtaine de minutes, l'ensemble des déterminants de la santé des jeunes : conditions et rythmes de vie, situations relationnelles, violences, addiction et maladies. Comme l'explique Isabelle Stéphan, responsable de l'institut : *"Cet « outil » facilite l'entretien entre l'éducateur et son jeune sujet. Il donne l'opportunité à l'adolescent de se pencher sur sa santé, de faire le point sur ses conduites à risques et de découvrir comment il met en danger son potentiel humain. Il est d'une grande souplesse pour les éducateurs et les travailleurs sociaux formés aux techniques d'entretien. Mais il ne peut être utilisé sans formation préalable nécessaire car le professionnel sera amené à aborder des sujets sensibles, comme les violences subies, puis à proposer un accompagnement pertinent."*

Au delà du cadre d'entretien, il peut constituer un prétexte pour une réflexion sur ses pratiques professionnelles."

La méthode se fonde sur une cotation originale de chaque item, marquant la gradation de la situation. Si la consigne est respectée, c'est la parole subjective de l'adolescent que la cotation fait apparaître et non une évaluation "objective" faite par le professionnel. L'analyse des informations recueillies doit permettre à terme de connaître les caractéristiques des jeunes interrogés, leur disparité et leur évolution au cours de la prise en charge. Mais également, sur le plan individuel, d'évaluer l'efficacité des mesures d'accompagnement menées auprès des adolescents comme, au niveau institutionnel, d'orienter les politiques de prévention au plus près des réalités du terrain.

Un état de santé préoccupant d'après l'INSERM

Une enquête menée en 1998 par l'INSERM auprès de plus de 900 adolescents pris en charge par la Protection Judiciaire de la Jeunesse a montré à quel point l'état de santé de ces derniers était préoccupant, caractérisé notamment par une plus forte consommation de drogue, de tabac et d'alcool que les jeunes scolarisés du même âge à qui ils ont été comparés, mais surtout par la fréquence des agressions sexuelles subies (34% des filles en ont été victimes, 6% des garçons) et des symptômes dépressifs (49% des filles ont déjà fait une tentative de suicide et 12% des garçons).

Le souhait de la PJJ d'intégrer la dimension santé des mineurs pris en charge

Interrogée sur le questionnaire d'entretien autour de la santé, la Direction Régionale de la Protection Judiciaire de la Jeunesse nous répond.

"Dans un souci d'intégrer la dimension santé des mineurs faisant l'objet de mesures éducatives et pénales, la PJJ Provence-Alpes-Côte d'Azur, en partenariat avec la DRASS et la DDASS des Bouches-du-Rhône, a réalisé un guide d'entretien à destination des professionnels qui sont en relation avec eux et leurs familles."

Elaborée par les professionnels eux-mêmes avec l'aide de l'institut de formation Dodecom, cette grille comporte 10 items concernant la santé somatique des jeunes, leurs rythmes de vie, les violences qu'ils ont pu subir ou donner, leurs situations relationnelles, familiales et extra-familiales."

Chaque item peut recevoir sept réponses numérotées de 0 à 6, qui marquent une gradation depuis une situation «normale» jusqu'à une situation très dégradée. Depuis sa construction en 1999/2000, cet outil, validé par l'Administration Centrale de la PJJ, fait l'objet d'une formation à son utilisation, auprès de tous les professionnels de la PJJ, à raison de sessions de deux jours, regroupant chaque fois une douzaine de participants."

À l'issue de la formation, les professionnels réalisent les entretiens dont ils transmettent les résultats à un laboratoire de recherche en santé publique, pour mieux cerner les problématiques des jeunes pris en charge. La restitution de l'analyse pourra leur permettre de les intégrer dans leur pratique afin d'améliorer la prise en charge éducative de ces jeunes en difficulté."

Cet outil a aussi pour avantage de rendre les jeunes et leurs familles acteurs dans la prise en compte de leur santé, envisagée de manière globale et non sur le seul aspect somatique."

Contact : DRPJJ, 158 A, rue du Rouet - Marseille 8^e - Tél. 04 96 20 63 40

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Information et prévention des dépendances : la mise en place de CIRDD en région PACA



Le plan triennal 1999/2001 de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les toxicomanies (MILDT) a impulsé, sur l'ensemble du territoire français, la création de centres d'informations et de ressources sur les drogues et les dépendances (CIRDD).

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce plan s'est traduit par l'inauguration récente de CIRDD dans les Bouches-du-Rhône, les Alpes de Haute-Provence et les Hautes-Alpes. Des projets similaires se mettent en place dans le Vaucluse, le Var et les Alpes-Maritimes et devraient aboutir dans les mois qui viennent. Les CIRDD de la région, organisés en réseau, ont tous pour mission de diffuser au grand public les informations, la documentation et les outils de prévention validés par la communauté scientifique et les pouvoirs publics. Financés par de nombreux partenaires institutionnels locaux, ils développent également une mission d'observation et de conseil en méthodologie pour les promoteurs d'actions. Dans chaque département, c'est un acteur majeur de la prévention des conduites addictives qui a été retenu pour porter ces centres de ressources spécialisés : l'Association Méditerranéenne de Prévention des Toxicomanies (AMPT) dans le 13 pour le CIRDD Sud-Est, les Comités Départementaux d'Education pour la Santé (CoDES) pour le 04 et le 05, l'Association Vauclusienne de Prévention des Toxicomanies (AVAPT) et le Comité Départemental de Prévention de l'Alcoolisme (CDPA) en partenariat pour le 84, le Comité Départemental de Prévention de l'Alcoolisme et des Toxicomanies (CDPAT) pour le 83 et le Centre de Recherche, de Documentation et d'Intervention Transdisciplinaire sur les addictions (CREDIT) pour le 06.

L'objectif de la MILDT est de contribuer à la construction d'une culture commune grand public sur les consommations de drogues tant licites qu'illicites, avec l'ensemble des acteurs intervenant déjà dans ce domaine.

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Portrait d'un acteur spécialisé : l'AMPT

L'Association Méditerranéenne de Prévention des Toxicomanies (AMPT) a été créée à Marseille il y a 15 ans. Financée par 27 partenaires - dont l'État, les collectivités territoriales et locales et l'Assurance Maladie - elle est composée d'une équipe de 60 personnes et organise ses activités en 6 services :

- ▶ un Centre d'accueil et de soins spécialisés (CAS) qui propose une prise en charge globale des usagers de drogues : sevrage, traitements de substitution, accompagnement médico-psycho-social, hébergement
- ▶ "Transit", un dispositif d'accueil ouvert en 1992 dont l'objectif est d'aller à la rencontre des usagers de drogues les plus précarisés dans une démarche de réduction des risques (avec accès à du matériel d'injection stérile)
- ▶ un service prévention-formation, qui intervient en milieu scolaire ou dans le cadre des politiques de la ville et accueille 2000 stagiaires par an
- ▶ le CIRDD Sud-Est, centre d'information et de prévention
- ▶ un dispositif de prévention et d'accès aux soins à Aubagne
- ▶ un dispositif intercommunal d'accueil et de soin à Martigues.

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Un centre de ressources régional en éducation pour la santé

Le Centre de Ressources Documentaires et de Communication créé au sein du Comité Régional d'Education pour la Santé (CRES) a été inauguré le 8 février dernier, en présence d'un nombre important de représentants d'instances régionales, par Danièle De March, présidente de la commission Solidarités, représentant Michel Vauzelle, président de La Région, Jean Coëtmeur, Directeur régional des affaires sanitaires et sociales, le Professeur Jean-Marc Garnier, Président du CRES et le Dr Brigitte Sandrin-Berthon représentant le Comité Français d'Education pour la Santé. L'ensemble des intervenants a souligné le rôle important confié au centre de ressources, qui devrait devenir un lieu de rencontres et d'échanges pour les professionnels de l'éducation et de la promotion de la santé.

Inscrit dans le contrat de plan 2000-2006, ce lieu d'information a pour vocation d'accompagner les priorités régionales de santé, en développant une activité documentaire, en créant de nouveaux outils de communication, en proposant des rencontres (conférences, débats...) et en contribuant à la mise en synergie des compétences locales. Dans son allocution, le Dr Brigitte Sandrin-Berthon a tenu à saluer la reconnaissance par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur de l'éducation pour la santé.

*Contact : Centre de ressources documentaires et de communication du CRES,
178 Cours Lieutaud, Marseille, Tél. : 04 91 36 56 95.*

Ouvert au public du lundi au vendredi de 13h00 à 17h00.

Les concepts de promotion et d'éducation pour la santé

L'éducation pour la santé regroupe l'ensemble des actions d'information et de communication qui visent à aider les individus et les groupes à protéger leur santé et à l'améliorer. Les comportements et les habitudes de vie sont au centre de la problématique. La promotion de la santé intervient quant à elle sur les déterminants autres que le système de soins : déterminants liés à l'environnement (culturel, social et éducatif), liés aux modes et aux habitudes de vie, liés au développement des compétences personnelles et des capacités. C'est un processus qui favorise la participation et la mobilisation de tous, usagers, professionnels et institutions.

(Source : Dossiers techniques du CFES)

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Suicide des jeunes : un enjeu majeur de santé publique

Un récent colloque sur le suicide des jeunes a réuni au Conseil Régional plus de 420 professionnels des secteurs de l'éducation, du sanitaire et du social. Une rencontre au profit du repérage et de la prise en charge de la souffrance psychique des adolescents.

Le 20 novembre dernier, à l'Hôtel de Région, le CRES organisait à la demande de la Région un colloque destiné aux acteurs institutionnels, aux professionnels de l'éducation, du sanitaire et du social, confrontés quotidiennement à la détresse morale des jeunes. Plus de 420 personnes y ont participé, dont une forte proportion de membres de l'Education Nationale.

L'objectif de cette journée était de faire connaître les initiatives menées en PACA en faveur des jeunes afin de favoriser le développement de réseaux de prévention de la crise suicidaire associant l'ensemble des acteurs concernés, à l'échelle de chaque département.

Deuxième cause de mortalité chez les 15/24 ans derrière les accidents de la circulation, en région comme en France, le suicide des jeunes est un enjeu majeur de santé publique.

38 jeunes décèdent en moyenne par an par suicide en PACA, essentiellement des garçons. Les tentatives de suicide concerneraient quant à elles entre 1200 et 2400 adolescents, touchant davantage les filles et entraînant des récurrences dans plus d'un tiers des cas, surtout durant l'année qui suit la tentative.

Comme l'a indiqué lors de ce colloque Marcel Rufo, Chef du service médico-psychologique de l'enfant et de sa famille au CHU Sainte-Marguerite et de l'Espace Arthur au CHU Timone, les pathologies de l'adolescent sont de plus en plus précoces, qu'il s'agisse de dépression ou d'anorexie, correspondant pour l'essentiel à des problèmes "d'estime de soi et de narcissisme".

Mal-être des jeunes : 64 actions financées en deux ans

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'Etat, le Conseil Régional, l'ARH et l'URCAM se mobilisent depuis deux ans dans le cadre du Programme Régional de Santé en faveur des jeunes (PRSJ) qui porte en grande partie sur la réduction de la souffrance psychique.

Cet engagement a permis le financement, en 2000 et 2001, de 64 actions consacrées à la prévention du suicide, sur un total de 178. Ont été retenues les actions en faveur d'un meilleur accès des jeunes à des structures d'accueil et de soins, de l'amélioration de la prise en charge aux urgences ou des conditions d'hospitalisation des jeunes, et de la mise en place d'un suivi pour tous les jeunes suicidants.

C'est ainsi que des points-écoute et des espaces santé jeunes ont été créés ou renforcés, des permanences psychologiques mises en place dans des missions locales, des groupes de paroles institués en milieu scolaire... De nombreuses formations d'adultes au repérage précoce des symptômes de mal-être chez les jeunes ont également été organisées dans plusieurs départements.

Une dynamique de réseaux à Nice, Toulon et Marseille

Trois expériences prometteuses en termes de diminution des récurrences des tentatives de suicide ont été exposées lors du colloque.



La première concerne la mise en place d'une cellule de coordination depuis octobre 2000 à la Fondation Lénval à Nice, qui a déjà permis le suivi de 100 jeunes suicidants de 8 à 18 ans.

La deuxième, c'est le centre d'observation et d'évaluation de l'adolescence que dirige à Toulon le Dr Stéphane Bourcet : "créé sous l'impulsion des quatre intersecteurs de psychiatrie varois, ce centre accueille en court séjour les adolescents de 11 à 17 ans".

La troisième a été présentée par le Pr Jean-Luc Jouve, Chef de service des urgences pédiatriques à La Timone. "En 2001, un nouveau dispositif a permis d'améliorer la coordination intra-hospitalière et la coordination ville-hôpital, les deux points faibles de la prise en charge des jeunes suicidants. Aux urgences enfants de La Timone, cela s'est traduit par la création d'un dossier commun entre les services, par l'installation d'une assistante sociale et d'une psychologue et par l'organisation d'une astreinte de pédopsychiatre. Parallèlement, un réseau de soins ville-hôpital se met en place à Marseille. Une équipe de quatre personnes a pour missions de centraliser les données des trois centres d'urgence de la ville et de s'assurer que chaque jeune suicidant est réellement pris en charge à sa sortie de l'hôpital. Ce qui consiste à contacter le médecin généraliste, la médecine scolaire, l'assistante sociale, le CMP... Car il est insupportable de voir revenir à l'hôpital des enfants rentrés chez eux après une tentative de suicide et pour qui rien n'a été fait".

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Le suicide des jeunes en chiffres

- ▶ 38 décès annuels moyens en région : 29 garçons et 9 filles (dont 16 dans les Bouches-du-Rhône, 7 dans le Var, 6 dans les Alpes-Maritimes, 1 dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes)
- ▶ 35% des 15/24 ans se suicident par pendaison, 32% par armes à feu, 14% par absorption de médicaments
- ▶ 1.645 tentatives de suicide chez les 15/24 ans ont été prises en charge par le système hospitalier en PACA en 1999
- ▶ Les tentatives de suicide sont deux fois plus nombreuses parmi les jeunes qui déclarent que leurs parents écoutent peu ou jamais leurs idées
- ▶ 90% des tentatives de suicide prises en charge par le système de soins passent aux urgences
- ▶ On dénombre entre 30 et 60 tentatives de suicide chez les jeunes pour un suicide effectif

(Sources : DREES, ORS, d'autres informations sur le site : www.orspaca.org)

Pour se procurer les actes du colloque :
contacter le CRES
au 04 91 36 56 95

Prévention des conduites à risques : 17 lycées volontaires

17 lycées de la région participent à un vaste programme de formation de leurs équipes à la mise en place d'actions de prévention, porté depuis plus de deux ans par la Mutualité Française des Bouches-du-Rhône.

“La volonté du chef d'établissement constitue le point de départ de l'action. Puis il s'agit de constituer une équipe de volontaires au sein de la communauté du lycée, prêts à devenir des acteurs de prévention capables de diagnostiquer les problématiques locales et d'y répondre par des projets durables impliquant la participation des élèves”, explique Karin Delrieu, responsable du service prévention et promotion de la santé à la Mutualité Française 13. Chaque année, cinq à six nouveaux lycées participent à ce programme, mis en place en 2000 avec le partenariat de l'Education nationale, de la DRASS, de l'URCAM, du Conseil Régional et des CEMEA*.

L'objectif est d'inscrire durablement la prévention des conduites à risques dans le quotidien de l'établissement scolaire et de créer une dynamique interne, en lien avec les réseaux externes. Les équipes, d'une quinzaine de personnes, sont pluridisciplinaires, constituées du chef d'établissement, du corps enseignant, de la santé scolaire, du personnel technique, de parents et d'élèves. Il apparaît que leur motivation porte sur l'acquisition de connaissances et de savoir-faire, notamment sur les indicateurs de mal-être des jeunes.

Une formation de six jours effectuée par le CEMEA Paca et un conseil méthodologique constant vont permettre à chaque groupe d'élaborer un certain nombre de projets, prioritairement orientés vers les jeunes, et entrant dans le cadre des CESC*. A l'heure actuelle, 17 lycées d'Avignon, Arles, Digne-les-Bains, Luynes, Marseille, Port-de-Bouc, Gap, Antibes, Martigues et Embrun sont engagés dans la démarche, qu'anime et coordonne à la Mutualité Française Sonia Gara. Chaque établissement poursuit son propre rythme. Le nombre des projets proposés varie de 2 à 7, dans le cadre d'une véritable stratégie de prévention. Adaptées à la réalité locale du lycée, les actions tournent le plus souvent autour de l'amélioration des relations et du bien-être global, de la prévention des addictions ou de la citoyenneté.

Avec la participation active des jeunes

Toutes ont en commun de favoriser la participation active des jeunes et donnent lieu à une multitude d'initiatives.

Ainsi, le lycée professionnel Jean Moulin, à Port-de-Bouc, a mis en place des actions de “réduction des risques liés aux mouvements”. Il s'agit de prévenir les accidents de la circulation et les accidents d'ateliers liés à une utilisation inadéquate des machines sur lesquelles les élèves reçoivent leur apprentissage. D'où des interventions sur la justice et la responsabilité, sur la consommation du cannabis etc. A Digne-les-Bains, au lycée Alexandra David-Neel, l'équipe a travaillé à l'amélioration du bien-être au sein de l'internat, au travers des résultats d'une enquête menée par les élèves auprès de leurs pairs. Résultat : une nette diminution de la fréquentation de l'infirmerie scolaire et des actes de violence.

Sur un autre registre, à Arles, pour favoriser les échanges entre parents et enseignants, le lycée Pasquet a initié des réunions régulières sur le thème de la parentalité qui connaissent beaucoup de succès.

L'évaluation du programme s'effectue en continu, portant notamment sur la motivation des volontaires, la participation des jeunes et le niveau de complexité du projet.



Les premiers résultats révèlent notamment une reconnaissance mutuelle des rôles de chacun au sein de la communauté du lycée et une amélioration de la communication entre ses membres. Le 18 septembre prochain, pour répondre à la demande des différentes équipes de se rencontrer, la Mutualité Française organise un forum régional des lycées participants à l'Hôtel de Région à Marseille. L'occasion d'échanger, autour d'ateliers, sur la participation des jeunes, sur la communication interne comme moyen de mobilisation de la communauté scolaire, sur les méthodes et outils d'échanges inter-établissements dans la durée.

* CEMEA : Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active.

* CESC : comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté, qui depuis 1998 organisent le projet de l'établissement scolaire pour la prévention des conduites à risques.

Contacts :

**Mutualité Française 13,
30 Cours Pierre Puget,
13006 Marseille
Tél. 04 91 04 85 00**

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Comment communiquer auprès des jeunes ?

450 personnes ont assisté le 21 janvier dernier au colloque "Santé et prévention : les jeunes en parlent, parlons-en" organisé par le CRES à la demande du Conseil Régional, dont l'objet était de confronter les messages de prévention conçus par les jeunes avec ceux des campagnes nationales de communication ciblant les adolescents.

La période de l'adolescence est souvent caractérisée par un sentiment d'invulnérabilité et de déni de sa propre mortalité. Les jeunes vivent dans le présent et éprouvent des difficultés, notamment les garçons, à imaginer toute conséquence néfaste de leurs conduites sur le long terme.

Dès lors, quels ressorts de communication utiliser pour influencer leurs comportements de santé, qu'il s'agisse de tabagisme, de sexualité ou de sécurité routière ? Quels sont les leviers les plus pertinents pour les responsabiliser : l'information, la peur, l'humour ? Quels messages utilisent-ils eux-mêmes lorsqu'ils ont l'opportunité de parler de prévention à leurs pairs ?

Autant de questions qui ont été débattues tout au long de la journée dans l'hémicycle de l'Hôtel de Région, en présence de nombreux acteurs institutionnels et associatifs travaillant auprès des jeunes, de l'éducation, du sanitaire ou du social... mais aussi de plusieurs classes de lycéens qui avaient fait le déplacement.

Le Président Michel Vauzelle, lors de son intervention, a rappelé que la jeunesse constituait la priorité du Conseil Régional, qui y consacre plus de la moitié de son budget.

Les jeunes plébiscitent le "parler-vrai"

Pour savoir de quelle manière faire passer le message auprès des jeunes... on est allé le leur demander. Toute la matinée leur était en effet consacrée, plusieurs groupes de lycéens de la région ayant été invités à présenter des productions vidéo, films ou clips de prévention réalisés dans le cadre de leur scolarité.

Les études sur le sujet révèlent que les jeunes sont demandeurs d'une communication faisant appel à des émotions fortes et à un discours authentique; ce qui a été amplement vérifié lors des projections.

"Tenue de route", réalisé par les élèves du lycée Pierre-Gilles de Gennes de Digne-les-Bains et "Fais gaffe à toi, fils", des jeunes des foyers ruraux des Bouches-du-Rhône, abordaient le thème de la sécurité routière. Ils avaient choisi deux styles radicalement différents, un scénario plutôt sérieux et un rap décoiffant, pour un même parler-vrai au final très touchant.

L'émotion était également au rendez-vous avec le film "Entre bonheurs et blessures" réalisé par le Conseil Régional des Jeunes, conçu autour de témoignages de jeunes sur leurs comportements à risques. "Les sacrifiés", clip des élèves du lycée Fabre de Carpentras, présentait un effrayant kaléidoscope d'images fortes de l'histoire mondiale, pour aborder le Sida. Quant au clip "Ouille à l'ouïe"*, d'un lycée agricole de Moulins, dans l'Allier, il avait choisi l'humour pour sensibiliser sur les conséquences des nuisances sonores.

Un ton nouveau pour les campagnes nationales

Si les adolescents demandent qu'on leur fasse peur, faut-il pour autant répondre à cette attente ? N'y a-t-il pas des fragilités de la psychologie adolescente à prendre en compte ?

L'après-midi a été consacrée à l'analyse des campagnes nationales de communication et aux stratégies retenues par l'Institut National de Prévention et d'Éducation pour la Santé, la Ligue contre le Cancer ou la Prévention routière.

L'INPES, par exemple, a choisi de remettre en cause la valeur de liberté si chère aux jeunes, notamment aux fumeurs, en révélant les manipulations dont ils font l'objet de la part des industriels du tabac.

Sa récente campagne d'alerte sur la composition de la fumée de cigarette a

plus que rempli ses objectifs de mobilisation (900.000 appels téléphoniques suscités par les spots TV dans la seule soirée du 23 juin dernier!).

La Ligue contre le Cancer, dans un film pédagogique diffusé aux lycéens pour aborder le tabagisme, "Le vrai combat", montre une femme laryngectomisée qui continue à fumer par ce nouvel orifice...

Quant à la prévention routière, une de ses études ayant révélé que les jeunes étaient plus sensibles aux risques qu'ils font courir aux autres plutôt qu'à eux même, son spot TV "Le Carrefour" met en scène un adolescent qui tue ses camarades en grillant un feu rouge...

En conclusion, il semble que les campagnes de masse aient depuis peu adopté un ton nouveau, plus proche du modèle anglo-saxon. Mais le recul n'est peut être pas suffisant pour en évaluer l'efficacité, en termes de modification de comportement.

De plus, si les campagnes de communication nationales sont irremplaçables pour mobiliser l'opinion publique et mettre ponctuellement sur le devant de la scène un thème de santé publique, elles doivent être relayées sur le terrain par l'ensemble des professionnels, tabacologues, agents de prévention... pour un travail de proximité et de long terme.

Pour se procurer les actes du colloque

Pour tous ceux qui n'ont pu assister au colloque ou qui souhaitent consulter le contenu de cette journée, les actes sont dès à présent disponibles. Ils peuvent être téléchargés sur le site Internet du CRES www.cres-paca.org, ou envoyés gratuitement sur demande.

Contact : CRES PACA,
Tél. 04 91 36 56 95,

* Les films "Les sacrifiés", "Ouille à l'ouïe" et "Fais gaffe à toi, fils", avaient été sélectionnés lors du Clap santé jeunes 2002, festival du film de prévention réalisé par les jeunes qu'organise le CDPA 06 à Nice.

Article paru dans **Priorités Santé n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003**

Standardisation du premier bilan de santé en maternelle

L'ORS PACA, en collaboration avec les médecins responsables des services de PMI des 6 départements de la région et les médecins experts des troubles de l'apprentissage du CHU de la Timone (service du Pr Mancini) viennent de concevoir un outil pour les médecins de PMI, afin de dépister les troubles du langage et les troubles psychomoteurs à l'occasion des bilans de santé réalisés en maternelle auprès des enfants de 3 ans et demi à 4 ans et demi.

C'est la première fois qu'une telle démarche est menée sur un plan régional. Portée par l'Observatoire Régional de la Santé (ORS) depuis trois ans, elle vise à disposer d'un nouveau bilan de santé en maternelle, standardisé et homogène, permettant d'harmoniser les pratiques des médecins de la Protection Maternelle et Infantile (PMI) à l'échelle des six départements et de coordonner les informations recueillies.

A l'origine de cette initiative, la volonté de développer un système d'informations sur l'état de santé des enfants et des jeunes (objectif 5 du PRS), en commençant par les plus jeunes enfants ; mais aussi le constat effectué par le service de neurologie pédiatrique du Pr Mancini, du CHU Timone Enfants : les troubles du langage et du développement psychomoteur sont fréquemment détectés chez les enfants de 6 ans durant le cours préparatoire, alors qu'ils auraient pu être pris en charge s'ils avaient été dépistés plus tôt, notamment à l'occasion du premier bilan de santé, réalisé en maternelle auprès des enfants de 3 à 4 ans par la PMI.

Dès 2000, l'ORS, chargé de coordonner le projet, réalise une enquête sur les pratiques des 184 médecins de PMI de la région.

Puis trois étapes seront nécessaires pour construire à leur intention un nouvel outil de dépistage et d'orientation, destiné à remplacer les différentes fiches de liaison qui existaient jusqu'alors dans les départements.

Un pilote du bilan de santé est ensuite mis en place. Durant le premier trimestre 2002, une dizaine de médecins de PMI de la région teste son utilisation sur un échantillon d'une centaine d'enfants de maternelles.

Comme l'indique le Dr Pierre Verger, directeur d'études de l'ORS : *"l'étape suivante a consisté à évaluer les performances des nouveaux tests de dépistage. Pour cela, deux enquêtes ont été menées. La première, régionale, a nécessité l'utilisation du nouveau bilan de santé en maternelle par l'ensemble des médecins durant une année scolaire. La seconde, à partir d'un protocole d'échantillonnage complexe, a porté sur une centaine d'enfants marseillais qui ont bénéficié d'une contre-visite d'experts (orthophonistes et psychomotriciens de La Timone).*

Objectif : comparer les résultats obtenus à partir du bilan de santé avec le diagnostic des experts."

3.000 bilans de santé en cours d'analyse

De novembre 2002 à juin 2003, tous les services de PMI de la région et certains médecins des villes de Nice, Cannes et Antibes ont participé à ce vaste recueil de données. Les médecins s'étaient engagés à remplir le "bilan de santé en maternelle", qui permet, sur la base d'examen physique, visuel, auditif, bucco-dentaire, du langage, de la psychomotricité et du comportement, de diagnostiquer d'éventuels retards afin de proposer une orientation appropriée (voir encadré).

La présence des parents était par ailleurs indispensable lors des visites médicales, tout comme le partenariat des enseignants.

Durant la période, 3.000 bilans de santé ont été réalisés, auprès des enfants de 3,5 ans à 4,5 ans de 115 écoles maternelles privées et publiques de la région. L'ORS analyse actuellement les données recueillies. La concordance des résultats avec ceux obtenus par le service de neurologie pédiatrique de la Timone auprès de quelques-uns de ces enfants doit être connue avant la fin de l'année.

D'ici peu, des données statistiques de grande ampleur sur la santé des jeunes enfants de la région PACA seront disponibles.

Elles permettront de connaître la prévalence des troubles du langage et du développement psychomoteur chez les tout petits, notamment par zones géographiques (rurale, urbaine, péri-urbaine et ZEP).

Le bilan standardisé de maternelle devrait par ailleurs être articulé avec le second bilan de santé, réalisé au CP pour les enfants 6 ans. Ce qui permettra d'analyser l'impact des orientations et des prises en charge réalisées auprès des élèves deux ans plus tôt.

Contacts :

Dr Pierre Verger,
Valérie Guagliardo,
ORS PACA
Marseille
Tél. : 04 91 59 89 00



La santé de l'enfant en six dimensions

Le nouveau bilan de santé en écoles maternelles est un outil de dépistage et d'orientation au service des médecins de PMI. Document de 24 pages à remplir lors des visites médicales, il décrit la santé de chaque enfant selon 6 dimensions :

- **le mode de vie** : milieu familial, scolarisation, alimentation, sommeil, autonomie...
- **le bilan clinique** : antécédents médicaux, vaccinations, examens visuel, auditif et buccodentaire,
- **le bilan psychomoteur** : motricité, connaissance du corps, notions de l'espace...
- **le bilan de langage** : expression, phonétique, compréhension...
- **le comportement** : agité, opposant, peu attentif, pas autonome...
- **les capacités en classe**, à partir d'un questionnaire complémentaire rempli par l'enseignant.

Le médecin doit, à l'issue de la visite médicale, fournir une conclusion générale sur l'enfant et préciser les orientations qu'il préconise.

Article paru dans Priorités Santé n°7 / Mai - Juin - Juillet - Août 2003

Grignotage, obésité, anorexie... l'inquiétante progression des troubles du comportement alimentaire chez les jeunes



Sensibiliser l'ensemble des professionnels de la santé et de l'éducation à la forte progression du surpoids et de l'obésité chez les adolescents de la région PACA et définir les grands axes d'une politique d'éducation en matière d'hygiène alimentaire, tels étaient les principaux objectifs d'un colloque organisé par le CRES à la demande du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur. Intitulé *"Troubles du comportement alimentaire chez les jeunes"*, ce colloque s'est tenu le 16 janvier dernier à Marseille, dans les locaux du Conseil Régional. Près de 300 personnes y ont assisté. La progression épidémique du surpoids et de l'obésité ces dernières années en France, en particulier chez les enfants et les jeunes, est préoccupante. A l'heure actuelle, 11,3 % des enfants âgés de 2 à 17 ans sont obèses (*Obépi 2000*). Ces dernières années, la prévalence de l'obésité chez les enfants a augmenté de 149 % (*Inserm 2000*). La région PACA, longtemps épargnée grâce aux bienfaits de l'alimentation méditerranéenne, a rattrapé la moyenne nationale et figure aujourd'hui parmi les régions les plus touchées par ce phénomène aux causes multiples : alimentation déséquilibrée, sédentarité, facteurs génétiques, psychologiques, sociaux ou culturels.

Les jeunes sont particulièrement touchés par la "déstructuration" des comportements alimentaires, révélatrice, bien souvent, d'un état de mal-être, voire de souffrance psychique.

Ce colloque a permis de dresser un état des lieux des attitudes et des comportements des adolescents face à l'alimentation et de préciser, notamment pour les jeunes filles, à partir de quand et pourquoi les dérives alimentaires deviennent pathologiques (anorexie, boulimie). Il a permis également de rappeler le rôle déterminant des politiques de prévention et d'éducation pour la santé. Des intervenants d'horizons variés (éducateurs de santé, nutritionnistes, psychiatres, psychologues, endocrinologues...) ont été sollicités afin d'aborder les différentes approches de l'alimentation et présenter des initiatives originales.

Un plan national nutrition santé

La matinée a été consacrée en partie aux dispositifs mis en place sur le plan national pour instaurer une politique de prévention.

Le D^r Cécile Lucas, de la DRASS, a exposé les objectifs du plan national nutrition santé (PNNS), qui vise à créer un environnement favorable à un état nutritionnel satisfaisant pour les enfants et les jeunes.

Corinne Delamaire, nutritionniste à l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (INPES), a présenté des résultats d'enquêtes ainsi que les outils pédagogiques et les campagnes de communication réalisés : promotion de la consommation de fruits et de légumes, valorisation de l'activité physique, édition de guides alimentaires pour tous ("La santé vient en mangeant"), distribution aux professionnels de disques IMC (voir encadré) etc.

Les généralistes impliqués mais désarmés

L'URML et l'ORS ont ensuite présenté les résultats d'une récente enquête réalisée en PACA, "Panel obésité 2003", relative à la prise en charge de l'obésité par la "médecine de ville". Elle révèle que la grande majorité des généralistes de la région est sensibilisée aux problèmes posés par les phénomènes de surpoids et d'obésité, mais que plus d'un médecin sur deux considère que les réponses apportées ne sont pas efficaces.

En effet, malgré des pratiques proches des recommandations, les médecins sont souvent confrontés au manque de motivation des patients.

De leur côté, les patients attribuent leur obésité à des facteurs totalement différents, non contrôlables, hormonaux ou de métabolisme.

Pour le D^r Djamel Bouriche, ethnopsychiatre à l'hôpital Edouard Toulouse, l'alimentation touche à l'identité culturelle. L'histoire et les traditions influencent la manière qu'ont les mères de porter et d'alimenter leurs enfants. Si la mère qui vient d'un autre pays essaie de refouler ses pratiques pour adopter celles du pays d'accueil, le "conflit" ainsi généré peut placer la mère dans une position défensive qui risque de conduire à une mauvaise alimentation de l'enfant. Il convient donc, avant de proposer des programmes d'éducation nutritionnelle à des familles d'origine comoriennes ou maghrébines, de bien connaître les rapports que celles-ci entretiennent avec leur alimentation traditionnelle.

Le rôle de la prévention et de l'éducation pour la santé

Des expériences de prévention et de prise en charge ont ensuite été présentées. Pour favoriser des comportements alimentaires les plus sains possibles dès le plus jeune âge, le CoDES 13 anime des ateliers dans de nombreuses écoles maternelles du département, comme les "ateliers tartine" à Port-de-Bouc.

Le D^r Jacques Pruvost, de la Direction Régionale Jeunesse et Sports, a quant à lui alerté les participants sur les dangers de l'utilisation massive des compléments alimentaires chez les jeunes sportifs de haut niveau.

Puis ont été évoqués les problèmes de dérives alimentaires chez les jeunes, et de la prise en charge des cas pathologiques, notamment des jeunes filles anorexiques.

Autre expérience intéressante menée en région : la clinique "Les cadrans solaires", à Vence, qui prend en charge les adolescents obèses.

Le D^r Catherine Lacoste, a fait part de son expérience et des indications requises pour le placement d'un adolescent dans ce type d'institution. Les jeunes présentant des troubles du comportement alimentaire y vivent en internat, suivis par une équipe pluridisciplinaire qui aborde à la fois les aspects diététique, psychologique, social et pédagogique de la prise en charge. Les actes du colloque peuvent être envoyés gratuitement sur demande.

Contact : CRES PACA, Tél. 04 91 36 56 95

Article paru dans Priorités Santé n°9 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2004

Le saviez-vous ?

L'indice de masse corporelle (IMC) permet de mesurer la corpulence d'un individu. Il est égal au rapport du poids divisé par le carré de la taille. Ainsi, un individu mesurant 1,70 mètre et pesant 60 kg aura un IMC de 20,7 (60/1,7x1,7). L'IMC est normal s'il est inférieur à 25. Jusqu'à 30, on parle de surpoids, au-delà, d'obésité. Il est également un indicateur de dénutrition (quand inférieur à 18,5 kg/m²).

Pour les enfants et les adolescents jusqu'à 18 ans, la formule est la même mais les valeurs obtenues sont référées à des courbes de corpulence.

Le PRS Jeunes doit être reconduit pour en consolider les bénéfices

Selon les conclusions de l'évaluation intermédiaire du PRSJ, le programme offre un cadre structurant indispensable en faveur de la santé des enfants et des jeunes.

Après huit mois de travail, l'Observatoire de la Santé du Hainaut a remis en janvier dernier son rapport final sur l'évaluation intermédiaire du PRS Jeunes au comité de pilotage régional.

Issus d'une enquête auprès de 66 organisations menée dans le cadre d'entretiens et de questionnaires, les résultats doivent permettre de réorienter le programme, si besoin est, en priorisant certains objectifs ou territoires, voire en modifiant le dispositif. Les résultats portent sur divers aspects du programme : le dispositif et les ressources du PRS, les conceptions de l'évaluation, les objectifs, l'appréciation globale du programme et les éléments d'élaboration de l'évaluation finale. Voici les principales conclusions du rapport :

Vers une continuité du programme

Il semble important de reconduire le PRS qui porte sur la période 2000/2004, afin d'engranger et de consolider les bénéfices acquis. Pour répondre aux besoins de santé des enfants et des jeunes, il est nécessaire de disposer d'un cadre structurant qui fixe les orientations et les objectifs à court ou moyen terme et qui dégage des ressources. Le PRS constitue une structure large, ouverte et souple, avec une formulation d'objectifs du général au plus précis. Le programme a réussi à mobiliser les acteurs et les ressources. Il a généré des mises en réseaux, créé des partenariats entre les institutions, favorisé une approche par milieux de vie.

S'il a mis en place les conditions nécessaires pour agir sur la santé des enfants et des jeunes, sa prolongation est indispensable pour tirer bénéfice de cet investissement.

Quant aux principaux freins évoqués par les porteurs de projet, il s'agit de la durée insuffisante du programme (5 ans), de la lourdeur administrative du dispositif et d'un manque global de moyens financiers.

Comment le PRSJ a soutenu et favorisé le développement des actions

Voici le classement des réponses obtenues (sur les 45 questionnaires renvoyés) :

- 1 - En fournissant de l'information (N=36)
- 2 - En fournissant le cadre d'une meilleure collaboration entre acteurs de terrain (N= 35)
- 3 - En fédérant des actions (N=35)
- 4 - En améliorant la visibilité des actions (N=34)
- 5 - En soutenant méthodologiquement l'évaluation (N=32) et la réalisation des actions (N=34)
- 6 - En proposant des formations (N=33)
- 7 - En facilitant l'accès aux structures administratives dans le secteur de la santé (N=32)
- 8 - En facilitant l'accès à des outils méthodologiques et à de l'information (N=34)
- 9 - En allégeant certaines démarches administratives (N=32)

Vers un renforcement du pilotage

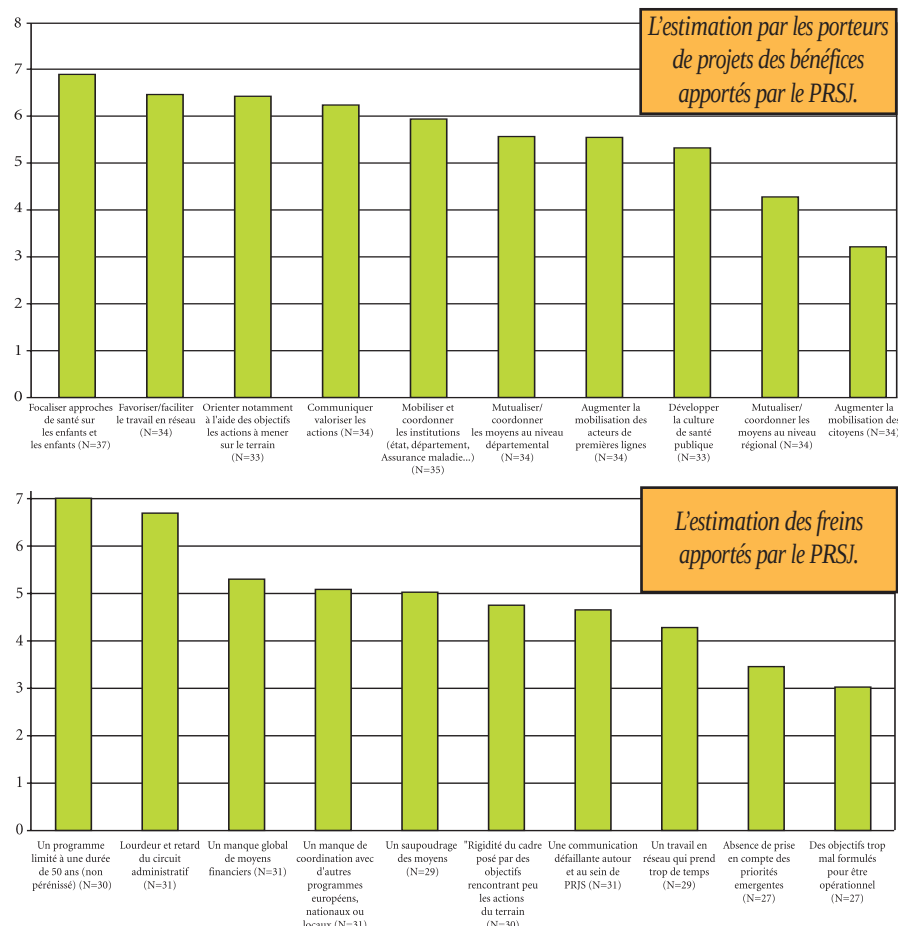
Des recommandations ont été avancées pour renforcer le pilotage du programme :

- Favoriser l'harmonisation des pratiques par une réflexion sur le rôle des partenaires institutionnels et leur engagement
- Faciliter la gestion administrative du programme
- Renforcer l'implication des collectivités territoriales
- Renforcer la communication intra-départementale
- Poursuivre la mise en réseau dans les structures locales
- Développer le sentiment d'appartenance au PRS
- Poursuivre l'accompagnement des porteurs de projets.

Vers un dispositif d'évaluation structuré

Pour les porteurs de projets, l'évaluation est identifiée comme la principale modification dans leur pratique. Elle est un sujet de préoccupation, dans la perspective d'un bilan final du PRSJ. Diverses recommandations sont proposées, comme de développer l'analyse des territoires vulnérables sur l'ensemble de la région ou de disposer d'outils pour décrire de manière plus qualitative les actions menées.

Article paru dans *Priorités Santé* n°9 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2004



Aider les jeunes victimes d'homophobie

A Marseille, une association organise des journées de sensibilisation à l'homophobie, facteur de souffrance et de conduites à risques chez certains adolescents. Une initiative unique en France.

Des chercheurs canadiens* ont mis en évidence l'existence d'un lien entre le comportement suicidaire des jeunes et leur orientation sexuelle. Les jeunes homosexuels et bisexuels attendraient ainsi plus fréquemment à leur vie, notamment en raison des attitudes homophobes auxquelles ils sont confrontés. Par ailleurs, les adultes qui les entourent manquent de ressources pour les aider à surmonter ce mal-être et à assumer leur différence.

En région PACA, une association s'est constituée en 2003 pour sensibiliser les professionnels de l'adolescence à la problématique de l'homophobie. Il s'agit de "Lesbiennes, Gays, Bis et Trans" Formation (LGBT Formation), créée par l'Université d'été euroméditerranéenne des homosexualités, qui organise à la demande des journées de formation sur cette thématique.

"Notre objectif est de donner des repères aux professionnels témoins de situations de rejet et de violence verbale vis-à-vis, par exemple, d'un adolescent efféminé ou d'une adolescente désintéressée par le maquillage, la mode ou les garçons. Les adolescents concernés souffrent de cette répulsion spontanée qui peut aller jusqu'à l'agression physique. L'homophobie entraîne une mésestime de soi qui peut pousser les jeunes à des prises de risque, à la dépression, voire au suicide", résume Virginie Ortin, l'un des sept intervenants de l'association.

Les modules durent une journée et s'adressent au personnel de l'Education Nationale, comme aux acteurs de santé, de loisirs ou d'accompagnement amenés à intervenir auprès d'adolescentes et d'adolescents.

En un an et demi, 58 sessions ont été organisées dans la région, suivies par 780 personnes, et les demandes d'intervention ne cessent d'affluer, y compris hors de la région PACA.

Les professions les plus concernées par les situations d'homophobie vécues par les jeunes sont les infirmières et les assistantes sociales des établissements scolaires.

"Notre formation répond à un réel besoin exprimé par les professionnels", précise Virginie Ortin.

Le contenu de la journée est interactif, avec un travail sur les représentations et des mises en situation, mais aussi des échanges ainsi que des éléments de réflexion sur des données sociologiques et psychologiques.

Les participants sont invités à faire part de leurs expériences et de la façon, par exemple, dont ils ont réagi face au "coming out" d'un adolescent. Nombre d'entre eux avouent se sentir totalement démunis lorsqu'un jeune leur annonce son homosexualité. Certains, pensant bien faire, vont lui conseiller de consulter un psychiatre. D'autres vont faire mine de ne pas avoir entendu.

"Comme ce professeur dont un élève, au beau milieu d'un cours, est subitement montée sur une table pour déclarer "je suis lesbienne", avant de se rasseoir : il a continué sa classe comme si de rien n'était...", déplore Virginie Ortin.

Pour faire prendre conscience des souffrances vécues par les jeunes homosexuels, LGBT Formation a réalisé un documentaire "Etre et se vivre homo", conçu autour de témoignages de six jeunes qui sert de support aux interventions.

A l'issue de la formation, les participants déclarent mieux comprendre les adolescents concernés. Ils se sentent plus à même de prévenir les situations de violence découlant de l'homophobie et d'être en alerte face aux conduites à risques des adolescents.

Depuis la rentrée 2004, la session est d'ailleurs inscrite au plan académique de formation de l'Académie d'Aix-Marseille (dans le cadre de la formation continue), ce qui permet à LGBT de sensibiliser un nombre croissant de professeurs et de former des équipes d'établissements scolaires.

* Bagley and Tremblay, 1997

Pour bénéficier d'une formation :

LGBT Formation, Bruno Pommier, Président

c/o Jacques Fortin, 8 impasse Henri-Mouret

84000 AVIGNON - Tél. 06 08 42 54 18

e-mail : lgbtformation@wanadoo.fr

Site internet : www.lgbt-formation.org

Article paru dans Priorités Santé n°12 / Janv. - Févr. - Mars - Avril 2005

L'apprentissage du second degré

220 élèves de 6^{ème} du collège Jean Giono à Manosque ont participé à un séjour d'une semaine avec leurs professeurs, pour une opération d'éducation à la santé et à la citoyenneté.

L'entrée en 6^{ème} est une expérience stressante. Les jeunes collégiens doivent s'adapter à un nouveau rythme de vie, à de nouveaux visages, à une charge de travail plus importante. Un cap qui se traduit fréquemment par un changement de comportement : plus sollicité, l'élève néglige son corps et son alimentation. Face à ces constats, le collège Jean Giono, à Manosque, a organisé dès les premiers jours de la rentrée 2000, un séjour d'une semaine à Saint-Paul sur Ubaye pour toutes ses classes de 6^{ème}, à raison de deux classes par séjour. Une initiative qui a concerné 220 élèves, mobilisé 36 enseignants et 8 aide-éducateurs. Pour Jean-Paul Pierrisnard, principal de ce collège placé en zone d'éducation prioritaire (ZEP), *"Ces cinq jours de vie en commun devaient permettre de sécuriser les enfants, grâce à une découverte progressive de leurs nouveaux professeurs et camarades. Mais la priorité consistait à leur donner de bonnes habitudes de santé et d'hygiène et à leur faire découvrir de façon active la citoyenneté."*

Le trajet en car a donc servi de prétexte à l'apprentissage des transports en commun. Puis, en dehors de l'enseignement, les élèves avaient au programme le respect des règles du collège ou la relation à l'adulte.

Une initiative qui semble avoir bénéficié de conséquences positives puisque, selon les enseignants, les élèves sont plus attentifs, notamment aux consignes, s'entendent mieux entre eux et avec leurs professeurs, le tout favorisant une meilleure dynamique de classe. L'expérience devrait être reconduite en septembre 2001 et pourrait être étendue à d'autres établissements de Manosque. À noter que le suivi des enfants ayant participé à cette opération se met en place, afin d'évaluer l'impact de ces apprentissages sur leurs comportements à long terme.



Des enfants satisfaits

"Pendant toute la durée du séjour, nous avons appris à bien nous nourrir. Après chaque repas, nous devions nous laver les dents, et tous les soirs, nous doucher". "Nous avons appris à prendre des responsabilités, avoir une bonne conduite et vivre en société". "On dirait que les activités comme les veillées, les randonnées, nous ont plus réunis". "Après notre visite du Musée de la Vallée à St Paul, nous avons rédigé et imprimé un livret sur l'habitat montagnard et le moulin à eau".

Elodie, Kamli, Célia et les autres... des sixièmes D et J.

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

CoDES 04 : former les adultes au repérage de la souffrance des jeunes

Le Comité départemental d'éducation pour la santé (CoDES) des Alpes-de-Haute-Provence organise pour la troisième année consécutive des formations d'adultes-relais au repérage des premiers signes de détresse chez les adolescents. *"Le jeune en souffrance doit être identifié précocement et orienté vers des personnes pouvant lui venir en aide. Pour cela, le personnel éducatif en ayant la charge doit être formé et en mesure d'assurer les orientations nécessaires vers des professionnels qualifiés. Tout se joue sur la mise en réseau"*, explique Anne-Marie Saugeron, directrice du CoDES. Au programme : l'écoute de l'adolescent, les risques de dépendances, la violence subie...

Trois journées consécutives, animées par des pédopsychiatres, des psychothérapeutes... pour apprendre à connaître l'adolescent, à reconnaître les premiers symptômes de mal-être, à répondre à leurs interrogations et à les orienter.

Ces journées sont suivies tout au long de l'année d'une réunion mensuelle autour d'études de cas et d'échanges de pratiques.

Près de 70 professionnels de Digne-les-Bains (personnel des collèges et lycées, de la gendarmerie ou de structures associatives) ont déjà bénéficié de ces formations, d'autres se sont mises en place à Manosque et Sisteron.

Contact :

Anne-Marie Saugeron,
CoDES 04, Digne-les-Bains
Tél. 04 92 32 61 69

TEMOIGNAGE

"Policier formateur anti-drogue, j'interviens en milieu scolaire pour informer les jeunes des risques liés à la toxicomanie.

J'avais beaucoup à dire quant à mon expérience de terrain.

Ces formations m'ont permis d'approfondir certaines notions sur la psychologie des adolescents.

Mais le principal intérêt a été selon moi la création d'un réseau entre les différents participants, notamment avec l'Education Nationale.

Nous avons désormais des correspondants bien identifiés, ce qui facilite les contacts et les retours d'information.

Désormais, nous travaillons tous dans le même sens. Plus d'un an après, nous continuons à nous réunir tous les mois".

Michel Mathieu, policier,
Commissariat de Digne-les-Bains.

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Elèves de CM2 : comment dire non aux dépendances

Depuis 3 ans, le CoDES 04 mène un programme de prévention de la dépendance et des conduites à risques dans les CM2. Après Digne-les-Bains et Manosque, l'initiative devrait bientôt concerner l'ensemble du département.

Au collège, trop d'enfants se laissent entraîner à des habitudes de vie défavorables à la santé suscitant des risques de dépendances. Pour sensibiliser en amont les adolescents, le programme d'éducation à la santé mené par le CoDES en partenariat avec l'Éducation Nationale vise les enfants de CM2. Il s'agit de développer chez ces derniers les connaissances nécessaires à l'adoption d'attitudes en faveur de la santé mais aussi les compétences personnelles et sociales (estime de soi, autonomie, capacité à communiquer et à résoudre les conflits...)

En partenariat étroit avec les infirmières du service de santé scolaire de l'Éducation nationale, le policier formateur anti-drogue du commissariat de Digne, les équipes enseignantes et les parents, le programme s'adresse depuis trois ans à 25 classes de Digne-les-Bains et Manosque, soit 500 élèves de 10 à 12 ans. Il aborde en quatre séances les thèmes de l'hygiène de vie, de la famille, de l'amitié, mais aussi de la dépendance au tabac, à l'alcool et à la drogue, dans le souci de permettre à l'enfant d'identifier des adultes relais et des recours auprès de qui il pourrait trouver aide et écoute.

Piqûre de rappel en 5^{ème}

Pour être efficace, un programme d'éducation pour la santé doit notamment être mené en continuité tout au long de la scolarité. Cette recommandation* est suivie à la lettre dans le département, l'action du Codes 04 étant reprise en classe de 5^{ème} par la compagnie théâtrale Atropos, sous forme de théâtre-forum.

"Pour la première fois cette année, la plupart des collégiens participants auront bénéficié des actions de prévention lorsqu'ils étaient en CM2", explique Anne-Marie Saugeron, directrice du CoDES.

Inscrite à l'origine dans le contrat local de sécurité de la ville de Digne-les-Bains et reprise dans un premier temps à Manosque, cette action va être élargie dès 2002, à la demande du chef de projet toxicomanie de la Préfecture, à toutes les classes de CM2 des villes du département disposant d'un comité communal de prévention de la délinquance. Soit un total de huit communes (Digne, Manosque, Sisteron, Château-Arnoux/Saint-Auban, Volx, Sainte-Tulle, Mane, Forcalquier) et un potentiel de 750 enfants.

* Expertise collective Inserm, Education pour la santé des jeunes, Démarches et méthodes, Juin 2001

Contact :

Anne-Marie Saugeron, CoDES 04

Tél. 04 92 32 61 69

Le théâtre comme outil de prévention

La compagnie Atropos anime des stages d'improvisation théâtrale sur le thème des conduites à risques dans de nombreux établissements scolaires du département. Une formule qui remporte un vif succès auprès des adolescents.

Conseiller d'orientation depuis 15 ans et amateur de théâtre depuis toujours, Dominique Zamparini se retrouve tout naturellement aujourd'hui à la tête de la compagnie Atropos, qui introduit le théâtre dans les établissements scolaires comme outil de prévention auprès des adolescents.

Dans les Alpes de Haute-Provence, de nombreux collèges, lycées et écoles primaires, ont déjà fait appel à son sens de l'écoute et de l'animation des groupes de jeunes. Écoutons-le : *"la compagnie a commencé ses actions de prévention dès 1998, autour d'actions liées à l'alcoolisme. A cette époque, nous intervenions sous la forme du théâtre forum, jouant de courtes histoires et demandant au jeune public de s'exprimer sur ce qu'il venait de voir. Comme ces situations provoquaient uniquement la participation des leaders, des moins introvertis des élèves, nous avons peu à peu conçu de nouvelles formes d'animation, au cours desquelles ce sont les jeunes eux-mêmes qui jouent des situations liées à la prise de risque. Le théâtre interactif de départ est devenu du "théâtre médiation", une formule dans laquelle nous sommes des animateurs-déclencheurs, favorisant l'expression de tous les adolescents sans aucune censure. L'ensemble des élèves improvise et se donne la réplique sur les thèmes retenus. La participation des élèves atteint partout 95% et ils en redemandent !"*

Les situations proposées sont le plus souvent liées à la violence, notamment en primaire. Puis dans le secondaire, les élèves abordent l'alcool, le tabac, les médicaments, les produits illicites ou encore la gestion du stress lors des examens. *"Nous enregistrons systématiquement tout ce qui apparaît et procédons à des mises au point quand les problèmes évoqués nous semblent trop graves. Quelques semaines plus tard, nous revenons pour une séance de reformulation, à laquelle nous convions divers partenaires institutionnels : justice, police, chef d'établissement, santé scolaire..."*

Les interventions sont soutenues par de nombreux institutionnels, Conseil Régional, Inspection Académique, Politique de la Ville et DRASS, Fédération Française des jeux... Au final, les élèves se déclarent satisfaits d'avoir pu jouer sur des thèmes graves, ils prennent du plaisir à pouvoir s'exprimer sur des problèmes qui les concernent directement, sans entendre le discours moralisateur ou savant des adultes. *"Et surtout, pour nous, animateurs, l'étonnement est grand de constater que rien n'est vraiment si noir ou si terrible. Les médias, les rumeurs, les représentations sociales hâtives déforment des problèmes qui, tout en étant graves, ne sont quand même pas apocalyptiques. Les jeunes sont capables de trouver des solutions, par eux-mêmes, en dehors d'une morale adulte !"*

Un spectacle rassemblant dans l'ensemble une cinquantaine de jeunes volontaires est actuellement en cours de représentations. Une heureuse conclusion pour ces acteurs et messagers de prévention en herbe.

Contact :

Dominique Zamparini,

compagnie Atropos,

Manosque

Tél. 04 92 78 32 74



Association MFPP 04 : un ticket pour la prévention

Durant tout l'été, le bus de prévention du Mouvement Français pour le Planning Familial 04 a sillonné les festivals de musique et les sites touristiques des départements des Alpes de Haute-Provence et des Hautes-Alpes. Festivals de Cruis, de Sisteron, de Manosque, de la Palud, de Riez... plans d'eau de Jausiers, de Digne, de Saint-Vincent-les-Forts... lacs de Chorges et de Savines... sont autant de lieux à avoir accueilli cette initiative estivale, qui prendra la forme au quatrième trimestre de l'année de permanences itinérantes dans les communes isolées des deux départements alpins.

Comme l'explique Jennifer Jacquin, conseillère conjugale au MFPP et responsable de l'opération, "ce projet est né du constat suivant : la difficulté rencontrée par les jeunes filles et les femmes vivant en milieu rural pour accéder à l'information sur la contraception, la sexualité, l'IVG, la violence etc. Lorsque l'on vit dans un village isolé, il n'est pas simple de se rendre à Digne ou à Gap. D'où l'idée d'une structure itinérante pour aller au devant de leurs questions". A bord du bus, quatre personnes se relaient pour accueillir et documenter le public. La convivialité est de mise, le dialogue généralement facile. "Nous recevons essentiellement des jeunes. Ils ont l'habitude des dispositifs de prévention, je les trouve dans l'ensemble très informés et à l'aise dans les discussions. En revanche, nous parvenons moins à toucher les femmes de plus de 30 ans, qui se sentent peu concernées ou s'estiment, parfois à tort, très bien informées. Notre effort porte de plus en plus vers elles", ajoute Jennifer Jacquin. Le bus va assurer également des permanences dans des collèges et des lycées des deux départements alpins.

Article paru dans *Priorités Santé* n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Former les assistantes maternelles au repérage du mal-être des adolescents

Dans le cadre du PRS Jeunes, le CoDES des Alpes de Haute-Provence a mis en place depuis quelques années déjà une formation au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent et à l'orientation vers des professionnels qualifiés. Réservée dans un premier temps aux adultes-relais (notamment enseignants et personnel de l'Éducation Nationale), la formule a été élargie l'an dernier à un nouveau public : les assistantes maternelles et les familles d'accueil d'adolescents. Les responsables du service Aide Sociale à l'Enfance du Conseil Général avaient en effet identifié une demande de la part de ces professionnels. A l'occasion de trois journées de formation non-consécutives, les participants apprennent à dépister précocement les facteurs de risques et les premiers symptômes du mal-être chez les jeunes.

Pour Anne-Marie Saugeron, directrice du CoDES 04 : "ils acquièrent des éléments de connaissance nécessaires au repérage de la souffrance psychique et sont mieux préparés pour répondre aux questions des adolescents en détresse. La formation permet de les désangoisser face à leur responsabilité pour ainsi jouer au mieux leur rôle de relais. Il est également rassurant de savoir vers quel professionnel orienter un adolescent chez qui une souffrance a été décelée".

D'après les 27 participants aux deux sessions qui se sont déroulées l'an dernier, le succès de la formation est dû en grande partie au partage de leurs expériences et aux échanges avec les professionnels. Les intervenants, de leur côté, ont noté la forte motivation des participants. Cet intérêt permet d'envisager la création d'un réseau de partenaires pour prévenir, comprendre, repérer et orienter les jeunes en détresse du département.

Contact : Anne-Marie Saugeron, CoDES 04,
Tél. 04 92 32 61 69

Article paru dans *Priorités Santé* n°11 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2004

CoDES 04 : santé et insertion des jeunes en difficultés

Un programme de promotion de la santé et d'intégration des jeunes en formation professionnelle dans les Alpes de Haute-Provence.

Tout a commencé par une demande de la mission locale de Digne-les-Bains, qui souhaitait intégrer les thèmes de la santé et de la prévention dans ses programmes de formation destinés aux 16/24 ans. Le public visé était constitué de jeunes sortis du système scolaire et en formation professionnelle, pour lequel la santé n'est pas une préoccupation prioritaire.

Le CoDES 04 a donc mis en place un programme de promotion de la santé et d'intégration des jeunes en difficulté afin de prévenir les conduites à risques, action qui entre dans le cadre du PRS Jeunes et du programme de lutte contre la toxicomanie et la délinquance de la Préfecture.

Pour la deuxième année consécutive, Claudine Campy-Comte et Laurence d'Auribeau, les éducatrices de santé, animent des groupes de paroles auprès de 216 adolescents de la mission locale, du CFA René Villeneuve, du LEP Beau de Rochas ou du Lycée agricole de Carmejeane.

Pour Anne-Marie Saugeron, directrice du CoDES : "il s'agit de donner des repères aux jeunes sur leur santé, de favoriser leur prise de parole, de les faire réfléchir sur leurs comportements".

Un intérêt accru porté à leur santé

La récente évaluation de cette initiative, réalisée à partir de questionnaires, révèle pour 2002 un impact positif.

En effet, 64% des jeunes se sont déclarés intéressés par les interventions, et 36% très intéressés. Le choix des thèmes les plus fréquemment abordés a révélé des préoccupations sur la sexualité, les drogues, le stress, la violence familiale, le deuil, les comportements alimentaires ou encore le suicide.

Selon les adultes référents, environ la moitié des jeunes a semblé être plus intéressée par sa santé après les interventions et des changements de comportements ont même été constatés. Un groupe a souhaité faire le point sur sa consommation de substances, certains ont fait le lien entre manque de sommeil et difficultés de concentration, d'autres ont modifié leurs habitudes alimentaires en mangeant moins gras et moins sucré ou commencé à mettre un peu d'ordre dans leur vie.

L'action a permis de gérer des cas personnels difficiles, comme le décès d'un père, la violence au sein d'une famille ou les conséquences de rapports sexuels non protégés.

Par ailleurs, la quasi-totalité des participants a noté que ces interventions avaient amélioré le climat et les relations au sein des groupes, favorisant les échanges, la complicité et la prise de parole même des plus effacés.

De l'avis de tous, une réponse aux questions des jeunes sur leur santé a été concrètement apportée.

Une initiative financée cette année par la DRASS, le FNPEIS, le Conseil régional, la Préfecture et les villes de Digne et Manosque (contrat local de sécurité).

Contact : Anne-Marie Saugeron, CoDES 04

Article paru dans *Priorités Santé* n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

Familles Systèmes 04 : un service de médiation pour déjouer les conflits familiaux

Grâce au PRSJ, l'association a mis en place dans la vallée de l'Ubaye un service de médiation familiale, appelé "Trait d'union". Il s'agit d'un dispositif d'aide à la cohésion des relations familiales et du maintien des liens entre parents et enfants.

Les dysfonctionnements familiaux ont une influence non négligeable sur la santé psychique et physique des enfants et des adolescents. La médiation a pour objectif de susciter l'échange et la communication dans le groupe familial, de libérer les tensions afin de permettre à chacun des membres du groupe d'être en cohésion avec le reste de la famille.

Familles Systèmes 04 a créé le service de médiation familiale "Trait d'Union" en Ubaye il y a trois ans. Il s'agit d'un lieu d'écoute, de soutien et de prise en charge, afin de faciliter les relations entre conjoints, parents et enfants, mais aussi d'aider au maintien des relations lorsque les familles sont désunies.

Implanté à Barcelonnette, ce service met à la disposition des familles des permanences de professionnels : psychologue, conseillère conjugale, assistante de médiation et thérapeute familial. Les entretiens visent à aider les parents à surmonter leurs difficultés, qu'elles soient conjugales, scolaires ou relevant de conduites addictives (toxicomanie, alcoolisation...) mais aussi à prévenir le développement des difficultés d'ordre psychologiques, notamment chez les jeunes.

L'équipe de l'association travaille en partenariat avec de nombreux acteurs locaux : institutionnels, milieu enseignant et éducatif, services sociaux, communes de la vallée, cabinets médicaux... anime un réseau d'écoute parents-enfants (le REAAP, réseau d'aide et d'accompagnement des parents) et diffuse un trimestriel d'information "L'Echo des parents". Des lieux de rencontre et de médiation sont également proposés pour accueillir les parents et les enfants en difficulté, mais aussi dans le cadre de droits de visites interrompus ou conflictuels.

Chaque année, l'association vient en aide à plus d'une trentaine de familles, à même par la suite de reprendre en main, rééquilibrer et mieux gérer leurs relations familiales.

Selon son Directeur, Thierry Bondiguet : "Notre action constitue une solution innovante pour régler les dysfonctionnements familiaux et leurs conséquences sur la jeunesse, notamment auprès des populations rurales de la vallée de l'Ubaye. Une approche "structurante" des relations familiales par une facilité donnée aux familles d'un dialogue entre générations pour que chacun retrouve sa place."

Contact : Familles Systèmes 04,
Tél. 04 92 32 33 68

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

CFA : Les professionnels formés à la gestion des conflits

Depuis 4 ans, le personnel du C.F.A René Villeneuve, à Digne-les-Bains, participe à des formations de prévention et de gestion des conflits. Les relations avec les 1.200 jeunes apprentis y ont gagné en sérénité.

Les questions d'insécurité, d'augmentation de la délinquance et des incivilités sont devenues une forte préoccupation chez les professionnels de la formation, qu'ils soient enseignants, surveillants ou personnel d'accueil. Face à l'indiscipline et aux comportements violents de certains élèves, les professionnels peuvent se sentir menacés. Au C.F.A* René Villeneuve de la Chambre de métiers des Alpes de Haute-Provence, qui accueille 1.300 apprentis âgés de 16 à 25 ans ainsi qu'une centaine d'élèves en classes préparatoires de 14 à 16 ans, le problème a été pris à bras le corps.

Acquérir de nouvelles compétences

Cela fait désormais quatre ans qu'une formation sur la prévention et la gestion des conflits est proposée aux 120 membres du personnel. Plus de la moitié d'entre eux a déjà participé aux sessions de six jours organisées chaque année. L'objectif de ce module est de former les professionnels à faire face à un groupe et à réagir devant un conflit naissant. Il permet d'acquérir les compétences nécessaires en termes de prévention, de médiation et de gestion des conflits, d'en analyser les mécanismes, mais surtout de disposer d'outils pour adopter le comportement adapté à la situation.

Pour Christian Boyer, directeur-adjoint du C.F.A et responsable du projet, "Notre souhait était de mettre en œuvre des procédures à l'intérieur de l'établissement pour développer auprès du personnel une culture de prévention des conflits. La gestion des conflits suppose des acteurs formés à réagir et la mise en place d'une sanction pédagogique. Il s'agit par ailleurs de repérer les jeunes en souffrance et de les orienter vers les structures adaptées pour prendre en charge leurs problèmes, qu'ils soient d'ordres familial, social, psychologique ou de santé".

Le dispositif prévoit d'adresser les adolescents présentant des difficultés au centre d'aide à la décision du C.F.A, où deux psychologues les accueillent et les orientent. Ainsi, sur l'ensemble des jeunes reçus l'an dernier, 45 ont été dirigés vers des structures adaptées.

Le VHC dans la coiffure

Au-delà de cette initiative, le C.F.A développe un nombre croissant de projets autour de la santé. L'an dernier, une campagne de prévention des hépatites et du Sida a été conçue avec les apprentis coiffeurs. Une brochure d'information rappelant les règles d'hygiène à respecter dans l'utilisation des outils - de type rasoirs et tondeuses - ainsi que des affiches ont été distribuées à tous les salons de coiffure du département. D'autre part, deux réunions départementales ont été organisées à l'attention des professionnels de la coiffure. L'esthétique et la bijouterie, concernées par la pratique du piercing, font l'objet d'un nouveau projet. Des interventions sont régulièrement organisées pour les jeunes durant l'année, sur les thèmes du sida, des dépendances, de la sécurité routière ou de l'hygiène, assurées par un réseau local de partenaires. Les initiatives de ce type ont permis au personnel de se sentir plus à l'aise dans les relations avec les adolescents. Le nombre des sanctions a nettement diminué. Le C.F.A enregistre aujourd'hui de moins en moins de conseils de disciplines et de renvois temporaires, les renvois définitifs étant devenus exceptionnels.

* C.F.A : Centre de Formation des Apprentis

Contact : C.F.A René Villeneuve, 15 rue Maldonat 04000 Digne-les-Bains,
Tél. 04 92 30 90 80

Article paru dans Priorités Santé n°9 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2004



La prévention n'est destinée qu'aux préventionnistes !

Le professeur de psychiatrie Philippe Parquet était en mai dernier à Digne-les-Bains, à l'invitation du Codes et du Cirdd 04, pour une intervention sur la prévention de l'usage des substances psychoactives qui n'a laissé personne indifférent.

Professeur de psychiatrie infanto-juvénile et professeur des Universités à Lille II, Philippe Parquet est l'auteur de nombreux ouvrages de référence sur les pratiques addictives. Il avait accepté l'invitation du CoDES et du centre d'information et de ressources sur les drogues et les dépendances (Cirdd) des Alpes de Haute-Provence pour intervenir sur la prévention de l'usage des substances psychoactives devant de nombreux professionnels du département.

Avec un humour décapant, Philippe Parquet a retracé l'évolution de la prévention en France, à partir des représentations successives que s'en font les différents acteurs.

"La prévention n'est destinée qu'aux préventionnistes", déclare-t-il, "nous projetons nos représentations, en confortant les acteurs mais sans respect pour les besoins des destinataires".

Il dénonce l'approche par thème et l'approche par population qui conduisent au communautarisme et à la stigmatisation de certains groupes. Selon lui, la répétition et le matraquage de messages de prévention ne servent à rien s'ils ne tiennent pas compte des attentes de chaque individu.

Une approche par déterminant

Seule une démarche de prévention généraliste, en faveur du développement des compétences personnelles de l'individu, et qui s'adresse à toute la population, tout au long de la vie, serait efficace.

Les professionnels doivent réfléchir sur les déterminants des conduites addictives et mener une approche par déterminant. Ainsi, comment expliquer que certaines personnes fassent un usage modéré de substances, d'autres un usage potentiellement à risque, d'autres enfin un usage avec dépendance ? C'est parce que les facteurs de vulnérabilité et a contrario les facteurs de protection (voir encadré) diffèrent d'un individu à l'autre.

Les facteurs de protection et de vulnérabilité

Les acteurs de la prévention doivent développer les facteurs de protection des personnes dont ils s'occupent. Il s'agit par exemple des facteurs qui fournissent des repères aux jeunes, leur permettent d'acquiescer estime de soi et respect des autres, capacité à choisir et à s'autonomiser, à mener leur vie, à résister à des sollicitations, à trouver le chemin d'une bonne gestion de leur santé ou encore la capacité à demander de l'aide.

Le travail à mener sur les facteurs de vulnérabilité concerne leur identification, comme les multiples comportements permettant d'alerter l'attention des professionnels bien avant que n'apparaissent les premières consommations.

(Source : Pour une politique en matière de comportement de consommation de substances psychoactives, Pr Parquet, éditions CFES 1997).

Il est alors intéressant de diversifier les actions de prévention, afin de permettre à chaque individu de choisir l'approche qui lui convient. Ce qui suppose d'accepter qu'une solution valable pour un individu se révèle inefficace pour un autre !

La professionnalisation des acteurs

Philippe Parquet a rappelé aux professionnels présents la nécessité d'avoir une base conceptuelle forte et une expertise de son champ d'activité. La prévention est un domaine à part, qui ne s'improvise pas. Il a également insisté sur l'importance de définir des objectifs clairs, de mesurer l'efficacité des actions, de tisser des liens réels avec la population...

Les participants ont beaucoup ri durant cette intervention car le Pr Parquet ne mâche pas ses mots, mais son discours a dû en déstabiliser plus d'un.

Il aura cependant fourni à tous matière à réflexion, en vue d'une approche de la prévention *"qui consiste à exister pour faire exister l'autre"*.

L'injonction thérapeutique au centre hospitalier de Digne-les-Bains

A l'hôpital de Digne-les-Bains, le service Parenthèse accueille les personnes adressées par la justice dans le cadre de l'injonction thérapeutique. Il s'agit d'une mesure sanitaire de lutte contre la toxicomanie qui consiste à proposer à une personne interpellée un rendez-vous avec des soignants, en échange d'une moindre poursuite judiciaire. 150 personnes sont concernées chaque année par ce dispositif, dont l'originalité consiste à allier soin et justice.

Comme l'a expliqué Christian Richebois, infirmier au centre de soins spécialisés en toxicomanie, *"Nous recevons le plus souvent des jeunes fumeurs de cannabis. Il est difficile d'évaluer l'impact de ces rencontres avec le personnel soignant de Parenthèse, car les jeunes ne viennent pas consulter volontairement mais pour échapper à des poursuites, et la plupart estiment n'avoir aucun problème avec la drogue. Néanmoins, la durée de l'injonction thérapeutique, avec l'interpellation, la garde à vue, l'enquête, l'entretien au CSST... permettent de faire un rappel à la loi et constituent une période déstabilisante utile à la réflexion. De plus, 10% des jeunes susceptibles d'être aidés médicalement se voient proposer un soin et un suivi."*

Quand aux autres, il leur restera toujours une trace de leur passage et le souvenir d'une personne de référence à qui faire appel ultérieurement.

Article paru dans *Priorités Santé* n°10 / Mai - Juin - Juillet - Août 2004

Prise en charge des troubles des apprentissages scolaires

Dans les Hautes-Alpes, un groupe de travail présidé par l'Education Nationale a réuni les organismes de protection sociale, les services du ministère chargé des affaires sanitaires et sociales, les professionnels de terrain libéraux et hospitaliers ainsi que les associations de parents autour de la problématique des troubles des apprentissages scolaires et plus particulièrement des troubles spécifiques du langage écrit.

Trois sous-groupes de travail ont été constitués :

- Repérage / dépistage / diagnostic
- Prise en charge
- Formation / Information

ainsi qu'un programme triennal autour de trois objectifs :

1) Mieux dépister les troubles des apprentissages

Repérage par les enseignants et les RASED; bilan effectué par le médecin de santé scolaire et le médecin de PMI.

2) Diagnostiquer et prendre en charge

Le médecin scolaire est le référent et l'interface entre le médecin généraliste et les services spécialisés ambulatoires et hospitaliers.

Des protocoles de diagnostic et de prise en charge ont été élaborés. Les centres de diagnostic repérés sont les services de pédiatrie, CHU, le Centre Médico Psycho-Pédagogique et la MECS "Les Lavandes".

3) Créer un réseau

Un réseau de dépistage, diagnostic et prise en charge sera créé réunissant enseignants, Réseau d'Aides Spécialisées pour les Enfants en Difficulté (RASED), orthophonistes, médecins hospitaliers, médecins libéraux et médecins scolaires.

L'année 2000 a vu se dérouler deux actions : une journée HANDISCOL qui avait pour objet les troubles des apprentissages scolaires et la sensibilisation des enseignants, ainsi que la mise en place d'une formation dont ont bénéficié médecins généralistes et médecins scolaires.

L'année 2001 permettra de créer des centres de diagnostic pour les enfants du département.

Et il est prévu pour 2002 un programme pour la création du réseau.

Article paru dans *Priorités Santé* n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

La prévention de la maltraitance dans les écoles

L'association "Enfant en Danger", à Gap, a mis en place il y a trois ans un programme de prévention de la maltraitance dans les écoles primaires. Son objectif est de permettre à l'enfant de 6 à 10 ans d'être acteur de sa protection, en renforçant ses ressources personnelles. Des bénévoles de l'association, formés à la prévention de la maltraitance, interviennent ainsi en trois séances d'une heure dans chaque classe, en présence de l'enseignant.



Une réunion d'information avec les parents d'élèves précède toujours ce type d'intervention. L'intérêt des discussions avec les enfants est de leur apprendre à connaître et respecter leur corps, de les amener à différencier punition et maltraitance, de les informer sur leurs droits et sur la nécessité de dire "non" dans certaines situations qui suscitent un malaise.

Ainsi, pour sensibiliser les enfants à l'évaluation du danger, les animatrices les incitent à se poser trois questions : est-ce que la proposition qui m'est faite me fait plaisir ? est-ce que je connais cette personne ? est-ce que quelqu'un sait où je suis ? Un seul "non" à l'une de ces questions doit provoquer la méfiance. Les animatrices s'appuient sur des outils pédagogiques créés spécifiquement et qui favorisent les échanges.

2.200 jeunes élèves de 88 classes ont ainsi été sensibilisés depuis 1998 à ce douloureux sujet.

Contact :

Enfant en danger, 12, rue Pasteur,

05000 GAP

Tél. 04 92 51 55 00

Article paru dans *Priorités Santé* n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Pour un sport net et sans dopage

Le Comité Départemental Olympique et Sportif 05 lance une vaste opération de promotion de la santé du sportif et de prévention contre le dopage destinée aux 60.000 licenciés haut-alpins.

“Le dopage et l'utilisation de certaines drogues sont des fléaux qui touchent de plus en plus le milieu sportif et nuisent à la santé des pratiquants. Ne sont pas seulement touchés les sportifs de haut niveau, mais également les jeunes, et même certains pratiquants de sports de loisirs !” Au Comité départemental olympique et sportif des Hautes-Alpes, on se bat aujourd'hui pour promouvoir le sport en tant qu'espace de santé. Avec le Conseil Général et la Direction départementale de la jeunesse et des sports, une vaste opération intitulée “Santé du sportif et prévention contre le dopage” vient d'être lancée, financée dans le cadre du PRSJ et du programme de prévention de la MILDT.

Cette action de sensibilisation s'adresse aux 60.000 licenciés haut-alpins et notamment aux jeunes, qui pratiquent leur hobby dans des clubs sportifs, au sein des établissements scolaires ou dans des sections sport-études. Au préalable, tous les dirigeants, éducateurs et entraîneurs des clubs sportifs ainsi que des comités départementaux auront été informés sur cette problématique, afin de devenir des relais de prévention auprès des jeunes. Deux journées d'information ont à ce titre été organisées à Gap et Briançon, avec le concours du CoDES et du CIRDD 05. L'objectif final de cette vaste opération, qui mobilise actuellement institutionnels et associations, est de toucher toute la grande famille du sport, y compris sponsors, organisateurs d'événements, médias et grand public.

Sans dopage et avec fair play

Dans un premier temps, le CDOS 05 a diffusé un questionnaire à chaque jeune licencié afin de connaître ses représentations du dopage, puis a remis à tous des documents en présentant les méfaits en termes de santé et d'éthique. Au terme des nombreuses réunions prévues pour coordonner l'action, les professionnels du sport et les jeunes licenciés pourront prouver leur mobilisation en signant des engagements “pour un sport net, sans dopage et avec fair play” : des codes de bonne conduite incitant à se conformer aux règles, à respecter les décisions des arbitres ou des juges, à respecter les adversaires, à refuser toute forme de violence et de tricherie, à être maître de soi en toutes circonstances ou encore loyal dans le sport et dans la vie. Cette action d'éducation pour la santé doit durer quatre ans, temps jugé nécessaire pour susciter une prise de conscience et favoriser l'adoption de comportements responsables.

**Contact : CDOS 05,
140 Bd Georges Pompidou,
05000 Gap - Tél. 04 92 52 18 72.**

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Un point écoute santé pour les jeunes du bassin briançonnais

Le seul Point Ecoute du département vient d'ouvrir ses portes aux jeunes en difficultés et à leurs parents, porté par la MJC du Briançonnais.

A Briançon, le 35 rue Pasteur est une adresse bien connue des jeunes. C'est en effet là que se trouvent regroupés la maison des jeunes et de la culture (MJC), son centre social, le bureau information jeunesse et la mission locale du département. C'est donc le lieu qui a été retenu pour mettre en place un point écoute santé, le premier du département des Hautes-Alpes.

Pour Olivier Antoyé, chargé de projet à la MJC, cette création répondait à un réel besoin : *“La plupart des structures de santé se trouvent à Gap, et s'avèrent difficiles d'accès pour des raisons géographiques. D'autre part, nous avions repéré la souffrance de certains jeunes du bassin briançonnais, au travers de dépendance à l'alcool, de toxicomanie, de grossesses non désirées... et constaté que les adolescents ne sollicitaient pas spontanément les structures spécialisées de Briançon, à cause certainement d'une forte connotation médicale et du manque d'anonymat. D'où la création du point écoute santé dans un lieu convivial où ils se sentent en confiance. L'idée est de faciliter l'accès des jeunes aux professionnels de santé et aux intervenants spécialisés, en proposant des permanences déconcentrées à la MJC.”*

Cela fait plusieurs années que la MJC développe des actions de prévention, notamment dans le cadre du conseil communal de prévention de la délinquance (CCPD).

Par ailleurs, elle fait partie du réseau des acteurs de santé du briançonnais, coordonné par les centres sociaux des Hautes-Alpes, qui réunit dans chaque bassin divers professionnels concernés par la santé des jeunes. Le point écoute santé a ainsi bénéficié du soutien des membres de ce réseau, infirmières scolaires, éducateurs de quartiers, parents d'élèves, animateurs de prévention etc. Les permanences ont débuté il y a peu, assurées par : l'association Le Cap (toxicomanie), le CDPA, le centre de planification, le CATTP de l'hôpital de Laragne ou encore le centre de dépistage anonyme et gratuit.

Les 16/25 ans sont les premiers concernés, mais les prestations s'adressent également à leurs parents ainsi qu'aux nombreux jeunes travailleurs saisonniers du briançonnais. Si cette initiative se révèle fructueuse, un projet similaire pourrait voir le jour à Gap, soutenu par la DDASS.

Contact :
MJC du Briançonnais Centre social,
35 rue Pasteur, 05100 Briançon
Tél. 04 92 21 25 76

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Une étude sur la santé globale des jeunes du département

“Vous n’allez pas trop mal, mais, que peut-on faire pour que vous alliez mieux ?”

C’est en ces termes que les jeunes de 14 à 25 ans des Hautes-Alpes ont été interpellés pour répondre à une enquête destinée à cerner leur approche de la santé et mettre en place des actions de prévention pertinentes.

Menée par la Mutualité Française, la CPAM, la DDASS et le Collège coopératif Provence-Alpes-Méditerranée, cette étude a porté sur cinq thématiques : le jeune haut-alpin dans son environnement, sa perception et sa pratique de la santé, les notions de plaisir et de risque, la place de la citoyenneté et sa perception de l’adulte.

Il ressort de cette vaste initiative, à laquelle ont participé cent adolescents et jeunes adultes de structures diverses*, les points suivants : les jeunes haut-alpins accordent une place prépondérante à l’entourage familial, estiment vivre sur un territoire préservé (vis-à-vis de l’insécurité ou de la violence), se considèrent en bonne santé (90% des réponses), utilisent de nombreux interlocuteurs face à un problème de santé (famille, amis, médecins, mais pas l’encadrement scolaire, professionnel ou social), ont pour désir le plus cher d’être autonome et de réussir leur vie.

Autre élément dont il est important de tirer des enseignements en matière de prévention : les jeunes se positionnent beaucoup plus en victimes qu’en acteurs du risque, qu’il s’agisse d’alcool au volant, de vitesse excessive, de consommation de toxiques ou de non-respect des règles de sécurité.

Un support de réflexion et d’action intéressant pour tous les professionnels et décideurs de la santé publique des Hautes-Alpes, qui peut être diffusé sur demande par la Mutualité.

** il ne s’agit pas d’un échantillon représentatif composé de jeunes sélectionnés au hasard mais d’adolescents interrogés dans le cadre de structures*

Contact :

Mutualité des Hautes-Alpes, Gap

Tél. 04 92 52 19 91

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

“Le Cap” : faire réfléchir les jeunes sur leur relation aux drogues

Un programme de prévention des toxicomanies dans l’ensemble des établissements scolaires des Hautes-Alpes a pour objet de renforcer les capacités de réflexion et de choix des jeunes sur la question des drogues.

L’association “Le Cap”, à Gap, est engagée depuis plus de 15 ans dans un partenariat avec l’Éducation Nationale, pour la mise en place d’actions de prévention des toxicomanies. Selon ses responsables, l’usage de cannabis, d’alcool et autres psychotropes (LSD, ecstasy, médicaments, solvants) concerne de plus en plus de jeunes et de plus en plus tôt. D’où un besoin d’information, d’écoute et d’échanges fortement exprimé.

Cela a conduit l’association à développer un programme visant à renforcer les capacités de réflexion et de choix des jeunes, mais aussi à aider les adultes (parents, enseignants, personnel médical et social) à adopter un positionnement adapté sur les questions des drogues, intégrant rappel de la loi et écoute.

Chaque année, Le Cap anime des groupes de paroles dans la plupart des établissements scolaires du département, de la troisième à la terminale. Comme l’explique François Monier, éducateur et responsable de la structure, le discours préventif a beaucoup évolué ces dernières années et a dû s’adapter à l’évolution des représentations des jeunes. “Il y a 15 ans, il s’agissait d’informer sur les risques liés à l’usage de drogues et de convaincre que les produits étaient mauvais. Aujourd’hui, les jeunes refusent d’entendre cela, et ils opposent des arguments. Si l’information sur les caractéristiques des différents produits reste nécessaire, le discours est désormais centré sur la personne, chaque élève étant amené à réfléchir sur sa relation aux produits, qu’il soit ou pas consommateur, car tous ont une histoire par rapport à ce sujet.

L’objectif de prévention s’adapte aux différents groupes de jeunes à qui l’on s’adresse : rendre ceux qui n’ont jamais expérimenté la drogue capables de ne pas y toucher, faire en sorte que ceux qui consomment déjà du cannabis n’évoluent pas vers la dépendance, et éviter que les gros consommateurs n’encourent de risques importants et s’engagent à faire un travail sur eux-mêmes”. En sous-groupes de 4 ou 5, les élèves sont invités à dégager les questions leur paraissant importantes, qui lanceront les discussions avec l’animateur du Cap.

Les thèmes les plus fréquemment abordés vont de l’opposition entre le cannabis et l’alcool (l’alcool étant assimilé à la drogue licite consommée par les adultes) à la dépénalisation, en passant par l’évolution vers la dépendance ou encore la façon d’en sortir... Les interventions ne sont jamais parachutées mais longuement préparées en amont avec un référent au sein de l’établissement scolaire. Un suivi est également mis en place auprès des jeunes. Par ailleurs, les animations se font souvent en lien avec des partenaires : le CDPA (alcool), la police et la gendarmerie (pour le rappel de la loi), le CoDES. Elles ont le mérite de renforcer la communication entre les jeunes et les adultes, mais aussi de former des relais parmi les personnels scolaires pour repérer les problèmes et savoir dialoguer avec les adolescents. L’an dernier, 18 établissements du département en ont bénéficié, avec la participation de près de 600 personnes, élèves, parents ou enseignants.

Contact : Le Cap, 10 rue Roumanille, 05000 GAP

Tél. : 04 92 53 71 88

Article paru dans Priorités Santé n°7 / Mai - Juin - Juillet - Août 2003

Pour un meilleur usage des antibiotiques chez l'enfant

Une campagne de sensibilisation des médecins et du grand public en faveur d'une utilisation prudente des antibiotiques chez l'enfant a démarré dans les Alpes-Maritimes.

La corrélation est aujourd'hui largement démontrée entre l'utilisation inadaptée ou superflue d'antibiotiques et l'augmentation de la résistance bactérienne aux antibiotiques.

Le Groupe d'Études et de Prévention des Infections de l'Enfant (GEPIE)*, composé de médecins généralistes et spécialistes des Alpes-Maritimes, est à l'origine d'une campagne d'information départementale prévue sur cinq ans intitulée "Antibios quand il faut".

Comme l'explique le Pr Pierre Dellamonica, du CHU de Nice : "Notre ambition est de promouvoir le bon usage des antibiotiques, afin de préserver leur efficacité. Il s'agit d'inciter les médecins à prescrire à bon escient, mais aussi de réduire l'auto-médication, ou de souligner l'inefficacité des antibiotiques sur les infections virales. Citons les rhinopharyngites ou les bronchiolites de l'enfant de moins de trois ans : ces infections font régulièrement l'objet d'un traitement antibiotique, alors que dans ces situations ils ne servent à rien".

Une journée de réflexion sur ce thème a été organisée par le CoDES 06 lors de la dernière Foire internationale de Nice, qui a rassemblé professionnels et grand public. Un dispositif de communication a été conçu pour sensibiliser les parents de jeunes enfants, les médecins, les pharmaciens et les professionnels de la petite enfance. Des affiches et des dépliants ont été distribués à tous les cabinets médicaux et aux pharmacies du département. L'ensemble des médecins a reçu un cahier technique composé de données épidémiologiques et de recommandations émanant du GEPIE, par le biais de visites confraternelles. Enfin, un site Internet est en cours de création.

Des programmes d'intervention de ce type mis en place dans d'autres pays, notamment en Finlande et en Hongrie, ont fait la preuve de leur efficacité en terme de recul des taux de résistance aux antibiotiques.

**Contact : Chantal PATUANO, Directrice du CoDES 06,
Nice - Tél. 04 93 18 80 78**

* Composition du groupe de pilotage : CHU de Nice, Conseil Général (DAMS et PMI), Association des pédiatres de Nice Côte d'Azur, Hôpital Lénval, service médical de l'Assurance Maladie, DDASS, DRASS, CoDES 06, collège azuréen des généralistes enseignants, cercle d'études pharmacologiques 06

Une méthodologie rigoureuse

Le lancement de la campagne "Antibios quand il faut" a été précédé d'une importante phase d'enquêtes et de recueil de données, auprès de tous les acteurs des Alpes-Maritimes concernés par les infections respiratoires bénignes des jeunes enfants. L'étape de l'état des lieux s'est traduite par la surveillance épidémiologique de la prévalence du pneumocoque dans les crèches du département et lors des hospitalisations, mais aussi par des enquêtes. La méthode des "focus groups" (groupes de discussion) a notamment permis d'évaluer les attitudes, croyances et comportements des parents, des médecins, des pharmaciens et des personnels de crèches sur ces infections.

Le GEPIE s'est également appuyé sur les résultats d'une enquête de la DAMS auprès des parents d'enfants de maternelle, qui a recueilli 1600 questionnaires relatifs aux attitudes des parents vis-à-vis des antibiotiques. Une équipe de médecins spécialistes locaux a ensuite élaboré les recommandations qui ont été réunies dans un document remis à tous les généralistes et pédiatres du département par des confrères ou des étudiants en médecine. Une approche originale en France mais reconnue comme la plus efficace pour modifier les pratiques. Enfin, après la création des messages de communication et la diffusion des outils, une étape d'évaluation du programme est prévue de 2002 à 2004.

Elle portera sur l'évolution de la résistance bactérienne chez les enfants gardés en crèche et la consommation d'antibiotiques par les jeunes enfants. Deux nouvelles enquêtes, relatives aux pratiques des médecins et aux attitudes des parents, viendront la compléter.



Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

La Fondation Lénval crée une cellule coordination suicide

Le suicide représente la deuxième cause de mortalité chez les 15/24 ans de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur (derrière les accidents de la circulation), où son taux se révèle supérieur à la moyenne nationale depuis 1995.

Ce constat préoccupant a incité le groupe de programmation du PRS "Santé des enfants et des jeunes" à retenir comme axe prioritaire la prévention des récurrences de tentatives de suicide (TS) chez les adolescents et les jeunes adultes. L'un des cinq objectifs généraux du PRSJ prévoit ainsi de faire passer le taux des récurrences de 35% à 10 % à l'horizon 2005, notamment par l'amélioration de la prise en charge des jeunes arrivant à l'hôpital.

C'est dans ce contexte qu'une cellule coordination suicide vient de voir le jour à la Fondation Lénval de Nice, au service universitaire de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du Professeur Martine Myquel.

Le geste de désespoir de l'adolescent est ici pris très au sérieux. Il provoque une hospitalisation de trois à six jours du jeune suicidant, permettant

d'évaluer sa situation somatique, psychologique, familiale et sociale et d'organiser son suivi post-hospitalier, qui durera un an.

La cellule de coordination suicide centralise désormais toutes les données relatives aux TS enregistrées à Nice. Elle s'assure que les adolescents bénéficient d'un suivi adéquat et effectue une veille épidémiologique des TS réalisées en cours d'année.

Deuxième axe d'intervention : l'organisation d'un réseau de coordination avec les différents intervenants de terrain. Les premiers concernés sont les médecins généralistes, qui en amont doivent être sensibilisés au dépistage des TS masquées. Egalement associés à cette démarche : les services de santé scolaire de l'Education nationale, les associations, la PJJ et les points écoute jeunes. L'objectif, à terme, étant la mise en place d'un réseau santé adolescents jeunes.

**Contacts : cellule coordination suicide,
Fondation Lénval, Nice - Tél. : 04 92 03 03 26**

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Troubles du développement : les acteurs des Alpes-Maritimes se mobilisent

Les Alpes-Maritimes développent un programme de coordination des actions visant à réduire les troubles du développement chez les jeunes enfants, sur cinq territoires vulnérables du département. Une expérience unique en région.

Mise en place sous l'impulsion de la DDASS et du Conseil Général des Alpes-Maritimes, l'action de coordination porte sur cinq sites présentant une situation sanitaire et sociale défavorable : Nice-Vernier, Cannes Mont Chevalier, Vallauris, Carros, et Les vallées.

Elle s'inscrit dans l'objectif 1 du PRSJ et vise à réduire la forte proportion d'enfants de moins de six ans qui présentent des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.

Comme l'explique le Dr Jacqueline Dor, Sous-directeur des actions médicales au Conseil Général, *"les problèmes que rencontrent certains adolescents trouvent leur origine dans l'enfance. De la qualité des premiers liens dépendront en grande partie les capacités sociales et d'apprentissages futures"*. D'où l'intérêt de repérer le plus précocement des troubles psycho-moteurs, du comportement ou encore du langage, qui peuvent influencer défavorablement le reste de l'existence s'ils ne sont pas pris en charge.

Pascaline Durand, du CoDES 06, occupe depuis un an la fonction de coordinatrice des actions menées sur ces cinq territoires, en étroite partenariat avec l'Education Nationale et ses professionnels de la santé scolaire, le département, les municipalités et les associations locales.

Chargée d'organiser la concertation et d'harmoniser la mise en œuvre des actions, elle témoigne : *"Sur chacun des sites, cinq groupes de travail composés des principaux acteurs concernés ont été créés, afin d'améliorer les dispositifs de repérage et d'orientation des enfants présentant des troubles du développement, à l'occasion des deux bilans de santé effectués en maternelle, à 3-4 ans et à 5-6 ans."*

Le second objectif, c'est le soutien à la fonction parentale des familles en difficulté, à travers le travail d'écoute et d'accompagnement des professionnels à leur contact."

Parallèlement, de nombreuses actions multi-partenariales et spécifiques à certains sites ont vu le jour depuis un an.

Sur le territoire des Vallées par exemple, où l'isolement géographique ne facilite pas l'accès aux soins, des temps de rencontre et de médiation ont été organisés entre les parents et les professionnels de proximité, afin de trouver des solutions adaptées aux jeunes enfants. A Vallauris, c'est un programme d'éducation à la santé de trois ans portant autour de l'hygiène de vie et de l'alimentation qui a été mis en place dans les écoles maternelles situées en ZEP.

En 2002, le repérage précoce des problèmes de développement devrait se faire encore plus en amont et cibler les enfants de moins de trois ans. Des formations sont également prévues pour améliorer les pratiques des professionnels.

En un an, cette action de coordination a suscité une forte dynamique, portée par la mobilisation des institutionnels et des acteurs de terrain.

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Le "Clap Santé Jeunes", ou la prévention filmée par les jeunes

L'ambiance est survoltée, ce samedi sur les hauteurs de Grasse. Plus de 200 adolescents du département sont réunis à la MJC Altitude pour assister au nouveau festival du film vidéo de prévention santé qu'organise le Comité Départemental de Prévention de l'Alcoolisme, "le Clap Santé Jeunes".

Dix-sept films réalisés par des 15/25 ans de la région sont en compétition pour l'obtention du trophée de la meilleure fiction, du meilleur clip, du meilleur reportage et du prix du public. Ayant le libre choix des thèmes à aborder, les réalisateurs en herbe ont choisi de filmer à leur manière la toxicomanie, le mal-être, la violence, le tabagisme, l'alcoolisme, le Sida.

Au final, des images chocs, des messages de prévention décapants et une occasion rare d'appréhender les représentations que se font les jeunes de la santé.



Fort de ce premier succès, le Clap Santé Jeunes sera reconduit en 2002.

- Meilleure fiction : "666", MDG
- Meilleur clip : "Déception", 6 TMD
- Meilleur reportage : "La maltraitance", Sabrina et Sonia
- Prix du public : "Déception", 6 TMD

Contacts :

Philippe Chassang,
Marie-France Leroux,
CDPA-CCAA 06, 2 rue Gioffredo,
06000 NICE - Tél. 04 93 62 62 10

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Santé et citoyenneté au programme

88% des collèges et des lycées du département disposent aujourd'hui d'un comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC), conformément à l'objectif pour suivi depuis trois ans par l'Inspection Académique.

L'objectif 4 du PRS "Santé des enfants et des jeunes" prévoit de faire passer, entre 2000 et 2005, de 50 à 80 % le nombre d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation pour la santé. Un objectif qui s'inscrit dans la politique du ministère de l'Education Nationale, mis en œuvre dans les Alpes-Maritimes depuis trois ans, qui se traduit aujourd'hui par l'existence d'un comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC) dans près de 9 collèges et lycées sur 10. Rappelons que les CESC ont été créés en 1998 pour renforcer la politique de prévention des conduites à risques dans les établissements scolaires. Selon le Dr Marie-Josée Bertolissio, responsable de la santé scolaire à l'Inspection Académique : *"à terme, tous les établissements devraient disposer d'un CESC. L'action menée depuis trois ans tend à renforcer les partenariats, à mettre en cohérence l'existant. La nécessité d'avoir des partenaires nous a incité à définir la place et le rôle des institutions et des associations au sein des CESC."*

Nous avons créé dans un premier temps des fiches de présentation des intervenants, pour mieux connaître les champs d'activités respectifs. Puis nous avons organisé des formations par territoires destinées aux chefs d'établissements, aux enseignants, aux conseillers d'éducation et aux personnels de la santé scolaire, en vue de mettre en place des rencontres éducatives. La mise en place de formations inter-catégorielles et inter-partenariales favorise l'acquisition d'un langage et d'une démarche commune, tenant compte des compétences de chacun."

Partenaire privilégiée du PRS Jeunes depuis le début, l'Inspection Académique en a rappelé les objectifs à l'ensemble des chefs d'établissements du département et des inspecteurs de l'Education nationale, lors d'un rassemblement organisé en octobre dernier. Incités à proposer des actions dans le cadre du PRS en faveur de la santé des jeunes, trois établissements ont vu leur projet retenu. Il s'agit du lycée hôtelier Paul Augier à Nice, du collège Langevin à Carros et du collège Port Lympia à Nice.

"C'est le chef d'établissement qui est responsable de la mise en œuvre de la politique de santé dans sa structure. Cette politique fait alors l'objet d'une démarche concertée avec l'ensemble de la communauté éducative" conclut le Dr Bertolissio.

Les 6 missions d'un Comité d'Education à la Santé et à la Citoyenneté (CESC)

La politique de prévention des conduites à risques au sein de l'Education Nationale a débuté dans les années 70. En 1998, les Comités d'Environnement Social (CES) sont remplacés par les CESC, avec élargissement du champ d'intervention à l'éducation pour la santé et à la citoyenneté. Les CESC ont pour missions :

- 1- de contribuer à la mise en place de l'éducation citoyenne en rendant l'élève responsable, autonome et acteur de prévention
- 2- d'organiser la prévention des dépendances, des conduites à risques et de la violence dans le cadre du projet d'établissement
- 3- d'assurer le suivi des jeunes dans et hors de l'école (au travers de relais extérieurs)
- 4- de venir en aide aux élèves manifestant des signes de mal-être
- 5- de renforcer les liens avec les familles
- 6- d'apporter un appui aux acteurs de la lutte contre l'exclusion en renforçant les liens entre l'établissement, les parents les plus en difficulté et les autres partenaires concernés.

Article paru dans *Priorités Santé* n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

La prévention clinique pour réduire les conduites addictives

A Nice, CREDIT a mis en place un lieu d'accueil et de consultation au service de la prévention clinique des conduites addictives et des comportements à risques chez les jeunes.

Mettre au service de la prévention les connaissances acquises dans le domaine du soin en toxicomanie, tel est l'objectif du lieu d'accueil et de consultation que vient de mettre en place la structure CREDIT, à Nice, en partenariat avec le CHU de Nice.

Une initiative récente, intitulée "Paroles", qui permet de répondre tous les jours aux inquiétudes suscitées par une conduite addictive décelée chez un jeune.

"Paroles" s'inscrit dans le cadre du plan de prévention des dépendances de la MILDT*, qui préconise une réorientation du dispositif d'accueil des adolescents, en amont des toxicomanies organisées, afin de répondre aux difficultés spécifiques et au mal-être psychologique des jeunes.

Evelyne Mariani, psychologue clinicienne et thérapeute familiale, reçoit le plus souvent en entretiens l'entourage de l'adolescent concerné : *"Les jeunes consultent rarement eux-mêmes, j'ai donc plus souvent affaire à l'entourage familial ou institutionnel, inquiet de voir un adolescent consommer du cannabis, de l'ecstasy, de l'alcool ou de cocaïne, en demande de soutien."*

Il s'agit alors d'évaluer la situation sociale, scolaire, familiale et psychologique du jeune, de comprendre le contexte d'apparition des troubles et de proposer un suivi approprié", explique-t-elle.

La plupart des cas traités révélant un contexte familial perturbé, la thérapie familiale est souvent proposée ; lorsque l'adolescent a été envoyé par un référent éducatif ou quand sa famille ignore sa consommation de drogue, c'est un suivi personnalisé qui lui est alors proposé afin de lui faire prendre conscience de sa conduite.

L'intérêt d'un tel lieu de prévention clinique, c'est de se situer à mi-chemin entre les actions de prévention classique et les prises en charge thérapeutiques de situations pathologiques avérées (les centres de soins spécialisés aux toxicomanes - CSST - par exemple vis-à-vis des héroïnomanes).

"Les jeunes du dispositif "Paroles" ont une consommation rituelle de produits illicites, sans dépendance avérée. Ici, leur comportement peut être "parlé", sans être stigmatisé", commente Evelyne Mariani.

Pour mettre en place un réseau avec les professionnels susceptibles de repérer les premiers signes d'alerte chez un jeune, la structure a noué de nombreux contacts avec l'Education nationale, la PJJ, la PMI, les services AEMO ou les associations de prévention.

L'équipe actuelle vient de se renforcer avec l'arrivée d'une pédopsychiatre, également thérapeute familiale, et va aussi intégrer des cliniciens du CSST, situé à l'étage en dessous.

A noter que l'association CREDIT, qui a une mission de prévention, de formation et de documentation, a été retenue par la MILDT pour gérer dans les Alpes-Maritimes le centre d'informations et de ressources sur les drogues et les dépendances.

* Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les toxicomanies (MILDT)

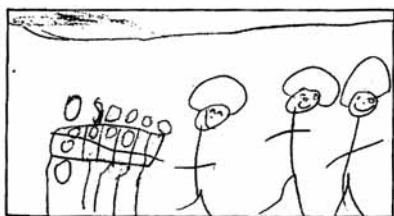
**Contact : Consultation "Paroles", CREDIT - CHU Nice,
10, av. Malausséna, 06000 NICE,
Tél. 04 93 53 39 39**

Article paru dans *Priorités Santé* n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Prévention de l'obésité : l'éducation nutritionnelle des enfants de la ZEP de Vallauris

Deux fois plus en excès de poids que la moyenne nationale, les enfants de quatre écoles maternelles bénéficient d'un programme de prévention porté par le CoDES.

26 % des élèves de 9/10 ans et plus de 27% des 5/6 ans sont en surcharge pondérale dans la ZEP de Vallauris, c'est-à-dire qu'ils dépassent le seuil de surpoids et d'obésité, alors que la moyenne nationale s'élève à environ 13,5%...



"La fabrication du pain" par les enfants de grande section de maternelle de Vallauris

Un tel constat épidémiologique, révélé en 2000 et 2001 par des enquêtes conjointes de la santé scolaire et du Conseil Général (PMI) auprès des enfants de grande section de maternelle et de CM1, a justifié le développement d'actions de prévention nutritionnelle précoce.

Un programme d'éducation nutritionnelle a été mis en place par le CoDES 06 (via les financements du PRS Jeunes) dans cette ville fin 2000, destiné aux enfants de maternelle, aux parents et aux professionnels.

Son objectif : favoriser l'acquisition de comportements alimentaires favorables la santé chez les plus jeunes, et en évaluer les résultats dans trois ans lorsque ces enfants seront en CM1.

Plus de 1.000 personnes y participent : près de 600 enfants issus des quatre écoles maternelles de la ZEP, Éducation nationale, mairie, restauration scolaire, Conseil général, CMP, médecins libéraux et associations.

Pour Pascaline Durand, coordinatrice au CoDES : *"L'action cible les enfants et leurs parents pour les sensibiliser aux bienfaits d'une alimentation équilibrée, adaptée au budget familial. Mais elle vise aussi à permettre aux professionnels d'intégrer dans leurs pratiques la dimension culturelle et sociale du comportement alimentaire des familles précaires ou migrantes."*

Parmi les actions mises en place, des ateliers sur l'alimentation animés par Dominique Rimbart, la diététicienne du CoDES, sont proposés aux grandes sections de maternelle, à raison de 6 séances.

Au programme : la découverte des céréales, la préparation de plats à base de fruits et légumes, la dégustation d'eaux...

Depuis septembre dernier, des goûters moins gras et moins sucrés, plus adaptés aux besoins des enfants, sont proposés à la récréation.

Pour les familles, des réunions autour de l'alimentation sont régulièrement organisées, et un livret de recettes doit être réalisé durant l'année scolaire.

Pour les parents en difficultés, le CoDES anime également, dans les associations de proximité, des ateliers sur le thème "Alimentation et petit budget". Et trois formations à destination des professionnels sont prévues pour les mois à venir : alimentation et migrants (1 jour), prévention de l'obésité (1 jour) et attitude de l'adulte à la cantine (1 jour).

A noter que cette initiative intéresse le CHU de Nice et le Conseil Général, qui proposent de créer un comité de pilotage autour de ce projet.

Contact : CoDES 06, Nice, Tél. 04 93 18 80 78

Article paru dans *Priorités Santé* n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

Soutien à la parentalité : des réunions avec les parents à la maternité de l'hôpital de Grasse

Un jeudi par mois de 18h30 à 20h30, les nouveaux parents sont accueillis après leur sortie de la maternité, pour des réunions dont l'objectif est de prévenir les troubles du comportement de l'enfant et de favoriser un développement harmonieux*.



Les séjours de plus en plus courts à la maternité ne favorisent pas l'éducation et l'apprentissage du rôle de parent. Cette nouvelle fonction doit être soutenue pour prévenir les éventuels dysfonctionnements de la relation parent-enfant.

C'est sur la base de ce constat que le service de maternité du centre hospitalier de Grasse a mis en place depuis 2001 des réunions rassemblant parents, psychologue, sage-femme et puéricultrice. Au-delà de cette formation, c'est le renforcement de la place et de la fonction paternelle dans le système familial qui est en jeu. Avec cette initiative et grâce à l'aide de la DDASS et du Conseil Général, l'hôpital devient un lieu d'échanges permettant aux parents de rompre l'isolement dans lequel ils peuvent volontairement ou non se trouver. Faciliter le dialogue et créer des liens avec tous les professionnels de santé fait partie, parmi d'autres, des objectifs de ces rencontres. Au final, la prévention, dont les effets à moyen terme sont difficilement mesurables, doit permettre de réduire les maltraitances, les dépressions maternelles, les troubles du comportement de l'enfant et les souffrances psychiques.

50 familles par an

Le territoire concerné par cette initiative ne se limite pas à la ville de Grasse et ses environs mais concerne également les départements limitrophes aux Alpes-Maritimes. Au cours de l'année 2002, 119 participants ont assisté assidûment aux réunions mensuelles, dont des couples et des femmes seules. Présentes à chaque séance, une psychologue de la maternité, une sage-femme et une puéricultrice de PMI mènent les débats et accompagnent ensuite les parents si besoin.

Un questionnaire, remis en fin de séance à tous les participants (parents, équipe de maternité, de pédiatrie et de PMI, professions libérales), permet de mesurer le travail accompli. Chaque année, une cinquantaine de familles profite de ces rencontres.

**(Source : Trait d'union, journal interne de l'hôpital de Grasse, n°14)*

Contact : CH de Grasse, maternité, Tél. 04 93 09 55 55

Article paru dans *Priorités Santé* n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Education pour la santé : bagage minimum pour les élèves du lycée hôtelier

Le lycée professionnel Paul Augier a mis en place pour ses élèves des actions de prévention adaptées aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme.

Le lycée professionnel Paul Augier, à Nice, accueille près de 800 élèves âgés de 14 à 20 ans. Il prépare aux métiers de l'hôtellerie et du tourisme, du CAP aux BTS, en passant par les BEP et les baccalauréats professionnels et technologiques. Dans le cadre du PRSJ, le Proviseur M. Prospéri et le service de santé scolaire de l'établissement ont mis en place des actions de prévention en faveur des jeunes. Comme chaque année, le plan d'actions 2004 a été établi avec la participation des élèves élus au conseil de la vie lycéenne.

Pour le médecin scolaire, *"Il s'agit de maintenir un cycle d'actions construit pour les jeunes, sur des thématiques d'éducation pour la santé qui concernent ces futurs professionnels de l'hôtellerie et du tourisme"*.

Du secourisme aux lombalgies

Chaque année, la formation aux premiers secours représente un passage quasi-obligé pour les élèves.

Les connaissances acquises lors de cette expérience peuvent s'avérer très utiles dans l'exercice d'un métier qui côtoie un public nombreux, voire pour secourir des collègues de travail accidentés.

D'autres interventions sont assurées tout au long de l'année. Pour toutes les classes des secondes aux 1^{ères} années de BTS, le Planning Familial anime des espaces de discussion sur la sexualité.

Les questions les plus fréquemment abordées relèvent de la difficulté d'exister en tant que femme dans les métiers de l'hôtellerie, ou encore des problèmes relationnels entre garçons et filles, des agressions sexistes, des relations amoureuses.

Sur le thème du Sida et des infections sexuellement transmissibles, les classes de première ont cette année bénéficié d'entretien avec le personnel du CDAG (*Centre de Dépistage Anonyme et Gratuit*) du département.

Dès l'entrée en seconde, la prévention du mal de dos est également au

programme des élèves. Les professionnels de l'hôtellerie sont en effet particulièrement concernés par les problèmes de lombalgies dues aux soulèvements de charges. La sensibilisation est assurée par les médecins de l'association PRESS.

Par le passé, les élèves avaient réalisé un reportage photo sur les positions de travail au sein de l'établissement pour illustrer leur réflexion.

Des ateliers relationnels ont également été mis en place et s'adressent plus particulièrement aux élèves de l'internat.

Une soirée par mois, ces derniers, encadrés par des professionnels, disposent d'espaces de discussions pour aborder leurs difficultés, qu'il s'agisse de discipline, de conduites addictives ou de sexualité. Comme on le voit, les idées et les priorités ne manquent pas, le principal souci étant de dégager le temps nécessaire pour l'organisation et la coordination de ces interventions.

Ce n'est pas le médecin scolaire, dont le secteur comprend 6.000 élèves, qui dira le contraire...

Les projets programmés pour les mois à venir vont néanmoins concerner la toxicomanie, au travers de séances de théâtre interactif avec la compagnie Entract', ainsi que la prévention du tabagisme, campagne qui doit être assurée auprès des élèves de seconde par les infirmières scolaires.

**Contacts : Lycée Paul Augier,
163 bd René Cassin, 06200 Nice
Tél. 04 93 72 77 77**

Article paru dans Priorités Santé n°9 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2004



Prévention des conduites addictives : La Mutualité sur tous les fronts

Depuis 2001, un vaste programme départemental de promotion de la santé dans les établissements scolaires est mené par la Mutualité Française des Alpes-Maritimes.

Décliné dans les trois bassins de Cannes, d'Antibes-Valbonne et de Nice, le programme s'est traduit par la mise en place de nombreuses initiatives en faveur des élèves, des parents et des professionnels de l'Éducation Nationale, en partenariat avec les CESC* des établissements. Des actions qui vont pour la plupart être reconduites en 2005.

Ainsi, l'an dernier, dans quinze collèges et lycées du département, 2.340 élèves ont participé à des ateliers interactifs sur les conduites à risques, animés par l'équipe de prévention de la Mutualité Française (un responsable et deux sociologues).

À la demande de la commune d'Eze, un programme expérimental de prévention du tabagisme a été mis en place auprès d'une cohorte de 40 élèves, issus des classes de CM2 d'Eze, l'objectif étant de les suivre durant quatre ans. Le programme en est à sa troisième année, avec des élèves actuellement en 5^{ème} au collège Jean Cocteau de Beaulieu-sur-mer. L'évaluation de cette initiative, prévue l'an prochain, permettra de savoir si les messages de prévention délivrés lors des ateliers réguliers ont porté leurs fruits auprès des jeunes, et notamment s'ils ont eu une incidence sur l'âge de la première cigarette, que l'on sait de plus en plus précoce.

Par ailleurs, des séances d'information sur les produits psycho-actifs et plus particulièrement sur le cannabis sont régulièrement proposées aux parents d'élèves de certains collèges d'Antibes. Comme l'explique Henri Dechaux-Beaume, responsable de l'activité de promotion de la santé à la Mutualité Française : *"depuis environ trois ans, on assiste à une accélération de l'âge de la primo-consommation de cannabis, qui se fait désormais au collège. Ce qui inquiète les parents. L'intérêt de ces rencontres avec eux est de travailler sur leurs représentations et parfois de dédramatiser"*.

Antibes : une étude sur les parents d'élèves

Toujours sur le bassin d'Antibes, des formations d'une journée sur la prévention de la toxicomanie ont été menées dans sept collèges et quatre lycées, destinées aux équipes éducatives et aux parents d'élèves.

Une enquête auprès de ces derniers, portant sur la parentalité et abordant différents aspects de la santé de leurs enfants, a d'ailleurs été lancée et un questionnaire distribué à près de 10.000 parents. Les résultats seront connus début 2005.

Au collège de la Fontonne, un "club santé" fonctionne depuis 2001, animé par la Mutualité et le Point écoute jeunes. Tous les jeudis, entre midi et deux, les élèves participent à des ateliers sur des thèmes de leurs choix ayant trait à la santé. 420 y participent en moyenne chaque année, intéressés par les questions de sexualité, d'équilibre alimentaire ou de racket, mais aussi par les gestes de premiers secours (avec démonstrations des pompiers) ou les risques auditifs (par un audioprothésiste).

Sur le bassin cannois, ce sont des modules de formation des adultes qui ont été proposés. 24 ont été suivis par les professionnels travaillant auprès des jeunes (enseignants, professionnels municipaux, police) et 10 par les parents.

Enfin, les 300 étudiants de deuxième année à l'IUFM de Nice ont désormais dans leur cursus un module de promotion de la santé, avec 12 ateliers de deux heures sur l'éducation pour la santé, la prévention du suicide, la toxicomanie etc. L'objectif de cette formation étant qu'ils puissent mettre en place ultérieurement des programmes de promotion de la santé dans les établissements scolaires.

Toutes ces initiatives ne sont pas proposées au hasard mais correspondent à une demande toujours plus forte des établissements scolaires.

"Nous avons du mal à répondre à la demande tant nous sommes sollicités" conclut Henri Dechaux-Beaume, qui vient néanmoins pour 2005 de rajouter à son programme quelques collèges des petites communes de la Tinée...

* CESC : comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté

Contact : H. Dechaux-Beaume
Mutualité Française 06
7, av. Gustave V, 06000 NICE
Tél. 04 93 82 88 48

Article paru dans Priorités Santé n°11 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2004

Construire un programme d'éducation à la santé avec la Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie (13)

Le service Prévention Santé de la Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie des Bouches-du-Rhône aide actuellement à la mise en place de programmes d'éducation à la santé dans les établissements scolaires de sept secteurs géographiques du département. Cet appui méthodologique a pour but de soutenir le personnel de l'Éducation Nationale (encadrants, enseignants, médecins, infirmières et assistantes sociales scolaires) dans la mise en oeuvre de programmes pluriannuels.

L'objectif 4 du PRS "Santé des enfants et des jeunes", dans le cadre duquel s'inscrit cette initiative, prévoit en effet le développement d'actions visant à favoriser l'acquisition par les enfants et les adolescents d'habitudes de vie favorables à la santé. "30 écoles maternelles, 37 écoles primaires et 10 collèges de Marseille, Port Saint Louis, Orgon, Tarascon, Arles et Miramas sont actuellement impliqués dans cette démarche, qui mobilise 10 équipes de la CPCAM, soit 21 personnes", indique Jacqueline Arnaud, responsable du service prévention santé. L'objectif visé par les partenaires (Académie d'Aix-Marseille, DDASS 13 et CPCAM) est de décliner des projets cohérents de la maternelle au lycée sur une même zone géographique. La démarche repose sur la collaboration des enseignants et sur l'implication active des élèves. Considérée comme un aspect essentiel de la mission éducative de l'école, l'éducation à la santé vise à développer chez ces derniers des compétences favorisant l'estime de soi, le respect des autres, la solidarité ou encore l'autonomie.

Contact : Caisse Primaire Centrale d'Assurance Maladie, service prévention santé, Marseille

Article paru dans *Priorités Santé* n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

La Rouguière : Faire évoluer l'image des jeunes

Le centre social la Rouguière, dans le 11^e arrondissement de Marseille, organise chaque année de nombreuses actions de santé communautaire en direction des publics en difficulté de la Vallée de l'Huveaune.

Un Point Ecoute Santé a été créé en 1994 et propose des permanences hebdomadaires. Des actions auprès des stagiaires de l'AFPA, un centre de formation tout proche qui reçoit chaque année près de 600 personnes en situation de précarité et pour qui le centre social facilite l'accès aux soins, ont également été mises en place.

Mais ce qui caractérise le plus la coordinatrice Raymonde Long, c'est sa volonté de faire évoluer de façon positive l'image des jeunes du quartier de la Rouguière. Cette préoccupation avait d'ailleurs été abordée lors des États Généraux de la Santé de février 1999 à Marseille. "Ce jour-là, les jeunes de la cité avaient fait savoir combien il pouvait être difficile pour eux de s'intégrer en étant issus de certains quartiers, et avaient déploré l'image négative qui leur était associée. Ils avaient interpellé le Professeur Marcel Rufo, qui avait alors promis de leur rendre visite à La Rouguière".

Parole tenue depuis deux ans, ce qui vaut au célèbre pédopsychiatre une grande popularité dans le quartier. Sa conférence, en février dernier, a été préparée avec beaucoup de sérieux par les jeunes. Des témoignages ont permis d'amorcer les débats ; "sa venue les valorise, et leur apporte beaucoup". France 2 leur a d'ailleurs consacré un reportage le 28 avril, dans une émission de François de Closets.

Contact : Centre social La Rouguière, Marseille - Tél. : 04 91 44 37 16

Article paru dans *Priorités Santé* n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Pour un repérage précoce de la "maltraitance sourde"

Le Centre Médico-Psychologique (CMP) des Carmes, à Marseille, anime des lieux de parole à l'intention des enseignants d'établissements scolaires situés en ZEP. Une expérience-pilote pour repérer et orienter les enfants victimes de "maltraitance sourde".

Le CMP des Carmes, structure du service de pédopsychiatrie du Centre hospitalier spécialisé Edouard Toulouse, prend en charge chaque année 900 mineurs des 1^{er}, 2^e et 3^e arrondissements de Marseille.

Au terme de vingt ans de pratique clinique, le constat que dresse l'équipe du CMP est le suivant : les adolescents reçus en consultation pour des actes de violence ont tous connu dans leur petite enfance une grave souffrance mal prise en compte ou banalisée par les médiateurs sociaux. Cette maltraitance, conjuguée au discrédit jeté sur les adultes, se traduit plus tard par une agressivité et un échec scolaire qui auraient pu être évités. Depuis deux ans, les six membres de l'équipe du CMP, sous la direction du Dr Morali, pédopsychiatre, ont mis en place en liaison avec l'Inspecteur de l'Éducation Nationale un dispositif socio-éducatif en faveur d'un repérage précoce de la maltraitance par les enseignants. Ce dispositif s'appuie sur la création de lieux de parole pour le personnel encadrant de sept établissements scolaires situés en ZEP (écoles primaires, maternelles et collège) et sur la mise en place de permanences régulières pour les familles au sein du CMP.

De la somnolence aux actes de violence

Il existe des symptômes aisément repérables de la maltraitance sourde dont peuvent être victimes certains enfants. L'écolier de 4 ans qui somnole tous les jours en classe, l'enfant qui ne communique que sur le mode agressif, qui emploie des grossièretés d'adultes... peuvent constituer autant de signes.

"Les enseignants, face à des cas de maltraitance avérée, ne savaient pas toujours que faire. Les interventions des professionnels du CMP, assistantes sociales, éducateurs ou psychologues, leur permettent chaque mois de parler des problèmes décelés chez certains enfants et d'élaborer une stratégie au cas par cas. De plus, par une meilleure connaissance des structures relais, les enseignants orientent désormais au mieux l'enfant et sa famille", explique le Dr Morali.

Parallèlement à cette démarche, les psychologues du CMP interviennent également auprès d'adolescents exclus temporairement ou définitivement du système scolaire, dans des classes intitulées "relais" et "passerelles".

"Pour réduire la déscolarisation, il convient de lutter dès le plus jeune âge contre l'absentéisme banalisé en maternelle et en primaire, qui constitue le lit de l'échec scolaire et se transforme avec le temps en école buissonnière. Parallèlement à ce travail auprès des enfants, il faut aussi parfois expliquer le rôle de l'école à certains parents qui n'en perçoivent pas toujours le sens". Il arrive souvent qu'après une psychothérapie les enfants réinvestissent leur scolarité et se mettent à travailler avec assiduité. Les parents disent alors "c'est depuis qu'il fait du foot"...

Pour les professionnels du CMP, c'est aussi bien comme ça ...

Article paru dans *Priorités Santé* n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

L'Espace Santé Jeunes de Salon : le dynamisme d'un réseau autour de la santé des jeunes

À Salon-de-Provence, l'Espace Santé Jeunes est à l'origine d'un décloisonnement institutionnel et associatif mis en place au fil des années en faveur de la santé des jeunes.

Près de 620 jeunes de 13 à 25 ans franchissent chaque année le seuil de l'ESJ de la rue Labadie, à Salon-de-Provence. Lieu d'accueil, d'écoute, de prévention et de santé, cette association est un bel exemple de mise en réseau institutionnelle et associative au service de la prise en charge des problèmes de santé rencontrés par la jeunesse du pays salonnais.

Une équipe de vingt personnes s'y consacre, salariés ou professionnels mis à disposition par les nombreux partenaires : Centre Hospitalier, CMP enfants et adultes, PMI, Mission locale, AEMO, Planning, PJJ, associations Eclipse ou Couples et familles; l'association ayant pour présidente Michèle Blanc-Pardigon, Chef du service pédiatrie/adolescence au CH de Salon.

"Les adolescents sont reçus entre deux et quatre fois, par du personnel formé à l'écoute. Nous leur proposons des consultations médicales et psychologiques, et les accompagnons en moyenne pendant une période de deux ans. La qualité de l'orientation que nous leur proposons repose sur notre connaissance approfondie des acteurs et des réseaux médico-sociaux locaux" explique Carmelo Franchina, directeur de l'association.

L'ESJ mène chaque année des actions de prévention dans les établissements scolaires, autour des thèmes du sida, de la toxicomanie, du bien-être, de la nutrition ou encore de la citoyenneté. Avec la mission locale, des visites médicales obligatoires ont été mises en place pour les stagiaires des organismes de formation, afin de déceler notamment d'éventuelles contre-indications professionnelles.

Autre volet de l'activité de l'ESJ : l'accueil des parents, qui peuvent être reçus en entretiens individuels ou dans le cadre de groupes de paroles. Il a fallu longtemps avant qu'ils ne se pérennisent, mais aujourd'hui sept groupes d'adultes se réunissent chaque mois, encadrés par un psychologue et un travailleur social, afin d'être soutenus dans l'exercice de leur fonction parentale.

La prévention du suicide des jeunes

Ces deux dernières années, l'ESJ a par ailleurs organisé des sessions de formation autour de la prévention des récurrences de tentatives de suicide chez les adolescents et jeunes adultes. Des journées ouvertes aux professionnels de l'éducation nationale, de la PJJ, des hôpitaux... qui ont rassemblé en 2000 près de 50 personnes. *"Nous voulons briser le tabou qui demeure autour de la première tentative de suicide. En parler ne signifie pas inciter les jeunes à passer à l'acte !"* commente Carmelo Franchina.

Cette initiative, qui a fait l'objet d'un reportage sur Canal Jimmy il y a quelques mois, sera reconduite. L'objectif étant de créer des équipes opérationnelles pour intervenir dans les établissements scolaires et apporter des réponses au mal-être de certains adolescents.

Contact : Carmelo Franchina, Espace Santé Jeunes, Salon-de-Provence, Tél. 04 90 56 78 89

Le programme "Prodass", une méthode de prévention novatrice

Marianne Ganga, formatrice à l'ESJ, s'appuie sur le Programme de Développement Affectif et Social (ou PRODAS), un outil d'origine canadienne de prévention des conduites à risques, pour intervenir auprès des jeunes. Elle utilise notamment cette méthode novatrice à laquelle elle a été formée pour animer les groupes de paroles mis en place dans les classes de sixième et de cinquième de deux collèges de Salon-de-Provence.

"Le programme Prodass est un ensemble de techniques qui permettent, sous une forme ludique, de favoriser l'expression des adolescents. L'entrée en sixième est une période charnière qui peut être source d'angoisse. À raison d'une heure par semaine, nous travaillons par petits groupes à la prise de conscience de son corps, à la valorisation de ses compétences, à la communication avec l'autre et à la gestion des conflits. L'objectif est de développer la confiance en soi. Lors des animations, les jeunes apprennent à parler de leurs sentiments avec franchise au lieu de les refouler ou de les exprimer par la violence".

Assis en cercle à même le sol, aux côtés de l'animatrice et d'un de leur professeur, les adolescents se livrent à des exercices de théâtre interactif pour parler de ce qu'ils aiment ou n'aiment pas. Autre exercice intéressant : par l'intermédiaire de leur hobby, il s'agit de leur faire prendre conscience des compétences dont font preuve ceux qui par exemple s'adonnent au judo, puis de transposer ce savoir dans le cadre de leurs activités scolaires.

L'évaluation de ce programme, mis en place il y a deux ans, est actuellement en cours, afin notamment d'en connaître l'influence sur les conduites des adolescents.

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Un réseau de santé de proximité dans la Vallée de l'Huveaune

Sous l'impulsion de la DDASS 13, un réseau de santé de proximité a vu le jour dans les 10^e et 11^e arrondissements de Marseille, pour améliorer l'accès aux soins des enfants souffrant de troubles du développement.

L'un des cinq objectifs du programme régional de santé "santé des enfants et des jeunes", prévoit d'ici 2005 de réduire de 50 % la proportion d'enfants présentant des troubles du développement et de l'apprentissage à l'entrée à l'école élémentaire. Cet objectif cible prioritairement les territoires et les quartiers vulnérables, comme les Zones d'Education Prioritaires. Car si 10% en moyenne des élèves de maternelle ont une contre indication à l'entrée au CP, ce taux s'élève à près de 18 % dans les ZEP et en CM2, le taux de retard scolaire y est de 46 % ! Pour y parvenir, la DDASS 13 préconise la création de réseaux de santé de proximité associant les professionnels de santé et de l'éducation, les travailleurs sociaux, les acteurs associatifs et les habitants, autour de deux grands axes : le soutien à la parentalité et le dépistage, suivis de l'orientation des troubles de l'apprentissage.

A Marseille, le site de la Vallée de l'Huveaune a été retenu, en fonction de critères socio-économiques, d'indicateurs de réussite scolaire, et en raison de sa forte démographie d'enfants de moins de 14 ans (21% contre 11% pour la ville).

La coordination, clé de voûte de la démarche

Pendant plus d'un an, Rebeca Lange, coordinatrice du réseau, est allée à la rencontre de l'ensemble des acteurs des 10^{ème} et 11^{ème} arrondissements en relation avec la petite enfance et la famille. Comme elle l'explique : *"Le diagnostic de départ a permis d'identifier les facteurs rendant difficile l'accès aux structures de prise en charge des enfants présentant des problèmes : démarche tardive des familles dans la recherche de soins pour leurs enfants, besoin de formation des professionnels, mauvaise lisibilité des structures de prises en charge, problèmes de places disponibles dans les structures publiques, difficultés de communication entre les parents et les enseignants... Or lorsque le trouble de l'enfant n'est pas précocement pris en charge, il persiste, au détriment de l'apprentissage et de l'intégration sociale. D'où l'importance d'une bonne coordination des acteurs concernés".*



Un noyau dur de volontaires s'est rapidement mis en place, composé d'une cinquantaine de professionnels et d'habitants : enseignants, assistantes sociales, médecins généralistes et spécialistes, orthophonistes, animateurs, psychologues, directrices de crèches et parents d'élèves, avec le soutien des médecins de PMI et des services de santé scolaire.

A raison de deux sessions par mois, une formation recherche-action leur a permis de se connaître, de repérer les dysfonctionnements et de définir des objectifs communs. La formation a abouti à la mise en place d'un protocole pour faciliter les démarches des familles et améliorer la rapidité des circuits de prise en charge. Selon Rebeca Lange *"après un an d'existence, les perspectives de ce réseau paraissent bonnes. Les acteurs sont très motivés, des actions sur site se mettent en place".*

Le répertoire des acteurs impliqués dans cette démarche vient par ailleurs d'être édité, il recense l'ensemble des structures et des personnes ressources à contacter. A noter qu'une expérience similaire a été menée sur le site de Port de Bouc à Martigues.

Contacts : Association Gaelle

**(Groupe d'acteurs pour une éducation langage-lecture efficiente),
Marseille - Tél. 04 91 35 10 61**

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Souffrance psychique des jeunes : une consultation spécialisée au centre-ville de Marseille

Le psychiatre des hôpitaux Michel Goujon a implanté une consultation spécialisée au centre-ville de Marseille, afin d'aller au devant des adolescents des quartiers Nord présentant des troubles du comportement.

"Nous avons constaté à Marseille que les adolescents présentant des troubles du comportement fréquentaient peu les structures traditionnelles des intersecteurs de psychiatrie. D'où la création en 1998 d'une consultation spécialisée, implantée sur leur lieu de passage inévitable, afin d'apporter des réponses thérapeutiques aux symptômes de délinquance, tentatives de suicide et autres conduites addictives, ainsi qu'à la souffrance que ces troubles génèrent au sein de la famille, de l'école ou de la cité", explique Michel Goujon, responsable du V^{ème} intersecteur de psychiatrie de l'enfant et de l'adolescent du CH Edouard Toulouse, qui couvre les quartiers Nord de Marseille. Cette consultation accueille rue Pythéas, les 12/19 ans en crise et leurs parents. L'équipe (médecin, éducateurs, infirmière, assistante sociale et psychologue) travaille sur *"la réparation narcissique et la restauration de l'identité personnelle".*

Elle propose un cadre de consultation en relation avec les Urgences de l'Hôpital Nord, les services de pédiatrie, les intersecteurs voisins, les secteurs de psychiatrie générale, l'unité d'hospitalisation de la Timone, l'Institution Serena... et travaille en réseau avec de nombreux partenaires (Éducation nationale, PJJ, foyers, mission locale, associations, médecins généralistes et scolaires...)

En 2001, 2.922 consultations ont été effectuées et 465 adolescents pris en charge. La moitié d'entre eux présente à leur arrivée des symptômes graves : TS chez les filles, troubles des conduites sociales chez les garçons voire troubles graves de la personnalité pour 12% . Une amélioration de la santé mentale a pu être mise en évidence pour 50% des adolescents accueillis. *"Ce travail en réseau s'est récemment étendu avec le service des urgences pédiatriques de la Timone dans le cadre du projet ville-hôpital. Cette nouvelle collaboration avec le Pr Jouve doit permettre une meilleure prise en charge des adolescents sur toute l'agglomération marseillaise",* conclut le Dr Goujon.

Contact : Consultation pour adolescents,

6 rue Pythéas, 13001 Marseille - Tél. 04 91 55 68 30

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Coridys : un centre de ressources dédié aux troubles d'apprentissage

Le centre de ressources de Coridys, à Aix-en-Provence, propose aux professionnels et aux parents des ouvrages spécialisés, des outils pédagogiques et des réunions d'information.

On estime que 5 à 6% de la population est handicapée par les troubles des apprentissages. Une problématique de santé publique au sujet de laquelle la région PACA est l'une des plus avancées de France, en termes de dépistage et de prise en charge. En effet, l'un des douze centres référents du pays sur les troubles du langage a été mis en place au CHU La Timone, à Marseille, dans le service de neuropédiatrie du professeur Mancini. Par ailleurs, dans les Hautes-Alpes, à Orpierre, la maison d'enfants à caractère sanitaire spécialisé "Les Lavandes" est la seule structure à prendre en charge les cas sévères.

Enfin, le PRS "jeunes" accorde lui aussi une part privilégiée aux actions visant à réduire les troubles des apprentissages chez les jeunes enfants.

A Aix-en-Provence, l'association Coridys, créée en 1994, gère un centre de ressources dédié à cette problématique. Convaincue de l'origine neuropsychologique de ces troubles, à savoir le dysfonctionnement du système nerveux et les atteintes cérébrales, l'association s'adresse aussi bien aux parents d'enfants concernés qu'aux professionnels.



Comme l'explique le psychanalyste Ariel Conte, Président de l'association, *"La situation des dyslexiques et des dysphasiques a motivé la création de Coridys. Un nombre considérable d'enfants souffre d'un défaut de soins, par méconnaissance. Alors que de bons tests de dépistage précoce des troubles du langage existent et que leur utilisation s'étend. Le diagnostic précis et la rééducation de ces troubles demandent des outils, une organisation des prises en charge et des formations. L'extrême cloisonnement des savoirs et des pratiques thérapeutiques et éducatives a rendu difficile la perception du problème. C'est pourquoi Coridys agit, avec beaucoup d'autres, pour informer et décroisonner le monde professionnel, orienter les familles, avec un travail de mise en commun des connaissances. Coridys participe aussi à un dispositif national de diagnostic et de formation qui se met actuellement en place"*.

Ouvert au public et animé par deux salariées chargées de la documentation, le centre de ressources propose d'innombrables ouvrages scientifiques et techniques, des articles spécialisés, des logiciels de rééducation et des outils pédagogiques. Coridys met en place des ateliers de formation à l'utilisation de ces outils, destinés notamment aux enseignants et aux orthophonistes, ou encore aux parents, ainsi que des séances d'information grand public.

L'association a également pour objectif d'effectuer une veille scientifique et technique sur les dernières avancées de la recherche, avec une réflexion sur la diffusion des connaissances nécessaires à la compréhension de ces troubles. Un site Internet a été créé à cet effet, consultable par tous : www.coridys.asso.fr, et un centre de ressources similaire est en cours d'installation à Paris.

Contact : Ariel Conte, Président, Coridys, 7 av. Marcel Pagnol, 13090 Aix-en-Provence - Tél. 04 42 95 17 96

Article paru dans *Priorités Santé* n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Le "coin des parents", espaces de paroles dans les écoles maternelles

A Marseille et Port-de-Bouc, des espaces d'écoute et de paroles dans les écoles des quartiers "sensibles" sont proposés aux parents par le CoDES 13 depuis trois ans.

Cette action de soutien à l'éducation parentale a été instaurée pour réfléchir avec les parents sur leurs pratiques familiales, culturelles et éducatives. Le "coin des parents" a pris naissance sur six sites des Bouches-du-Rhône : à La Viste, La Bricarde, Sainte-Marthe et Valplan pour Marseille, aux Aigues Douces et aux Amarantes pour Port-de-Bouc, dans des écoles maternelles.

L'initiative a été précédée d'une étape préliminaire de réflexion avec les parents pour faire émerger leurs préoccupations concernant la santé et l'éducation de leurs enfants. Ces rencontres leur ont permis de discuter des difficultés rencontrées au quotidien, mais aussi de conforter leurs repères familiaux. L'objectif final de cette action étant que les mères trouvent en elles les réponses à leurs questionnements et puissent les partager avec leur entourage.

Il s'agit d'un moyen de rendre les parents acteurs de la santé de leur famille.

Ces coins des parents ont lieu autour d'un café, dans un espace calme de l'école, à un rythme hebdomadaire ou mensuel. Ils sont animés par une éducatrice de santé du CoDES. Les thèmes abordés librement tout au long de l'année dans chacun des groupes montrent une progression dans la confiance et les relations amicales. Il y est question d'alimentation, de sommeil, de violence, d'autorité, de famille... thèmes qui au fil du temps amènent les parents à prendre conscience de leurs problèmes personnels et familiaux et des moyens d'y remédier. Une action de santé communautaire qui dure depuis trois ans et qui est reconduite cette année sur l'ensemble des sites.

**Contact : CoDES 13,
6 rue Fongate, 13006 Marseille,
Tél. 04 96 11 16 63**

L'exemple de La Bricarde

A l'école maternelle de La Bricarde, à Marseille, le "coin des parents" est un lieu convivial aménagé pour les recevoir tous les jeudis matins de 8h30 à 10h00. Une dizaine de mamans fréquente cet espace, des mères très assidues et attentives les unes aux autres. Pour leur permettre de rencontrer d'autres parents, les éducatrices de la Bricarde et de la Viste rassemblent épisodiquement leurs deux groupes, dans des ateliers santé conviviaux. Grâce à ces rencontres, les mamans disent rompre leur isolement et dédramatiser leurs difficultés.

Article paru dans *Priorités Santé* n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Aubagne : un bel exemple de réseau autour de la santé des jeunes

Dans le pays aubagnais, un travail en réseau de longue date des professionnels s'est concrétisé par la création d'une association autour du mal-être des jeunes et, plus récemment, d'un Espace Santé Jeunes.

Jeune directrice de la nouvelle structure, Véréna Sabatino nous fait l'historique de la prise en compte du mal-être des jeunes par les professionnels d'Aubagne et des communes alentours : *"Les états généraux de la santé de 1998 ont fait émerger un sujet fédérateur chez les professionnels comme chez les jeunes : le mal-être des adolescents.*

Dès lors, un réseau informel s'est mis en place sur le bassin aubagnais, réunissant dix structures partenaires : la mission locale, le service pédiatrie du centre hospitalier d'Aubagne, l'intersecteur de pédo-psychiatrie, l'Éducation nationale et son service de santé scolaire, la ville d'Aubagne, les parents d'élèves, l'AMPTA, le foyer des jeunes travailleurs Saint-Thomas, le collège Lou Garlaban et le PII. Pendant trois ans, des réunions à un rythme mensuel ont permis une reconnaissance mutuelle, un décloisonnement et des échanges de pratiques, mais aussi l'organisation de formations communes."



Dès 2000, le réseau est financé dans le cadre du PRSJ et se structure. La création de l'association "Collectif santé jeunes du pays aubagnais" en est l'aboutissement, avec pour mission d'améliorer la santé des 11/25 ans du secteur géographique et notamment de prévenir les tentatives de suicide.

Porté par le Collectif et destiné à proposer un lieu d'accueil et d'écoute des jeunes et de leurs parents, un Espace santé jeunes ouvre ses portes fin 2002 avec quatre salariés. Situé 18 bd Gambetta à Aubagne, il est ouvert du mardi au samedi de 12h00 à 19h00.

Ses animateurs de prévention interviennent également à la demande dans les collèges, les lycées et les organismes de formation du secteur.

Un travail intéressant est notamment en cours sur le thème de l'image de soi avec des élèves de sixième. *"Il s'agit d'une réflexion autour de la signification de son prénom, des événements du jour de sa naissance, de la mise en scène de son image avec la collaboration d'un photographe, des notions de métier et de culture familiale..."* commente Véréna Sabatino.

Cette année, deux formations à destination des professionnels seront en outre organisées : sur les relais de proximité en éducation pour la santé (par la CPAM) et sur l'homophobie.

Contact : Véréna Sabatino,

ESJ Aubagne et Collectif santé jeunes du pays aubagnais, Aubagne,
Tél. 04 42 84 41 08

Mieux vivre ensemble à l'école

Un programme de prévention de la violence à l'école est mis en place depuis 3 ans par le CoDES. Il est axé sur des interventions auprès des enfants et de leurs parents ainsi que, pour la première année, sur la formation des infirmières scolaires.

C'est la recrudescence de la violence dans les établissements scolaires qui a suscité la mise en place de ce programme par le Comité départemental d'éducation pour la santé (CoDES), à la demande de la DDASS et de l'Inspection d'Académie.

Comme l'explique Nathalie Merle, directrice du CoDES : *"L'objectif est de prévenir et de gérer les situations et les comportements liés à la violence, dans un apprentissage du respect de soi-même et des autres. Il s'agit d'un travail sur les notions de citoyenneté, de bien-être et de bien-traitance auprès de trois pôles indissociables : les enfants, les familles et les membres de l'Éducation Nationale."*

Durant l'année scolaire 2003/2004, le programme "Mieux vivre ensemble à l'école" se traduira tout d'abord par une série d'interventions auprès des enfants des établissements scolaires participants. Elles se dérouleront autour de discussions, d'activités et de jeux centrés sur l'expression de leurs sentiments et sur leur approche de la colère. Cinq séances en petits groupes sont prévues au total, répondant à un cheminement bien précis. Il s'agit tout d'abord de faire prendre conscience aux enfants qu'être bien avec les autres peut être source de plaisir, puis de les aider à exprimer leurs sentiments et à distinguer ceux qui leur sont agréables de ceux qui sont désagréables. Ensuite, faire prendre conscience que la colère est un sentiment normal qui doit être exprimé pour ne pas se transformer en violence, puis apprendre à dire "je m'excuse". Les interventions se termineront par un travail de valorisation de l'estime de soi, au travers de la mise en évidence d'au moins une capacité de chacun des enfants, qu'elle soit sportive, artistique, scolaire ou relationnelle. Des réunions avec les parents d'élèves sont également prévues pour expliquer le programme et obtenir leur soutien. Quant aux enseignants et personnel scolaire, ils devraient participer à deux demi-journées de réflexion sur le concept et les mécanismes de la violence ainsi que sur le rappel de la loi.

La formation des infirmières scolaires

Les infirmières scolaires ont été identifiées comme des partenaires privilégiées pour la réussite de ce programme. Elles sont sept, du service de promotion de la santé en faveur des élèves de l'Inspection d'Académie des Bouches-du-Rhône, à s'être portées volontaires pour y participer durant l'année scolaire, en fonction des objectifs de leur projet d'établissement.

Elles bénéficieront donc d'un stage de formation-réflexion de cinq jours, au terme desquels elles seront mises en situation. Un éducateur de santé du CoDES les accompagnera en effet dans l'animation d'une action de prévention de la violence dans une classe de leur secteur d'intervention. A terme, elles seront en capacité de les animer, voire de former elles-mêmes d'autres intervenants à ce type d'actions.

Le programme devrait ainsi, par leur intermédiaire, être appliqué dans une vingtaine d'établissements scolaires du département.

Contact :

Nathalie Merle, directrice, CoDES 13
Marseille - Tél. : 04 96 11 16 63

Prévenir la violence sexiste dans les relations garçons / filles

L'association **Couples et Familles des Bouches du Rhône**, à Aix-en-Provence, mène depuis deux ans une action de prévention de la violence sexiste auprès des collégiens.

Pour Elisabeth Klefstad, directrice de Couples et Familles, *"la violence sexiste est de plus en plus banalisée, en particulier dans les médias, les publicités ou sur Internet. Elle est vécue par les adolescents dans leurs relations amoureuses et constitue une composante récurrente des difficultés que rencontrent les femmes. Il nous a semblé urgent que les jeunes prennent conscience de ce phénomène qui peut nuire à leur développement, compromettre leur intégrité physique, psychologique ou sexuelle."*

L'association a donc mis en place depuis deux années un programme de prévention d'inspiration canadienne, dans plusieurs collèges d'Aix-en-Provence. Il s'agit d'amener les jeunes à une prise de conscience de leurs attitudes dans le but de promouvoir un changement dans les comportements entre garçons et filles, de faire prendre conscience des droits de chacun, du respect que l'on doit à l'autre et à soi-même. En 2004, cette action sera aussi menée en classe de seconde et auprès de jeunes de la mission locale du pays d'Aix.

Les conseillères conjugales et les médiatrices familiales de Couples et Familles interviennent ainsi dans chaque classe de 4^{ème} puis de 3^{ème}, à raison de deux fois deux heures.

Par petits groupes, les élèves sont invités à participer à des saynètes de théâtre forum.

L'intérêt consiste à faire réfléchir les adolescents en les mettant en situation et en les aidant à comprendre leurs émotions et leurs réactions.

Comment réagir par exemple à la situation suivante : un jeune homme passe chercher sa petite amie pour l'emmener à une soirée ; elle a mis une minijupe qu'il juge trop sexy, il lui demande d'aller se changer ; la jeune fille réagit avec agressivité. Comme l'explique Elisabeth Klefstad : *"les jeunes sont amenés à réfléchir sur ce qui se passe entre ces deux personnes. Ils comprennent très vite qu'il s'agit du désir de l'un à contrôler l'autre et comment une situation apparemment banale peut se terminer par un conflit, voire évoluer dans la violence. Après analyse et réflexion sur la situation, ils sont invités à rejouer la scène avec des paroles ou des comportements différents jusqu'à ce qu'un terrain d'entente entre les deux jeunes soit trouvé, dans le respect de chacun. Ils sont le plus souvent très enthousiastes à l'issue des interventions et souhaitent poursuivre la réflexion"*.

Des attitudes stéréotypées

L'utilisation des jeux de rôles permet d'aborder une multitude de thèmes avec les adolescents : le contrôle d'autrui, les droits de chacun des partenaires, les stéréotypes véhiculés par la société et la littérature, les situations de jalousie ou de possessivité...

Les élèves n'ont aucun mal à reconnaître le comportement inacceptable dans les scènes proposées. Néanmoins, leur attitude révèle souvent que garçons et filles partagent l'idée d'une inégalité des sexes. Les adolescents ont souvent du mal à proposer une autre attitude que celle de la lutte pour le pouvoir dans leurs improvisations. Il leur faut du temps pour penser à l'humour qui dédramatise ou au fait d'exprimer ses sentiments sans exiger.

A l'issue des interventions, un travail en transversalité est proposé aux professeurs des classes de 4^e et de 3^e, pour continuer la réflexion avec les jeunes. Cela peut prendre la forme d'un cours d'histoire sur l'émancipation de la femme, d'un cours de citoyenneté sur le respect de l'autre, d'un cours d'éducation physique sur le respect de la relation à l'autre etc.



Par ailleurs, si un problème concernant un adolescent est révélé à l'occasion de ces interventions, l'association et le personnel du collège orientent l'élève vers un réseau de prise en charge.

Les échanges se révèlent fructueux car ils offrent aux jeunes de nouvelles perspectives, telles que l'accès à une pensée plus réfléchie et plus adulte des relations garçons/filles, intégrant l'écoute des désirs et des besoins de l'autre. Systématiquement interrogés à l'issue des deux interventions, ils ont des réactions très positives.

Contact :

Couples et Familles,
1 rue Emile Tavan,
13100 Aix-en-Provence,
Tél. : 04 42 27 55 61

Couples et Familles des Bouches du Rhône : le conseil conjugal, la médiation familiale.

L'association aixoise Couples et Familles, créée en 1975, regroupe des conseillers conjugaux et familiaux, des thérapeutes de couples et des médiateurs familiaux. Outre la prévention de la violence sexiste dans les relations garçons/filles, l'association anime des groupes de jeunes ou d'adultes sous forme d'atelier de paroles sur des thèmes variés : apprendre à vivre ensemble, la puberté, les règles d'auto-protection, la vie affective et sexuelle, les dépendances...

Elle est à l'écoute des couples et des familles en difficultés relationnelles et leur propose des consultations de conseil conjugal, de thérapie de couple ou de médiation familiale.

Article paru dans **Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003**

En améliorant le suivi psychologique des jeunes suicidants, ASMA fait chuter les taux de récurrence

Le réseau marseillais ASMA coordonne depuis 2002 la prise en charge post-hospitalière des adolescents ayant fait une tentative de suicide ou en grand mal-être. Parmi les 170 suivis, ils n'ont été que 13% à récidiver.

Pédiatre aux urgences enfants de la Timone, à Marseille, Patricia Giraud-Escoffier est le médecin coordinateur de l'Association pour la prévention du Suicide et du Mal-être de l'Adolescent (ASMA).

Elle consacre un jour et demi par semaine à la cellule de coordination suicide, qui comprend par ailleurs un pédopsychiatre, une psychologue, une assistante sociale et une secrétaire.

C'est devant le nombre alarmant de tentatives de suicide et de récurrences chez les jeunes adolescents que les acteurs de santé marseillais se sont mobilisés et ont créé en 2002 le réseau ASMA, financé par l'URCAM, le FAQSV* et la DDASS.

L'association a pour mission de coordonner le suivi post-hospitalier des adolescents ayant fait une tentative de suicide ou présentant des idées suicidaires, repérés notamment après leur passage ou leur hospitalisation dans l'un des trois sites d'urgences pédiatriques de la Timone enfants, de l'hôpital Nord ou de Saint-Joseph.

L'objectif est d'assurer la continuité des soins et d'améliorer la prise en charge ambulatoire des adolescents, en mettant en place autour de chaque jeune suicidant et de sa famille un accompagnement qui va durer un an.

Un projet thérapeutique pour chaque adolescent

"Depuis octobre 2002, nous avons suivi 170 adolescents de 10 à 18 ans (la majorité a entre 13 et 15 ans), le plus souvent des filles. 100 d'entre eux avaient réalisé une tentative de suicide. Pendant leur hospitalisation, 95 ont bénéficié d'une évaluation pédopsychiatrique, selon les recommandations de l'ANAES. A leur sortie, tous se voient proposer un projet de prise en charge post-hospitalière, à savoir une orientation vers des consultations spécialisées, en CMP ou CMPP, vers des psychiatres libéraux ou des associations... L'originalité du dispositif consiste à renvoyer les adolescents à la médecine de ville pour une prise en charge psychologique en ambulatoire. ASMA accompagne alors à distance l'adolescent et sa famille, au travers de rendez-vous téléphoniques jalonnant l'année qui suit la tentative de suicide", explique le Dr Patricia Giraud.

A sept dates-clés (10 jours après la sortie, puis à 1 mois, 2, 3, 6, 9 et 12 mois), les membres de la cellule coordination suicide vont prendre des nouvelles de l'adolescent. Il s'agit d'établir des liens et de rester en contact avec la famille et les intervenants présents autour de l'adolescent (généraliste, santé scolaire...) dans le seul but de s'assurer qu'un suivi médical et psychologique est toujours en place et dans le cas contraire d'insister sur l'importance de celui-ci. Il arrive que certains adolescents ou familles restent réfractaires à tout mode de prise en charge. ASMA maintient cependant un contact régulier avec eux afin de toujours leur laisser une porte ouverte. *"Ce lien téléphonique est très important, les jeunes ne sont plus perdus dans la nature après une tentative de suicide. Au terme d'une année de suivi, un réseau de référents aura été tissé autour de l'adolescent, dont il pourra se servir en cas de besoin",* ajoute le médecin coordinateur.

Seulement 13% de récurrences

Le réseau s'appuie sur l'ensemble des acteurs marseillais concernés par la prévention du suicide des jeunes : centres médico-psychologiques, consultations pour adolescents, espace santé jeunes, espace Arthur, relais Sérena (dont le chef de service, le Dr Gilbert Fabre, est le Président

d'ASMA), pédopsychiatres, médecins scolaires, juges etc.

Les résultats préliminaires de ce dispositif sont très encourageants puisque le taux de récurrence de tentatives de suicide est bien en deçà des moyennes nationales : à un an, il s'élève en effet à 13 %, contre 30 à 40% pour la

France. Il faut dire que depuis leur admission au sein de la cellule, 65% des adolescents bénéficient d'un suivi psychologique à 3 mois, et 40% à 6 mois et un an. Auparavant, 60% d'entre eux n'avaient aucun médecin référent. La prévention et la prise en charge du suicide passe par l'amélioration du suivi psychologique des jeunes suicidants.

A noter qu'ASMA organise par ailleurs des formations sur le mal-être et le suicide de l'adolescent auprès des libéraux.

** fonds d'aide à la qualité des soins de ville (FAQSV)*



Contact :

Dr Patricia Giraud-Escoffier,
médecin coordinateur, ASMA, 67 rue de la Palud, 13006 Marseille,
Tél. 04 91 13 71 87

Article paru dans *Priorités Santé* n°10 / Mai - Juin - Juillet - Août 2004

Le Planning familial lutte contre la montée des violences sexistes

Dans le département, l'association multiplie les interventions en faveur des jeunes, afin d'informer sur la démarche contraceptive et tenter d'infléchir les comportements dans des relations garçons/filles de plus en plus tendues.

Le Mouvement Français du Planning Familial reçoit 4.500 personnes par an dans ses locaux du boulevard d'Athènes, à Marseille. Il s'agit presque exclusivement de jeunes filles, âgées en moyenne de 18 à 25 ans (dont 25% de 16/17 ans).

Parallèlement à ses missions traditionnelles d'accueil, d'information et d'accompagnement autour de la démarche contraceptive, l'équipe du planning, composée de seize conseillères conjugales et familiales, multiplie les interventions en direction des jeunes dans les établissements scolaires de Marseille et d'Aix-en-Provence, notamment dans le cadre du PRSJ.

Du primaire à l'Université

Si les animations auprès des plus jeunes portent sur la prévention des abus sexuels, elles concernent au collège les questions d'éducation à la sexualité, de prévention des pratiques à risques et de violences dans les rapports sociaux.

Par un travail d'information à long terme, elles visent à sensibiliser les élèves à ces problématiques.

Au collège, les classes de 4^e et de 3^e se voient proposer des interventions faisant appel au théâtre forum. Les adolescents sont invités à réagir à des saynètes interprétées par les animatrices du Planning, abordant le thème de la première relation sexuelle, des infections sexuellement transmissibles ou encore des grossesses non désirées.

Il s'agit de connaître leurs représentations de la sexualité. Par la suite, les jeunes pourront poser aux intervenantes toutes les questions qui les préoccupent, de façon anonyme.

L'an dernier, 2.400 élèves ont participé à ces séances d'information.

Lutter contre les discriminations

Comme l'explique Marie-Annie Handelsman, nouvelle directrice du MFPE, *"le durcissement des positions sexistes dans les relations garçons-filles est actuellement l'une de nos principales préoccupations. Il devient difficile d'intervenir dans les établissements scolaires. Nos animatrices sont confrontées à de l'agressivité verbale, à des discours stéréotypés et à des pratiques sexistes, de la part des garçons comme des filles"*.

Néanmoins, la démarche permet de mener dans les établissements scolaires volontaires un projet d'éducation à la santé qui implique toute l'équipe éducative.

Nombreux sont les enseignants qui décident par ailleurs d'intégrer le thème de la sexualité à l'un de leur cours, pour poursuivre la réflexion avec les collégiens.

Les interventions se poursuivent dans les classes de lycées, avec des thématiques qui évoluent en fonction de l'âge des participants.

Elles ciblent également les étudiants des campus d'Aix-en-Provence et de Marseille, public réputé très volatile.

En effet, pour Marie-Annie Handelsman, *"L'objectif du Planning Familial consiste à former sur place des étudiants-relais, élèves infirmiers ou futurs travailleurs sociaux, qui seraient identifiés par leurs pairs comme des relais d'information"*.

Un numéro vert IVG contraception

Autre sujet de préoccupation pour les professionnels de l'association : l'augmentation de 28% du nombre des IVG en région PACA ces sept dernières années, contre "seulement" 6 % pour le reste de la France.

Des études sont en cours pour tenter d'expliquer ce phénomène et un numéro vert à vocation régionale a été créé pour le grand public, le 0800 105 105, à la demande de la DRASS, de la Région, et de la Délégation aux droits des femmes (*voir encadré*).

Par ailleurs, pour accompagner les femmes ayant décidé de recourir à l'IVG, des centres d'interruptions volontaires de grossesses tiennent des permanences d'accueil, notamment à l'hôpital d'Aix-en-Provence.

Contact :

MFPE 13, 13 boulevard d'Athènes - 13001 Marseille
Tél. 04 91 91 09 39

Promouvoir la contraception d'urgence

Une campagne de promotion de la contraception d'urgence destinée au grand public est actuellement menée en région PACA par la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales et la Délégation régionale aux droits des femmes.

Elle ne s'adresse plus comme les précédentes aux plus jeunes femmes, mais à toutes les tranches d'âge.

En effet, 87% des IVG sont pratiquées chez les plus de 20 ans, et 40% chez les plus de 30 ans.

Un bon moyen d'éviter une grossesse non voulue

Le message de cette campagne est axé sur l'efficacité et la facilité de la contraception d'urgence, qui peut être délivrée en pharmacie sans ordonnance.

La contraception d'urgence est efficace, sans danger, facile (2 comprimés en une seule prise), ce n'est pas une interruption de grossesse.

Les comprimés doivent être pris le plus tôt possible après un rapport sexuel susceptible d'entraîner une grossesse non voulue. Les pharmacies (avec ou sans ordonnance), les centres de Planning familial et les PMI les délivrent.

A noter également que la contraception d'urgence ne remplace pas les autres moyens de contraception et ne protège pas des infections sexuellement transmissibles ni du sida.

Pour plus d'informations, appeler le n° vert gratuit : 0800 105 105.

Article paru dans Priorités Santé n°10 / Mai - Juin - Juillet - Août 2004

Parentalité et famille : des professionnels à l'écoute

L'École des Parents et des Éducateurs réalise des interventions en faveur des familles et des équipes éducatives.

Son approche favorise l'émergence de la parole et des capacités de réflexion de chacun en se référant à la psychanalyse.

Depuis plusieurs années et notamment en 2004 à l'hôpital d'Aix-en-Provence, l'EPE 13 accompagne des jeunes mamans lors de leur séjour à la maternité. Les mères apprécient de pouvoir exprimer leur vécu de l'accouchement, des premières relations, l'angoisse éprouvée autour de la naissance et du retour à domicile.

Ces entretiens, conduits par des conseillères conjugales et familiales, visent particulièrement les femmes en situation difficile, socialement ou économiquement, ainsi que celles hospitalisées pour une grossesse à risque.

Comme le précise Laurence Matheron, directrice de l'EPE *"ce type d'intervention sur la mise en place de l'identité parentale a un aspect préventif, en permettant d'identifier des souffrances, qui peuvent avoir des conséquences durables pour l'enfant et le couple parental. Des situations difficiles peuvent survenir pour certains parents, qui peuvent aller de la séparation à la maltraitance de l'enfant. Aujourd'hui, de nombreuses recherches sur ce phénomène mettent en évidence l'implication des perturbations précoces du lien mère-enfant"*.

Depuis sa création en 1970, l'Ecole des Parents des Bouches-du-Rhône intervient auprès des parents, des couples, des enfants et des adolescents, afin de les aider à développer leurs ressources personnelles et leurs capacités d'analyse pour que chacun occupe une position de sujet. L'EPE intervient également auprès des professionnels et des organismes engagés dans la relation éducative : il s'agit de leur donner les moyens d'élargir leurs connaissances, d'approfondir leur réflexion et d'analyser leurs pratiques professionnelles.

Son approche, référencée à la psychanalyse, permet de susciter ou de favoriser l'émergence de la parole, à travers différentes modalités d'intervention : consultations, groupes de parole, formations... pour promouvoir la singularité de chacun.

Soutenir les adultes dans leur mission éducative

Dans le cadre du PRSJ, l'association mène depuis quatre ans un programme de prévention des risques auprès de différents établissements scolaires du département, écoles primaires, collèges et lycées.



Ces actions de prévention auprès des jeunes privilégient un dialogue sur l'ensemble de la vie sociale, affective et sexuelle. Elles appréhendent la personne dans sa globalité, en s'intéressant au sujet et non à son symptôme. Les objectifs sont de développer chez l'enfant et l'adolescent des compétences, des capacités fortifiant leur aptitude à faire face et surmonter des situations difficiles.

Les espaces de paroles mis en place autour des groupes scolaires ainsi que les consultations proposées aux familles révèlent des situations préoccupantes en terme de mal-être, de consommation de drogues, de fugues, de violences sexuelles... Ils sont l'occasion pour les parents d'exprimer leur inquiétude devant l'attitude dépressive ou les problèmes scolaires de leurs enfants, et permettent aux membres de la famille de mettre en mots leurs peurs et leurs griefs respectifs.

"Par ailleurs, les professionnels de l'éducation se trouvent aujourd'hui en réelle difficulté quant à leur positionnement face aux adolescents. Nous sommes de plus en plus souvent sollicités par les équipes éducatives pour les aider à se réapproprier leurs fonctions et leur donner les moyens de prendre du recul", souligne Laurence Matheron.

Comme on le voit, les interventions menées privilégient avant tout le dialogue. Elles rencontrent depuis le début le plus vif intérêt de la part des jeunes et permettent aux professionnels de travailler sur des situations concrètes, combinant la formation et l'analyse de pratiques.

Contact : EPE 13

1, rue Rouvière - 13001 Marseille

Tél. 04 91 33 09 30

Article paru dans Priorités Santé n°11 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2004

RESADOS, l'association des professionnels de "l'adolescence en difficulté"

L'association Résados réunit les professionnels du bassin aixois ayant une mission auprès des jeunes en difficulté et développe des actions partenariales au tour des problématiques de l'adolescence.

Avant la création de Résados, il existait sur le bassin aixois un groupe de travail dit "cas lourds", pour réfléchir aux cas d'adolescents concernant à la fois les services de psychiatrie et les services de justice. Ce groupe s'est structuré en association en 1999.

Résados regroupe aujourd'hui l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs ayant une mission auprès des adolescents en difficulté : le CHS Montperrin (où est hébergée l'association, dans le secteur de pédopsychiatrie du Dr Rousselot), l'aide sociale à l'enfance, le tribunal pour enfants, la PJJ, quatre maisons d'enfants à caractère social ainsi que des partenaires associatifs locaux.

"Notre objectif consiste à développer des actions partenariales autour des problématiques de l'adolescence et à mettre en place des outils pour les professionnels membres", précise Cécile Schneller, coordinatrice de la structure.

Une cellule de crise pour les professionnels

Fonctionnant comme un centre de ressources, Résados propose à ses adhérents de la documentation, des formations, des groupes de réflexion sur les problématiques de l'adolescence et, depuis peu, un atelier permanent d'analyse de pratiques, animé par une psychosociologue.

Les partenaires ont également accès à une cellule de crise, véritable lieu d'écoute pour les professionnels en difficulté avec un adolescent, qui permet de mobiliser dans les 72 heures les membres de l'association autour des cas cliniques les plus difficiles, dans la plus complète confidentialité.

Dans le cadre du PRS jeunes, Résados mène depuis 4 ans un programme d'actions autour de la souffrance des adolescents en milieu scolaire.

Le programme concernait au départ les jeunes de 12 à 18 ans des collèges, lycées, CFA et lycées professionnels d'Aix-en-Provence et de ses environs. Le développement de ce partenariat avec l'Education Nationale s'est traduit par l'accès des enseignants et des équipes éducatives aux services de Résados, à la création de groupes d'analyses de pratiques, à des interventions ponctuelles auprès des jeunes etc.

Au fil du temps et des constats effectués, les actions se sont peu à peu recentrées sur les établissements d'enseignements professionnels, en direction des adolescents des filières d'insertion professionnelle ou vivant en internats, qui souffrent d'être isolés géographiquement de leur famille. C'est le cas au lycée militaire d'Aix, où de nombreux étudiants ont des parents en mission à l'étranger, ou au CFA Sainte-Victoire.

L'intervention de Résados porte sur le repérage des adolescents en difficulté, sur l'orientation et l'accès à des structures de soins (du bégaiement et de la dyslexie notamment), ainsi que sur des actions en faveur des équipes éducatives (groupes de paroles, formations...).

L'association a également créé un point écoute jeunes au CFA Sainte-Victoire, qui fonctionne tous les jeudis.



Une consultation psychologique mobile

Résados se préoccupe par ailleurs des jeunes sortis du système scolaire et en situation de rupture. Elle a un projet avec l'équipe mobile du service d'accueil et d'orientation (SAO) d'Aix-en-Provence avec qui elle souhaite mettre en place une consultation de psychologie ambulatoire pour de jeunes errants susceptibles de basculer dans la marginalisation. Comme le résume Dominique Balussou, la psychologue de l'association : *"Les éducateurs de rue abordent ces jeunes exclus pour leur proposer un parcours de réinsertion. Or il s'agit d'individus qui cumulent les ruptures. La présence d'une psychologue dans l'équipe mobile permettrait d'accompagner ceux qui le souhaitent vers une prise en charge et un suivi médical."*

Bientôt un "Relais Résados" ?

Dans un autre registre, les partenaires de Résados sont en train de créer un lieu d'accueil et d'hébergement à Aix-en-Provence. Il s'agit d'éviter les placements à répétition des jeunes d'une structure à une autre.

Le "Relais Résados", tel qu'il est envisagé, offrira un accompagnement à la fois social, éducatif et sanitaire à ces jeunes en situation d'échec. Il proposera un accueil de jour, ainsi que de l'hébergement de courte durée, autour de la mise en œuvre d'un projet de vie pour chaque jeune accueilli. Deux projets ambitieux, qui devraient aboutir d'ici 2006.

**Contacts : Anne-Marie Poyet, Présidente,
Cécile Schneller, coordinatrice, Résados,
CHS Montperrin, Aix-en-Provence,
Tél. 04 42 16 18 71.**

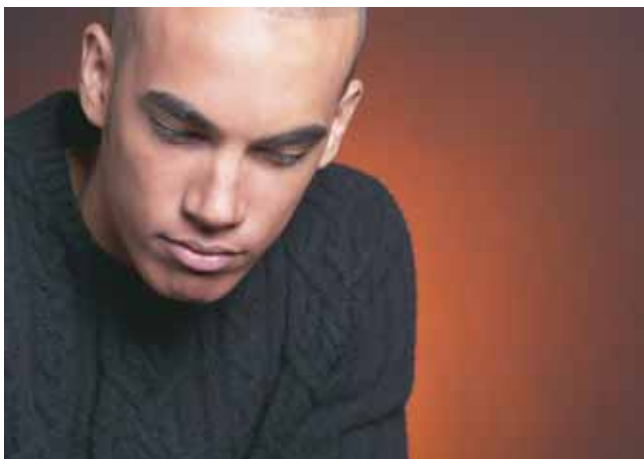
Article paru dans Priorités Santé n°12 / Janv. - Févr. - Mars - Avril 2005

Marseille : Diagnostic partagé sur la prévention des conduites à risques

Une vaste étude sur la perception qu'ont les professionnels marseillais des conduites à risques chez les enfants et les jeunes vient de paraître, menée par le CIRDD PACA et le CAREPS. Cet état des lieux permet aujourd'hui aux institutionnels de développer des priorités d'actions.

La ville de Marseille dispose aujourd'hui d'une étude détaillée sur la prévention des conduites à risques chez les enfants et les jeunes, portant tout particulièrement sur le recensement des demandes les plus fréquentes faites par les professionnels socio-éducatifs et sur les réponses que leur apportent les institutions et associations de la commune.

Cet état des lieux, qui renseigne ainsi sur les perceptions qu'ont les professionnels des conduites à risque, a été confié au Centre d'Information et de Ressources sur les Drogues et les Dépendances (CIRDD PACA) et au CAREPS par la Ville de Marseille et la MILDT*. 182 structures marseillaises ont répondu à l'enquête menée par questionnaire début 2004 pour connaître leur perception des conduites à risques : 37 écoles élémentaires (soit 60% de participation), 70 collèges et lycées (soit 71%), 10 centres de formation des apprentis (soit 43%), 18 centres sociaux (soit 28%) et 47 acteurs de prévention (soit 73%).



Premières constatations :

- tous les établissements interrogés se déclarent confrontés à des problématiques relevant des conduites à risque (violences, souffrance psychologique, tabac, alcool, drogues, troubles alimentaires, risques routiers, pratiques sexuelles non protégées etc.)
- ces conduites à risque sont perçues comme en augmentation par une écrasante majorité d'entre eux.

Les demandes exprimées

Interrogés sur les demandes qui leur sont faites, les acteurs de prévention indiquent qu'elles émanent essentiellement des collèges et des lycées (51%), des partenaires (45%) et des centres sociaux (28%).

Les besoins portent sur des séances d'information thématiques (77%), sur des actions au long cours (49%), sur de la documentation et des outils (40%), sur la résolution de situations d'urgence (38%) ou encore sur le soutien méthodologique (23%).

Les demandes exprimées au sein des établissements scolaires et des centres sociaux sont le plus souvent prises en compte et suivies d'actions (voir ci-dessous). Mais des décalages entre les demandes initiales et les réponses envisagées existent - occasionnellement (46% des réponses) ou fréquemment (39%) - dus aux moyens humains et financiers à mobiliser.

Les réponses apportées

L'enquête révèle que 51% des écoles primaires développent des actions de prévention, le plus souvent initiées par les enseignants ou par des intervenants extérieurs. Elles visent essentiellement les enfants et ont pour thèmes la citoyenneté, la sécurité routière et la santé.

La quasi-totalité des collèges et lycées (96%) fait de même, sous l'impulsion cette fois de l'infirmière scolaire (dans 86% des cas). Les interventions sont axées sur la prévention des addictions, la sexualité et le sida, plus rarement la citoyenneté et la sécurité routière. Elles sont réalisées dans 95% des cas avec des intervenants extérieurs. Dans les 67% de CFA qui conduisent des actions de prévention, le thème du Sida apparaît incontournable (100%), suivi de celui de la sécurité routière (20%). Dans les centres sociaux (78%), les interventions sont souvent ponctuelles, initiées par les animateurs, et abordent les questions d'addictions, de sexualité, de sécurité routière et d'alimentation.

50% des centres sociaux et 34% des écoles primaires déclarent rencontrer des difficultés pour trouver des intervenants extérieurs, ce qui n'est pas le cas de la plupart des collèges, lycées et CFA, qui ont une meilleure connaissance des ressources disponibles.

Les établissements interrogés pointent également du doigt les difficultés de financement, de disponibilité, de planification.

Les acteurs de prévention insistent quant à eux sur l'importance des méthodes d'intervention utilisées auprès des enfants et des jeunes. Ils privilégient en effet l'interactivité et la participation, le recours à une grande variété d'outils ou encore le travail sur les représentations. Ils ont aussi des critères d'engagement au premier rang desquels se situe l'adhésion à l'éthique ou à la méthodologie d'intervention. La moitié d'entre eux ne donne pas toujours suite à une demande, par manque de disponibilité. Mais dans tous les cas, une réponse est néanmoins apportée (réorientation ou report).

Parmi les principales difficultés évoquées par les professionnels figurent la précarité des financements (57%), le manque de mobilisation des équipes éducatives (55%), les problèmes de calendrier (53%) ou le nombre insuffisant d'intervenants qualifiés (43%).

La mise en évidence de décalages

L'enquête a mis en évidence plusieurs décalages. D'un côté, les acteurs de prévention interviennent par une entrée et un contenu thématiques liés à leur champ d'activité, et leurs interventions restent trop souvent ponctuelles alors qu'ils souhaitent pour la plupart des interventions à long terme. D'autre part, pour les établissements scolaires, il existe un écart entre la perception des adultes et leurs motivations basées sur leurs missions et les besoins des élèves.

L'enquête a également révélé que les besoins des établissements semblaient plus correspondre à des réponses aux situations aiguës qu'à une éducation pour la santé plus globale.

Un besoin de formation unanime

La forte participation à cette étude permet d'établir un diagnostic relativement partagé sur la situation des conduites à risques des enfants et des jeunes, et notamment sur les priorités d'actions à développer. Les

besoins exprimés par les équipes scolaires et les acteurs de prévention se rejoignent en matière de formation. Tous réclament en effet unanimement plus de formations.

Pour les établissements scolaires, les besoins portent sur les points suivants : savoir orienter des jeunes en souffrance, se former pour les repérer précocement, se former pour connaître le maximum de structures partenaires, se former sur les conduites à risques avec comme perspective de développer un programme de prévention.

Les professionnels veulent aussi pouvoir échanger sur leurs pratiques et travailler en réseau.

Des conclusions qui ont incité les institutionnels marseillais à expérimenter des réseaux dans deux bassins de l'Education Nationale (voir encadré). L'étude est disponible sur le site : www.cirdd-paca.org

** L'étude a été commanditée par le comité d'orientation et de pilotage Sida/toxicomanies de la Ville de Marseille, financée par la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et les toxicomanies (MILDT) et la Ville.*

Contacts : Dr Pierre Toubiana, Ville de Marseille, Direction Santé Environnement, Tél. 04 91 14 56 54
Isabelle Robert, CIRDD PACA, Tél. 04 96 11 57 64
et CAREPS, Tél. 04 76 51 10 56.

Deux réseaux en cours d'expérimentation

Les résultats de cette étude ont amené les institutionnels marseillais regroupés en "Comité départemental de coordination des actions d'éducation pour la santé⁽¹⁾" à proposer une expérimentation en milieu scolaire.

Il s'agit de la création sur deux territoires de l'Education Nationale, de réseaux référents de professionnels qui devront assurer les missions suivantes : construire un programme de prévention des conduites à risques à long terme avec chaque établissement scolaire volontaire (dans le cadre des CESC⁽²⁾), et prévoir un volet "gestion des situations aiguës", dont l'augmentation a été mise en évidence par l'enquête.

Les situations aiguës, ou à risque, sont à distinguer des situations de crise qui peuvent générer des traumatismes majeurs (accidents ou suicide). Elles correspondent à des événements moins graves mais plus fréquents.

Gérer les situations aiguës consiste donc à repérer les jeunes qui manifestent des conduites à risques et à les orienter vers les professionnels à même de les aider ; ce qui demande une bonne connaissance des problématiques de l'adolescence et des dispositifs de prise en charge locaux.

Les expériences de réseaux vont se dérouler durant l'année 2005/2006 sur les bassins de Marseille (littoral nord) et d'Aix-en-Provence.

(1) Comité composé de l'Inspection d'Académie, de la DDASS 13, de la CPAM, du Conseil Général, de la Ville de Marseille, de l'AP-HM et d'autres services de l'Etat.

(2) Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté.

Port-de-Bouc : un centre social au service des habitants

Le centre socioculturel Jacques Brel a pour objectif d'améliorer l'accès aux soins des familles et des enfants en situation de précarité. Il est à l'origine de nombreuses actions menées par une équipe de professionnels et de bénévoles impliqués dans le développement de leur quartier.

Dans le quartier des Amarantes, à Port-de-Bouc, le centre social Jacques Brel fonde son activité sur des actions menées autour de la santé. Son intervention se situe dans le cadre du réseau de santé de proximité "Santé-Précarité", qui est un partenariat des différents professionnels concernés par ce domaine.

Le centre s'adresse plus spécifiquement aux familles en leur proposant une écoute et un accompagnement à la démarche de soins. En effet, les habitants du quartier connaissent mal les dispositifs et les structures d'aide à leur disposition, ce qui entraîne une prise en charge tardive, inadaptée voire même inexistante. Cela se traduit souvent chez les enfants par des troubles du comportement et du langage, une mauvaise hygiène alimentaire, corporelle et bucco-dentaire. Les professionnels sont donc là pour informer et orienter les familles en fonction de leurs besoins. Le directeur, Abobikrine Diop, suite aux actions menées dans le centre, a noté une nette amélioration sur le plan de l'hygiène : "Certaines familles étaient régulièrement confrontées au problème des poux... depuis quelques temps nous avons remarqué une prise de conscience de leur part et beaucoup font un effort pour traiter au mieux leurs enfants".

Les actions du centre Jacques Brel concernent aussi bien les enfants et les adolescents que leurs parents. Il offre ainsi aux jeunes des Amarantes des activités sociales et culturelles, des animations de quartier, et même un accompagnement scolaire. Son équipe de professionnels organise également des sorties familiales et culturelles, anime des ateliers couture et cuisine pour les mamans et s'investit dans l'alphabétisation. Des bourses "Solidarité vacances" sont octroyées pour aider les plus en difficulté à partir en vacances.

Le centre social assure également un soutien à la fonction parentale en organisant des groupes de paroles. Les familles sont réunies en présence d'un pédopsychiatre qui aide les rencontres et favorise les échanges au sein des groupes. Trois ou quatre fois par an, des rencontres avec des adolescents sont organisées en collaboration avec l'AMPTA, le CoDES 13 ou un psychologue d'hôpital afin de les sensibiliser aux dépendances ou aux infections sexuellement transmissibles.

Avec le CoDES, des ateliers et des formations sont mis en place pour soutenir les pratiques professionnelles des équipes du centre. Les travailleurs sociaux agissent en effet auprès d'une population en situation de précarité ou en grande difficulté, ce qui nécessite une réponse spécifique. Ces ateliers proposent ainsi des thématiques autour de l'enfant (hygiène bucco-dentaire, rythme de vie, développement psychomoteur...) et des familles (représentations de la santé, repas équilibré et petit budget...), afin d'adapter l'accompagnement proposé. Le centre social participe également à l'animation de deux réseaux associatifs : l'association pour l'organisation de réseau santé Ouest-Etang de Berre et Femmes Violences Conjugales, avec SOS Femmes battues.

A noter que le 27 mai prochain, se déroulera la deuxième édition de la "Journée de la santé" dans le quartier des Amarantes, en partenariat avec les écoles primaires. De nombreux ateliers seront proposés sur des thèmes d'éducation pour la santé, et des stands tenus par les familles et les professionnels seront mis en place pour aborder des questions transversales.

Jeux et goûters seront également au programme.

Les enseignants, ambassadeurs de l'éducation à la santé

Interface Santé 83 fédère les structures départementales intervenant dans le champ de la prévention et coordonne toutes les actions menées en faveur des élèves : une spécificité varoise.

Interface Santé 83, à Toulon, a fait de l'éducation à la santé en milieu scolaire sa priorité. Composée de l'Inspection Académique du Var, de la CPAM, de la Mutualité Française et du Comité départemental d'éducation pour la santé, sa particularité réside dans son action de coordination de toutes les initiatives en faveur des élèves menées dans les établissements du département : écoles élémentaires, collèges et lycées.

"Le regroupement de l'ensemble des acteurs permet de mutualiser les compétences et les moyens, et de développer une synergie. Notre idée de départ est d'inciter les enseignants à devenir des ambassadeurs de l'éducation à la santé. Pour les aider à faire passer certains messages, nous organisons des stages d'établissement" explique Anne-Marie Bouchard, médecin conseiller technique auprès de l'Inspecteur d'Académie du Var. Interface Santé 83 a ainsi créé le programme "Adolescence, âge de tous les possibles", qui cible les collégiens et a été adopté par 45 des 63 collèges varois depuis 1995.

Animées par des médecins de santé scolaire, des assistants sociaux et des enseignants, ces formations visent à aider les professeurs à intégrer la prévention dans leurs programmes de français, de mathématiques, de langues... Des classeurs pédagogiques ont été créés pour cela. Ils contiennent des conseils de santé et des documents à utiliser en classe sur les thèmes de l'alimentation, de l'hygiène de vie, de la sexualité et des conduites à risques. Signe de leur succès : 56 départements de France s'en sont portés acquéreurs.

Des débats théâtralisés pour les collégiens

Par ailleurs, chaque année, près de 3.000 collégiens varois participent à des débats théâtralisés mis en scène par les compagnies Entr'Act et Camaluro.

"D'une manière générale, l'objectif est d'éduquer les adolescents à un comportement responsable. Les années de collège constituent une période charnière. Mais les méthodes employées doivent rester ludiques. Le théâtre permet d'aborder plus facilement les thèmes de la toxicomanie, de la violence, du Sida. Les saynètes partent de situations de départ caricaturales et incitent les jeunes à trouver eux-mêmes des solutions aux problèmes évoqués. Ce travail réalisé en présence de leurs professeurs a aussi pour objet de changer le regard que portent parfois les enseignants sur les jeunes".

Présente à tous les niveaux de la vie scolaire, l'association a par ailleurs mené la campagne "J'aime la vie" dans les écoles primaires.

Une action réalisée en partenariat avec le CRES et le CoDES du Var, dont les éducatrices sont intervenues pour expliquer la santé aux plus jeunes.

Aujourd'hui, Interface Santé 83 souhaite intégrer la notion de santé mentale des enfants dans les formations des enseignants. Cette réflexion menée avec la psychologue Susan Clot pour développer les compétences psycho-socio-affectives des enfants vient d'ailleurs d'aboutir à l'édition d'un tout nouvel outil pédagogique destiné aux 5/7 ans : "Demain en main".

Contact :

Interface Santé 83, 164 Bd. Tessé - Toulon

Tél. : 04 94 92 92 73

REPERES

INTERFACE SANTE 83

- Date de création : 1993
- Composition : Inspection Académique du Var, CPAM, Mutualité Française, CoDES 83, avec le soutien du Conseil Général du Var et de La Région
- Développe des actions et des outils de prévention utilisés par les personnels de santé et sociaux de l'Inspection Académique du Var.

"L'alcool, plus ça coule, moins t'es cool !"

C'est le slogan imaginé l'an dernier par les élèves de 19 lycées varois dans le cadre d'une action de prévention de la consommation excessive d'alcool qui s'est conclue par l'organisation en mai d'un grand spectacle au Zénith Oméga, à Toulon. Au programme : des concerts de rock, de rap, des danses et des chants... destinés à démontrer que l'on pouvait faire la fête sans alcool. Message reçu pour les 1800 spectateurs qu'a attirés cet événement.

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Soutien à la fonction parentale :

le cas de La Seyne-sur-Mer

Un réseau de prévention précoce en direction des familles et des jeunes enfants se met en place à La Seyne sur Mer, fruit d'un travail en partenariat mené par l'ensemble des professionnels locaux de la petite enfance.

Installé aux portes de la Cité Berthe, une concentration de tours et de blocs abritant 15.000 personnes, soit le quart des habitants de la ville, l'Omasé est un mouvement de 23 associations œuvrant dans le champ de la prévention, de l'éducatif, de la solidarité, de l'insertion... Depuis 1973, l'Omasé a initié de nombreuses actions à La Seyne sur Mer : mise en place de CLSH, d'un club de prévention, de trois maisons associatives "Enfants Familles Ecoles".

Depuis 2000, dans le cadre de son programme "Vivre en famille", l'Omasé met en place des lieux de paroles et d'échanges destinés aux parents rencontrant des difficultés quant à l'éducation de leurs enfants, ainsi qu'aux professionnels de l'action socio-éducative. Comme l'explique Mireille Lichensky, coordinatrice petite enfance à la Mairie de La Seyne : "Une enquête réalisée auprès des professionnels des crèches, haltes-garderies, PMI et jardins d'enfants de La Seyne a révélé une augmentation du nombre de familles isolées et de la proportion de jeunes enfants présentant des troubles du comportement : troubles du sommeil, de l'alimentation, agressivité. Les équipes au contact de ces enfants sont démunies face à l'apparition de ces nouveaux symptômes et face aux demandes d'aide des familles. De par son expérience, l'Omasé nous a paru l'organisme le mieux adapté pour porter notre projet : une équipe mobile pluridisciplinaire destinée à soutenir les structures d'accueil de la petite enfance et à développer des échanges entre parents et professionnels".

Cette action, qui vient de démarrer, se traduit par des interventions pluridisciplinaires (psychologues, éducateurs, pédiatres, enseignants...) dans les lieux d'accueil des 0/6 ans qui le souhaitent de la Seyne sur Mer. Onze structures sont concernées, dont cinq dans le quartier Berthe.

Selon Dominique Duteil, directrice de l'Omasé Vivre en famille : "les thèmes abordés tournent souvent autour de la parentalité et du développement des enfants. Ces rencontres sont l'occasion pour les parents de déculpabiliser et de s'enrichir des expériences des autres. Pour les équipes responsables de la garde des enfants, elles permettent d'enrichir leurs pratiques, de s'ouvrir aux échanges avec d'autres professionnels et de mieux communiquer avec les familles".

Valoriser les compétences éducatives des parents

Cette initiative est le fruit d'une réflexion menée depuis deux ans par l'ensemble des professionnels de la petite enfance de la Seyne sur Mer (Mairie, Conseil général du Var, CAF, établissements d'accueil de la petite enfance, PMI...) sur la prévention précoce des troubles du comportement et la valorisation du rôle éducatif des parents.

Pour Mireille Lichensky, "Tout parent peut rencontrer des difficultés dans l'éducation de ses enfants. Une intervention précoce pourra éviter que ne s'installent des difficultés relationnelles aux conséquences parfois désastreuses en termes d'échec scolaire, de délinquance et de conduites à risques. Les acteurs de terrain doivent mener une approche globale de la prévention, en amont de l'apparition des troubles, en valorisant le savoir et les compétences éducatives parentales".

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet global sur la ville, les partenaires prévoient de développer les lieux d'accueil parents-enfants à La Seyne et de mettre en place, à terme, une association dédiée à la petite enfance qui coordonnerait l'ensemble des initiatives menées sur la ville.

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Des groupes de paroles pour jeunes incarcérés

Deux fois par semaine, quasiment toute l'année, Mylène Baudry se rend à la Maison d'arrêt Saint-Roch, à Toulon. Co-directrice de l'association Axis, elle anime des groupes de paroles de jeunes détenus âgés de 13 à 25 ans. Avec pour objectifs de diminuer les comportements à risques et les violences, mais aussi de favoriser l'insertion de ces jeunes dans la société et la vie active.

"Des liens forts se créent dans ces lieux et le contact avec des adultes référents n'appartenant pas au système judiciaire ou carcéral est indispensable. Le groupe de paroles est parfois le seul endroit où ces jeunes peuvent exprimer leur mal-être, leurs questions par rapport à la société, à leur famille, à leur avenir. Les jeunes détenus prennent une part active au débat, amenant les thèmes de réflexion. Les discussions abordent souvent les sujets de la santé, du sida, de la toxicomanie. Un grand nombre d'entre eux étant incarcéré pour violences sexuelles, les groupes de paroles permettent une réflexion sur leur conduite et leurs relations avec les filles".

Ce groupe devient une référence pour certains jeunes, incarcérés pendant une longue période (plus d'un an pour certains), et pour ceux, nombreux, qui font des allers-retours entre différents foyers et la maison d'arrêt. Tous participent avec une grande assiduité.

Intitulée "Paroles de jeunes", cette action se poursuit très régulièrement dans l'année, même durant l'été, lorsque toutes les autres activités sont interrompues. Elle a pour partenaires le Service pénitentiaire d'insertion et de probation (SPIP) et la maison d'arrêt.

**Contact : AXIS,
83000 Toulon, Tél. 04 94 29 93 81**

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Développement des réseaux d'écoute des parents : l'exemple varois

Le réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) mobilise dans le Var 70 associations.

Ce dispositif fortement territorialisé est co-piloté par La Sauvegarde de l'Enfance et la DDASS.

Tous les parents peuvent rencontrer des difficultés dans leur fonction d'éducation. C'est pourquoi ont été instaurés dans chaque département, par une circulaire de 1999*, les réseaux d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP), destinés à mettre à leur disposition des services et des moyens dans de multiples domaines : appui aux familles les plus fragiles, accueil de la petite enfance, soutien des parents d'adolescents, aide aux parents en voie de séparation...

Selon une charte définie sur le plan national, les REAAP ont pour principe de valoriser les compétences parentales : responsabilité et autorité, confiance en soi, élaboration de repères, protection de l'enfant. Ce dispositif vise à susciter des occasions de rencontres et d'échanges entre les parents, à encourager les responsables des lieux fréquentés par les parents, à susciter de nouvelles initiatives, à en garantir l'ouverture à tous les parents, de tous milieux, de toutes générations et de toutes cultures...

Dans le Var, des réunions régulières des partenaires (DDASS, CAF, Education nationale, Conseil Général, PJJ, Jeunesse et Sports et FAS*) ont permis d'effectuer un recensement des actions de soutien à la parentalité existantes dans le département et de mobiliser l'ensemble des acteurs.

Le REAAP est aujourd'hui un réseau structuré qui regroupe 70 associations travaillant auprès des familles, co-piloté par la Sauvegarde de l'Enfance à Toulon (l'ADSEAV) et la DDASS.

Sept territoires retenus

Son originalité repose sur une organisation territorialisée. En effet, pour couvrir l'ensemble du département tout en respectant les spécificités locales, sept territoires ont été retenus, animés par une association tête de réseau : Axis à Toulon, Omase à La Seyne sur mer, centre social et culturel et association AACS à Hyères/la Garde, Droits de Cité à Draguignan, Espace Santé Jeunes à Fréjus/St Raphaël, centre social Martin Bidouré à Saint-Maximin et PEP 83 à Brignoles.

Pour soutenir les membres du réseau et coordonner les dynamiques locales, une coordinatrice à temps plein a été embauchée au sein de La Sauvegarde : *"l'objectif est de s'appuyer sur des initiatives qui existent*

déjà et de développer de nouvelles opérations avec le souci de mettre en réseau les intervenants auprès des familles. Le REAAP est ainsi à l'origine de nombreuses initiatives telles que le développement de lieux de rencontres, de groupes de paroles, d'espaces de médiation parents-enfants... Il s'agit avant tout de renforcer l'implication des parents, qui doivent demeurer les acteurs privilégiés des réseaux."

Pour faire circuler l'information au sein du réseau et capitaliser les savoir-faire, le réseau publie un bulletin de liaison tous les trimestres, "Parentèle", et s'apprête à diffuser un guide départemental des acteurs et des actions du REAAP. Pour 2003, les objectifs sont de développer les passerelles avec d'autres dispositifs, d'impliquer davantage les pères de famille et d'organiser une formation pour les acteurs varois du soutien à la parentalité.

* Circulaire n° 99/153 du 9 mars 1999 et circulaire DIF/MEN n°2002-231 du 17 avril 2002

* Caisse d'allocations familiales, Protection judiciaire de la jeunesse, Fonds d'action sociale

**Contact : La Sauvegarde,
11 av. Vauban, 83000 Toulon,
Tél. 04 94 93 30 30**

La Sauvegarde : repères

L'Association Départementale de Sauvegarde de l'Enfance, de l'Adolescence et des Adultes en difficulté du Var, dite La Sauvegarde, a été créée en 1947.

Aujourd'hui, ses activités se répartissent entre cinq secteurs : éducatif, hébergement, investigation/médiation, thérapeutique et insertion.

La Sauvegarde emploie 300 personnes, sous la présidence de J.-P. Huet. Elle a été retenue pour porter le REAAP dès le mois de mai 1999, lors du premier comité d'animation départemental organisé en Préfecture.

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Soutien à la fonction parentale : une “maison verte” à Draguignan

La “Maison Soleil”, qui fonctionne selon les principes de Françoise Dolto, est un lieu de socialisation des jeunes enfants et de prévention précoce des troubles relationnels.

La “Maison soleil” a ouvert ses portes début 2001 à Draguignan, au rez-de-chaussée d'un immeuble du quartier des Collettes, créée par l'association Droits de Cité. Aujourd'hui, une soixantaine de familles y viennent régulièrement. Lieu d'accueil et d'écoute des enfants de moins de 4 ans et de leurs parents, la structure fonctionne selon le principe des “maisons vertes” créées par Françoise Dolto dans les années 1970.

“Les enfants doivent être accompagnés d'un adulte référent, parent, grand-parent ou assistante maternelle. L'objectif est de les préparer progressivement à l'entrée à l'école maternelle par un travail sur la séparation. Les enfants font l'apprentissage de la vie en société et de ses interdits, sous le regard de leur maman, en toute sécurité”, explique Renée Bedrane, psychologue et responsable de la structure. Ni crèche ni halte-garderie, la Maison soleil est un lieu charnière entre l'univers familial et l'univers social, où l'on peut venir à sa guise, sans inscription préalable, gratuitement et dans l'anonymat.



Ouvert quatre après-midis par semaine, il accueille une dizaine d'enfants accompagnés, et fonctionne avec une équipe de trois psychologues, d'une psychomotricienne, d'une puéricultrice et de trois bénévoles.

La prévention des troubles relationnels

Mais la socialisation précoce des moins de quatre ans n'est pas le seul intérêt de ce lieu. Car la Maison soleil s'adresse aussi aux mamans ayant des difficultés relationnelles avec leur enfant, repérées par la PMI ou la maternité. Ces mères trouvent alors auprès des professionnels une écoute et des conseils, confrontent leurs expériences avec d'autres, et sont confortées dans leur rôle parental. *“Mais surtout, commente Renée Bedrane, les mamans ont ici l'occasion de porter un autre regard sur leur enfant, de le voir se comporter avec les autres; il peut s'établir une relation privilégiée avec l'enfant et avec d'autres mamans dans la même situation”.* Se rendre à la Maison Soleil permet aussi à de nombreuses mères élevant seules leurs enfants de rompre leur isolement. Véritable lieu ressource pour les familles, avec les permanences de la Sauvegarde de l'enfance et des conseillères conjugales de l'AFCCC*, l'association organise aussi des animations d'éveil corporel et de musique pour les enfants et les parents. Elle a mis en place un soir par mois un groupe de paroles destiné aux parents pour parler de l'éducation et de la santé de leurs enfants. Elle anime par ailleurs le réseau d'écoute, d'appui et d'accompagnement des parents (REAAP) pour la Dracénie, qui regroupe les acteurs locaux de la parentalité, PMI, écoles et associations concernées.

* AFCCC : association française des centres de conseillères conjugales

**Contact : La Maison soleil, Droits de Cité,
Draguignan, Tél./Fax 04 94 67 32 97**

Article paru dans Priorités Santé n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

A l'écoute des jeunes et des familles

A l'écoute depuis 10 ans des jeunes en difficultés, l'Espace Santé Jeunes de Fréjus inaugure aujourd'hui un Point accueil famille et privilégie les thèmes de la médiation familiale et de l'entraide entre générations.

L'Espace Santé Jeunes de Fréjus accueille chaque année près de 800 jeunes dans les locaux de son point accueil écoute, au 303 de la rue Jean Jaurès.

Agés majoritairement de 19 à 21 ans, ces derniers cherchent une solution à leurs problèmes financiers, de logement ou d'emploi. La première personne de l'équipe à les accueillir est donc l'assistante sociale. Ce n'est qu'une fois en confiance qu'ils abordent leur santé, et peuvent alors compter sur le médecin, la psychologue et l'animatrice de prévention de l'association. *“La santé n'est jamais abordée de prime abord, une autre porte d'entrée est nécessaire. Les jeunes accueillis sont sortis du système scolaire et rencontrent d'importantes difficultés. Notre mot d'ordre ici est la disponibilité. Ils peuvent venir tous les jours, être suivis de manière très régulière, puis espacer leurs visites, sans avoir de comptes à rendre”,* commente la directrice Anne Puelinckx. L'Espace Santé Jeunes fonctionne depuis une dizaine d'années et a développé des partenariats avec les acteurs locaux de Fréjus et Saint-Raphaël : mission locale, éducateurs spécialisés, hôpital Bonnet, DSI, Aides Provence... Avec l'Education Nationale, l'association mène de fréquentes actions de prévention dans les établissements scolaires, animant des ateliers autour de la santé et de la sécurité routière. Elle intervient également en classes-relais, dans les foyers ou les centres de formation et même sur les plages en été, sur les thèmes de la sexualité et des conduites à risques.

Favoriser l'écoute des parents et le soutien entre générations

Pour compléter son champ d'intervention, l'espace santé se mobilise aujourd'hui autour du thème de la famille et développe un point écoute spécifiquement orienté vers les parents. Une deuxième psychologue est à la disposition de ces derniers dans les locaux de l'association, ainsi que des permanences mensuelles de médiation familiale. Il s'agit d'aider les parents démunis à résoudre les conflits et à renouer le contact avec leurs enfants ou plus simplement de leur apporter une information précise sur un thème de prévention, comme la contraception.

Par ailleurs, pour favoriser l'entraide entre les générations, l'association lance une opération baptisée “grands parrains, petits filleuls” afin de mettre en contact des retraités dynamiques et des familles ayant de jeunes enfants.

L'idée, toute simple, consiste à permettre à des parents isolés de recourir à la disponibilité des seniors pour aller chercher leurs enfants à la sortie de l'école ou les emmener faire du sport et créer ainsi un lien intergénérationnel.

Sans oublier la grande “Fête de la famille” qu'organise le 8 juin l'espace santé à la Villa Aurélienne. Au programme, de nombreuses festivités autour du sujet fédérateur de la transmission : des ateliers de conte, de généalogie, des expositions de dessins d'enfants, des interventions de thérapeutes familiaux et d'un ethnopsychiatre et une pièce de théâtre interactive sur la relation parents-adolescents. Une journée sous le signe du lien.

Contact :

Espace santé jeunes de Fréjus - Tél. 04 94 17 61 95

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002



Une marionnette en tournée dans les écoles varoises

Pour faire face aux troubles du comportement constatés par les enseignants parmi leurs élèves, l'action Demain en main® d'Interface Santé 83 vise à développer les compétences psychosociales des enfants.

Cette initiative a été mise au point dans les écoles primaires du Var pour répondre à la demande des enseignants. Ces derniers constataient en effet l'apparition de comportements violents et inadaptés chez certains enfants dès le plus jeune âge. Ces manifestations de mal-être, en s'installant de façon durable, dérangent alors non seulement l'enfant lui-même mais tout son environnement.

D'où l'idée de former les enseignants à mieux prendre en compte la santé mentale et sociale des élèves, dans une optique de prévention précoce des comportements violents et à risques à l'adolescence.

Pour Interface Santé 83*, à l'origine de l'action, il est possible d'améliorer le bien-être psychique et social de l'enfant et ses relations avec son entourage en faisant la promotion de ses propres compétences psycho-socio-affectives. Des animations avec marionnettes sont ainsi proposées depuis trois ans aux jeunes élèves de grande section de maternelle, de CP et de CE1.

Comme l'explique Geneviève Menaud, médecin de l'Education Nationale, *"Notre animatrice, Régine Gossé, intervient quatre fois auprès des élèves de chaque classe. Pour s'adresser aux enfants et faire passer ces messages, elle utilise comme personnage central une marionnette prénommée Niam. Perchée sur son théâtre, Niam interprète des saynètes auxquelles les enfants doivent réagir."*

Apprendre à vivre ensemble

Les thèmes les plus variés sont alors abordés, en favorisant le jeu et l'interactivité : la connaissance de soi, la place de l'enfant dans le monde qui l'entoure, le respect de soi et des autres, la manifestation des émotions...

L'élève apprend à se connaître, à comprendre ses émotions et à les contrôler, à nouer des relations fructueuses avec son entourage. Il devient capable de fixer son attention, d'avoir confiance en lui-même comme dans les autres et de savoir communiquer en utilisant des gestes et des symboles.

Selon Geneviève Menaud, *"les enfants peuvent intégrer ces compétences très tôt dans la vie, si le discours est adapté à leur niveau de compréhension."*

Depuis son lancement, environ 200 classes de Toulon, La Seyne-sur-mer, Bandol, Pierrefeu, Fréjus... ont bénéficié de ce programme, ce qui représente plusieurs milliers d'enfants.

Parmi les outils pédagogiques utilisés avec les petits, un jeu de cartes des sentiments, type "7 familles" a également été conçu, ainsi qu'un album de coloriages. Ils sont proposés dans le document Demain en main® cycle II, support remis aux enseignants qui souhaitent mettre en place l'action dans leur classe.

A noter qu'Interface Santé 83 forme au préalable les enseignants volontaires et prépare avec eux les thèmes de chacune des interventions de la marionnette. L'association rencontre également les parents d'élèves, afin de leur présenter le dispositif.

Preuve de son succès : elle est aujourd'hui totalement débordée par les demandes émanant des établissements scolaires.

** Interface Santé 83 est composée de :
L'Inspection Académique du Var,
la Mutualité Française du Var, le CODES.*

Contact :

**Interface Santé 83, 164 Bd de Tessé,
83000 Toulon, Tél. : 04 94 92 92 73**



Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Dracénie : un lieu d'accueil pour les jeunes en détresse

Soucieuse du devenir de nombreux jeunes livrés à eux-mêmes, l'association GRAPESA a mis en place à Draguignan un point d'accueil et d'écoute pour les 11/25 ans.

Le point d'accueil et d'écoute jeunes (PAEJ) a été créé en 2003 suite aux constats alarmants des éducateurs de rue du Grapesa. L'association connaît bien le public des jeunes en situation précaire pour qui elle gère, à Draguignan comme à Fréjus, des chantiers et des logements d'insertion.

Les éducateurs s'inquiétaient du sort de nombreux mineurs mis à la porte de chez eux, renvoyés de leur établissement scolaire ou à la limite de la marginalisation, auxquels ils étaient de plus en plus souvent confrontés.

Le PAEJ a donc été créé pour offrir à ces adolescents un lieu où trouver des adultes à qui parler, en qui avoir confiance et avec qui élaborer des projets. Il est situé depuis peu rue des Endronnes, au centre-ville de Draguignan. *"Nous recevons des jeunes dans des situations d'urgence, totalement livrés à eux-mêmes, qui cumulent les échecs, familiaux, sentimentaux, scolaires, et en situation de grande détresse",* précise Alain Rolland, responsable du point écoute.

Une permanence juridique hebdomadaire

Ce nouvel espace leur offre la possibilité de rencontrer un professionnel de l'écoute, mais aussi le planning familial, une psychologue ou encore un juriste-conseil. La permanence juridique est vite apparue comme une nécessité face aux nombreuses situations dans lesquelles les droits des jeunes étaient ignorés : mariage forcé de jeunes filles maghrébines, mineurs laissés sans moyens de subsistance et sans toit etc.

Pour que les jeunes puissent mentionner une adresse sur leur CV, le point écoute leur permet également de domicilier leurs courriers. Dans le champ de la prévention, les jeunes se voient régulièrement proposer des tables-rondes sur la sexualité ou les conduites à risques...

Des contrats de bénévolat pour les jeunes

Les professionnels portent par ailleurs une attention particulière aux adolescents "en délicatesse avec la justice", à qui ils proposent des contrats de bénévolat pour prendre en charge leur parcours auprès de la Justice.

"Dans ce cas de figure, le jeune doit payer une adhésion. Pour la financer, nous lui proposons par contrat de s'engager à offrir des heures de travail bénévole dans une association caritative locale.

C'est une façon de le responsabiliser, de lui faire découvrir le monde du travail et de trouver une place auprès des adultes. Cette initiative fonctionne très bien", souligne Alain Rolland.

Au terme de deux ans d'existence, et grâce à la notoriété du Grapesa, dont il émane, le point écoute bénéficie de la reconnaissance des établissements scolaires qui le sollicitent pour des interventions dans les collèges et les lycées.

Il est également impliqué dans un réseau local de partenaires : centre médico-psychologique, centre de soins aux toxicomanes, Promo-soins... et a trouvé sa place au sein du RIDAC, le réseau interdépartemental de la Dracénie, qui regroupe tous les partenaires sanitaires et sociaux du territoire.

Quant à sa fréquentation, 200 adolescents ont été suivis par le point écoute depuis son ouverture.

**Contact : Alain Rolland,
Groupe recherche action
éducation spécialisée, GRAPESA,
Point écoute, Tél. 04 94 67 33 15**

Une expérience d'accompagnement à la scolarité

L'association Grapesa expérimente actuellement une méthode d'inspiration québécoise d'ateliers de soutien scolaire. Cette initiative concerne plus particulièrement 17 élèves de 6^{ème} et de 5^{ème} du collège Emile Thomas en difficulté scolaire, qui bénéficient d'une aide individualisée. Tous les mercredis après-midi, les adolescents qui se sont engagés par contrat viennent travailler sur les notions pédagogiques qui leur posent problèmes, en Français, en Anglais et en mathématiques. Les ateliers regroupent les élèves, les éducateurs de rue du Grapesa et les intervenants pédagogiques.

Article paru dans Priorités Santé n°12 / Janv. - Févr. - Mars - Avril 2005

Planning familial 84 : la prévention des grossesses non désirées par le théâtre interactif

Le Planning Familial d'Avignon, qui mène des actions de prévention dans les établissements scolaires depuis près de 20 ans, expérimente actuellement une formule originale de communication avec les adolescents.

Son équipe utilise en effet le théâtre interactif, fondé sur la participation du public et inspiré du Théâtre de l'Opprimé d'Augusto Boal, dans le cadre d'interventions auprès des collégiens et des lycéens sur le thème des conduites à risques.

L'objectif initial de ces animations consiste à prévenir les grossesses non-désirées chez les adolescentes. Aux jeux interactifs et aux saynètes où les élèves participent succède une séance d'information sur les différents moyens de contraception. Les représentations peuvent également aborder les thèmes du Sida et de la violence.

Ce programme se déroule selon quatre interventions hebdomadaires consécutives dans les établissements scolaires qui en font la demande, avec la collaboration des services de promotion de la santé en faveur des élèves.

"Depuis 1999, nous sommes intervenus auprès d'élèves de différents collèges et lycées d'enseignement général, agricoles ou professionnels du Vaucluse.

Notre objectif initial de former des élèves-relais, messagers de prévention, pour les années ultérieures, semble en bonne voie. Des collégiens initiés à ces techniques l'an dernier se sont en effet portés volontaires pour créer eux-mêmes, en 3^{ème}, une pièce de théâtre sur leurs propres préoccupations, qui ferait l'objet d'une représentation en fin d'année scolaire" explique Jeannine Langleur, coordinatrice du Planning familial.

Des premiers résultats encourageants et, souhaitons-le, la prise de conscience d'un comportement citoyen où les jeunes deviennent acteurs de leur propre vie.

Contact :

Mouvement Français pour le Planning Familial,
13, rue de La Vénus d'Arles - Avignon - Tél. 04 90 87 43 69

Ce qu'en pensent les élèves

Au lycée de l'Arc, à Orange, les 13 classes de terminale ont participé en mars 2001 aux représentations du théâtre interactif.

Cette initiative a mobilisé quatre élèves, un professeur, une infirmière et quatre conseillères conjugales du Planning Familial. Elle a ensuite fait l'objet d'une évaluation par les élèves. Écoutons Marie-Paule Aureilhe, infirmière scolaire de cet établissement :

"Les représentations ont tourné autour du sida. Elles ont permis de révéler le besoin qu'avaient les élèves de débattre autour de ce thème, en utilisant un autre moyen de communication qu'une information théorique.

Les résultats d'un questionnaire distribué aux 455 participants indiquent que 93 % d'entre eux ont apprécié l'expérience, et que 90 % souhaitent la renouveler. Par ailleurs, suite aux animations, les demandes individuelles de contraception ou de dépistage ont augmenté à l'infirmerie.

Cette action sera renouvelée, mais pour plus de cohérence elle devra concerner les élèves le plus tôt possible, dès la seconde, avec des rappels en première et terminale."

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Mission locale d'Avignon : un volet santé très développé

"75% des 4000 jeunes que nous accueillons chaque année n'ont quasiment aucun diplôme et rencontrent d'importants problèmes d'insertion sociale et professionnelle. La santé ne constitue absolument pas pour eux une priorité. La plupart ne bénéficie d'aucun suivi médical, qu'ils soient en formation ou titulaires d'un travail saisonnier" explique Béatrice Sartorius, directrice de la mission locale d'Avignon.

C'est pourquoi, depuis plusieurs années, parallèlement aux prestations traditionnelles d'information et d'accompagnement dans la recherche d'un emploi ou d'un logement, la mission locale a fortement développé le volet santé de ses activités.

L'an dernier, 115 jeunes de 16 à 25 ans ont ainsi effectué les bilans de santé qui leur étaient proposés dans le cadre d'une convention signée depuis 1994 avec le Centre d'examen de santé de la CPAM. Un dispositif de suivi rigoureux de ces bilans a entraîné la prise en charge de 25 cas qui le nécessitaient.

Une surveillance de la couverture vaccinale a également été mise en place, notamment pour les jeunes inscrits au "relais travail saisonnier" de la mission locale, un service de mise en relation de l'offre et de la demande d'emploi dans le secteur de l'agriculture.

En trois ans, le pourcentage de jeunes se présentant aux trois séances de vaccination contre l'Hépatite B a été multiplié par deux. Très active en matière de prévention et d'information sur l'accès aux soins, la mission locale organise par ailleurs des modules d'information santé auprès des jeunes en stage de formation, en collaboration notamment avec le CoDES du Vaucluse.

Mission locale, 29 rue Vénus d'Arles, 84000 Avignon - 04 90 81 13 00

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Un lieu d'accueil parents-enfants à L'Isle-sur-la-Sorgue "L'Isle aux enfants" est un espace de prévention précoce et de soutien à la parentalité qui mobilise depuis 15 ans un important réseau de partenaires.

À L'Isle-sur-la-Sorgue, un lieu d'accueil destiné aux enfants de moins de 4 ans accompagnés de leurs parents a été créé en 1986 par la Maison de la Petite Enfance. Cet endroit, dédié à l'écoute et aux échanges a pour objet la prévention précoce dans une perspective d'intégration et de socialisation.

Une équipe pluri-disciplinaire de 19 personnes fait fonctionner l'association, dont 15 professionnels mis à disposition par les différentes institutions locales partenaires : médecin de PMI, puéricultrice, éducateurs de jeunes enfants, conseillère conjugale, travailleurs familiaux, psychologue, infirmières.

En tant que premier lieu de construction de l'enfant et de transmission des repères, la famille joue un rôle fondamental dans la cohésion sociale. Dans leur fonction d'éducation, tous les parents sont susceptibles de rencontrer des difficultés, qui peuvent être accrues par des problèmes sociaux. L'objectif de L'Isle aux enfants est alors d'éviter d'éventuels troubles relationnels parents-enfants.

Quatre après-midi par semaine, deux personnes de l'équipe reçoivent les enfants non scolarisés accompagnés d'un adulte de leur entourage, dans un lieu adapté comprenant matériel pédagogique et jouets. Pour l'enfant, il s'agit de vivre une préparation progressive à l'entrée à l'école maternelle.

Mais la mission de l'équipe consiste aussi à aider certaines familles à rompre leur isolement, à favoriser la relation à l'enfant et parfois même à renouer le lien.

D'où l'importance du travail de l'accueillant, qui par sa disponibilité et sa présence bienveillante, permet une relation de confiance et un réel travail de parole.

"Il arrive que des mères restent très distantes par rapport à leur enfant, parfois figées, sans qu'aucune relation ne s'établisse entre eux. Les accueillants sont alors amenés à s'adresser particulièrement à ces enfants pour développer le contact, leur proposer des jeux. La communication qui s'installe alors entre eux, les réactions du petit, son plaisir, souvent, provoquent parfois l'intérêt de la maman pour son enfant, un changement de regard, une relation qui s'établit doucement...", explique un professionnel.

Au fil des années, L'Isle aux enfants est devenu un lieu prisé des familles qui s'y investissent beaucoup et d'où peuvent émerger spontanément des groupes de parents. Un succès qui s'appuie sur 15 ans d'expérience au profit des tout-petits.

Contact : L'Isle aux enfants
L'Isle-sur-la-Sorgue - Tél. 04 90 38 08 74

Article paru dans *Priorités Santé* n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Projet d'un réseau départemental autour de la périnatalité Un réseau se dessine dans le Vaucluse, regroupant les multiples acteurs de la parentalité et de la périnatalité, impulsé par l'ARIP.

La période de la périnatalité psychique, depuis la conception du bébé jusqu'aux premiers mois de sa vie, est une période de fragilité psychique, sociale et somatique pour les parents, et une étape cruciale pour le développement de l'enfant. C'est aussi un moment propice à des interventions en faveur de la prévention des troubles de la relation précoce, qui font le lit de nombreux troubles du développement.

À Avignon, l'Association de Recherche et d'Information en Périnatalité (l'ARIP), a été fondée en 1995 par des soignants de l'unité de traitement des troubles de la relation précoce du centre hospitalier de Montfavet.

Animée par le Dr Michel Dugnat et le Dr Michèle Anicet, elle incite les professionnels de la périnatalité et de l'accueil des bébés à être attentifs aux jeunes enfants : *"dans le soutien à la parentalité, cette capacité est essentielle, tant il est vrai que l'attention portée à l'enfant et le regard porté sur lui gouvernent le plus intime de nos gestes et de nos paroles adressées à ce sujet en devenir"*.

Pour mobiliser les multiples acteurs médicaux et sociaux de la périnatalité du Vaucluse, l'ARIP soutient aujourd'hui le projet d'un réseau doté d'une charte, autour de la dimension psychique de la périnatalité. Dans le cadre du PRS, l'association organise des formations interprofessionnelles et inter-institutionnelles visant à faire évoluer les pratiques quotidiennes. Sont concernés les équipes de maternité et de néonatalogie, les professionnels de la PMI et de l'ASE, les services de psychiatrie infanto-juvénile et de l'unité parents-bébé du centre hospitalier de Montfavet, les personnels de crèches etc.

En janvier dernier, les premières sessions de deux jours, animées par le Dr Bernard Pissaro, avec notamment Gérard Neyrand, ont ainsi réuni plus de 75 professionnels du Vaucluse, dont certains n'avaient jamais eu l'occasion de se rencontrer auparavant.

Le thème du soutien des parents et des bébés a été abordé ; comment repérer les compétences des parents face à cinq types de situations difficiles : la migration, la séparation provisoire, la recomposition, la précarité, l'annonce "ante" ou périnatale de malformations.

"Ces formations ont été l'occasion de faire se rencontrer les différents acteurs dans un cadre qui ne soit pas celui d'un travail de terrain. Elles ont permis de faire connaître à l'échelle du département des expériences locales fructueuses et d'attirer l'attention sur l'état des recherches dans le domaine du soutien à la parentalité. Enfin, elles ont préparé la mise en œuvre de réseaux de prévention locaux", indique le Dr Michel Dugnat.

Une initiative qui doit être poursuivie cette année et dont les actes pour la première année sont disponibles à l'ARIP.

Contact : ARIP, CHS Montfavet, Tél. 04 90 23 99 35

Article paru dans *Priorités Santé* n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Un rallye santé pour les adolescents de l'institut de rééducation Le Calavon

Aboutissement d'un programme de promotion de la santé d'une année, le CoDES 84 a organisé en juin dernier un "rallye nature" avec les adolescents de l'institut de rééducation Le Calavon, à Saint-Martin-de-Castillon, sur le thème de la santé et de la prévention.

Le 26 juin dernier s'est déroulé dans la joie et la bonne humeur le premier rallye santé à l'institut Le Calavon. Des stands d'activités civiques et des épreuves sportives ont été proposés aux adolescents qui devaient aussi faire appel aux connaissances acquises pendant l'année sur le thème de la santé et de la prévention. A la fin de la journée, l'équipe ayant fait preuve de la meilleure maîtrise de ces thèmes s'est vue offrir de nombreux lots.

Cette manifestation est en fait l'aboutissement d'un programme en éducation pour la santé mené par le CoDES 84 et l'équipe du Calavon, débuté en juin 2001. Centre de rééducation pour garçons âgés de 12 à 18 ans présentant des troubles du caractère et du comportement, Le Calavon a été créé en 1963. D'une capacité d'accueil de 38 places, l'établissement prend en charge en internat des adolescents sur le plan éducatif, scolaire et psychologique. Il avait sollicité le CoDES un an auparavant pour mettre en place une campagne de prévention auprès des jeunes, après avoir constaté une forte propension au tabagisme.

Une approche globale de la santé a privilégié un programme d'éducation pour la santé (planifié tout au long de l'année scolaire) plutôt qu'une information ponctuelle et isolée. L'objectif a été de donner à ces jeunes les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur leur santé par l'acquisition notamment de nouvelles compétences psychologiques et sociales (l'estime de soi, la résistance à l'influence des autres, le respect, la dépendance...) et par une meilleure connaissance des conduites à risques. Tous les quinze jours, les adolescents volontaires ont pu suivre des "ateliers santé" animés par Sabine Gras, agent de développement des projets de santé du CoDES, pendant lesquels ils ont dégagé les thèmes qui les intéressaient (tabac, cannabis, toxicomanie en général et ecstasy). La stratégie participative a suscité la collaboration active des jeunes. Ces ateliers ont permis de faire prendre conscience aux adolescents de leur dépendance vis-à-vis du tabac, de travailler sur des idées fausses (les jeunes pensaient par exemple ne courir aucun risque s'ils étaient arrêtés avec du cannabis, ou que le cannabis ne provoque aucune dépendance...) et de les faire réfléchir à leurs propos. C'est au cours aussi de ces ateliers que les jeunes ont travaillé à l'élaboration de questionnaires nécessaires au rallye.

Contacts : CoDES 84,

**1 rue Mourre, Route de Montfavet,
84000 Avignon, Tél. 04 90 81 02 41**



Photo Dauphiné Libéré - Vaucluse

Article paru dans *Priorités Santé* n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Miser sur la parentalité, une alternative la répression

Le collège Clovis Hugues, à Cavaillon, multiplie les initiatives auprès des parents d'élèves, pour les inciter à s'investir dans la scolarité de leurs enfants.

Dans le cadre de son projet d'établissement et de son Comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté, le collège de Cavaillon a choisi de privilégier les actions autour de la parentalité. Classé réseau d'éducation prioritaire, l'établissement compte parmi les parents d'élèves de nombreuses familles en difficultés socio-économiques.

Au lieu de miser sur la répression des adolescents difficiles, le personnel encadrant mène depuis plusieurs années un travail de sensibilisation des parents et a même constitué avec eux un groupe de réflexion sur les relations école/famille. Pour Daniel Aubert, conseiller principal d'éducation : "l'objectif est de nouer un contact avec les parents. Certaines familles ne sortent jamais de leur cité, il est difficile de les impliquer. Nous voulons rencontrer les responsables légaux des élèves en difficultés et les responsabiliser. Il s'agit de faire passer le message qu'une bonne scolarité nécessite le respect des règles de vie sociale de l'établissement."

C'est dans cet esprit que toute exclusion d'un élève donne lieu à la convocation immédiate des parents au collège, et que les bulletins de notes sont remis en mains propres aux parents à l'occasion de réunions à la maison de quartier.

L'intégration des primo-arrivants

Pour favoriser l'intégration des élèves primo-arrivants, un accueil des familles est organisé avec le personnel encadrant, une assistante sociale du service social d'aide aux émigrants et une traductrice. Une quarantaine de familles, le plus souvent d'origine marocaine, est chaque année concernée. "L'occasion de présenter le fonctionnement de l'établissement et de faciliter l'adaptation des adolescents qui n'ont jamais été scolarisés en France", ajoute Daniel Aubert.

Cette initiative, évaluée par le Fasild*, se traduit également par des cours particuliers de Français pour les nouveaux élèves, à raison de 9 heures par semaine. Autre initiative pédagogique permettant aux parents de mieux connaître le collège, son environnement éducatif et ses partenaires : l'organisation d'un forum d'une journée qui attire chaque année plus de 400 familles. La dernière édition s'est déroulée le 5 avril à la maison pour tous La Bastide, avec la participation de la police, de la gendarmerie, du CMPP, du CCAS, du Centre communal de prévention de la délinquance, de la PJJ, du service jeunesse de Cavaillon, des associations culturelles et sportives etc.

La nouveauté de l'année 2003, c'est aussi la création au sein du collège du club "Les mains agiles". Dans le cadre du groupe de travail école/famille, des mamans d'élèves originaires du Maghreb ont proposé d'animer pour les jeunes filles un atelier de travaux d'artisanat, de couture et de cuisine. Un bel exemple d'investissement parental dans la vie de l'établissement scolaire. Sans oublier que durant le dernier trimestre de l'année, le collège ouvre ses portes aux élèves de CM2 des écoles alentours, afin de préparer la rentrée en sixième dont on sait qu'elle représente une étape importante dans la scolarité des adolescents.

* Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations

**Contact : collège Clovis Hugues,
Cavaillon, Tél. 04 90 06 61 00**

Article paru dans *Priorités Santé* n°6 / Janv. - Février - Mars - Avril 2003

Carpentras : un point écoute pour les jeunes et les parents

Depuis 3 ans, "Le Passage" accueille et oriente les 14/25 ans et les familles. L'objet du point écoute est de favoriser l'expression du mal-être et de faciliter l'accès aux structures de soins les plus appropriées.



"Le Passage" a ouvert ses portes au centre-ville de Carpentras, en janvier 2000, suite à un constat effectué par plusieurs partenaires sanitaires et sociaux. Comme l'explique Marie-Luce Grégoire, éducatrice spécialisée du point écoute, "nous enregistrons, avec la mission locale, le CMP, les

centres sociaux, les services de santé scolaire de l'Education nationale... une augmentation des jeunes gens en rupture et en souffrance. Un travail de réflexion aux côtés de l'Association Vauclusienne de Prévention des Toxicomanies (AVAPT) a abouti à la création d'un lieu d'accueil, d'écoute et d'orientation des 14/25 ans et de leurs parents".

Depuis, l'association suit chaque année une centaine de jeunes gens, filles et garçons. Agés d'une vingtaine d'année, ils expriment souvent des problèmes relationnels familiaux, se traduisant par un grand désarroi, de la violence ou des ruptures définitives pour ceux qui ont été mis à la porte de chez leurs parents et se retrouvent en grande précarité.

Si la plupart des jeunes viennent au point écoute pour échanger de manière anonyme et gratuite avec des adultes et recevoir un soutien moral, dans le cadre d'un coup de cafard passager ou d'une décision importante à prendre, d'autres présentent des problèmes de santé à prendre en charge. Il peut s'agir de troubles alimentaires, de dépendances à l'alcool ou à la drogue, d'idées suicidaires, de violences physiques subies... "Ces jeunes-là ont besoin de temps et d'une mise en confiance progressive et solide avec l'équipe avant d'être en mesure d'entamer des démarches de prise en charge", ajoute M^{me} Grégoire.

Les orientations nécessitent alors un réseau de partenaires étendu. Outre ceux précédemment cités, le Passage travaille en lien étroit avec le Planning Familial, le centre de planification, le foyer des jeunes travailleurs, les organismes de formation... Un accompagnement physique est parfois effectué par les deux éducateurs de la Sauvegarde de l'enfance (ADVSEA), qui assurent des permanences au sein du point écoute.

Parallèlement, la demande des familles est en augmentation. Ce sont majoritairement des mères qui se rendent au point-écoute, soucieuses des consommations de produits de leurs enfants, de leur absentéisme scolaire, de leur refus de toute autorité. Des familles sont parfois amenées par le biais de leurs enfants qui souhaitent que les parents rencontrent l'équipe du point écoute et entendent les versions et les problématiques de chacun. Une solution est alors recherchée avec la famille.

L'équipe éducative intervient également à l'extérieur : collège, lycée, maison familiale et rurale, organismes de formation... sous forme de permanences ou d'actions de prévention autour de la santé (sida, alcool...). En 2002, le Passage a reçu 90 jeunes et 26 parents, principalement adressés par la mission locale, la sauvegarde de l'enfance et... le bouche à oreille.

Contact :

Point écoute le Passage Carpentras

Tél. : 04 90 67 07 28

Article paru dans Priorités Santé n°7 / Mai - Juin - Juillet - Août 2003

La Homarderie renforce l'interface entre la ZEP d'Orange et la Cité

Guy Meunier, éducateur spécialisé, anime dans le collège Barbara Hendricks un "lieu de parole" pour aider les élèves en difficulté dans leur effort d'intégration scolaire. En 2004, La Homarderie développera un lieu d'écoute et d'échange pour les parents d'élèves "au comportement difficile" et un Point d'accueil et d'écoute jeune.

À Orange, on les appelle les "quartiers Nord"... Comme à Marseille, certaines cités de la ZEP font partie des quartiers les plus défavorisés de la commune. S'y accumulent les problèmes de violence familiale, de chômage, de drogue... aux côtés de structures sociales à bout de souffle. C'est dans ce cadre que Guy Meunier, soutenu par l'Association Régionale pour l'Intégration PACA et sa direction départementale du Vaucluse, a fait ce projet, devant l'ampleur de la souffrance décelée chez les enfants et les jeunes de ces quartiers. Il a créé "La Homarderie", un lieu de paroles au sein du collège Barbara Hendricks. L'objectif est de promouvoir des échanges de qualité entre les habitants des cités et les écoles, en favorisant la compréhension mutuelle des besoins.

"Ma fonction est celle d'un médiateur entre l'école et les élèves des cités. Les jeunes concernés sont ceux qui posent le plus de problèmes au sein de l'établissement scolaire, d'intégration, de comportement violent... Il y a aussi ceux qui souffrent sans actes significatifs, qu'il faut repérer et aider", explique Guy Meunier qui ajoute "il faut trouver le juste équilibre entre le problème de l'adolescent à l'extérieur, dans sa famille et dans la cité, les symptômes qu'il présente au collège et la discipline qu'il doit respecter dans la vie scolaire." Présent deux matinées par semaine, il a rapidement été repéré par les adolescents qui peuvent spontanément le consulter où être "invités" dans un lieu appelé officiellement (et malencontreusement) "le parloir".

Soutenue par l'ARI Paca et la DDASS du Vaucluse, la Homarderie bénéficie également de l'implication du personnel encadrant, qui se réunit chaque semaine pour faire le point sur les élèves suivis.

Durant l'année scolaire 2002/2003, Guy Meunier a pu créer un groupe d'élèves, composé de six à huit élèves d'origine maghrébine qui l'avaient sollicité pour organiser des discussions de groupes. De nombreux thèmes ont pu être abordés, comme les relations familiales, la religion, la drogue, le respect des filles... "Nous avons aussi beaucoup travaillé sur la revalorisation de l'image du père, souvent ouvrier agricole au chômage. Ces jeunes s'en tireront, car ils ont mis à profit cette année pour formuler des choix pour leur avenir, des stages professionnels ou des classes d'insertion. Ils n'ont plus besoin de moi et m'envoient certains camarades en difficulté. En revanche, il en existe de plus "récalcitrants" qui refusent tout soutien et à qui La Homarderie espère parvenir à proposer une aide au cœur même de la cité". Devant l'ampleur et l'urgence des demandes, le temps d'éducateur spécialisé bénéficie depuis un an d'un temps partiel de psychologue clinicienne, Isabelle Duvin, du réseau des intervenants sociaux (prévention, centre social, ANPE jeunes...) et de la santé scolaire.

Deux lieux d'écoute en projet

Un lieu d'écoute et d'échange pour les parents d'élèves et un Point d'accueil et d'écoute jeunes (en partenariat avec le service de prévention spécialisé de l'ADVSEA) pourraient prochainement compléter le dispositif. Avec le premier, les parents d'élèves auront la possibilité d'échanger avec des professionnels expérimentés, à propos des difficultés qu'ils rencontrent dans leur rôle éducatif. Le second permettrait "hors de l'école, d'y parler, à partir des expériences quotidiennes, de la vie à l'école et de l'accession au monde du travail."

Contact : Guy Meunier, La Homarderie, Tél. : 06 74 89 16 91

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Raconte-moi une histoire !

Une initiative originale d'ateliers lecture impliquant les parents d'élèves est menée par l'association "Le goût de lire" auprès des maternelles d'Apt.

Tous les mardis matins depuis 4 ans, le rituel est immuable. L'école maternelle "La Ruche", à Apt, ouvre à dix heures ses portes aux parents, qui viennent en classe récupérer leurs enfants pour une activité peu banale. Direction : la bibliothèque de l'école, afin de participer à un atelier-lecture, moment très attendu des enfants.

A l'origine de cette initiative, l'association "Le goût de lire en pays d'Apt", qui fait partager son amour de la lecture depuis près de 20 ans, et sa formatrice Danielle Bruel.

Cette dernière, à chacune de ses interventions, lit devant une assistance très attentive une histoire dont le thème a été préparé avec les parents. Il peut s'agir de la rentrée scolaire, du sommeil ("*beaucoup d'enfants dorment encore avec leurs parents...*"), de la naissance d'un petit frère ou de la mort, puis provoque une discussion et met ses auditeurs en situation.

Donner de l'importance à l'école

Selon elle, "*cet atelier est un prétexte pour impliquer les parents dans la scolarité de leurs enfants. Il permet de partager un moment avec son enfant dans son environnement scolaire, donne un statut à l'école et crée du lien social. Des mères de famille de milieux différents et d'origines diverses s'y côtoient. Elles viennent avec leurs bébés, tout le monde participe, c'est très convivial. Aujourd'hui, cette activité correspond à une vraie demande des enfants*".



L'association poursuit par ailleurs un objectif en termes de parentalité. Il s'agit de faire prendre conscience aux parents que chacun est capable d'aider son enfant, même s'il n'a pas lui-même fréquenté très longtemps l'école. Par sa présence, il le signifie à son enfant. L'association a d'ailleurs remporté en 2003 un prix de la Fondation de France pour cette initiative.



L'atelier attire chaque semaine une quinzaine de participants et peut générer des activités annexes, comme une sortie au cinéma ou la visite d'un musée. D'autres écoles maternelles d'Apt souhaitent reproduire cette expérience, tout comme les classes de cours préparatoire.

En véritables amateurs de livres pour enfants, les bambins de "La Ruche" participent cette année au Prix national

des Incorruptibles, un prix littéraire qui en est à sa 15^{ème} édition, décerné par les enfants ! Ils se sont en effet engagés à élire l'ouvrage pour la jeunesse qui leur a paru le plus intéressant, et à faire part de leur choix aux organisateurs.

De quoi faire naître de nombreuses vocations de critiques littéraires...

Contact :

Le goût de lire en pays d'Apt - bibliothèque municipale
Tél. 04 90 74 78 49

Article paru dans Priorités Santé n°9 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2004

Une classe pour enfants dyslexiques à Avignon

À Avignon, une "classe dyslexie" a été créée en septembre 2001, la première de ce genre en France. L'établissement scolaire "Les grands cyprès" y accueille 12 enfants par an.

L'ouverture des classes d'intégration scolaire (les CLIS) à la dyslexie est à l'origine de cette initiative.

Le projet de la "classe dyslexie" a vu le jour à la rentrée scolaire 2001 à l'école des Grands cyprès d'Avignon. Elle est alors unique en France, destinée aux enfants présentant des troubles du langage écrit et pour lesquels un projet pédagogique et un accompagnement par une équipe éducative vont pouvoir être mis en œuvre.

Comme l'explique Géraldine Bourène, coordinatrice de l'association AVITA, qui assure le bon fonctionnement de la classe : *"Les dossiers nous parviennent de l'ensemble du Vaucluse. L'équipe éducative et la commission spéciale de l'enseignement élémentaire décident des orientations à donner. Le profil type des enfants retenus est le suivant : un diagnostic orthophonique de dyslexie, un apprentissage de la lecture toujours pas acquis malgré le redoublement du CP ou du CE1, et un échec scolaire massif".*

Agés de 8 à 10 ans, les enfants ont déjà bénéficié des différentes procédures d'aide, dont au moins un an de rééducation orthophonique.

L'équipe éducative va alors définir avec chacun d'entre eux des objectifs de scolarité et un profil de sortie. *"Il s'agit de reconnaître leur handicap tout en les rassurant sur leurs compétences. Les enfants arrivent en état de grande souffrance scolaire ; il faut les aider à développer le plaisir d'apprendre, puis entreprendre l'apprentissage de la lecture et de l'écriture avec des supports correspondants à leurs centres d'intérêt."*

Réconciliés avec l'école

Grâce à une institutrice spécialisée, Magali Dumesny, les enfants bénéficient d'un enseignement adapté à leur handicap. Ils apprennent à lire autrement, avec des techniques et des outils spécifiques, rattrapent pour la plupart leur retard et se réconcilient avec l'école.

"En fin d'année, une commission décide de l'orientation des enfants. Cette année, 9 enfants sur 12 ont été en mesure de réintégrer le circuit scolaire traditionnel, après avoir repris confiance en eux et renoué le lien avec l'école. Trois sont maintenus dans la classe pour parfaire leur apprentissage", commente Géraldine Bourène, dont la mission de coordination consiste également à gérer l'ensemble des intervenants autour de cette classe, organiser les réunions de synthèse et d'information etc.

Dans la mesure où la dyslexie est durable et ne constitue pas un simple retard d'acquisition, on peut aisément imaginer ce que serait devenue la scolarité de ces enfants sans cet enseignement spécifique.

Pour tous, le passage aux Grands cyprès aura été particulièrement bénéfique.



AVITA : la création d'un réseau départemental autour du langage

L'Association Vauclusienne des Intervenants dans le domaine des Troubles des Apprentissages (AVITA), à Avignon, regroupe des personnels de l'Education Nationale, enseignants, psychologues, médecins scolaires, ainsi que des orthophonistes, psychomotriciens et professionnels hospitaliers... Elle est présidée par Jean-Pierre Becvort, psychologue scolaire à l'école des Grands cyprès.

Outre la coordination de la "classe dyslexie", AVITA met actuellement en place un réseau de soins à l'échelle du Vaucluse autour des problématiques des troubles des apprentissages.

Pour sensibiliser au dépistage de la dyslexie, elle intervient auprès des établissements scolaires, des parents d'élèves et des professionnels de santé du département.

L'association constitue également le pôle vauclusien de Résodys, le centre référent sur les troubles du langage de la Timone enfants, à Marseille, qui a créé une classe similaire pour les enfants dyslexiques dans les Bouches-du-Rhône.

Définition

La dyslexie est une difficulté spécifique d'apprentissage de la lecture et de l'écriture, et d'acquisition de leur automatisme, chez des enfants normalement intelligents, normalement scolarisés, indemnes de troubles sensoriels, neurologiques ou psychologiques.

Références :

- JC Ringard, F. Veber, Plan d'action pour les enfants atteints d'un trouble spécifique du langage, propositions remises à M. Lang, M. Kouchner et Mme Gillot, Ministère de la santé, Ministère de l'éducation nationale, mars 2001.
- Circulaire n°2002-112 relative à l'accueil des élèves handicapés, publié au BO Education nationale n°19 du 9 mai 2002.

Contact :

AVITA,
117, bd 1^{er} DB, 84000 Avignon,
Tél. 04 90 88 01 61



Article paru dans Priorités Santé n°10 / Mai - Juin - Juill. - Août 2004

Programmes PRS Jeunes et PRAPS :



Les actions financées en région PACA sur la période 2000 - 2005

Objectif 1 :

**Dans les territoires et les quartiers vulnérables,
réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent
des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.**

2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
Région	CRES PACA	Séminaire de formation pluridisciplinaire
04	CoDES 04	Promotion de la santé et intégration des jeunes en difficulté
04	PMI	Création de lieux de proximité parents-enfants
05	PMI	Dépistage des troubles des apprentissages scolaires
05	Association "Enfants en danger"	Prévention de la maltraitance
05	CoDES et Inspection Académique 05	Santé des enfants et des jeunes : approche communautaire
06	Conseil Général 06	Coordination des actions territoriales
06	Hôpital de Grasse	Rencontres parents-enfants
13	OREP	Constitution d'un réseau de santé de proximité sur trois sites prioritaires
13	Religare	Formation acteurs de santé locaux
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Développement du travail en réseau en faveur des nourrissons et de leurs parents en grande souffrance psychique et précarité sociale
13	CoDES 13	Santé des enfants et des jeunes : approche communautaire
13	OREP	Soutien à la parentalité et aux soins
13	Centre hospitalier de Salon-de-Provence	Formation à la parentalité des professionnels
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Enfants et adolescents en milieu scolaire
13	Centre hospitalier de Salon-de-Provence	Accompagnement médical et psychologique des parents et bébés, de la grossesse à la 1 ^{re} année de vie
13	CAMSP René Bernard	Soutien à la fonction parentale et repérage des dysfonctionnements familiaux (0 / 6 ans et parents en zone vulnérable)
13	CHSBD	Prévention bucco-dentaire
13	Salon Action Santé	Orientation des enfants présentant des troubles d'apprentissage vers les équipes "orthophoniste + psychologue"
83	Interface Santé 83	Repérage précoce et orientation en vue d'une prise en charge appropriée des enfants en souffrance physique ou psychique dans toutes les écoles maternelles des 3 sites retenus au cours du bilan de la 6 ^{ème} année
83	Interface santé 83	Développer un programme d'actions d'éducation à la santé et à la vie visant à développer les compétences personnelles et sociales des enfants scolarisés dans les écoles maternelles de 3 sites
83	UVMF	Expérimentation d'une démarche de santé globale à partir d'ateliers interactifs parents/enfants
84	Ecole des parents et des éducateurs 84	Journée d'étude et de réflexion sur le soutien à la parentalité au travers de différentes actions départementales d'accueil parents/enfants
84	Ecole des parents et des éducateurs 84	Permanence hebdomadaire "écoute parents"
84	CAMSP d'Orange	Accueil des enfants de 0 à 6 ans dans le cadre d'un soutien à la fonction parentale
84	CoDES 84	Campagne équilibre de vie
84	Gymboum	Séances d'éveil corporel pour jeunes mamans en difficulté résidant au centre maternel l'Oustaï
84	Gymboum	Eveil corporel et motricité pour les enfants de moins de 6 ans et leur famille sur un quartier défavorisé
84	Centre social Reine Jeanne	Université du citoyen, plénière santé
84	Centre social Reine Jeanne	Santé communautaire
84	Centre social et culturel l'Espelido	Portes ouvertes "soutenir l'action positive des parents"

2001

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	Famille système 04	Médiation familiale

Objectif 1 :



**Dans les territoires et les quartiers vulnérables,
réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent
des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.**

05	CMPP	Diagnostic précoce et prise en charge des enfants porteurs de troubles développementaux et spécifiques d'apprentissage du langage oral et écrit
05	Association "Enfants en danger"	Prévention de la maltraitance dans les classes primaires du département
05	Association "Enfants en danger"	Prévention de la maltraitance dans les classes de 6ème
06	CoDES 06	Coordination des actions liées à l'objectif 1 du Programme Régional de Santé "Santé des enfants et des jeunes" (PRS) sur 5 territoires vulnérables
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (secteur 5)	Réseau d'aide précoce à la fonction parentale
13	ACCES	Réseau Port-de-Bouc
13	ACCES	Réseau Vallée de l'Huveaune
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (secteur 6)	Prévention des risques d'inadaptation scolaire
13	CoDES 13	Equilibre de vie et petite enfance
13	Centre social Jacques Brel	Réseau Port-de-Bouc : soutien à la fonction parentale et accompagnement des familles
13	Centre social les Escourties	Réseau Vallée de l'Huveaune : soutien à la parentalité et à l'accès aux soins
13	Ecole des parents et des éducateurs 13	Ecoute, échange, accompagnement des mères en maternité
13	Centre hospitalier de Salon-de-Provence	Accompagnement médical et psychologique des femmes enceintes, pères et bébés pendant la grossesse et la 1 ^{re} année de vie
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (secteur 6)	Enfants et ados en milieu scolaire : soutien aux enseignants, lieu d'écoute au collège et permanence d'accueil des familles
13	Centre hospitalier de Salon-de-Provence	Accompagnement enfants et familles en grandes difficultés dans les quartiers vulnérables de Salon, Miramas et Sénas
13	Maison pour tous	Réseau Vallée de l'Huveaune : soutien à la parentalité et à l'accès aux soins
13	Centre social la Rouguière	Réseau Vallée de l'Huveaune : soutien à la parentalité et à l'accès aux soins
13	Centre hospitalier de Salon-de-Provence	Formation sur la parentalité des professionnels au contact de jeunes ou futurs parents
13	Centre hospitalier du Pays d'Aix	Améliorer l'articulation entre les intervenants pour le soutien des mères en détresse et prise en charge des nourrissons jusqu'à 2 ans
83	OMASE, Vivre en famille, La Seyne/mer	Soutien à la fonction parentale
83	Association "Droit de cité"	Lieu d'écoute parents enfants
84	ARIP	Cycle de rencontres-formations des acteurs de la périnatalité du Vaucluse
84	Amis du CAMSP	
84	ARI CAMSP d'Orange	Prise en charge précoce des troubles du développement sur le quartier de Fourcheville, action de prévention conjointe ARI/CAMSP/école maternelle Camus
84	ARI CAMSP d'Orange	
84	Migration santé Vaucluse	Prévention en matière de santé, soutien à la parentalité et intégration sociale pour un groupe de familles à Sorgues
84	CoDES 84	Equilibre de vie, prévention des cancers et des conduites à risques
84	Centre social et culturel l'Espelido	Soutien à la fonction parentale dans le cadre des actions d'accompagnement scolaire

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	RESODYs	Identification et formation au sein du réseau "troubles d'apprentissage du langage oral et écrit" des établissements de santé et des professionnels	Formation, information, réseaux, accès aux soins	Professionnels
Région	CORIDYS	Information et formation, troubles apprentissage	Appui documentaire	Professionnels
04	MFPP 04	Etablissement itinérant d'information	Education à la santé, accueil/écoute/ accompagnement, soutien	Adultes, jeunes, femmes, parents

Objectif 1 :

**Dans les territoires et les quartiers vulnérables,
réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent
des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.**

04	Famille système 04	Médiation sociale et familiale	Accueil/écoute/réseau, soutien/ accompagnement	Enfants, jeunes, adultes, familles, parents
04	Association de liaison petite enfance	Accompagnement à la fonction parentale	Education à la santé, information	Adultes, parents
05	CoDES 05	Programme d'éducation à la santé auprès des enfants en école maternelle	Valorisation des compétences des enfants, soutien à la fonction parentale	Enfants de 3 à 6 ans, parents, éducateurs...
05	MECS Les Lavandes	Renforcement et développement de l'unité de diagnos- tic spécialisée dans les troubles des apprentissages	Permettre le diagnostic des troubles sévères du langage écrit avec ou sans troubles associés auprès des enfants repérés	Enfants
05	MFPP 05	Etablissement itinérant d'information	Education à la santé, accueil/écoute/ accompagnement, soutien	Adultes, jeunes, femmes, parents
05	CMPP	Diagnostic précoce et prise en charge des enfants por- teurs de troubles du développement et d'apprentissage du langage oral et écrit	Prise en charge d'enfants dépistés par le service de santé scolaire	100 enfants dès le CP
05	Association culturelle éducative et sportive	Accueil parents / enfants, atelier de santé des bébés	Améliorer l'information autour de la santé en valorisant les relations et le dialogue enfants/parents	Femmes enceintes, enfants de 0 à 3 ans, jeunes parents, public exprimant des dif- ficultés d'insertion ou de socialisation
05	Association "Enfants en danger"	Prévention de la maltraitance dans les classes de primaire	Permettre à l'enfant d'être acteur de sa protection	Enfants de 6 à 11 ans, parents, écoles pri- maires du département
06	CoDES 06	Coordination de l'objectif n°1 du PRSJ		Enfants
06	Hôpital de Grasse	Rencontre parents-enfants un mois après la naissance		Enfants, parents
06	CoDES 06	Education nutritionnelle auprès des élèves et des parents en écoles maternelles de la ZEP de Vallauris		Enfants
06	Hôpital Lenval	Aide à l'orientation et augmentation de l'offre de soins pour les enfants dépistés dans le cadre de l'objectif 1	Vacations de pédopsychiatre	Enfants
13	Centre social Jacques Brel, Port-de-Bouc	Soutien à la fonction parentale et aux équipes de professionnels	Soutien parentalité, accompagnement, accès aux soins, formation	Adultes, professionnels
13	CoDES 13	Santé enfants et jeunes : approche communautaire, équilibre de vie et petite enfance, prévention de la violence et de la maltraitance	Education pour la santé, formation, information, réseau	Enfants, parents
13	Association GAELE	Formation des professionnels de la petite enfance "Apprendre à communiquer avec plaisir"	Formation	Professionnels
13	Association GAELE	Repérer les signes précurseurs d'un échec scolaire dès le premier trimestre du CP et intervenir précocement	Soutien, accompagnement	Professionnels
13	Centre Hospitalier Edouard Toulouse	Réseau d'aide précoce à la fonction parentale	Coordination locale, formation	Adultes, parents
13	Ecole des Parents et des Educateurs 13	Ecoute, échanges et accompagnement autour de la naissance avec des mères en maternité	Ecoute, accompagnement	Familles
13	Centre social La Rouguière	Réseau santé : prévention des troubles du comportement chez les enfants de moins de 6 ans	Accompagnement, information, éducation à la santé	Enfants, adultes
13	Centre social les Escourtines	Projet santé 2002	Accompagnement, information, éducation à la santé	Enfants, adultes
13	Maison pour tous, IFAC	Soutien à la parentalité et aux soins	Accompagnement, information, éducation à la santé	Adultes, enfants

Objectif 1 :



**Dans les territoires et les quartiers vulnérables,
réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent
des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.**

13	CAMSP Salon-de-Provence	Accompagnement des enfants et familles en grandes difficultés dans les quartiers vulnérables	Dépistage, accès aux soins, soutien à la parentalité, accompagnement	Enfants, familles
13	CoDES 13	Annuaire des professionnels du réseau santé/précarité de Martigues/Port-de-Bouc	Edition, diffusion	Professionnels
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse, CAMSP La Rose	Equipe thérapeutique d'intégration scolaire et sociale auprès de jeunes enfants dysharmoniques	Intégration scolaire	Enfants
13	Salon Action Santé	Groupe de soutien et de repérage pour enfants en échec d'apprentissage précoce	Accès aux soins, soutien, accompagnement, information	Enfants, adultes
13	Centre hospitalier de Salon-de-Provence et "Salon Action Santé"	Accompagnement médical et psychologique de femmes enceintes, pères et bébés pendant la grossesse et la 1 ^{re} année de vie	Accès aux soins, soutien, accompagnement, information	Enfants, adultes
13	MFPP 13	Groupes de parole autour de la prévention des abus sexuels	Education pour la santé, information	Enfants
83	Droit de Cité	Maison Soleil	Accompagnement, écoute	Adultes, enfants
83	OMASE, La Seyne-sur-mer	Réseau prévention	Soutien à la fonction parentale	Enfants, adultes
83	Léo Lagrange animation	Prévention des conduites à risque	Information	Enfants, adultes
84	ARIP	Plan local d'actions de formations, supervisions et mise en réseau des acteurs de la périnatalité du département de Vaucluse	Réseau, formation	Professionnels
84	Association AVITA	Coordination des intervenants de la classe de dyslexie	Coordination locale	Enfants
84	Migration santé Vaucluse	Prévention en matière de santé, soutien à la parentalité et intégration sociale pour un groupe de familles, quartier de Sorgues	Soutien à la parentalité, éducation à la santé	Familles
84	APSEM	Réseau santé enfance de Monclar	Réseau-soins, coordination locale	Enfants de moins de 6 ans
84	Association Gymboum	Soutien éducatif, culturel et psychologique aux familles du centre ville d'Avignon	Prévention, soutien, accompagnement, parentalité	Parents et enfants de moins de 6 ans
84	CoDES 84	Campagne équilibre de vie	Education pour la santé	Enfants, jeunes, parents
84	Le Jardin d'Alice	Raconter ou consolider le lien familial	Soutien accompagnement, parentalité	Parents et enfants de 0 à 6 ans

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	RESODYD	Réseau troubles d'apprentissage du langage oral et écrit	Reseau, formation, accès aux soins	Professionnels
04	ALPE (MANOSQUE)	Accompagnement à la fonction parentale avec soirée à thèmes		Parents
04	Famille système 04 (ORAISON)	Médiation sociale et familiale		Parents, enfants
05	Association culturelle éducative et sportive du Haut Gap (ACCES)	Graines d'avenir	Accueil, écoute	Enfants, adultes
05	Association "Enfants en danger"	Prévention de la maltraitance en écoles primaires	Education à la santé	Enfants, adultes
05	Association "Enfants en danger"	Prévention de la maltraitance en écoles maternelles	Education à la santé	Enfants, adultes

Objectif 1 :

**Dans les territoires et les quartiers vulnérables,
réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent
des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.**

05	CoDES 05	Programme d'éducation pour la santé des enfants d'écoles maternelles	Education à la santé	Enfants, adultes
05	Association des intervenants concernés par les troubles des apprentissages scolaires (AICTA)	Mise en réseau de professionnels concernés par les troubles des apprentissages scolaires	Réseaux	Professionnels
05	Union Départementale des Associations Familiales (UDAF)	Aide et soutien aux familles, aux enfants et aux professionnels en contact avec les enfants souffrant des troubles des apprentissages scolaires	Soutien, accompagnement	Familles, parents
06	CoDES 06	Coordination des actions de l'objectif 1 du PRSJ sur quatre sites	Coordination locale	Professionnels
06	CoDES 06	Education nutritionnelle	Education pour la santé	Enfants
06	Centre Hospitalier de GRASSE	Soutien à la parentalité autour de la naissance	Soutien, accompagnement	Parents
13	ADOSEN (MARSEILLE)	Suivi du bilan de 6 ans		
13	CoDES 13	Santé des enfants et des jeunes : approche communautaire, équilibre de vie et petite enfance, prévention de la violence, de la maltraitance, de l'obésité	Education pour la santé	Enfants, adultes, parents
13	Association GAELE (MARSEILLE)	Repérer les signes précurseurs d'un échec scolaire dès le début du CP	Dépistage	Enfants, professionnels
13	Centre Social la Rouguière (MARSEILLE)	Réseau santé : prévention des troubles de comportement et de développement chez les enfants de moins de 6 ans	Accompagnement, soutien à la parentalité, accès aux soins	Enfants
13	IFAC Provence, Maison pour tous (MARSEILLE)	Soutien à la parentalité et aux soins	Accompagnement, soutien à la parentalité, accès aux soins	Enfants
13	AEC Les Escourties (MARSEILLE)	Santé globale : action en réseau	Accompagnement, soutien à la parentalité, accès aux soins	Enfants
13	Ecole des parents et des éducateurs 13 (MARSEILLE)	Accueil parents / enfants	Accueil, écoute	Enfants, adultes
13	Ecole des parents et des éducateurs 13 (MARSEILLE)	Accompagner dès la grossesse et soutenir les jeunes parents et les professionnels de la petite enfance	Ecoute	Adultes
13	Centre Hospitalier Service pédiatrie (AIX-EN-PROVENCE)	Réseau pour le soutien des mères et jeunes enfants en détresse	Réseau, soutien à la parentalité	Enfants, adultes
13	Centre d'hébergement le Relais (AIX-EN-PROVENCE)	Prévention et prise en charge de la souffrance psychologique des enfants, liée à la séparation des parents	Accompagnement, soutien	Enfants, parents
13	Centre hospitalier de SALON-DE-PROVENCE	Accompagnement des enfants et familles en grande difficulté dans les quartiers vulnérables	Soutien, accompagnement	Enfants, adultes
83	DROIT DE CITE	Maison soleil	Accueil, écoute	Enfants, adultes
83	OMASE (LA SEYNE-SUR-MER)	Réseau prévention	Soutien, accompagnement	Enfants, adultes
83	OMASE (LA SEYNE-SUR-MER)	Centre de consultations familiales	Accueil, écoute	Enfants, adultes
83	Interface santé 83	J'aime la vie	Education à la santé	Enfants, jeunes, adultes, parents
84	ARIP	Plan local de formations, de supervisions et de mise en réseau des acteurs de la périnatalité en Vaucluse	Formation	Professionnels, enfants
84	APSEM	Réseau santé Monclar (Avignon)	Réseau	Enfants
84	AVITA	Repérage précoce des enfants du Vaucluse, orientation dans la classe dyslexie et suivi	Réseau, dépistage	Enfants

Objectif 1 :



**Dans les territoires et les quartiers vulnérables,
réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent
des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.**

84	Association Gymbounm	Soutien à la fonction parentale à partir de l'éveil corporel et artistique des enfants de moins 6 ans en centre ville d'Avignon	Prévention, soutien à la parentalité, accompagnement	Enfants, adultes
84	CoDES 84	Campagne "équilibre de vie, prévention des cancers et des conduites à risques"	Education à la santé	Enfants, adultes
84	Association "A l'endroit à l'envers"	Accompagner la parentalité	Soutien à la parentalité	Enfants, adultes, jeunes
84	Centre hospitalier de PERTUIS	Préparation à la parentalité	Accès aux soins, accueil parents	Parents
84	Association Escapade	Travail de prévention socio-éducatif en direction de la petite enfance et des familles sur Avignon (quartier Rodeo Sud)	Education à la santé	Enfants

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'intervention	Territoire de l'intervention
Région	RESODYD	Réseau troubles d'apprentissage du langage oral et écrit	Marseille
Région	CORIDYS	Information et formation concernant les troubles d'apprentissage	Région
Région	ARENE	Standardisation du premier bilan de santé dans les écoles maternelles de la région	Région
Région	Association de recherche en périnatalité (ARIP) (MONTEFVET)	Rencontre réflexion sur la sécurité psychique en périnatalité en région PACA	Région
04	Association Famille système 04 (ORAISON)	Médiation sociale et familiale	Digne-les-Bains Embrun
04	ALPE (MANOSQUE)	Accompagnement à la fonction parentale dans les lieux d'accueil de la petite enfance	Département 04
04	Collège coopératif Provence-Alpes-Méditerranée (AIX-EN-PROVENCE)	Réactualisation du diagnostic du programme départemental "santé des enfants" du 04 et accompagnement méthodologique des porteurs de projets	Digne-les-Bains
05	CoDES 05	Programme d'éducation pour la santé en écoles maternelles	Département Hautes-Alpes
05	Association "Enfants en danger" (GAP)	Prévention de la maltraitance en écoles maternelles	Département Hautes-Alpes
05	Association culturelle éducative et sportive (GAP)	Accueil parents/enfants, "Graine d'avenir"	Gap
05	Union Départementale des Associations Familiales (U.D.A.F.) 05 (GAP)	Aide et soutien aux familles, aux enfants et aux professionnels en contact avec les enfants souffrant de troubles des apprentissages scolaires	Département Hautes-Alpes
05	Association A.L.P.A.J.E. (GAP)	Education nutritionnelle dans l'accueil collectif petite enfance	Briançon, Embrun, Gap
06	CoDES 06	Prévention de l'obésité infantile dans la ZEP de Vallauris	Antibes
06	CREDIT (NICE)	Valorisation de l'estime de soi et développement des compétences psychosociales en maternelle et primaire	Département 06
13	Centre hospitalier du pays d'Aix	Réseau entre le service de pédiatrie et la maternité du centre hospitalier, le CAMSP, la PMI et les CMP, pour le soutien des mères en détresse et le suivi des nourrissons en difficultés de développement	Aix-en-Provence
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Prévention des conduites alimentaires à risque	Aubagne, La Ciotat
13	GAELE (MARSEILLE)	Repérage des signes précurseurs de l'échec scolaire, intervention précoce et coordonnée	Marseille
13	GAELE (MARSEILLE)	Education précoce visant à stimuler le développement optimal du langage chez les enfants de 0 à 3 ans	Marseille

2004

Objectif 1 :

**Dans les territoires et les quartiers vulnérables,
réduire de 50 % la proportion d'enfants qui présentent
des problèmes de développement à l'entrée à l'école élémentaire.**

2004

13	AEC Les Escourties (MARSEILLE)	"La santé se conjugue au pluriel ou comment travailler en partenariat"	Marseille
13	Centre social Rouguière-Libérateurs-Comtes (MARSEILLE)	Réseau santé de proximité	Marseille
13	Association Couples et familles (AIX-EN-PROVENCE)	Apprendre à vivre ensemble à l'école	Aix-en-Provence
13	IFAC/Maison pour tous vallée de l'Huveaune (MARSEILLE)	Soutien à la parentalité et aux soins	Marseille
13	Centre hospitalier, CAMSP "René Bernard" (SALON-DE-PROVENCE)	Accompagnement des enfants et familles en grandes difficultés dans les quartiers vulnérables	Martigues, Salon-de-Provence
13	RESODYS	Repérage des enfants et des adolescents présentant des troubles spécifiques d'apprentissage	Marseille Nord, Aix-en-Provence
13	Centre social Mer et colline (MARSEILLE)	Sensibiliser les femmes à l'alimentation, à l'éducation, au langage des bébés et des jeunes enfants...	Marseille
83	Ligue Varoise de Prévention (TOULON)	Point écoute jeunes de Toulon	Toulon, Hyères
83	A.V.E.F. (ex. Omase) (LA SEYNE/MER)	Réseau de prévention précoce en direction des familles et des jeunes enfants (Equipe mobile)	Toulon, Hyères
83	A.V.E.F. (ex. Omase) (LA SEYNE SUR MER)	Centre de consultations familiales	Toulon, Hyères
83	Interface Santé 83 (TOULON)	J'aime la Vie	Département Var
83	Association AXIS (TOULON)	Action en milieu carcéral, relais enfants/parents	Toulon, Hyères, Draguignan
84	A.R.I.P. (MONTFAVET)	Plan local d'actions de formations, supervision et mise en réseau des acteurs de la périnatalité en Vaucluse	Département Vaucluse
84	A.V.I.T.A. (AVIGNON)	Repérage précoce, orientation et suivi dans la classe "dyslexie"	Avignon
84	A.P.S.E.M. (AVIGNON)	Réseau santé enfance à Monclar	Avignon
84	A.R.I.P. (MONTFAVET)	"Allo maman bébé"	Département Vaucluse

Objectif 1 :

Santé des enfants.



2005

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	ORS PACA	Standardisation du premier bilan de santé en maternelle	Etudes/enquêtes, dépistage	Population générale
Région	RESODYs	Formation de professionnels médicaux, paramédicaux et scolaires	Formation	Professionnels de santé
Région	Association de recherche en périnatalité (ARIP)	Rencontres et réflexion sur la sécurité psychique en périnatalité en PACA	Formation	Professionnels, bénévoles
Région	CORIDYS	Information et formation sur les troubles des apprentissages	Information, formation	Population générale
04	Famille système 04 (ORAISON)	Antenne UBAYE, médiation sociale et familiale	Aide aux personnes	Parents, enfants
04	Famille système 04 (ORAISON)	Prévention santé, médiation sociale et familiale	Accès aux droits, accès aux soins	Population générale
04	ALPE (MANOSQUE)	Accompagnement à la fonction parentale par l'organisation de soirées à thème dans le réseau des crèches et halte-garderies parentales	Education à la santé	Parents
04	Centre hospitalier (DIGNE-LES-BAINS)	Dépistage et prise en charge ambulatoire des troubles spécifiques du langage oral et/ou écrit chez des enfants en premier cycle	Aide aux personnes	Population générale
05	Association culturelle éducative et sportive du Haut-Gap (A.C.E.S.)	Accueil parents/enfants "Graines d'Avenir"	Réseaux, coordination locale	Professionnels
05	Union Départementale des Associations Familiales (U.D.A.F. 05) (GAP)	Accueil Dys	Information	Population générale
06	CoDES 06	"Du petit déj' au goûter" auprès des enfants, parents et professionnels de la ZEP de Carros	Education à la santé	Population générale
06	Centre hospitalier d'ANTIBES	Coordination des structures de prise en charge des enfants sur la ZEP de Vallauris	Education à la santé	Population générale
06	Société protectrice des enfants du premier âge (CANNES)	"La Chrysalide"	Aide aux personnes	Population générale
13	Centre hospitalier du pays d'Aix, CAMSP (AIX-EN-PROVENCE)	Réseau de soutien à la parentalité	Réseaux, coordination locale	Professionnels de santé
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Consultation de périnatalité transculturelle et psychologique au sein de la cité Kallisté	Réseaux, coordination locale, aide aux personnes	Population générale
13	Centre hospitalier "René Bernard" CAMSP (SALON-DE-PROVENCE)	Soutien à la fonction parentale	Dépistage, aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Population générale
13	CoDES 13	Action de santé communautaire visant à prévenir les troubles du développement de l'enfant	Réseaux, coordination locale	Professionnels
13	Centre hospitalier J.Imbert à ARLES	Prévention primaire et secondaire de l'obésité dans les écoles maternelles du quartier Barriol d'Arles	Formation, réseaux/coordination locale, éducation à la santé	Population générale
13	CCAS (ARLES)	Action de sensibilisation à la nutrition auprès des parents de jeunes enfants	Education à la santé, aide aux personnes	Population générale
83	A.V.E.F. (LA SEYNE-sur-MER)	Réseau de prévention précoce en direction des jeunes enfants et de leur famille (équipe mobile)	Information	Population générale
83	A.V.E.F. (LA SEYNE-sur-MER)	Centre de consultations familiales	Aide aux personnes	Population générale
84	A.P.S.E.M. (AVIGNON)	Réseau santé enfance Monclar	Réseau, coordination locale	Population générale
84	Association Escapade	Motricité à l'école	Aide aux personnes	Population générale

Objectif 2 :

Promouvoir la mise en place d'une communication grand public transversale visant une représentation objective et plus positive des enfants et des jeunes.

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
Région	CRES PACA	Création d'un centre de ressources documentaires en éducation pour la santé

Objectif 2 :

Santé des adolescents et des jeunes.

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	Arts et yoga en liberté (DIGNE-LES-BAINS)	Travail corporel et restructuration de la personne	Aide aux personnes	Population générale
04	CoDES 04	Promotion de la santé et intégration des jeunes en difficultés	Information	Population générale
04	CoDES 04	Parents face à la prise de risque de leurs adolescents	Information	Population générale
04	MFPF 04 (SEYNE-LES-ALPES)	Structure itinérante d'information et de prévention en milieu rural	Information	Population générale
04	Mutualité Française 04	Le bon usage du médicament chez les jeunes	Information	Population générale
04	Centre hospitalier de DIGNE-LES-BAINS	Création d'une structure d'accueil et de soins psychologiques pour les 16 / 25 ans	Aide aux personnes	Population générale
04	Fédération des Œuvres Laïques 04 (DIGNE-LES-BAINS)	Accompagnement psychologique des stagiaires en formation lettrisme et socialisation	Aide aux personnes	Population générale
04	Collège coopératif Provence-Alpes-Méditerranée (AIX-EN-PROVENCE)	Accompagnement méthodologique des porteurs de projets du PRS jeunes	Etudes/enquêtes	Professionnels
05	Centre d'Information des Droits des Femmes (C.I.D.F. 05)	Action de prévention des violences sexistes	Information	Population générale
05	Maison des jeunes et de la culture du briançonnais	Poursuite des permanences du Point écoute santé et réflexion partenariale pour la création d'un PAEJ	Information, réseaux/coordination locale	Population générale
06	Association Pari jeunesse (CARROS)	Prévention des conduites à risques et addictives	Education à la santé	Population générale
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Prévention des conduites addictives	Education à la santé	Population générale
06	Mission locale de GRASSE	Travail en réseau des professionnels de l'insertion sociale chez les 16/25 ans	Réseaux, coordination locale	Professionnels
06	ANPAA - CDPA 06	"Clap santé jeunes" 2005	Education à la santé	Population générale
06	Ville LE CANNET	Prévention de l'obésité	Education à la santé	Population générale
06	Ville d'ANTIBES	"Portez-vous bien"	Education à la santé	Population générale
06	ALFAMIF (GOLFE JUAN / VALLAURIS)	Lutte contre la malnutrition et l'hygiène alimentaire	Education à la santé	Population générale
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Prévention des tentatives de suicide et de leurs récides	Education à la santé	Population générale
06	ARBRE (NICE)	Education nutritionnelle	Education à la santé	Population précaire
06	CCAS d'ANTIBES	Soutien, accompagnement souffrance psychique	Réseaux, coordination locale	Population précaire

Objectif 2 :

Santé des adolescents et des jeunes.



2005

06	Fondation Lenval (NICE)	Module de prévention du suicide	Education à la santé	Jeunes
06	CREDIT (NICE)	Dispositif "Paroles"	Dépistage, aide aux personnes	Usagers de drogue
06	Centre hospitalier d'ANTIBES	Module de prévention du suicide	Education à la santé	Population générale
06	Association hospitalière Sainte-Marie (CHAMALIERES)	Création d'un lieu d'accueil pour la prise en charge des adolescents à risques	Education à la santé	Population générale
06	ARPAS (CAGNES/MER)	Soutien, accompagnement souffrance psychique	Réseaux, coordination locale	Population générale
13	CoDES 13	Formation d'adultes-relais au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent en souffrance et son orientation vers des professionnels qualifiés	Formation	Professionnels
13	CRES PACA	Réseau local pour l'organisation de la prévention des conduites à risques et la gestion des situations d'urgence au sein d'établissements scolaires	Coordination locale, évaluation	Professionnels
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse Pythéas (MARSEILLE)	Intervention dans le service de pédiatrie de l'hôpital Nord	Réseaux, coordination locale, accès aux droits et aux soins	Population générale
13	Centre social Tivoli, IFAC Provence (MARSEILLE)	Prévention du suicide et des récidives chez les jeunes, création de réseau	Information, accès aux droits/aux soins, éducation à la santé, aide aux personnes	Population générale
13	RESADOS (AIX-EN-PROVENCE)	Souffrance des adolescents en milieu scolaire	Réseaux/coordination locale	Professionnels
13	Centre hospitalier Montperrin (AIX-EN-PROVENCE)	Soutien au réseau santé jeunes de Miramas	Réseaux/coordination locale, dépistage	Professionnels, population générale
13	Ville de Marseille, Direction Santé Environnement	Prévention de la souffrance psychosociale des adolescents et des jeunes	Aide aux personnes	Population générale
13	LGBT Formation (MARSEILLE)	Sensibilisation à l'homophobie auprès des personnels des institutions ayant à s'occuper des jeunes	Formation	Professionnels
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Prévention du mal-être des jeunes et diminution des récidives de tentatives de suicide chez les 11/25 ans	Information, réseaux/coordination locale, éducation à la santé	Population générale
13	Imaje Santé (MARSEILLE)	Développement des actions relatives au suivi des adolescents/jeunes adultes en souffrance psychique et/ou somatique (TS, idées suicidaires, violences, troubles psychiques et d'adaptation sociale)	Aide aux personnes, réseaux/coordination locale	Population générale
13	A.G.M (MARSEILLE)	Action de prévention et de sensibilisation auprès d'un public jeune	Information, aide aux personnes	Homosexuels
13	Association "Christophe" (MARSEILLE)	Exposition, film et débats pour la prévention du suicide des jeunes	Information	Population générale
13	Association d'aide à l'insertion (GARDANNE)	Espace santé jeunes	Réseaux/coordination locale, accès aux droits/aux soins, information, éducation à la santé	Jeunes, population générale
83	Association Jeunesse information, Espace santé (FREJUS)	Point accueil écoute jeunes	Aide aux personnes	Population générale
83	Mission locale du Golfe de St Tropez et du Pays des Maures (COGOLIN)	"Entr'Autre" : espace d'accueil et d'écoute autour de la souffrance psychique	Aide aux personnes	Population générale
83	Point écoute jeunes de HYERES	Renforcement de l'écoute psychologique, prise en charge des suicidants	Aide aux personnes	Population générale

Objectif 2 :

Santé des adolescents et des jeunes.

83	Mission locale ouest et haut Var (BRIGNOLES)	Une psychologue à la mission locale	Aide aux personnes	Population générale
83	Association ENTR'ACT (ST-RAPHAEL)	"Bataille" : prévention des violences et de la maltraitance par le débat théâtral	Education à la santé	Population générale
84	Point accueil et écoute "Le Passage" (CARPENTRAS)	Point écoute jeunes et parents	Information, aide aux personnes, coordination locale	Professionnels, population générale
84	Mission locale pour l'insertion sociale et professionnelle des jeunes d'Avignon (MLI)	Animation et développement d'un dispositif santé en réseau d'accompagnement de la souffrance psychique des jeunes	Réseau, coordination locale	Professionnels, population générale
84	MFPF 84 (AVIGNON)	Animations de prévention dans le domaine de la relation à l'autre	Education à la santé	Population générale
84	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Point écoute jeunes	Information, aide aux personnes, coordination locale	Professionnels, population générale
84	LGBT formation	Sensibilisation à l'homophobie	Formation	Professionnels encadrant des jeunes

Objectif 3 :

Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA, chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40 %).



2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
Région	CEMEA PACA et Aides Provence	Formation de formateurs et d'animateurs "jeunesse et sport" : "santé des jeunes et lutte contre le VIH"
04	Mission locale	Santé mentale et prévention de l'exclusion des jeunes de 16 à 25 ans
05	Maison des Jeunes et de la Culture de Briançon	Concept "capital santé"
05	Service de psychiatrie infanto-juvénile	Prévention de la récurrence des tentatives de suicides chez les adolescents et les jeunes
05	Mutualité des Hautes-Alpes	"Vous n'allez pas trop mal, mais comment faire pour que vous alliez mieux ?"
05	Mutualité des Hautes-Alpes	Santé et citoyenneté
06	Fondation Lenval, pédo-psychiatrie	Cellule de coordination suicide
13	Espace santé jeunes de Salon-de-Provence	Réseau de prévention des conduites à risques et des récurrences de suicides
13	MIL Aubagne	Formation des acteurs du collectif santé jeunes d'Aubagne à la prévention et à la prise en charge des suicides et de leurs récurrences
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Parents et élèves de l'école d'application : accueil et accompagnement individualisé, groupes de parole
13	Espace santé jeunes de Salon-de-Provence	Formation des professionnels pour favoriser la prise en charge des jeunes ayant fait une tentative de suicide
13	Centre social La Rouguière	Santé jeunes et quartiers
13	Centre social Tivoli	Mal-être chez les jeunes : accueil, écoute, orientation, prévention
13	RESADOS	Réflexion et action face à la souffrance des adolescents dans le milieu scolaire
13	Centre social Castellane	Accueil, écoute, information des jeunes pour la lutte contre la détresse et intensification du travail partenarial
13	CMP Mélodie	Accueil, écoute des jeunes en difficulté sur la commune de Vitrolles (12-24 ans)
13	Pétronille et Siméon	Difficultés autour de l'identité sexuelle; activités, échanges
13	Imaje Santé	Création d'un espace santé sur Marseille
83	Centre Départemental de l'Enfance	Création d'une plaquette d'information
83	SOS Amitiés	Formation des écoutants SOS Amitiés à l'écoute des jeunes
83	AXIS	Prévention des conduites à risque chez les jeunes mineurs incarcérés à la maison d'arrêt de Toulon
84	Point écoute "Le Passage"	Point écoute "Le Passage"
84	Ecole des parents et des éducateurs	Ecoute jeunes : espace de parole pour adolescents

2001

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	Mission locale 04	Prévention, écoute psychologique des jeunes 16/25 ans, coordination
04	CoDES 04	Promotion de la santé auprès des 16/25 ans
04	CFA de Digne-les-Bains	Prévention et gestion des conflits, formation pour enseignants
04	ATROPOS	Action santé globale, théâtre interactif pour les 16/25 ans
04	CoDES 04	Formation adultes prévention suicides
04	ADMR Innovation pour l'emploi	Prévention des conduites à risque envers les jeunes fréquentant les soirées festives les vendredis et samedis soirs
05	Maison des jeunes et de la culture du Briançonnais	Création d'un point écoute santé
05	CoDES 05	Santé des enfants et des jeunes
06	CREDIT	P.A.R.O.L.E.S.: Prévention clinique des addictions. Reconnaissance et organisation d'un lien avec l'environnement éducatif et social. Public jeunes en danger de conduites addictives et de comportement à risques, et leurs proches

Objectif 3 :

Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA, chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40 %).

06	CDPA CCAA	Festival annuel de vidéos de Prévention Santé réalisé par les jeunes pour les jeunes
13	Espace santé jeunes	Réseau adolescent, prévention des conduites à risque
13	M.I.L. d'Aubagne	Action réseau santé jeunes, espace accueil
13	Image santé	Création d'un espace santé jeunes à Marseille
13	Centre social La Rouguière	Santé jeunes et quartiers
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (secteur 6)	Parents et élèves, école application PJJ
13	Centre social Tivoli	Mal-être chez les jeunes : accueil, écoute, orientation, prévention
13	CoDES 13	Promotion de la santé et intégration sociale des jeunes en difficultés de 16 à 25 ans
13	Espace santé jeunes de Salon-de-Provence	Formation des professionnels pour favoriser la prise en charge des jeunes ayant fait une tentative de suicide
13	Service social pour les jeunes	Point info santé jeunes
13	Centre social Castellane	Lutte contre la détresse morale des jeunes
13	M.I.L. La Ciotat	Réseau santé/jeunes
13	Familles rurales	Prévention des conduites à risques
13	RESADOS (CHS Montperrin)	Prévention de la souffrance des adolescents en milieu scolaire
83	AXIS	Parole de jeunes
83	CoDES 83	Prévention santé
83	Mission locale AJIR	Actions santé
83	Association Jeunesse Information	Prévention de la récurrence des tentatives de suicides chez les jeunes
84	Point écoute "Le Passage"	Accueil, écoute et orientation du public
84	ACCES	Développement d'un réseau de santé de proximité sur le thème de la promotion de la santé des 16/25 ans
84	Ecole des parents et des éducateurs 84	Espace de paroles pour adolescents
84	Ecole des parents et des éducateurs 84	Ecole jeunes

2002

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	DODECOM	Formations à l'appropriation du guide d'entretien santé pour les éducateurs de la Protection Judiciaire de la Jeunesse en vue du repérage des problèmes de santé et de l'orientation	Formation 1 ^{er} et 2 ^{ème} degré	Professionnels
04	CoDES 04	Formation d'adultes au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent	Formation/réseau	Adultes, professionnels
04	CoDES 04	Promotion de la santé et intégration des jeunes en difficultés	Formation, ateliers santé	Adultes, jeunes, professionnels
04	CFA René Villeneuve	Prévention et gestion des conflits	Formation, réseau, accompagnement	Adultes, professionnels
04	La Durance	Prévention violence et maltraitance en milieu scolaire	Formation, réseau	Adultes, professionnels
04	Lycée Beau de Rochas	Prévenir la violence chez les 3 ^e de technologie	Théâtre interactif, éducation pour la santé, information	Adultes, jeunes, professionnels
04	Lycée Beau de Rochas	Formation de la communauté éducative au repérage des souffrances psychiques de l'adolescent	Renforcement des connaissances, formation/analyse des pratiques	Adultes, professionnels
04	Centre hospitalier de DIGNE-LES-BAINS	Point écoute jeunes	Prévention de la souffrance psychique des jeunes scolarisés	Jeunes
05	Maison des jeunes et de la culture du Briançonnais	Développement d'un point écoute santé	Accueil et orientation	Jeunes de 16 à 25 ans, parents

Objectif 3 :

Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA, chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40 %).



2002

05	CoDES 05	Formation d'adultes relais au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent et à l'orientation vers les professionnels qualifiés	Développer le dépistage précoce des facteurs de risques et des premiers symptômes de mal-être chez l'adolescent	Professionnels prenant en charge des adolescents
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Module de prévention face aux tentatives de suicide et à leurs récurrences		Jeunes
06	ACACIA	Participation au réseau de prévention de la récurrence de tentative de suicide		Jeunes
13	Espace Santé Jeunes de Salon-de-Provence	Réseau de professionnels concernés par l'adolescence	Accueil, écoute, éducation à la santé, formation, réseau, accès aux soins	Jeunes, adultes
13	Image Santé	Création et activation du réseau santé adolescents et jeunes adultes visant au suivi post-hospitalier des jeunes suicidants	Accueil, écoute, formation, réseau, accès aux soins	Jeunes
13	Collectif santé jeunes du Pays Aubignais	Création d'un réseau santé adolescents	Accueil, écoute, éducation à la santé, formation, réseau, accès aux soins	Jeunes
13	ADEREM	Information des patients et formation des médecins traitants dans les suites d'une tentative de suicide	Information, réseau	Professionnels
13	Couples et Familles	Club midi ado-médiation scolaire	Education à la santé	Jeunes
13	ACCES	Soutien aux jeunes en souffrance psychologique	Accueil, écoute, soutien, formation, réseau, accès aux soins	Jeunes
13	RESADOS	Souffrance des adolescents en milieu scolaire	Coordination locale, soutien professionnels Education Nationale	Professionnels
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Prise en charge de la santé mentale des adolescents de l'école d'application de la PJJ		Jeunes
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Réseau adolescents / Timone	Accès aux soins, réseau	Professionnels, jeunes
13	Espace santé jeunes de Salon-de-Provence	Formation de professionnels pour favoriser la prise en charge des jeunes ayant fait une tentative de suicide	Formation, réseau	Professionnels
13	CoDES 13	Formation d'adultes relais au repérage précoce des signes de détresse chez l'adolescent en souffrance	Formation	Professionnels
13	IFAC Tivoli	Réseau de prévention de la crise suicidaire	Accueil, écoute, accès aux droits et aux soins	Jeunes
13	Centre hospitalier de Martigues, service de pédopsychiatrie	Prise en charge pré-ado et adolescents, observation, diagnostic, orientation, accompagnement, prévention	Prise en charge des tentatives de suicide	Jeunes
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Psychiatrie de liaison entre le centre de consultations spécialisées pour adolescents de Marseille Pythéas et les urgences pédiatriques de l'hôpital Nord et de la Timone	Rencontre des adolescents hospitalisés avec une équipe spécialisée, proposition et mise en place d'un suivi	Jeunes
13	Centre hospitalier Montpellier	Espace santé jeunes de Miramas	Mise en place d'un lieu d'accueil pour adolescents et création d'un réseau de soutien	Jeunes
83	AXIS	Carcéral - relais enfants	Prévention de la souffrance psychique auprès des jeunes détenus, soutien à la fonction parentale auprès des parents	Détenus, parents
83	CoDES 83	Prévention APEA	Education à la santé	Professionnels
83	Association jeunesse information	Prévention suicide	Accompagnement, écoute	Jeunes
83	ADSEAV Draguignan	Création d'un lieu d'accueil et d'écoute	Accueil	Jeunes
83	Mission locale AJIR	Création de réseau de santé	Accompagnement, écoute	Jeunes

Objectif 3 :

Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA, chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40 %).

84	Association "Le Passage"	Point écoute jeunes/parents	Accueil, écoute, accompagnement, orientation, accès aux soins	Jeunes, adultes
84	MLI d'Avignon	Dispositif spécifique de santé en réseau	Réseau jeunes, accès aux soins	Jeunes, professionnels
84	ARI CAMSP d'Orange	La Homarderie : médiation éducative pour les élèves de la ZEP d'Orange	Prévention, coordination locale	Enfants et jeunes
84	Ecole des parents et des éducateurs 84	Ecoute jeunes (collectif et/ou individuel)	Accueil, écoute	Jeunes
84	Centre Hospitalier de Montfavet	PEC des adolescents et suivi des jeunes suicidants	Soins, coordination locale	Jeunes et jeunes adultes (18-25ans)
84	Association "La Dénoves"	Point écoute jeunes	Accueil, écoute, accompagnement	Jeunes

2003

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	DODECOM (PONT SAINT-ESPRIT)	Guide d'entretien santé	Formation	Professionnels
04	Lycée Beau de Rochas (DIGNE-LES-BAINS)	Prévenir la violence chez les 3 ^e technologique		Collégiens
04	Lycée Beau de Rochas (DIGNE-LES-BAINS)	Formation de la communauté éducative au repérage et à la prévention des souffrances psychiques et sociales de l'adolescent		Enseignants, emplois jeunes, administratifs
04	Lycée Beau de Rochas (DIGNE-LES-BAINS)	Le corps et son image		Elèves section secrétariat
04	CFA René Villeneuve (DIGNE-LES-BAINS)	Prévention et gestion des conflits		Enseignants, emplois jeunes, administratifs
04	CFA René Villeneuve (DIGNE-LES-BAINS)	Motivation et apprentissage		Elèves CFA, communauté enseignante
04	MFPF 04 (SEYNE-LES-ALPES)	Etablissement d'informations et de prévention itinérant		Tout public
04	CoDES 04	Formation des assistantes maternelles	Formation	Assistants maternelles
04	CoDES 04	Formation d'adultes-relais pour le repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent	Formation	Adultes
05	Maison des jeunes et de la culture de Briançon	Point écoute santé jeunes	Accueil, écoute	Jeunes
05	CoDES 05	Formation d'adultes-relais au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent et à l'orientation vers des professionnels qualifiés	Formation	Professionnels
06	CHU de Nice, Hôpital St Roch (NICE)	PEC risque suicidaire (16-25 ans)	Accès aux soins	Jeunes
06	CHU de Nice, Hôpital l'Archet 2 (NICE)	PEC risque suicidaire (11-16 ans)	Accès aux soins	Jeunes
06	Centre hospitalier d'ANTIBES	PEC risque suicidaire (16-25 ans)	Accès aux soins	Jeunes
06	ARPAS (CAGNES-SUR-MER)	Prévention des troubles psychiques des adolescents	Soutien, accompagnement	Jeunes
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Module de prévention des tentatives de suicide	Accueil, écoute	Jeunes
06	CREDIT (NICE)	Dispositif "Paroles"	Accueil, écoute	Jeunes
13	Imaje Santé (MARSEILLE)	Développement d'un réseau de suivi des jeunes suicidants	Accueil, écoute, réseau, accompagnement	Jeunes
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Améliorer la prévention du mal-être et contribuer à la diminution des récurrences de tentatives de suicide chez les jeunes	Accueil, écoute, réseau, accompagnement	Jeunes, adultes
13	IFAC Provence, centre social Tivoli (MARSEILLE)	Optimiser le réseau de prévention et le repérage des détresses	Ecoute, accompagnement, accès aux soins	Jeunes, adultes

Objectif 3 :

Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA, chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40 %).



13	Centre Hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Travail en réseau avec l'Education Nationale	Ecoute, réseau	Jeunes, professionnels
13	Université d'été des homosexualités (MARSEILLE)	Lutte contre l'homophobie	Formation	Professionnels
13	APORS (MARTIGUES)	Animation et coordination des actions de l'APORS	Réseau	Jeunes
13	Espace santé jeunes (SALON-DE-PROVENCE)	Réseau de professionnels concernés par l'adolescence	Réseau	Professionnels
13	ACCES (MARSEILLE)	Soutien aux jeunes en souffrance psychologique	Formation, écoute	Professionnels, jeunes
13	A.E.C. La Castellane (MARSEILLE)	Lutte contre la détresse morale des jeunes	Ecoute	Jeunes
13	CoDES 13	Formation d'adultes-relais au repérage des signes de détresse chez les adolescents	Formation	Professionnels
13	RESADOS (AIX-EN-PROVENCE)	Souffrance des adolescents en milieu scolaire	Ecoute	Jeunes, professionnels
83	AXIS	Carcéral	Soutien, accompagnement	Détenus
83	CoDES 83	Point écoute jeunes	Accès aux soins	Jeunes, adultes, parents
83	APEA	Point écoute médiation santé	Accueil, écoute	Jeunes
83	Association jeunesse information	Prévention du suicide, éducation à la santé, coordination, parentalité	Accueil, écoute, éducation à la santé	Jeunes, parents
83	Mission locale de Saint-Tropez	Entr'Autre	Accueil, écoute	Jeunes
83	Association jeunesse information	Point accueil jeunes	Accueil, écoute, éducation à la santé, coordination, information	Jeunes
83	Ligue Varoise de Prévention	Point écoute jeunes de Toulon	Soutien, accompagnement	Jeunes, adultes
83	GRAPESA (DRAGUIGNAN)	Point accueil écoute jeunes	Accueil, écoute, orientation	Jeunes
83	Mission locale du Coudon (LA GARDE)	Souffrance psychiques des jeunes	Accès aux soins	Jeunes
84	Le Passage	Point écoute jeunes	Accueil, écoute, orientation	Jeunes
84	ARI - IES Les Jonquiers	La Homarderie	Prise en compte des comportements et conduites réactionnelles signalées par les établissements scolaires (sur Orange)	Jeunes, enfants
84	Association TREMLIN	Point écoute jeunes et parents sur le bassin de Pertuis	Ecoute, accueil	Jeunes, adultes
84	MLI d'Avignon	Mise en place d'un dispositif spécifique santé en réseau pour les 16/25 ans en souffrance psychique	Réseau	Jeunes, professionnels
84	Association Escapade	Mise en œuvre d'ateliers de médiation artistique sur les questions liées au corps	Educations à la santé	Jeunes
84	Ecole des parents et des éducateurs 84	Point écoute jeunes	Accueil, écoute	Jeunes

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'intervention	Territoire de l'intervention
04	MFPP 04 (SEYNE-LES-ALPES)	Bus d'information et de prévention en milieu rural	Digne-les-Bains Manosque, Embrun
04	CoDES 04	Promotion de la santé des jeunes en difficultés	Digne-les-Bains
04	CoDES 04	Formation d'adultes-relais au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent et à l'orientation vers des professionnels qualifiés	Manosque, Sisteron

Objectif 3 :

Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA, chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40 %).

05	CoDES 05	Formation d'adultes-relais au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent et à l'orientation vers des professionnels qualifiés	Sisteron
05	Mairie, équipe de prévention, GAP	Accompagnement éducatif d'un groupe de jeunes en difficulté sur le volet santé	Gap
05	Maison des jeunes et de la Culture du Briançonnais	Point écoute santé	Briançon
06	Centre Hospitalier d'ANTIBES	Diminution du taux de récurrence des tentatives de suicide chez les jeunes de 16 à 25 ans	Antibes
06	ARPAS (CAGNES-SUR-MER)	Prévention des troubles psychiques des adolescents en situation d'exclusion disciplinaire scolaire	Antibes Nice
06	CREDIT (NICE)	Dispositif "Paroles"	Nice
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Module de prévention des tentatives de suicide et de leurs récurrences	Cannes, Grasse
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Prévention des infections sexuellement transmissibles et contraception	Cannes, Grasse
13	Imaje Santé (MARSEILLE)	Développement d'un réseau santé chargé d'organiser le suivi des adolescents et jeunes adultes suicidants après hospitalisation d'urgence, et accompagnement	Marseille
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Améliorer la prévention du mal-être des jeunes et contribuer à la diminution des récurrences de tentatives de suicide chez les jeunes de 11 à 25 ans	Aubagne, La Ciotat, Aix-en-Provence
13	Centre hospitalier Edmond Garcin (AUBAGNE)	Prise en charge coordonnée du jeune suicidant dans le réseau	Aubagne, La Ciotat
13	Centre hospitalier (MARTIGUES)	Création d'un espace santé jeunes	Martigues
13	LGBT Formation (MARSEILLE)	Sensibilisation à l'homophobie	Marseille
13	RESADOS (AIX-EN-PROVENCE)	La souffrance des adolescents en milieu scolaire	Aix-en-Provence
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Travail en réseau secteur de psychiatrie/Education Nationale pour sensibiliser les enseignants, les parents d'élèves, les travailleurs sociaux aux troubles du comportement, à la souffrance psychique... pouvant conduire à des passages à l'acte	
13	IFAC Provence, centre social Tivoli (MARSEILLE)	Création de réseau de santé adolescents/jeunes pour une diminution des tentatives de suicide et des récurrences	Marseille
13	CESAM (MARSEILLE)	Groupes de parole pour adolescents en crise identitaire	Marseille
13	Espace santé jeunes SALON-DE-PROVENCE	Formation des professionnels pour favoriser la prise en charge des jeunes ayant fait une tentative de suicide	Salon-de-Provence
13	Association "Christophe" (MARSEILLE)	Prévention du suicide des jeunes	Département 13
13	CoDES 13	Formation d'adultes-relais au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent et à son orientation vers les professionnels qualifiés	Marseille
13	ACCES (MARSEILLE)	Soutien aux jeunes en souffrance psychologique, prévention de la récurrence de tentative de suicide	Marseille
13	AEC "La Castellane" (MARSEILLE)	Lutte contre la détresse morale des jeunes	Marseille
13	Centre social et culturel "La Garde" (MARSEILLE)	Question d'ados	Marseille
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Renforcement du dispositif de la consultation spécialisée pour adolescents "Pythéas" et de la liaison entre l'Intersecteur de pédopsychiatrie avec les services d'urgences pédiatriques et de pédiatrie de l'hôpital Nord et de l'hôpital de la Timone	Marseille
83	Association Jeunesse Information, espace santé de FREJUS	Point écoute jeunes	Fréjus, St Raphaël
83	A.P.E.A. (TOULON)	Point écoute médiation santé	Toulon, Hyères

Objectif 3 :

Diminuer les récurrences de tentatives de suicide en PACA, chez les adolescents et les jeunes adultes à environ 10 % (contre 30 à 40 %).



83	Point écoute jeunes de HYERES	Renforcement de l'écoute psychologique	Toulon-Hyères
83	Mission locale de Saint-Tropez (COGOLIN)	Entr'aides	Saint-Tropez
84	Point Ecoute "Le Passage" (CARPENTRAS)	Point écoute jeunes	Carpentras
84	Escapade (AVIGNON)	Ateliers de médiation artistique sur les questions liées au corps	Avignon
84	A.R.I. Camp d'Orange	La Homarderie	Orange-Valréas
84	M.L.I. (AVIGNON)	Dispositif spécifique santé en réseau	Avignon
84	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Point écoute jeunes et parents sur le bassin de Pertuis	Pertuis

Objectif 3 :

Education pour la santé en milieu scolaire.

2005

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	Mutualité Française des BOUCHES-DU-RHÔNE	Générer des dynamiques collectives de prévention des conduites à risque des jeunes dans deux bassins Education Nationale	Education à la santé	Population générale
Région	ADOSEN	Prévention de la violence scolaire	Education à la santé	Population générale
Région	CRES PACA	Numéro spécial du bulletin d'information "Priorités Santé"	Information	Professionnels
04	Collège Maria Borrelly (DIGNE-LES-BAINS)	L'importance du petit déjeuner	Information	Population générale
04	Collège Maria Borrelly (DIGNE-LES-BAINS)	Information sur la toxicomanie	Information	Population générale
04	CFA René Villeneuve (DIGNE-LES-BAINS)	Drogue, jeunes et entreprises	Information	Population générale
04	CoDES 04	Campagne équilibre de vie, prévention des cancers et des conduites à risques	Information	Population générale
04	Collège Camille Reymond (CHÂTEAU-ARNOUX)	AFPS	Formation	Population générale
04	Collège Gassendi (DIGNE-LES-BAINS)	AFPS	Formation	Population générale
04	Lycée Pierre-Gilles de Gennes (DIGNE-LES-BAINS)	AFPS	Formation	Population générale
05	Association "Le CAP" (GAP)	Mise en place dans les collèges et lycées d'actions de prévention, mobilisation et formation d'adultes relais, groupes de paroles autour de la question des usages de drogues	Formation, information	
05	CoDES 05	Campagne équilibre de vie, prévention des cancers et des conduites à risques	Education à la santé	Autres
05	CoDES 05	Programme d'éducation pour la santé en écoles maternelles	Education à la santé	Autres
05	Lycée professionnel Alpes Durance (EMBRUN)	Le printemps des lycées	Information	Autres
06	Mutualité Française des Alpes-Maritimes	Programme de prévention et de promotion de la santé dans les établissements scolaires	Education à la santé	Population générale

Objectif 3 :

Education pour la santé en milieu scolaire.

2005

06	CREDIT (NICE)	Prévention des conduites à risques dans les CESC	Education à la santé	Population générale
06	CREDIT (NICE)	Formation multi-catégorielle animateurs des CESC	Formation	Professionnels
06	MFPP 06 (NICE)	Prévention des risques sexuels et des comportements sexistes	Dépistage, éducation à la santé	Population générale
06	Association pour la recherche et la promotion en santé publique bucco-dentaire (CAGNES-SUR-MER)	Evaluation d'un programme de prévention bucco-dentaire des enfants dans les écoles primaires des ZEP de Nice	Dépistage, éducation à la santé	Population générale
06	PRESS (VILLENEUVE-LOUBET)	Prévention des conduites addictives et des conduites à risques dans les établissements scolaires	Education à la santé	Population générale
13	CoDES 13	Santé des enfants et des jeunes : approche communautaire, équilibre de vie, prévention de la violence et des conduites à risque, prévention de l'obésité	Education à la santé	Professionnels
13	Lycée agricole (LEGTA) Aix-Valabre (GARDANNE)	"Fumer n'est pas jouer"	Education à la santé	Population générale
13	CoDES 13	Formation/réflexion des infirmier(e)s scolaires au programme de prévention de la violence "Mieux vivre ensemble à l'école"	Formation	Professionnels
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Organisation et coordination d'actions d'éducation à la santé, sensibilisation des jeunes	Education à la santé	Population générale
13	SOS Drogue International Point écoute (ARLES)	Programme de prévention des conduites à risque à l'adolescence	Réseaux/coordination locale, éducation à la santé	Population générale
13	MFPP 13 (MARSEILLE)	Nouvelle méthode d'animation en milieu scolaire sur l'éducation à la sexualité, la contraception, la réduction des risques liés à la sexualité et les violences	Education à la santé	Population générale
13	TARASCHOLA (TARASCON)	Education à l'hygiène alimentaire, corporelle, dentaire et au respect du sommeil, écoles maternelles	Education à la santé	Population générale
13	TARASCHOLA (TARASCON)	Education à l'hygiène alimentaire, corporelle, dentaire et au respect du sommeil, écoles primaires	Education à la santé	Population générale
83	A.P.E.A. (TOULON)	Point écoute médiation santé	Aide aux personnes	Population générale
83	MFPP 83 (TOULON)	Prévention des grossesses d'adolescentes en milieu scolaire (collèges et lycées)	Education à la santé	Population générale
83	Interface Santé 83 (TOULON)	"Demain en main"	Education à la santé	Population générale
83	Interface Santé 83 (TOULON)	"Adolescence : âge de tous les possibles"	Education à la santé	Population générale
83	CoDES 83	Enfants hygiène santé : prévention des cancers et des conduites à risques (tabagisme) en milieu scolaire	Education à la santé	Population générale
84	CoDES 84	Pôle départemental de ressources en éducation pour la santé	Information, documentation, formation, méthodologie de projet	Professionnels, population générale
84	CoDES 84	Tabac, addictions et médicaments	Education à la santé, formation	Professionnels, population générale
84	CoDES 84	Nutrition	Education à la santé	Professionnels, population générale
84	CoDES 84	Jeunes et sécurité routière	Education à la santé	Professionnels, population générale
84	CoDES 84	Jeunes, sexualité et violences	Education à la santé, formation	Professionnels, population générale

Objectif 4 :



Parvenir à 80 % d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %).

2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
Région	Mutualité Française des Bouches-du-Rhône	Formation d'équipes volontaires de prévention des conduites à risque en milieu scolaire (Académie d'Aix-Marseille)
Région	GERMES (Dr Costes)	Education nutritionnelle.Traditions culinaires méditerranéennes et santé
04	CoDES 04	Campagne "Equilibre de vie" : prévention santé et conduites à risques
04	CoDES 04	Prévention de la dépendance dans les classes de CM2
04	CoDES 04	Formation d'adultes-relais au repérage précoce des premiers signes de détresse chez l'adolescent et à l'orientation vers les professionnels qualifiés
04	Association ATROPOS	Prévention des dépendances dans les classes de 5 ^{ème} à Digne-les-Bains
04	Collège Giono	Education à la santé et à la citoyenneté
04	Association La Durance	Formation au repérage des signes précoces de la souffrance des jeunes enfants
06	Mutualité Française 06	Programme d'éducation et de promotion de la santé dans les établissements scolaires
13	Espace santé jeunes de Salon-de-Provence	Programme de développement affectif et social (PRODAS)
13	CoDES 13	Information et sensibilisation des jeunes de 16-25 ans
13	MFPP 13	Prévention des grossesses d'adolescentes
13	Ecole des parents et des éducateurs 13	Animation groupes de jeunes en collège et LEP
13	MIL La Ciotat	Sensibilisation et information santé auprès des jeunes de 16-25 ans
13	CoDES 13	Campagne "Equilibre de vie" : prévention santé et conduites à risques
83	Interface santé 83	"J'aime la vie", Education à la santé intégrée à l'école primaire et "Demain en main" pour le cycle III des écoles élémentaires
83	Interface santé 83	"Adolescence, âge de tous les possibles" : action d'éducation à la santé destinée aux adolescents scolarisés dans les collèges du Var
83	Interface santé 83	Action d'éducation à la santé globale dans les lycées : prévention de la consommation excessive d'alcool
83	CoDES 83	Campagne "Equilibre de vie" : prévention santé et conduites à risques
83	Association Jeunesse Information	Accompagnement des bilans de santé gratuits des jeunes accueillis à l'espace santé de Fréjus
84	Cité scolaire d'Apt	Prévention des mécanismes de violence au sein de l'institution scolaire
84	Lycée J.H. Fabre	Prévention des conduites à risques et du sida

2001

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	CoDES 04	Prévention des dépendances en classes de CM2
04	ATROPOS	Prévention, responsabilisation des jeunes
04	Foyer socio-culturel du Collège Giono	Education à la santé pour les classes de 6 ^{ème}
04	Foyer socio-culturel du lycée Beau de Rochas	Prévention de la violence par le théâtre interactif
04	Mutualité Française 04	Prévention des accidents de la route
04	CoDES 04	Campagne équilibre de vie
05	Mutualité des Hautes-Alpes	Enquête départementale sur la santé et l'environnement des jeunes de tous milieux sociaux du département
05	Centre social rural du Haut Buëch	Création de réseaux de santé de proximité dans 4 bassins des Hautes-Alpes
05	Comité Départemental Olympique et Sportif	Santé du sportif et prévention contre le dopage
06	MFPP 06	Mise en place d'information et d'actions d'éducation à la sexualité et de prévention des violences, des comportements sexistes en direction des adolescents et des jeunes adultes. Formation des adultes en contact avec eux

Objectif 4 :

Parvenir à 80 % d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %).

06	PRESS	Prévention des conduites addictives et des conduites à risques dans les établissements du primaire et du secondaire
06	Lycée hôtelier P. Augier à Nice	Projet global de prévention
06	Collège P. Langevin à Carros	Formation aux gestes de premiers secours
06	Collège Port Lympia à Nice	Ateliers thématiques, expos, débats et films autour de la prévention des conduites à risques, de la justice, de l'éducation à la sexualité, des abus sexuels, de la préparation de secourisme, du respect des droits et des devoirs...
13	CoDES 13	Equilibre de vie, prévention de la violence et des conduites à risque. Education à la vie relationnelle et sexuelle
13	Espace santé jeunes de Salon-de-Provence	Programme de Développement Affectif et Social
13	Point écoute SOS DI Arles	Programme de prévention
13	AVEROES	Programme d'actions en nutrition et en éducation nutritionnelle à Marseille
13	Ecole des parents et des éducateurs 13	Prévention des conduites à risques dans collèges et lycées
13	MFPF 13	Prévention des grossesses des adolescentes en milieu scolaire
13	Couple et familles	Club midi-ado
13	Ecole des parents et des éducateurs 13	Prévention des conduites à risques dans les classes de 3 ^{ème} du collège Gaston Deferre
13	TRIPTIC	Création d'un site internet avec la participation des enfants et des parents
83	CoDES 83	Action "j'aime la vie"
83	Interface santé 83, santé scolaire	Prévention des conduites à risque chez les collégiens (sexualité, violence, conduites addictives)
83	Interface santé 83, santé scolaire	Action "j'aime la vie"
83	Interface santé 83, santé scolaire	Pour une sexualité responsable
84	Association familiale d'Apt	
84	MFPF 84	Prévention des grossesses adolescentes

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	CRES PACA	Suivi et mise en application de la formation à l'évaluation des actions d'éducation et de promotion de la santé	Formation, évaluation	Professionnels
Région	Mutualité Française des Bouches-du-Rhône	Formation et soutien d'équipes volontaires de prévention des conduites à risque dans les établissements scolaires du 2 nd degré	Formation, évaluation, accompagnement, coordination locale	Jeunes, professionnels
04	Collège Jean Giono	Education à la santé et à la citoyenneté	Education à la santé, information	Jeunes, professionnels
04	CoDES 04	Campagne équilibre de vie	Education à la santé, information	Jeunes, parents
04	CoDES 04	Prévention des dépendances	Education à la santé, information	Jeunes, parents
04	Atropos	Prévention des dépendances en 5 ^{ème}	Education à la santé, information, théâtre interactif	Jeunes
05	CoDES 05	Campagne équilibre de vie à destination des enfants d'écoles primaires	Valoriser les compétences des enfants, aider à la prise en charge des souffrances psychiques et/ou physiques	Enfants de 6 à 11 ans, parents, éducateurs
05	"LE CAP"	Mise en place de groupes de parole autour de la question des drogues dans les établissements scolaires, formation de relais dans les structures	Amener les jeunes à être en capacité de réflexion, de positionnement et de choix quant à l'usage des psychotropes, amener les adultes à être en capacité de réflexion et de positionnement face aux jeunes consommateurs	Jeunes, parents, personnel établissements scolaires, formateurs

Objectif 4 :



Parvenir à 80 % d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %).

2002

06	PRESS	Prévention des conduites addictives et à risque	Education à la santé	Enfants
06	Collège Pablo Picasso	Action sur l'hygiène de vie	Education pour la santé	Enfants
06	Lycée Paul Augier	Prévention des conduites addictives, lombalgies, MST...	Education à la santé	Jeunes
06	Lycée Escoffier	Prévention en milieu scolaire des comportements à risque		Jeunes
06	CDPA 06	Clap santé jeunes		Jeunes
06	CREDIT	Actions de prévention des conduites addictives pour les adultes et les jeunes du milieu scolaire dans le cadre du CESC		Jeunes
06	CREDIT	Dispositif PAROLES	Education pour la santé	Jeunes
06	Mutualité Française 06		Education pour la santé	
13	Ecole maternelle Mace, Plan d'Orgon	Education à la santé et à la propreté (CPAM)	Education à la santé	Enfants
13	Ecole maternelle la Roquette, Arles	Education à la nutrition (CPAM)	Education à la santé	Enfants, adultes
13	Collège A. Camus, Miramas	Prévention des conduites à risques (CPAM)	Education à la santé	Jeunes
13	Ecole Primaire J. Moulin, Miramas	"Prendre soin de soi-même et des autres"	Education à la santé	Enfants
13	Ecole maternelle Jourdan, Miramas	Soins corporels (CPAM)	Education à la santé	Enfants
13	Ecole maternelle Les Bartavelles, Arles	La santé : un équilibre de vie pour réussir (CPAM)	Education à la santé	Enfants
13	TARASCHOLA	Education santé en maternelle sur Tarascon (CPAM)	Education à la santé, formation	
13	TARASCHOLA	Education santé en primaire sur Tarascon	Education à la santé, Formation	
13	Espace santé jeunes de Salon-de-Provence	Programme de développement affectif et social	Education à la santé	Enfants
13	CoDES 13	Equilibre de vie, prévention violence et conduites à risques, éducation à la vie relationnelle et sexuelle	Education à la santé, formation	
13	SOS DI point écoute, Arles	Programme de prévention	Education à la santé, formation, écoute	Jeunes, adultes
13	AMPT	Développer un projet d'éducation à la santé et à la citoyenneté sur le quartier du Pin Vert à Aubagne	Education à la santé, coordination locale	Adultes, enfants, jeunes
13	Collège Jules Ferry, Marseille 15 ^e	Prévention de la violence	Education à la santé	Enfants
13	Lycée A. Rimbaud, Istres	Gestion du stress et prévention des conduites à risques	Education à la santé	Jeunes
13	Collège J. Moulin, Salon-de-Provence	Espace Paroles	Education à la santé	Jeunes
13	SOS DI Point écoute	Programme d'actions concertées de prévention en direction des adolescents	Education à la santé, Réseau	Jeunes, adultes
13	Couples et Familles	Prévention des violences sexistes dans les relations garçons/filles	Education à la santé	Jeunes
13	AVEROES	Programme d'actions de nutrition et d'éducation à la santé à Marseille	Education à la santé, formation	Jeunes, adultes, enfants

Objectif 4 :

Parvenir à 80 % d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %).

13	AMPT	Programme de prévention des conduites à risques dans la Vallée de l'Huveaune	Education à la santé	
13	Ecole des Parents et des Educateurs 13	Prévention des conduites à risque	Education à la santé, information	Jeunes, adultes, parents
13	Collectif féministe contre le viol, SOS Viol	Prévention des abus sexuels	Education à la santé	
13	Couples et Familles	Club midi-ado	Education à la santé	Jeunes
13	Ecole des Parents et des Educateurs 13	Education à la santé et à la citoyenneté	Education à la santé, information	Jeunes, adultes, parents
13	Collège L. Armand, Marseille 12 ^e	"Veiller sur soi, veiller sur les autres"	Education à la santé, formation, information	Professionnels
13	THALASSANTE	"La santé est à la vie ce que le bateau est au voyage"	Education à la santé	Jeunes, enfants
13	Collège E. Manet, Marseille 14 ^e	Réseau, actions de santé et de prévention en faveur des collégiens	Education à la santé, formation, écoute	Adultes, jeunes
13	Ville de Salon-de-Provence	Prévenir et corriger les déséquilibres et carences nutritionnelles	Education à la santé, information	Enfants, parents
13	APASO	Club santé collège St Mauront	Ecoute, éducation santé	Jeunes
13	APASO	Prévention santé auprès des collégiens	Education à la santé	Jeunes
13	CHSBD	Prévention des affections buccodentaires chez les adolescents	Education à la santé	Jeunes
13	CHSBD	Prévention des affections buccodentaires	Education à la santé, dépistage	Enfants, jeunes
13	Centre social familial St Gabriel / Bon Secours	Passeport enfants et jeunes	Education à la santé, réseau	Enfants
83	CoDES 83	J'aime la vie	Education à la santé	Enfants
83	Interface santé 83	J'aime la vie	Formation	Professionnels
83	Point écoute jeunes de Hyères	Renforcement écoute psychiatrique	Accompagnement, écoute	Jeunes
83	ARTS et SI	Projet pédagogique préventif	Education à la santé	Jeunes
83	A.A.T.P.	Prévention des conduites à risque	Education à la santé	Jeunes, parents
84	Collège Lou Vignarès, Vedène	Prévention des conduites à risques, Club santé	Education à la santé (CESC)	Jeunes
84	Collège Camus, Tour d'Aigues	Santé, citoyenneté, solidarité pour un meilleur vécu à l'école	Education à la santé (CESC)	Jeunes
84	MFPP 84	Prévention des grossesses chez les adolescentes	Education pour la santé, contraception	Jeunes
84	Collège Pagnol, Pertuis	Prévention des conduites addictives et des consommations de substances psychoactives	Education à la santé (CESC)	Jeunes
84	Collège d'Arbaud, Vaison	Prévention des conduites à risques, toxicomanie	Education à la santé (CESC)	Jeunes
84	Collège des pays de Valréas	Promotion de la santé, éducation à la vie sexuelle	Education à la santé (CESC)	Jeunes
84	Collège G. Philippe, Avignon	Prévention des comportements à risques	Education à la santé (CESC)	Jeunes
84	Lycée Aubanel, Avignon	Education à la santé et à la citoyenneté	Education à la santé (CESC)	Jeunes

Objectif 4 :



Parvenir à 80 % d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %).

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	Mutualité Française des Bouches-du-Rhône (MARSEILLE)	Formation et soutien d'équipes volontaires de prévention des conduites à risques dans les établissements scolaires	Formation	Professionnels
Région	ANPA - CDPA CCAA (NICE)	"Clap santé jeunes"	Education à la santé	Jeunes
Région	CRES PACA	Formation de formateurs à l'évaluation d'actions et de programmes d'éducation pour la santé	Formation	Professionnels
04	Collège Jean Giono (MANOSQUE)	Education à la santé et à la citoyenneté pour les 6 ^{ème}		Collégiens
04	CoDES 04	Campagne équilibre de vie (en primaire)		Elèves de CM2
04	CoDES 04	Campagne équilibre de vie (en maternelles)		Enfants, parents
05	CoDES 05	Campagne équilibre de vie, prévention des cancers et des conduites à risques	Education à la santé	Jeunes
05	Association "LE CAP"	Mise en place de groupes de paroles sur la question des drogues et formation d'adultes-relais	Education à la santé	Jeunes
05	CoDES 05	Prévention du tabagisme auprès des jeunes	Education à la santé	Jeunes
06	Lycée Paul Augier (NICE)	Prévention globale, citoyenneté	Education à la santé	Jeunes
06	Lycée A. Escoffier (CAGNES-SUR-MER)	Prévention des comportements à risque	Education à la santé	Jeunes
06	Mutualité Française 06 (NICE)	Education et promotion de la santé en milieu scolaire	Education à la santé	Jeunes
06	MFPP 06	Programme de prévention des risques sexuels	Information	Jeunes
06	CREDIT (NICE)	Prévention des conduites à risque	Education à la santé	Professionnels
13	CoDES 13	Santé des enfants et des jeunes : approche communautaire, équilibre de vie, prévention de la violence, des conduites à risques, de l'obésité	Education à la santé	Enfants, adultes
13	CoDES 13	Formation des infirmier(e)s scolaires au programme "Mieux vivre ensemble à l'école"	Formation	Professionnels
13	Imaje Santé (MARSEILLE)	Action d'éducation à la santé en direction des collégiens et lycéens	Education à la santé	Jeunes
13	Espace santé jeunes (SALON-DE-PROVENCE)	Formation des adultes au PRODAS	Formation	Adultes
13	ADOSEN (MARSEILLE)	Programme de prévention des violences en milieu scolaire	Formation	Professionnels
13	Point écoute SOS DI - (ARLES)	Programme de prévention	Education à la santé	Enfants, jeunes, adultes
13	Collectif féministe contre le viol, SOS Viol (MARSEILLE)	Prévention des abus sexuels dans les collèges et les lycées	Education à la santé	Enfants, jeunes
13	AMPTA (MARSEILLE)	Programme de prévention des conduites à risques (ouest étang de Berre)	Education à la santé	Jeunes
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Prévention santé	Education à la santé	Enfants
13	Couples et familles (AIX-EN-PROVENCE)	Prévention de la violence sexiste dans les relations garçons/filles	Education à la santé	Jeunes
13	AMPTA (MARSEILLE)	Projet d'éducation à la santé et à la citoyenneté dans le quartier Pin Vert à Aubagne	Réseau, éducation à la santé	Enfants, jeunes, adultes
13	MFPP 13 (MARSEILLE)	Nouvelle méthode d'animations en milieu scolaire sur l'éducation à la sexualité, la contraception, la réduction des risques sexuels et des violences	Education à la santé	Enfants, jeunes
13	Centre social la Rouguière (MARSEILLE)	Santé, jeunes et quartiers	Ecoute, éducation à la santé	Jeunes, adultes

2003

Objectif 4 :

Parvenir à 80 % d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %).

13	Collège Longchamp (MARSEILLE)	Mise en place d'un projet d'établissement d'éducation à la santé	Education à la santé	Jeunes
13	Ecole des parents et des éducateurs 13 (MARSEILLE)	Prévention des conduites à risques	Education à la santé	Jeunes
13	Collège J. Moulin (SALON-DE-PROVENCE)	Espace paroles	Ecoute, éducation à la santé	Jeunes
13	Ecole maternelle Jourdan (MIRAMAS)	Les soins corporels	Education à la santé	Enfants
13	Taraschola (TARASCON)	Education à la santé en maternelle	Education à la santé	Enfants
13	Taraschola (TARASCON)	Education à la santé en primaire	Education à la santé	Enfants
13	Collège H. Barnier (MARSEILLE)	Prévention de la violence et des conduites à risques	Education à la santé	Jeunes
13	Espace santé jeunes (SALON-DE-PROVENCE)	Prévention des conduites à risques : remédiation scolaire		Enfants, jeunes
83	CoDES 83	Enfants, hygiène, santé	Education à la santé	Enfants
83	Interface santé 83	"Adolescence, âge de tous les possibles"	Education à la santé	Enfants, jeunes, adultes, professionnels
83	AMPTA	Prévention des conduites à risques sur les collèges de La Seyne/mer	Formation/action	Jeunes, professionnels
84	MFPP 84	Prévention des grossesses chez les adolescentes (théâtre interactif)	Education à la santé	Jeunes
84	Lycée Ismael Dauphin (CAVAILLON)	Face à la drogue, que faire ?	Education à la santé	Jeunes, adultes
84	Lycée Aubanel (AVIGNON)	Education à la santé : sexualité et conduites addictives	Education à la santé	Jeunes
84	Collège A. Camus (LA TOUR D'AIGUES)	Connaître pour mieux choisir	Education à la santé	Jeunes
84	Collège Lou Vignarès	Dialoguer autour des problèmes liés à l'adolescence	Education à la santé	Jeunes

2004

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Territoire de l'intervention
Région	ADOSEN (MARSEILLE)	Prévention de la violence scolaire	Région
Région	ANPAA - CDPAA 06 (NICE)	Clap santé jeunes 2004	Région
Région	Association des CEMEA PACA	Prévention des conduites à risque des collégiens, formation de professionnels ; Education Nationale et Rectorat	Région
Région	Mutualité Française des Bouches-du-Rhône	Formation et soutien d'équipes volontaires de prévention des conduites à risques	Région
04	CoDES 04	Campagne équilibre de vie, prévention des cancers et des conduites à risques (en primaire)	Département 04
05	Association "Le Cap" (GAP)	Mise en place de réunions d'informations et de groupes de paroles auprès des jeunes autour de la question des usages de drogues	Département Hautes-Alpes
05	Centre d'Information des Droits des Femmes (GAP)	Action de prévention des violences sexistes	Département Hautes-Alpes
05	Lycée Honoré Romane (EMBRUN)	Forum santé de 2 jours en direction des primaires, des collégiens et des lycéens d'Embrun	Embrun
05	CoDES 05	Campagne équilibre de vie, prévention des cancers et des conduites à risques	Département Hautes-Alpes
05	Association "Enfants en danger" (GAP)	Prévention de la maltraitance en écoles primaires	Département Hautes-Alpes
05	Association "Le Cap" (GAP)	Mise en place d'actions de mobilisation et de formation de relais de prévention	Département Hautes-Alpes
05	CoDES 05	Prévention du tabagisme auprès des jeunes de 12 à 25 ans	Département Hautes-Alpes
05	Collège Mauzan (GAP)	"Petit déjeuner, une bonne façon d'aborder la journée"	Gap

Objectif 4 :



Parvenir à 80 % d'écoles et d'établissements ayant un programme d'éducation à la santé (contre aujourd'hui environ 50 %).

2004

06	Mutualité Française des Alpes-Maritimes	Programme d'éducation et de promotion de la santé dans les établissements scolaires	Antibes, Menton, Cannes-Grasse, Nice
06	CREDIT (NICE)	Prévention des conduites à risques dans le cadre des CESC	Département 06
06	MFPP 06 (NICE)	Programme de prévention des risques sexuels, des comportements sexistes et des violences	Antibes, Nice
06	CDMRT (NICE)	Concours des meilleurs souffleurs des Alpes-Maritimes	Département 06
06	Association Pari jeunesse (CARROS)	Prévention des conduites à risques et des conduites addictives	Nice
06	Lycée régional Paul Augier (NICE)	Prévention globale et citoyenneté	Nice
06	PRESS (VILLENEUVE-LOUBET)	Prévention des conduites addictives et des conduites à risques dans les établissements secondaires	Antibes
13	CoDES 13	Santé des enfants et des jeunes : approche communautaire, équilibre de vie, prévention de la violence et des conduites à risques, prévention de l'obésité	Marseille, Martigues
13	SOS Drogue International Point écoute (ARLES)	Programme de prévention des conduites à risques à l'adolescence	Arles
13	Image Santé (MARSEILLE)	Actions d'éducation à la santé en direction des collégiens et lycéens	Marseille
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Améliorer l'organisation et la coordination des actions d'éducation à la santé chez les jeunes, sensibiliser les jeunes à l'éducation à la santé	Aubagne, La Ciotat, Aix-en-Provence
13	MFPP 13 (MARSEILLE)	Nouvelle méthode d'animation en milieu scolaire sur l'éducation à la sexualité, la contraception, la réduction des risques sexuels et des violences	Marseille
13	CoDES 13	Equilibre de vie et petite enfance : action de santé communautaire visant à prévenir les troubles du développement de l'enfant	Marseille, Martigues
13	Collectif féministe contre le viol (MARSEILLE)	Programme de prévention des abus sexuels par l'information et la sensibilisation des jeunes en milieu scolaire	Marseille, Département 13
13	Association Couples et familles (AIX-EN-PROVENCE)	Prévention de la violence sexuelle dans les relations filles/garçons	Aix-en-Provence, Marseille
13	Ecole des parents et des éducateurs 13 (MARSEILLE)	Prévention des conduites à risque, violences et sexisme	Aix-en-Provence, Marseille
13	CoDES 13	Formation des infirmier(e)s scolaires au programme de prévention de la violence "Mieux vivre ensemble à l'école"	Département 13
13	Taraschola (TARASCON)	Educations à l'hygiène alimentaire, corporelle, dentaire et au respect du sommeil (écoles primaires)	Arles
13	Taraschola (TARASCON)	Educations à la santé en écoles maternelles	Arles
13	Association OCCE 13 (MARSEILLE)	Prévention des conduites à risque	Marseille
13	Association de gestion et d'animation du centre social et socio-culturel Val Plan-Begudes - (MARSEILLE)	Point écoute jeunes	Marseille
13	L.E.G.T.A. d'Aix-Valabre (GARDANNE)	"Fumer n'est pas jouer"	Aix-en-Provence
13	Ecole maternelle La Roquette Jean Buon (ARLES)	"Mieux se nourrir pour mieux grandir"	Arles
13	Collège Jean Moulin (SALON-DE-PROVENCE)	Espace de paroles, prévention des conduites à risques	Salon-de-Provence
13	SOS DI (MARSEILLE)	Prévention des conduites à risque en collèges et écoles élémentaires	Marseille
83	CoDES 83	Enfants hygiène santé, prévention des cancers et des conduites à risques (tabagisme) en milieu scolaire	Toulon, Hyères, Draguignan
83	CoDES 83	Prévention santé	Toulon, Hyères
83	Interface Santé 83 (TOULON)	Outil de prévention	Département Var
83	CoDES 83	Point écoute jeunes La Seyne-sur-mer	Toulon, Hyères
83	Interface Santé 83 (TOULON)	"Adolescence, âge de tous les possibles"	Département Var
84	MFPP 84 (AVIGNON)	Prévention des grossesses adolescentes	Département Vaucluse
84	L.G.B.T. Formation (MARSEILLE)	Sensibilisation à l'homophobie	Département Vaucluse

Objectif 5 :

Bâtir un système régional d'information sur l'état de santé des enfants et des jeunes.

2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
Région	ORS PACA	Définir les modalités de standardisation du bilan de 4 ans (en articulation avec le CS 24 et le bilan de 6 ans) et les expérimenter
Région	Association pour le développement de la recherche neuro-pédiatrique (service de neuro-pédiatrie de la Timone)	Elaboration du premier bilan de santé effectué en maternelle par les services de PMI en vue de dépister les troubles du développement, des apprentissages et de socialisation
Région	DODECOM	Elaboration d'un questionnaire d'entretien "santé" pour les jeunes pris en charge par la PJJ
Région	DODECOM	Formation à l'utilisation du questionnaire d'entretien santé pour personnel PJJ
Région	OREP	Evaluation de la santé des adolescents

2002

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	ORS PACA	Standardisation du premier bilan de santé en maternelle	Etudes / enquêtes	Enfants, professionnels

2003

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	ORS PACA	Standardisation du premier bilan de santé en maternelle	Etudes / enquêtes	Professionnels

2004

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Territoire de l'intervention
Région	ORS PACA	Standardisation du premier bilan de santé en maternelle	Région

Objectif 1 :



Optimiser les dispositifs d'accès aux droits, notamment afin d'accompagner la mise en œuvre de la CMU.

2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	Centre hospitalier de Digne-les-Bains	Aide financière complémentaire pour la prise en charge des prothèses dentaires et optiques
05	Centre Les Jonquilles / FOSSE	Action spécifique psychologique dans le cadre des bilans de santé
06	PRISMES	Accompagnement accès à la CMU
13	Centre Tivoli IFAC	Prévention et accompagnement pour un meilleur accès aux soins

2001

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	Centre hospitalier de Digne-les-Bains	Aide financière complémentaire pour la prise en charge des prothèses dentaires et optiques
06	PRISMES	Accompagnement accès à la CMU
84	Passerelle / Belle Etoile	Permanence santé en période de festival

2002

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	URCAM	Evaluation épidémiologique et sociale des effets de la CMU complémentaire	Evaluation	Adultes
06	CCAS de NICE	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
06	Médecins du Monde (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
06	Croix Rouge Française (CANNES)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
06	Croix Rouge Française (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
06	Chrétiens Antibes Solidarité (ANTIBES)	Accompagnement médico-social, Accès à une couverture sociale complète	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
13	Accueil de jour Marceau (MARSEILLE)	Accompagnement des personnes accueillies vers le soin	Soutien, accompagnement	Adultes
13	Centre Tivoli - IFAC (MARSEILLE)	Prévention et accompagnement pour un meilleur accès aux soins	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
13	Centre Social La Rouguière (MARSEILLE)	Cap santé pour tous	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
83	A.P.E.A. (LA SEYNE-SUR-MER)	Point écoute "Ecoute Médiation Santé"	Accueil, écoute	Adultes
83	CHRS 83 (TOULON)	Action santé de la coordination du dispositif d'urgence	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
83	Promosoins (FREJUS)	Repérage, écoute et accompagnement d'un public en précarité à partir d'un centre médico-social situé en centre ville	Accueil, écoute	Adultes
83	Association Jeunesse Information (FREJUS)	Passerelles vers l'accès aux soins, aux droits, à l'expression, à l'amélioration de l'estime de soi	Accès aux droits / accès aux soins	Jeunes, adultes
84	Solidarités (CARPENTRAS)	Espace santé bien-être	Accès aux droits, aux soins, éducation à la santé	Adultes
84	Passerelle (AVIGNON)	Accueil santé des populations festives sur l'aire Belle Etoile	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
84	Diagonale (ORANGE)	Mieux vivre sa santé	Accès aux soins	Adultes

Objectif 1 :

Optimiser les dispositifs d'accès aux droits, notamment afin d'accompagner la mise en œuvre de la CMU.

84	AHARP (AVIGNON)	Promotion d'actions coordonnées de prévention et d'éducation à la santé des personnes hébergées au centre d'accueil	Accès aux soins, éducation sanitaire et de puériculture	Femmes
84	Passerelle (AVIGNON)	Actions santé pour un public très démuné	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
84	A.V.I.S.E.N.	Accompagnement méthodologique	Ateliers santé	Enfants, jeunes, adultes
84	AIDES	Accès aux soins et réduction des risques, Belle étoile	Accès aux soins	Adultes, population précaire festival
84	AIDES	Accueil des personnes en grande précarité concernées par l'usage de drogues	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes

2003

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
06	Médecins du Monde (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
06	Centre Communal d'Action Sociale (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
06	Croix Rouge Française (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
06	Croix Rouge Française (CANNES)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
06	Chrétiens Antibes Solidarité (ANTIBES)	Accompagnement médico-social, accès à une couverture sociale complète	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
13	IFAC Provence, Centre Social Tivoli (MARSEILLE)	Prévention et accompagnement pour un meilleur accès aux soins	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
83	AVAF Le Relais	Projet santé pour public SDF	Accès aux droits	Adultes
83	CHRS 83	Action santé, coordination du dispositif d'urgence	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
83	Promosoins (DRAGUIGNAN)	Accès aux soins et à la couverture sociale	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
83	Promosoins (TOULON)	Espace santé Mirabeau, actions médico-sociales de proximité	Accès aux droits, aux soins, réinsertion	Adultes
83	Promosoins (FREJUS)	Repérage et sensibilisation aux problèmes de santé d'un public en précarité	Accueil, écoute	Adultes
83	Promosoins (FREJUS)	Lits relais, soins à des personnes en grande précarité ne nécessitant pas une hospitalisation	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes

2004

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Territoire
06	Médecins du Monde, Délégation régionale PACA	Antenne de premier accueil médicalisé à NICE	Nice
06	Croix Rouge Française (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Nice
06	Croix Rouge Française (CANNES)	Antenne de premier accueil médicalisé	Cannes, Grasse
06	CCAS (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Nice
06	Croix Rouge (ANTIBES)	Antenne de premier accueil médicalisé	Antibes
06	Chrétiens Antibes Solidarité	Accompagnement médico-social des personnes en grande précarité sociale	Antibes Nice
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Accompagnement dans la mise en œuvre de la CMU et de l'accès aux soins	Cannes, Grasse
13	Médecins du Monde, Délégation régionale	CASO Marseille projet social	Marseille

Objectif 1 :



Optimiser les dispositifs d'accès aux droits, notamment afin d'accompagner la mise en œuvre de la CMU.

13	IFAC Provence - Centre Social Tivoli (MARSEILLE)	Prévention et accompagnement pour un meilleur accès aux soins	Marseille
83	A.R.I.E. (BRIGNOLES)	Information et éducation à la santé, accès aux soins	Brignoles
83	Autres Regards (MARSEILLE)	Action de santé communautaire pour prostituées	Toulon, Hyères, Brignoles

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
05	Association culturelle sociale et sportive du Queyras (ACSSQ) (AIGUILLES)	Permettre l'accès aux campagnes nationales de santé et aux structures de soins	Accès aux droits / accès aux soins	Population générale
06	Médecins du Monde, Délégation régionale	Antenne de premier accueil médicalisé à NICE	Accès aux droits / accès aux soins	Population générale
06	Croix Rouge Française (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Population générale
06	Croix Rouge Française (CANNES)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Population générale
06	CCAS (NICE)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Population générale
06	Croix Rouge (ANTIBES)	Antenne de premier accueil médicalisé	Accès aux droits / accès aux soins	Population générale
06	Chrétiens Antibes Solidarité (ANTIBES)	Accompagnement médico-social des personnes en grande précarité sociale	Accès aux droits / accès aux soins	Population générale
06	SONACOTRA (MARSEILLE)	Projet régional de coordination gérontologique et mise en place d'actions de prévention santé		
13	Médecins du Monde Délégation régionale (MARSEILLE)	Accès aux droits sociaux	Accès aux droits, accès aux soins, réinsertion, réadaptation, information	Population générale en situation de précarité
13	IFAC Provence, Centre social Tivoli (MARSEILLE)	Prévention et accompagnement pour un meilleur accès aux soins	Accès aux droits / accès aux soins	Personnes en situation de grande précarité
83	Promosoins (DRAGUIGNAN)	Accès aux soins et à la couverture sociale des personnes les plus démunies et insertion par la santé et l'hygiène corporelle	Accès aux droits et soins, réseaux, dépistage	Personnes en situation de précarité ou en marge des dispositifs d'accès aux soins
83	Promosoins (TOULON)	Espace santé Mirabeau : action médico-sociale	Accès aux droits et soins, réseaux, information	Personnes en situation de précarité ou en difficulté d'accès aux soins, migrants
83	F.R.A.T. (LE PRADET)	Accompagnement personnalisé, prévention, éducation à la santé	Accès aux droits et soins, éducation à la santé, réinsertion, réadaptation	Personnes SDF et sans emploi

2005

Objectif 2 :

Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé
04	ADELL (zone sud Pays de Haute-Provence)	Aide à la mobilité
04	AUSSI (Barcelonnette)	Accompagnement des personnes au chef-lieu du département pour consulter des spécialistes (femmes enceintes, enfants...)
04	COO-MAID	Formation des acteurs, coordination des aides à domicile pour personnes handicapées et / ou âgées
05	AJE	Formation de relais autour des conduites à risque : professionnels de santé, animateurs, éducateurs
06	Croix Rouge de Nice	Antenne de premier accueil médicalisé
06	Croix Rouge de Cannes	Antenne de premier accueil médicalisé
06	Médecins du Monde	Antenne de premier accueil médicalisé
06	CCAS de Nice	Antenne de premier accueil médicalisé
06	Chrétiens Antibes Solidarité	Orientation vers le soin par un travail en réseau
06	UDMF 06	Soins dentaires pour les populations démunies
06	ASSIC	Développement accès aux soins dans les FTM
13	Efect	Analyse quantitative des besoins en alcoologie
13	Hospitalité pour les femmes	Permanences médico-sociales
13	Maison de la Jeune Fille - Jane PANNIER	Permanence médico-psychologique concernant l'ensemble des personnes reçues dans la structure d'urgence et les lits pour soins
13	APPASO	Point Ecoute Santé St Mauront
13	ADRIIM	Espace ressources au sein de résidence Sonacotra
13	Médecins du Monde	Espace transitionnel médico-social pour les personnes en situation de grande précarité
13	APPASO	Point écoute santé "La Cabucelle"
13	Mutuelle Générale de Marseille	Coordination des acteurs sanitaires et sociaux dans le cadre d'accompagnement des populations en situation de précarité
13	Centre socio-culturel du Roy d'Espagne	Travail de rue et de proximité auprès des jeunes; prévention, accès aux soins et éducation à la santé
13	Mutualité Française 13	Lien social santé de proximité
13	Accueil de jour Marceau et Consolat	Accompagnement des personnes vers les différents lieux de soins
13	Mission Locale Jeunes du Pays d'Aix	Espace accueil santé jeunes
83	ARCHAOS	Volet santé du CHRS, accueil de jour Archaos, Totem et tabou à Toulon
83	Jeunesse Information Santé	Espace Santé Fréjus-Point Rencontre Jeunes
83	CHRS 83	Coordination d'un dispositif d'urgence
83	A.P.E.A.	Point-écoute médiation santé au club de prévention de la Seyne-sur-mer
83	Promosoins Toulon	Espace santé Mirabeau
83	Mission locale CORAIL	Actions de promotion de la santé, accès aux droits et aux soins des jeunes de 16-25 ans issus de communes adhérentes.
83	A.V.A.E	Coordination santé sur C.H.R.S. "La renaissance"
83	Promosoins Draguignan	Cabinet dentaire
83	A.J.I.R.	Plan Santé Jeunes en centre Var
83	Mission Locale du Coudon au Gapeau	Accès aux droits et aux soins dans le cadre de la mise en œuvre de la Couverture Maladie Universelle
83	A.D.S.E.A.V.	Ecoute, accès aux droits et accompagnement vers les soins de sortants de prison
84	Solidarité	Autour de la santé, prévention, information des publics précaires
84	AHARP	Actions en faveur des personnes hébergées au centre d'action d'urgence (femmes, enfants)
84	La Passerelle	Actions de santé pour publics démunis, accompagnement vers le soin et recherche des droits

Objectif 2 :



Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

84	Diagonale	Orientation et hébergement liés à la santé
84	FNARS	Animation de réseau référent santé social
84	Passerelle / Belle Etoile	Permanence santé en période de festival d'Avignon

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	ADELL (zone sud Pays de Haute-Provence)	Aide à la mobilité
04	AUSSI (Barcelonnette)	Accompagnement des personnes au chef-lieu du département pour consulter des spécialistes (femmes enceintes, enfants...)
04	COO-MAI-D	Formation des acteurs, coordination des aides à domicile pour personnes handicapées et / ou âgées
05	L'Etape	Accueil médical, permanence médico-sociale
06	Croix Rouge de Nice	Antenne de premier accueil médicalisé
06	Croix Rouge de Cannes	Antenne de premier accueil médicalisé
06	Médecins du Monde	Antenne de premier accueil médicalisé
06	CCAS de Nice	Antenne de premier accueil médicalisé
06	Chrétiens Antibes Solidarité	Orientation vers le soin par un travail en réseau
06	ASSIC	Assurer la continuité des soins des SDF sortants de l'hôpital
06	UDMF 06	Soins dentaires pour les populations démunies
13	Hospitalité pour les femmes	Permanences médico-sociales
13	Maison de la Jeune Fille, Jane PANNIER	Permanence médico-psychologique concernant l'ensemble des personnes reçues dans la structure d'urgence et les lits pour soins
13	Centre Tivoli IFAC	Prévention et accompagnement pour un meilleur accès aux soins
13	APPASO	Point écoute santé St Mauront
13	ADRIIM	Espace ressources au sein de résidence Sonacotra
13	Médecins du Monde	Espace transitionnel médico-social pour les personnes en situation de grande précarité
13	APPASO	Point écoute santé "La Cabucelle"
13	Mutuelle Générale de Marseille	Coordination des acteurs sanitaires et sociaux dans le cadre d'accompagnement des populations en situation de précarité
13	Centre socio-culturel du Roy d'Espagne	Travail de rue et de proximité auprès des jeunes; prévention, accès aux soins et éducation à la santé
13	Mission Locale du Delta	Sensibiliser les conseillers de la mission locale à la promotion de la santé pour le public jeune accueilli
13	Accueil de jour Marceau et Consolat	Accompagnement des personnes vers les différents lieux de soins
13	Mission locale jeunes du Pays d'Aix	Espace accueil santé jeunes
83	ARCHAOS	Volet santé du CHRS, accueil de jour Archaios, Totem et Tabou à Toulon
83	Jeunesse Information Santé	Espace Santé Fréjus-Point Rencontre Jeunes
83	CHRS 83	Coordination d'un dispositif d'urgence
83	APEA	Point écoute médiation santé au club de prévention de La Seyne / Mer
83	Promosoins TOULON	Espace santé Mirabeau
83	Mission locale CORAIL	Actions de promotion de la santé, accès aux droits et aux soins des jeunes de 16-25 ans issus de communes adhérentes
83	A.V.A.F.	Coordination santé sur C.H.R.S. "La renaissance"
83	Promosoins DRAGUIGNAN	Cabinet dentaire
83	FRAT - Le Pradet	Faire route avec sa santé
84	Solidarité	Autour de la santé, prévention, information des publics précaires

2001

Objectif 2 :

Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

84	AHARP	Actions en faveur des personnes hébergées au centre d'action d'urgence (femmes, enfants)
84	La Passerelle	Actions de santé pour publics démunis, accompagnement vers le soin et recherche des droits
84	Diagonale	Orientation et hébergement liés à la santé
84	Solidarités	Accueil, accompagnement, hébergement de femmes seules en projet de rupture avec des conduites à risques

2002

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	AUSSI (BARCELONNETTE)	Transport des malades vers spécialistes	Accès aux soins	Adultes
04	CDPA 04 (DIGNE-LES-BAINS)	Réseaux de soins en alcoologie	Réseaux	Adultes
04	AREAT (MARSEILLE)	Accompagnement aux soins	Accès aux soins	Adultes, enfants
05	CPAM (GAP)	Consultation personnalisée de rendu des résultats du bilan de santé	Continuité et coordination des soins des populations en situation de précarité	Population ayant eu un bilan de santé au centre
06	UDMF 06 (NICE)	Espace santé	Accès aux droits / accès aux soins	Adultes
06	CDPA (NICE)	Prévention des processus de dérive alcoolique		Adultes
06	Mutualité Française 06	Projet Kangourou : accompagnement des SDF dans l'accès aux droits et aux soins	Soutien, accompagnement	Adultes
13	A.C.C.E.S (MARSEILLE)	Etude action sur la prise en charge de personnes en précarité ayant des conduites addictives	Etude / action	Adultes
13	Centre social St Gabriel Bon Secours (MARSEILLE)	Passeport santé	Coordination locale	Jeunes
13	G.H.U (MARSEILLE)	Samu Social médicalisé	Accès aux droits et aux soins	Adultes
13	OREP (MARSEILLE)	Mise en place de trois ateliers santé ville	ASV	Adultes
13	Mutuelle Générale de Marseille	Coordination des acteurs sanitaires et sociaux	Réseaux	Professionnels
13	Réseau ouest de l'Etang de Berre (MARTIGUES)	Recherche action sur la santé des jeunes de 15-25 ans : ressenti, besoins, adaptation des réponses	Etudes / action	Jeunes
13	Via Voltaire (MONTPELLIER)	Soutien à la mise en place d'un réseau local de santé à Port Saint Louis du Rhône	Réseaux	Professionnels
13	A.L.O.TRA (MARSEILLE)	Accompagnement vers les soins des travailleurs migrants âgés	Soutien, accompagnement	Migrants
13	Point Ecoute SOS Drogue International (MAS THIBERT)	Travail de proximité, permanence d'accueil, d'écoute, d'orientation, d'accompagnement	Accueil, écoute	Jeunes
83	Promosoins (TOULON)	Interface psychiatrique SILOE, hébergement thérapeutique provisoire de personnes précaires nécessitant des soins psychiatriques	Insertion, réadaptation	Adultes
83	Promosoins (TOULON)	Interface psychiatrique SILOE, actions de santé mentale pour une prise en charge de la souffrance psychique	Soutien, accompagnement	Adultes
83	Centre Hospitalier de TOULON / LA SEYNE	PASS	Renforcement de la PASS de Toulon (Font-Pré)	
84	Mutualité Française 84	Centre de santé jeunes	Accès aux soins	Jeunes, adultes

Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	AUSSI (BARCELONNETTE)	Réseau santé Barcelonnette / Seyne-les-Alpes		Adultes
04	ANPA - CDPA 04 (DIGNE-LES-BAINS)	Formation des professionnels sanitaires et sociaux de l'alcoologie		Professionnels
05	Association culturelle sociale et sportive du Queyras (ACSSQ)	Mise en place d'un dispositif d'accès aux soins et aux droits pour les personnes âgées isolées du Queyras	Accès aux droits, accès aux soins	Personnes âgées
13	CoDES 13	Atelier santé ville (Marseille centre)	Réseaux	Tout public
13	OREP (MARSEILLE)	Atelier santé ville (Salon-de-Provence)	Réseaux	Tout public
13	CoDES 13	Atelier santé ville (Marseille Nord)	Etudes / enquêtes	Tout public
13	CCAS (ARLES)	Atelier santé ville (Arles)	Réseaux	Tout public
13	OREP (MARSEILLE)	Atelier santé ville (Aix-en-Provence)	Réseaux	Tout public
13	Hospitalité pour les Femmes (MARSEILLE)	Permanences médico-sociales	Accueil, écoute	Femmes
13	Centre Social La Rouguière (MARSEILLE)	Cap santé pour tous	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes, jeunes
13	Accueil de jour Marceau et Consolat (MARSEILLE)	Accompagnement vers les lieux de soins	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes, jeunes
13	Gestion des hébergements d'urgence (GHU) (MARSEILLE)	Equipe mobile médicalisée auprès des SDF en refus de prise en charge	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
13	Association ADRIM (MARSEILLE)	Espace ressources au sein des résidences Sonacotra à Marseille	Soutien, accompagnement	Migrants
13	SOS DI Point écoute (ARLES)	Permanence d'accueil, d'écoute, d'orientation et d'accompagnement dans les domaines de la prévention et de l'accès aux soins à Port St Louis du Rhône	Accueil, écoute	Jeunes
13	FNARS (MARSEILLE)	Journées de séminaires	Formation	Professionnels
13	Centre Hospitalier de MARTIGUES	Création d'une équipe de prévention	Accueil, écoute	Jeunes
13	Association Via Voltaire (MONTPELLIER)	Réseau de santé de Port St Louis du Rhône et de ses environs	Réseaux	Professionnels
13	Comité d'hygiène et de santé bucco-dentaire (CHSBD) (MARSEILLE)	Prévention des affections bucco-dentaires RMI / API	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
13	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Comité technique de coordination des actions de prévention en addictologie du pays d'Aix	Réseaux	Professionnels
13	Médecins du Monde - Délégation régionale (MARSEILLE)	Centre d'accueil, de soins et d'orientation	Fonctionnement	Adultes, jeunes, enfants
13	ACCES (MARSEILLE)	Accès aux soins et prévention des dépendances	Formation	Professionnels
83	Mission Locale "AJIR"	Coordination des dispositifs, accès aux soins	Réseaux, accès aux droits, accès aux soins	Adultes
84	PASSERELLE	Permanence santé sur l'aire d'accueil Belle Etoile	Accès aux soins, accès aux droits	Adultes
84	AVISEN	Accès à la prévention et aux soins	Accompagnement à la mise en place de l'atelier santé ville d'Avignon	Adultes
84	AIDES 84	Action auprès des usagers de drogues sur l'aire d'accueil Belle Etoile	Information, accès aux soins, réduction des risques	Adultes
84	FNARS	Création des cahiers des charges pour un réseau santé / social, formations des travailleurs sociaux et professionnels du secteur psychiatrique, autour de la santé mentale et des addictions	Coordination, formation	Adultes

Objectif 2 :

Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

2004

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Territoire
04	Accueil Santé 04 (MANOSQUE)	Accompagnement des personnes exclues dans les démarches de santé	Manosque
04	CoDES 04	Ateliers santé ville	Digne-les-Bains, Manosque
04	AUSSI (BARCELONNETTE)	Faciliter l'accès aux soins des personnes fragilisées par un accompagnement aux consultations spécialisées externes à la Vallée	Digne-les-Bains, Embrun
04	CoDES 04	Ateliers santé en direction des populations précarisées	Digne-les-Bains, Manosque
04	ADIT (DIGNE-LES-BAINS)	Aide nutritionnelle	Département 04
04	Association La Canopée (FORCALQUIER)	Ateliers d'expression créative : insertion sociale par une activité culturelle et de loisir	Manosque
05	Association L'Etape 05 (GAP)	Favoriser l'accès aux soins et leur continuité	Gap
05	Maison des jeunes et de la culture du Briançonnais	Réseau des acteurs de santé du pays briançonnais	Briançon
05	Association culturelle et sportive du Queyras (GAP)	Mise en place de mammographies gratuites pour les Queyrassines	Briançon
06	AREAT (MARSEILLE)	Prévention, éducation et soins auprès des gens du voyage du département	Département 06
13	CoDES 13	Atelier santé ville, centre ville de Marseille	Marseille
13	CoDES 13	Atelier santé ville, quartiers Nord de Marseille	Marseille
13	CCAS (ARLES)	Atelier santé ville, Arles	Arles
13	OREP PACA (MARSEILLE)	Atelier santé ville, Aix-en-Provence	Aix-en-Provence
13	CRES PACA	Evaluation des ateliers santé ville en cours dans les Bouches-du-Rhône	Martigues, Salon de Pce, Aix-en-Provence, Marseille, Arles
13	Centre Hospitalier Montperrin (AIX-EN-PROVENCE)	Création d'une PASS	Aix-en-Provence
13	Gestion hébergements d'urgence (GHU) (MARSEILLE)	Unité mobile médicalisée auprès des SDF en refus de prise en charge	Marseille, Aubagne, La Ciotat, Aix-en-Provence, Arles
13	Hospitalité pour les Femmes (MARSEILLE)	Permanences médico-sociales	Marseille
13	Médecins du Monde Délégation régionale (MARSEILLE)	Centre d'accueil, de soins et d'orientation	Marseille
13	Médecins du Monde - Délégation régionale (MARSEILLE)	CASO Marseille Projet souffrance psychique	Marseille
13	FNARS (MARSEILLE)	Formation des acteurs sociaux et sanitaires - section psychiatrie - à la mise en place d'un réseau	Département 13
13	SOS DI - Sleep'in (MARSEILLE)	Consultations médico-sociales	Marseille
13	Comité d'hygiène et de santé bucco-dentaire (MARSEILLE)	Prévention des affections bucco-dentaires RMI / API	Département 13
13	Mission locale du Delta (ARLES)	Des réseaux, des acteurs en mouvement	Arles
13	Accueil de Jour Marceau et Consolat (MARSEILLE)	Accompagnement des personnes vers les lieux de soins	Marseille
13	Mutuelles de France (LA CIOTAT)	Animation du réseau santé social jeunes	Aubagne, La Ciotat
13	Collectif Féministe contre le Viol, SOS Viol (MARSEILLE)	Permanences dans les centres sociaux	Marseille
13	Initiatives Citoyennes pour l'Insertion (ICI) (MARSEILLE)	Médiation et santé	Marseille
83	Promosoins (TOULON)	Espace santé Mirabeau : action médico-sociale	Toulon, Hyères
83	Promosoins (DRAGUIGNAN)	Permettre aux personnes en situation de précarité l'accès aux soins et à la couverture sociale	Draguignan

Objectif 2 :



Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

83	F.R.A.T. (LE PRADET)	Accompagnement personnalisé, prévention et éducation santé	Toulon, Hyères
83	Association "Mouvement - Médiation" (LE CANNET-DES-MAURES)	Accès aux soins et à l'expression d'un public en grande précarité	Draguignan
83	C.H.R.S. 83 (TOULON)	Action santé du dispositif d'accueil départemental	Département Var
83	Maison de la solidarité du centre Var (LE LUC)	Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins	Draguignan
83	Association Archaos (TOULON)	Espace santé précarité	Toulon, Hyères
83	AGEC (FREJUS)	Atelier Santé Ville Fréjus / St Raphaël	Fréjus, St-Raphaël
83	Réseau santé précarité 83 (TOULON)	Interface réseau santé précarité 83	Toulon, Hyères, Brignoles, Fréjus, Saint-Raphaël, Draguignan
83	Promosoins (FREJUS / ST RAPHAËL)	Mise en place d'une structure "lits relais" de 4 ou 5 lits	Fréjus, Saint-Raphaël
84	Association Passerelle (AVIGNON)	Accueil santé sur l'aire d'accueil Belle Etoile	Avignon
84	AIDES Vaucluse (AVIGNON)	Belle étoile	Avignon
84	A.H.A.R.P. (AVIGNON)	Promotion d'actions coordonnées de prévention et d'éducation à la santé des personnes hébergées en centre d'accueil d'urgence	Avignon
84	A.V.I.S.E.N. (MONTREUIL)	Pilotage atelier santé ville d'Avignon	Avignon
84	F.N.A.R.S. (MARSEILLE)	Animation des acteurs des secteurs sanitaire et social pour la mise en place d'un travail en réseau santé-social	Département Vaucluse
84	A.V.I.S.E.N. (MONTREUIL)	Actions de santé participatives	Avignon

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	CoDES 04	Atelier santé ville	Réseaux coordination locale	Population générale
04	Accueil Santé 04 (MANOSQUE)	Accompagnement des exclus dans les démarches de santé	Réinsertion - réadaptation	Population générale
05	AREAT (Association régionale d'études et d'action auprès des tsiganes)	Prévention, éducation et accès aux soins auprès des gens du voyage	Information, réseaux, études, éducation à la santé, accès aux droits et aux soins	Gens du voyage
05	Association l'Etape 05 (GAP)	Amélioration du fonctionnement et de la coordination des partenaires pour favoriser l'accès aux soins et leur continuité	Réseaux, accès aux droits / aux soins	
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Favoriser l'accès aux soins et leur continuité	Accès aux droits / aux soins	Population générale
06	CCAS (ANTIBES JUAN-LES-PINS)	Création d'un pôle de coordination de soins en faveur des personnes en situation de grande précarité sur la ville d'Antibes		
13	CoDES 13	Atelier santé ville, Marseille centre	Réseaux / coordination locale	Population générale
13	CoDES 13	Atelier santé ville, Marseille quartiers Nord	Réseaux / coordination locale	Population générale
13	OREP PACA (MARSEILLE)	Atelier santé ville	Réseaux, études / enquêtes	Population générale, Politique de la ville et professionnels
13	CoDES 13	Atelier santé ville, Vitrolles	Réseaux / coordination locale	Population générale
13	CCAS (SALON-DE-PROVENCE)	Coordination de l'Observatoire santé social	Réseaux / coordination locale	Population générale
13	CRES PACA	Appui technique et méthodologique à la création de tableaux de bord spécifiques	Réseaux / coordination locale, système d'information, communication	Professionnels

Objectif 2 :

Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

2005

13	CRES PACA	Evaluation des ateliers santé ville en cours dans le département	Evaluation	Professionnels
13	Université du Citoyen (MARSEILLE)	Santé et citoyenneté	Information, formation, accès aux droits / aux soins	Résidents des foyers d'hébergement et personnel d'encadrement
13	Centre Hospitalier Montperrin (AIX-EN-PROVENCE)	Création d'une permanence d'accès aux soins de santé (PASS)	Accès aux droits et aux soins	Population générale et professionnels
13	Centre Hospitalier (ARLES)	Unité de coordination et de liaison en addictologie	Réseaux, Accès aux droits et aux soins	Usagers de drogues et SDF
13	Médecins du Monde Délégation régionale (MARSEILLE)	Accès aux soins, projet médical	Accès aux soins / droits sociaux, dépistage, éducation à la santé, information	Population générale en situation de précarité
13	Gestion hébergements d'urgence (GHU) - (MARSEILLE)	Unité mobile médicalisée pour SDF en refus de soins	Aide aux personnes, accès aux droits et aux soins, éducation à la santé, information	SDF
13	Maison de la jeune fille Centre Jane Pannier (MARSEILLE)	Permanences médico-psychologiques pour femmes hébergées	Aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Femmes seules en grande détresse
13	Hospitalité pour les Femmes (MARSEILLE)	Permanences médico-sociales	Réseau, dépistage, accès aux droits et aux soins	Personnes en grande difficulté sociale, demandeurs d'asile
13	Accueil de Jour Marceau et Consolat (MARSEILLE)	Accompagnement physique vers les lieux de soins	Aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	SDF
13	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Parentalité, adolescence, conduites à risques	Information, réseau, éducation à la santé	Population générale et professionnels
13	Mission locale du Delta (ARLES)	Des réseaux, des acteurs en mouvement	Réseau / coordination locale	Jeunes adultes sortis du système scolaire
13	Mutuelle Générale de la Méditerranée (MARSEILLE)	Animation du réseau santé social jeunes	Réseau / coordination locale, éducation à la santé, accès aux droits / soins	Professionnels et jeunes
13	CoDES 13	Les aînés et leur santé	Education à la santé, formation, accès aux droits et aux soins	Migrants, personnes âgées précaires
13	SOS DI - Sleep'in (MARSEILLE)	Prévention des toxicomanies	Dépistage, aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Migrants, prostitués, usagers de drogue, personnes sous main de justice
13	Centre d'orientation, de documentation et d'information des femmes (CODIF) (MARSEILLE)	Psychologue de proximité pour les femmes	Aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Femmes en souffrance psychique fréquentant le centre
13	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Comité technique de coordination des actions de prévention des addictions	Réseau / coordination locale, dépistage, éducation à la santé, accès aux droits et aux soins	Professionnels
13	Assistance et secours aux sans abris (ASSA) (MARSEILLE)	Samu social médicalisé	Accès aux soins	SDF
13	AREAT (MARSEILLE)	Prévention, éducation et soins auprès des gens du voyage du département	Information, réseau, études, éducation à la santé, système d'information	Gens du voyage
13	Centre Hospitalier d'AUBAGNE	Activité de dentisterie pour personnes à revenus modestes	Dépistage, accès aux droits et aux soins	Population générale à revenus modestes
83	Promosoins (FREJUS / ST RAPHAEL)	Action "Lits Relais"	Accès aux droits et soins, aide aux personnes	SDF présentant une pathologie, sans nécessité d'hospitalisation
83	Association Mouvement Médiation (LE CANNET-DES-MAURES)	Accès aux soins et à l'expression d'un public en grande précarité	Education à la santé, accès aux droits et soins, réinsertion / réadaptation	Personnes en situation de précarité

Objectif 2 :



Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins et leur continuité.

83	C.H.R.S. 83 (TOULON)	Action santé sur le dispositif d'accueil départemental	Réseaux, accès aux droits et soins, réinsertion / réadaptation	SDF
83	Maison de la Solidarité du Centre Var (LE LUC)	Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser l'accès aux soins	Accès aux droits et soins, éducation à la santé, information	Population générale
83	ARCHAOS (TOULON)	Espace santé précarité	Accès aux droits et soins, réseaux, éducation à la santé, réinsertion / réadaptation	SDF et précaires
84	A.H.A.R.P. (AVIGNON)	Accompagnement spécifique pour l'accès aux soins des publics hébergés dans les CHRS de l'AHARP	Aide aux personnes, accès aux droits	Population générale
84	Diagonale (CAMARET-sur-AIGUES)	Mieux vivre sa santé	Accès aux droits, éducation à la santé	Population générale
84	A.V.I.S.EN (MONTREUIL)	Poursuite de la méthodologie de l'atelier santé ville	Reseau / coordination locale	Professionnels, population générale
84	Solidarités (CARPENTRAS)	Accueil de jour	Accès aux droits, accès aux soins	Population générale
84	AIDES (PANTIN)	La Boutik'	Information, aide aux personnes, dépistage	Usagers de drogues

2005

Objectif 3 :

**Favoriser et améliorer la prévention
et la prise en charge de la souffrance psychique.**

2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé
04	Réseau Alcool	Information, sensibilisation et formation en alcoologie des professionnels de santé et sociaux du département
04	Mission Locale Jeunes	Restauration de l'image de soi chez les jeunes stagiaires (mi-temps d'animation, coordination information santé, psychologue)
06	Accueil Femmes Solidarité	Prévention et prise en charge de la souffrance psychique chez les femmes victimes de sévices et leurs enfants
06	ALFAMIF	Création d'une antenne médicalisée / Education et promotion de la santé
13	Mission Locale Jeunes Aubagne	La prise en charge de la souffrance psychique des jeunes
13	Accueil de jour St Antoine / Consolat	Lieu de paroles pour personnes en difficulté psychologique
13	Association GABIT	Restauration d'une image positive de soi au travers d'un atelier d'esthétique
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Prise en compte de la souffrance psychique des jeunes à l'Ecole de la 2 ^{ème} chance
83	SILOE	Promosoins équipe SILOE
83	L.V.P. Toulon	Interface santé-écoute au point jeune de Toulon
84	CHS / Acteurs sociaux	Prise en charge de la souffrance

2001

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	Mission Locale jeunes	Restauration de l'image de soi chez les jeunes stagiaires
05	Centre Les Jonquilles / FOSSE	Action spécifique psychologique dans le cadre des bilans de santé
06	Accueil Femmes Solidarité	Prévention et prise en charge de la souffrance psychique chez les femmes victimes de sévices et leurs enfants
06	ALFAMIF	Création d'une antenne médicalisée, éducation et promotion de la santé
13	Mission Locale jeunes Aubagne	Prise en charge de la souffrance psychique des jeunes
13	Accueil de jour St Antoine / Consolat	Lieu de paroles pour personnes en difficultés psychologiques
13	Association GABIT	Restauration d'une image positive de soi au travers d'un atelier d'esthétique
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse	Prise en compte de la souffrance psychique des jeunes à l'Ecole de la deuxième chance
83	SILOE	Promosoins équipe SILOE
83	LVP Toulon	Interface santé-écoute au point jeune de Toulon
83	ARCHAOS	Théâtrethérapie
84	FNARS	Animation de réseau référent santé social
84	CHS / acteurs sociaux	Prise en charge de la souffrance

2002

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	Fédération des Oeuvres Laïques (DIGNE-LES-BAINS)	Accompagnement psychologique des stagiaires	Soutien, accompagnement	Jeunes
04	CANOPEE (VILLENEUVE)	Atelier d'expression créative	Atelier santé	Adultes
04	Centre hospitalier de DIGNE-LES-BAINS	Prise en charge de la souffrance psychique	Accès aux soins	Adultes

Objectif 3 :



Favoriser et améliorer la prévention et la prise en charge de la souffrance psychique.

2002

05	CPAM (GAP)	Diagnostic psychologique et orientation de la population précaire vers les dispositifs de soins spécialisés	Prise en charge de proximité et orientation	Population en difficulté fréquentant le centre d'examen de santé "Les Jonquilles"
05	"Le CAP" (GAP)	Formation de relais pour l'accueil et la prise en charge des personnes précarisées (plus particulièrement toxicomanes)	Renforcer les capacités d'accueil, de prise en charge et d'orientation des publics précarisés et consommateurs de drogues	Professionnels, travailleurs sociaux, personnels soignants, éducateurs sportifs
05	Centre Hospitalier de LARAGNE	Favoriser et améliorer la prévention et la prise en charge de la souffrance psychique	Lieu d'accueil de la détresse psychique	Jeunes adultes
06	A.L.F.A.M.I.F (GOLFE-JUAN-VALLAURIS)	Antenne médicale d'écoute et de suivi psychologique de personnes en situation de grande précarité	Soutien, accompagnement	Adultes
06	S.O.S Amitié Nice Côte d'Azur	Ecoute téléphonique		Adultes
06	Accueil Femmes Solidarité (NICE)	Prévention et prise en charge de la souffrance psychique et physique des femmes victimes de violences conjugales	Accueil, écoute	Femmes
13	A.D.R.I.M (MARSEILLE)	Espaces ressources au sein des résidences SONACOTRA	Espace ressources	Migrants
13	Accueil de jour Consolat (MARSEILLE)	Lieu de paroles pour personnes en difficulté psychologique	Accueil, écoute	Adultes
13	Hospitalité pour les Femmes (MARSEILLE)	Permanences médico-sociales	Accès aux droits et aux soins	Femmes
13	Imaje Santé (MARSEILLE)	Prévention et réduction des risques chez les jeunes en situation précaire	Accueil, écoute	Jeunes
13	Association Eclipse (SALON-DE-PROVENCE)	Consultations psychologiques pour personnes victimes de violences	Soutien, accompagnement	Adultes
13	Autres Regards (MARSEILLE)	Accompagnement des personnes transsexuelles en voie de changement de sexe	Soutien, accompagnement	Adultes
13	Association Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Soutien à la parentalité, souffrance psychique, Réseau marseille 16 ^e	Soutien, accompagnement	Adultes
13	A.C.A.D.E.L (MARSEILLE)	Soutien, aide, accompagnement	Soutien, accompagnement	Adultes
13	Association GABIT (MARSEILLE)	Restauration d'une image positive de soi au travers d'un atelier d'esthétique	Réinsertion, réadaptation	Adultes
13	Association Mosaïques Belle-de-Mai (MARSEILLE)	Souffrance, précarité : une mise au travail possible	Réinsertion, réadaptation	Adultes
13	Centre socio-culturel du Roy d'Espagne (MARSEILLE)	Travail de rue et de proximité auprès des jeunes	Ecoute et prévention santé	Jeunes
13	Croix Rouge Française (AIX-EN-PROVENCE)	Affiliation des plus démunis présentant des troubles psychiques	Accès aux droits et aux soins	Adultes
13	Maison de la jeune fille - Centre Jane PANNIER (MARSEILLE)	Centre de santé pour les femmes accueillies	Soutien, accompagnement	Adultes
13	Collectif Féministe contre le viol, S.O.S Viol (MARSEILLE)	Information, sensibilisation des acteurs sociaux	Information	Professionnels
13	Transitions sociales (ST REMY-DE-PROVENCE)	Précarité et souffrance psychique : pour un accompagnement des pratiques sociales	Formation	Professionnels
13	Centre Evolutif LILITH (MARSEILLE)	Lieu de paroles pour femmes homosexuelles	Accueil, écoute	Femmes

Objectif 3 :

**Favoriser et améliorer la prévention
et la prise en charge de la souffrance psychique.**

13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Formation, soutien, supervision de l'équipe du SARA	Formation	Professionnels
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Mise en place d'un groupe de parole "alcool" à l'accueil de nuit Saint-Jean de Dieu	Accueil, écoute	Adultes
13	Mission locale jeunes Aubagne (Bassin de l'Huveaune)	Prise en charge de la souffrance psychique	Soutien, accompagnement	Jeunes
13	C.E.S.A.M (MARSEILLE)	Programme d'intervention pour adolescents en difficulté	Soutien, accompagnement	Jeunes
13	Centre hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Action de supervision d'équipe dans les CHRS et associations caritatives	Soutien, accompagnement	Professionnels
13	Médecins du Monde (MARSEILLE)	Centre d'accueil, de soins et d'orientation (CASO)	Accueil, écoute	Adultes
13	A.D.R.I.M (MARSEILLE)	Accueil et accompagnement des publics (ASI, ASELL) en souffrance psychique	Soutien, accompagnement	Adultes
83	ARCHAOS (TOULON)	Espace santé Archaios	Soutien, accompagnement	Adultes
83	AVAF Le Relais (TOULON)	Projet santé	Soutien, accompagnement	Adultes
83	DEFIS (LA VALETTE)	Extension de l'action "Défis santé" du public Rmiste à tout public précarisé	Soutien, accompagnement	Adultes
83	Promosoins (DRAGUIGNAN)	Action de soins et d'accès à la couverture sociale des personnes démunies de l'aire Dracénoise	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
83	Mouvement Médiation (LE CANNET-DES-MAURES)	Accès aux soins et droit à l'expression du public en grande précarité	Soutien, accompagnement	Adultes
83	Promosoins (TOULON)	Espace santé Mirabeau : actions médico-sociales de proximité pour l'accès aux soins des plus démunis et leur réinsertion sociale	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
83	Ville de La Seyne / mer	Coordination souffrance psycho-sociale	Réseaux	Adultes
83	AVMFP (TOULON)	Prévention des grossesses d'adolescentes	Education à la santé	Jeunes filles
83	LVP (TOULON)	Prise en charge des souffrances psychiques des jeunes (Point jeunes de Toulon)	Soutien, accompagnement	Jeunes, adultes
83	API Provence	Action expérimentale de prévention santé au sein de deux groupes de foyers migrants et résidences sociales API / AVOM / SONACOTRA	Accès aux droits, accès aux soins	Migrants, personnes âgées
83	Cap d'Azur	Logements associatifs à visée thérapeutique pour personnes en difficultés psychologique et sociale	Réinsertion, réadaptation	Adultes
83	AVE	Création d'un lieu de vie et d'accès à la prévention	Réinsertion, réadaptation	Adultes
83	L'Arbousier	Savoir et mémoire	Soutien, accompagnement	Adultes
84	FNARS (MARSEILLE)	Animation réseau santé	Coordination locale	Adultes
84	Centre Hospitalier Spécialisé (MONTFAVET)	Prise en charge et suivi sanitaire des personnes précarisées et en grande précarité	Accès aux soins	Adultes

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	Centre évolutif Lilith (MARSEILLE)	Ecoute de femmes concernées par la question homosexuelle	Accueil, écoute	Femmes
04	Centre Hospitalier de DIGNE-LES-BAINS	Prise en charge de la souffrance psychiatrique (infirmière de réseau)		
04	Fédération des oeuvres laïques 04 (DIGNE-LES-BAINS)	Ecoute psychologique des stagiaires		
04	APPASE (DIGNE-LES-BAINS)	Actions de santé immédiatement accessibles		

Objectif 3 :



Favoriser et améliorer la prévention et la prise en charge de la souffrance psychique.

2003

04	Porte Accueil (SAINTE-TULLE)	Vacation psychologique pour supervision de l'équipe d'accueil du centre		
04	Union de la Mutualité Française 04 (DIGNE-LES-BAINS)	Ateliers de revalorisation de l'image de soi pour les jeunes en difficulté		
04	Arts et yoga en liberté (DIGNE-LES-BAINS)	Travail corporel en groupes, ateliers hebdomadaires		
05	Marionnettes des Alpes	Action de revalorisation et de resocialisation à travers l'art thérapie envers un public atteint de souffrance psychique	Réinsertion, réadaptation	Jeunes, adultes
06	Accueil Femmes Solidarité (NICE)	Prévention et prise en charge de la souffrance psychique et physique des femmes victimes de violences conjugales	Accueil, écoute	Femmes
06	Centre Hospitalier Universitaire de NICE	Renforcement de la PASS	Coordination des acteurs	Adultes
06	A.L.F.A.M.I.F (GOLFE-JUAN-VALLAURIS)	Antenne médicale d'écoute et de suivi psychologique de personnes en situation de grande précarité	Soutien, accompagnement	Adultes
06	S.O.S Amitié Nice Côte d'Azur	Ecoute téléphonique	Lutte contre la souffrance psychique et le suicide	Adultes
13	ACSC du Roy d'Espagne (MARSEILLE)	Travail de rue et de proximité	Accueil, écoute	Jeunes
13	Centre Hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Mise en place d'un groupe de parole "alcool" à l'accueil de nuit St Jean de Dieu	Accueil, écoute	Adultes
13	IFAC Provence MPT Vallée de l'Huveaune (MARSEILLE)	Soutien aux adultes et accompagnement aux soins	Soutien, accompagnement	Adultes
13	Centre Hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Formation et soutien des équipes du SARA	Supervision	Professionnels
13	Maison de la jeune fille, Centre Jane PANNIER (MARSEILLE)	Permanence santé pour femmes hébergées	Accueil, écoute	Femmes
13	Croix Rouge Française - Délégation locale d'Aix-en-Provence	Affiliation des plus démunis présentant des troubles psychiatriques	Accueil, écoute	Adultes
13	Imaje Santé (MARSEILLE)	Prévention et réduction des conduites à risques	Fonctionnement	Jeunes
13	AAGESC Centre socio-culturel (SALON-DE-PROVENCE)	Créativité artistique et remobilisation sociale	Réinsertion, réadaptation	Adultes
13	Collectif Féministe contre le Viol, SOS Viol (MARSEILLE)	Information, sensibilisation des acteurs sociaux	Formation	Professionnels
13	Association ACADEL (MARSEILLE)	Soutien, aide, accompagnement au bien-être	Accueil, écoute	Adultes
13	Léo Lagrange Animation Centre ressources femmes (MARSEILLE)	Psychologue de proximité	Accueil, écoute	Femmes
13	Collectif santé jeunes du Pays aubagnais	Prise en charge souffrance psychique et amélioration de l'accès aux droits et aux soins	Accueil, écoute	Jeunes
13	A.M.P.T.A. (MARSEILLE)	Prévention, repérage, amélioration de la prise en charge des usagers de substances psychoactives, bénéficiaires des dispositifs d'insertion sociale et professionnelle	Réseaux	Professionnels
13	ECLIPSE (SALON-DE-PROVENCE)	Mise en place de 150 consultations psychologiques	Accueil, écoute	Adultes

Objectif 3 :

**Favoriser et améliorer la prévention
et la prise en charge de la souffrance psychique.**

13	Association GABIT (MARSEILLE)	Atelier d'esthétique	Réinsertion, réadaptation	Adultes
13	Association Mosaïque Belle de Mai (MARSEILLE)	Insertion par le travail pour personnes en difficulté psychologique	Réinsertion, réadaptation	Adultes
13	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Soutien à la parentalité	Soutien, accompagnement	Adultes, parents
13	Autres Regards (MARSEILLE)	Accompagnement des personnes transsexuelles	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
83	ADSEAV	Accompagnement à la prise en charge des souffrances psychiques des personnes en difficultés	Soutien, accompagnement	Adultes
83	ARCHAOS	Espace santé précarité	Accueil, écoute	Adultes
83	FRAT	Accompagnement personnalisé, prévention, éducation à la santé	Education à la santé	Adultes
83	DEFIS	Redynamisation d'un public Rmiste	Soutien, accompagnement	Adultes
83	Mouvement médiation	Accès aux soins et aux droits à l'expression d'un public précaire	Soutien, accompagnement, accès aux soins et aux droits	Adultes
83	Promosoins (TOULON)	Hébergement temporaire à visée thérapeutique	Réinsertion, réadaptation	Adultes
83	Promosoins Toulon et CHITS	Renforcement de l'interface psychiatrique SILOE, actions de santé mentale pour la prise en charge de la souffrance psychique	Soutien, accompagnement	Adultes
83	Promosoins (TOULON)	Education pour la santé d'un public précaire	Education à la santé	Adultes
83	Atelier santé ville (LA SEYNE / MER)	Coordination "souffrance psycho-sociale" à La Seyne-sur-mer	Réseaux ateliers santé ville	Adultes
83	AFCCC	Groupe de réflexion et d'information en direction des résidents de CHRS	Réinsertion, réadaptation	Adultes, femmes
84	Centre Hospitalier de Valréas	PASS	Accès aux soins, accès aux droits	Adultes

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Territoire de l'intervention
Région	Centre évolutif Lilith (MARSEILLE)	Ecoute des femmes concernées par la question homosexuelle	Région
04	Porte Accueil (SAINTE-TULLE)	Renforcement de l'accompagnement santé en matière de souffrance psychique et d'éducation à la santé	Manosque
04	ALPES (MANOSQUE)	Prise en compte de la souffrance psychologique dans le processus de retour vers l'emploi	Sisteron, Manosque, Digne-les-Bains
04	Arts et yoga en liberté (DIGNE-LES-BAINS)	Travail corporel et restructuration de la personne	Digne-les-Bains, Manosque
05	Marionnettes des Alpes (GAP)	Action de revalorisation et de resocialisation à travers de l'art thérapie envers un public atteint de souffrance psychique	Département Hautes-Alpes
05	Collectif des actions d'utilité sociale 05 (GAP)	Accompagnement dans les structures de l'insertion par l'activité économique	Département Hautes-Alpes
05	Association "Enfants en danger" (GAP)	Suivi et accompagnement des personnes victimes de maltraitance par l'organisation mensuelle de groupes de parole au niveau du département	Département Hautes-Alpes
05	Centre d'Information des Droits des Femmes (GAP)	Formation des acteurs sur l'accueil des femmes victimes de violences et animation d'un réseau de partenaires sur les souffrances des femmes victimes de violences conjugales	Département Hautes-Alpes

Objectif 3 :



Favoriser et améliorer la prévention et la prise en charge de la souffrance psychique.

2004

05	Centre d'Information des Droits des Femmes (GAP)	Elargissement des permanences du Point écoute violence sur le territoire	Briançon, Embrun, Sisteron, Gap
05	Marionnettes des Alpes (GAP)	Accompagnement social	Gap
06	Accueil Femmes Solidarité (NICE)	Prise en charge de la souffrance psychique des femmes et des enfants victimes de violences domestiques	Nice et département
06	S.O.S Amitié (NICE)	Ecoute téléphonique	Nice
06	ALFAMIF (GOLFE-JUAN-VALLAURIS)	Antenne d'écoute et de suivis psychologiques	Cannes, Grasse
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Ecoute et soutien psychologique	Cannes, Grasse
13	Centre Hospitalier Montperrin (AIX-EN-PROVENCE)	Création d'une équipe mobile de santé mentale pour la prise en charge des personnes en situation ou en risque d'exclusion sociale	Aix-en-Provence
13	Centre social La Rouguière, Libérateurs Comtes (MARSEILLE)	Cap santé pour tous	Marseille
13	AAGESC Centre socio-culturel (SALON-DE-PROVENCE)	Espace transitionnel de remobilisation sociale	Salon-de-Provence
13	Maison de la jeune fille, Centre Jane Pannier (MARSEILLE)	Permanences santé pour les femmes hébergées au centre	Marseille
13	ACSC du Roy d'Espagne (MARSEILLE)	Travail de rue et de proximité auprès des jeunes	Marseille
13	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Parentalité, adolescence et conduites à risque	Marseille
13	Autres Regards (MARSEILLE)	Projet d'accompagnement des personnes transsexuelles	Département 13
13	Image Santé (MARSEILLE)	Prévention et réduction des conduites à risques chez les adolescents et jeunes adultes en situation de précarité	Marseille
13	SOS DI - Point Ecoute (ARLES)	Protocole expérimental d'accompagnement santé	Arles
13	Léo Lagrange animation, Centre ressources femmes (MARSEILLE)	Psychologue de proximité	Marseille
13	Collectif Féministe contre le Viol, SOS Viol (MARSEILLE)	Formation, sensibilisation des acteurs sociaux	Marseille, Aix-en-Provence Aubagne, La Ciotat
13	Croix Rouge Française, Délégation locale (AIX-EN-PROVENCE)	Affiliation des plus démunis présentant des troubles psychiques avec les soins psychiatriques	Aix-en-Provence
13	Association GABIT (MARSEILLE)	Restauration d'une image positive de soi au travers d'un atelier d'esthétique	Marseille
13	Association ACADEL (MARSEILLE)	Soutien, aide, accompagnement au bien-être	Marseille
13	Association Mosaïque Belle de Mai (MARSEILLE)	Insertion par le travail des personnes en difficultés psychiques	Marseille
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Prise en charge de la souffrance psychique des 16-25 ans, amélioration de l'accès aux droits et aux soins	Aubagne, La Ciotat
13	Association pour la gestion des centres sociaux Jean Giono (MIRAMAS)	Côté cuisine côté jardin	Martigues
83	Promosoins (TOULON)	Interface psychiatrique SILOE	Toulon, Hyères
83	Promosoins (FREJUS / ST RAPHAËL)	Repérage, sensibilisation aux problèmes de santé, écoute et accompagnement social et psychologique	Fréjus, St Raphaël
83	D.E.F.I.S. (SOLLIES PONT))	Défis santé	Toulon, Hyères, Brignoles
83	A.D.S.E.A.V. (TOULON)	Lieu d'accueil, d'écoute et d'orientation	Toulon, Draguignan, Fréjus, St Raphaël
83	Promosoins (TOULON)	Hébergement et séjours à visée thérapeutique Interface psychiatrique "SILOE"	Toulon, Hyères
83	AFCCC (TOULON)	Groupe d'information et de réflexion sur les relations hommes-femmes	Toulon, Hyères
83	Mairie de LA SEYNE-SUR-MER	Coordination "souffrance psychosociale" de la Seyne-sur-Mer	La Seyne-sur-mer

Objectif 3 :

**Favoriser et améliorer la prévention
et la prise en charge de la souffrance psychique.**

83	Association Kairé (TOULON)	Des ateliers d'expression artistique ; soutien, aide, accompagnement vers le bien-être des personnes en souffrance psychique	Toulon, Hyères
83	D.E.F.I.S. (SOLLIES-PONT)	Médiation active	Toulon, Hyères

2005

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
Région	Centre évolutif Lilith (MARSEILLE)	Ecoute des femmes concernées par la question homosexuelle	Formation, information	Population générale, homosexuelles
04	Arts et yoga en liberté (DIGNE-LES-BAINS)	Travail corporel et restructuration de la personne		
04	Association "La Canopée" (VILLENEUVE)	Ateliers d'expression créative et insertion sociale par une activité culturelle et de loisir		
04	Porte Accueil (SAINTE-TULLE)	Renforcement de l'accompagnement santé en matière de souffrance psychique, d'éducation et de prévention à la santé	Aide aux personnes	Population générale
04	APPASE (DIGNE-LES-BAINS)	Suivi psychologique et accompagnement social renforcés dans le cadre de la veille sociale	Aide aux personnes	Population générale
04	AUSSI (BARCELONNETTE)	Réseau de santé / précarité vallées Ubaye et La Blanche	Réseaux, coordination locale	Population générale
05	Marionnettes des Alpes (GAP)	Action de resocialisation et de remobilisation par la création artistique pour un public en souffrance psychique	Réinsertion, réadaptation	Population générale
05	Collectif des actions d'utilité sociale 05 (C.A.U.S. 05) (GAP)	La fonction accompagnement dans les structures de l'insertion par l'activité économique	Réseaux, coordination locale	
05	Centre d'Information des Droits des Femmes (C.I.D.F. 05) (GAP)	Formation des acteurs sur l'accueil des femmes victimes de violences en souffrance psychique	Formation	Tous professionnels
05	MEDIAVIC 05	Soutien psychologique aux victimes d'infractions ou aux personnes en situation de fragilité sociale et de précarité	Formation, aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Population générale
05	Croix Rouge Française	Kits d'hygiène	Aide aux personnes	
06	Accueil Femmes Solidarité (NICE)	Prise en charge de la souffrance psychique des femmes et des enfants victimes de violences domestiques	Aide aux personnes	Population générale
06	S.O.S Amitié (NICE)	Prise en charge de la souffrance psychique	Aide aux personnes	Population générale
06	ALFAMIF (GOLFE-JUAN-VALLAURIS)	Antenne d'écoute et de suivi psychologique	Réinsertion, réadaptation	Population générale
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Améliorer la prise en charge et la prévention de la souffrance psychique	Aide aux personnes	Population générale
06	C.C.A.S. de GRASSE	Développement d'un réseau d'acteurs dans le domaine de la souffrance psychique		
06	Association "Renouer" (GRASSE)	Restaurer une image plus positive de la personne et promouvoir une bonne hygiène de vie		
06	Association "Villa Saint Camille" (THEOULE-SUR-MER)	Restaurer une image plus positive de la personne		
13	CCAS (SALON-DE-PROVENCE)	Coordination nécessaire à l'impulsion d'un réseau santé mentale précarité accès aux soins	Réseaux, coordination locale	Professionnels

Objectif 3 :



Favoriser et améliorer la prévention et la prise en charge de la souffrance psychique.

2005

13	Salon action santé (SALON-DE-PROVENCE)	Formation action pluripartenariaire	Formation	Professionnels
13	Centre Hospitalier Montperrin (AIX-EN-PROVENCE)	Equipe mobile santé mentale	Accès aux droits et aux soins	Professionnels, population précaire en souffrance psychique
13	Centre social La Rouguière, Libérateurs Comtes (MARSEILLE)	Cap santé pour tous	Aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Population générale
13	AAGESC Centre socio-culturel (SALON-DE-PROVENCE)	Créativité artistique et re-mobilisation sociale	Réinsertion, réadaptation	Population générale
13	Médecins du Monde Délégation régionale (MARSEILLE)	Prévention et prise en charge de la souffrance psychique	Accès aux soins, aux droits, information, évaluation	Personnes en situation d'exclusion
13	Croix Rouge Française Délégation locale (AIX-EN-PROVENCE)	Affiliation ou réaffiliation public précaire hébergé en urgence avec le soin psychiatrique	Accès aux soins	SDF et demandeurs d'asile
13	Imaje Santé (MARSEILLE)	Prévention et réduction des conduites à risque	Formation, éducation à la santé, aide aux personnes, accès aux droits et aux soins, réinsertion / réadaptation	Population générale et tous professionnels
13	Autres Regards (MARSEILLE)	Projet d'accompagnement des personnes transsexuelles	Aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Transsexuels prostitués
13	Association GABIT (MARSEILLE)	Restauration d'une image positive de soi au travers d'un atelier d'esthétique	Réinsertion, réadaptation	Migrants, prostitués, usagers de drogue, homosexuels, personnes sous main de justice
13	Association Mosaïque Belle de Mai (MARSEILLE)	Insertion par le travail des personnes en difficultés psychiques	Aide aux personnes, réinsertion / réadaptation	Population générale en souffrance psychique
13	Collectif santé jeunes du pays aubagnais	Prise en charge de la souffrance psychique des jeunes de 16 à 25 ans	Aide aux personnes, accès aux droits et aux soins	Jeunes en précarité professionnelle
13	E.S.F Services (MARSEILLE)	Action en santé communautaire	Information, réseau / coordination locale, édu- cation à la santé, accès aux droits et aux soins	Population générale et professionnels
13	Centre Hospitalier Edouard Toulouse (MARSEILLE)	Soutien psychologique, aide à la parentalité au domicile	Accès aux droits, accès aux soins	Population générale, migrants
83	Promosoins (TOULON)	Interface psychiatrique SILOE	Accès aux droits et aux soins, réseaux, réinsertion / réadaptation	Personnes en hébergement précaire, migrants, gens du voyage
83	Promosoins (FREJUS / ST RAPHAEL)	Repérage, sensibilisation aux problèmes de santé, écoute et accompagnement d'un public précaire à partir d'un centre médico-social en centre ville	Réseaux, aide aux personnes, accès aux droits et aux soins, éducation à la santé	Personnes en situation de précarité
83	AXIS (TOULON)	Action en milieu carcéral : relais enfants-parents	Aide aux personnes, réinsertion, maintien des liens familiaux, éducation à la santé	Personnes sous main de justice et leurs enfants

Objectif 4 :

Développer les actions et coordonner les intervenants dans le champ de l'éducation à la santé.

2000

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé
04	CoDES 04	Ateliers santé
05	CoDES 05	Ateliers santé
05	L'Etape	Accueil médical, permanence médico-sociale
06	CoDES 06	Ateliers santé
06	Espace Santé Jeunes du bassin cannois	Education à la santé, accompagnement vers l'accès aux soins et aux droits sociaux de jeunes en difficultés
06	AJAM	Education à la santé
06	CDPA	Prévention des dérives alcooliques
13	CoDES 13	Ateliers santé
13	CHSBD	Action de prévention des affections bucco-dentaires
13	Mission locale du Pays salonnais	Bus jeunes relais
13	Centre social La Rouguière	Cap santé pour tous
83	CoDES 83	Ateliers santé
84	CoDES 84	Ateliers santé

2001

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action
04	Réseau Alcool	Information, sensibilisation et formation en alcoologie des professionnels de santé et sociaux du département
05	AJE	Formation de relais autour des conduites à risque (professionnels de santé, animateurs, éducateurs)
06	Espace Santé Jeunes du bassin cannois	Education à la santé, accompagnement vers l'accès aux soins et aux droits sociaux de jeunes en difficultés
06	AJAM	Education à la santé
06	CDPA	Prévention des dérives alcooliques
13	CHSBD	Action de prévention des affections bucco-dentaires
13	Mission locale du Pays salonnais	Bus jeunes relais
13	Centre social La Rouguière	Cap santé pour tous
13	Mutualité Française 13	Lien social santé de proximité

2002

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	CoDES 04	Atelier santé	Atelier santé	Adultes
05	GIP Mission jeunes (GAP)	L'Agenda, guide santé 2003	Communication, information sur les dispositifs	Jeunes de 16 à 25 ans suivis
05	GIP Mission jeunes (GAP)	"La santé, un autre regard"	Sensibilisation des jeunes, responsabilisation	Jeunes
05	CoDES 05	Conseils nutritionnels au centre d'examen de santé	Actions d'éducation à la santé en nutrition	Rmistes, chômeurs, jeunes, CES, saisonniers
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Accompagnement vers la CMU	Accès aux droits, éducation pour la santé	Jeunes
06	A.L.F.A.M.I.F (GOLFE-JUAN-VALLAURIS)	Actions communautaires d'éducation, de prévention et de promotion pour la santé	Education à la santé	Migrants
06	A.L.F.A.M.I.F (GOLFE-JUAN-VALLAURIS)	Actions de lutte contre la malnutrition et l'hygiène alimentaire de personnes en difficultés économiques	Education à la santé	Adultes

Objectif 4 :



Développer les actions et coordonner les intervenants dans le champ de l'éducation à la santé.

13	Association pour l'animation socio-éducative des comtes (PORT-DE-BOUC)	Créations d'ateliers santé, éducation nutritionnelle et sportive	Ateliers santé	Adultes
13	Mission locale du Pays salonnais (SALON-DE-PROVENCE)	Bus jeunes relais	Education pour la santé, Information	Jeunes
13	CoDES 13	Famille et santé en marche	Ateliers santé	Adultes, parents, personnes âgées
13	CoDES 13	Promotion de la santé et intégration sociale des jeunes de 16 à 25 ans	Ateliers santé, formation	Jeunes
13	Confluence (ARLES)	Dire et agir au-delà des tabous et des cultures pour une santé active	Ateliers santé	Adultes
13	Mission locale du Delta (ARLES)	Le petit déjeuner : un vrai moment pour échanger	Education pour la santé, information	Jeunes
13	Centre social La Rouguière (MARSEILLE)	Santé jeunes et quartiers	Accueil, écoute, soutien, accompagnement, éducation à la santé	Jeunes, adultes
13	AEC Les Bourrely (MARSEILLE)	Action de prévention sida et toxicomanie	Education pour la santé, information, coordination locale	Jeunes
13	A.V.E.R.O.E.S.	Programme d'action de nutrition et d'insertion sociale (PANIS)	Ateliers nutrition	Adultes
83	CODES 83	Atelier santé en prison	Atelier santé	Détenus
83	CoDES 83	Atelier santé à Sainte-Musse, école maternelle PMI	Atelier santé	Enfants
83	FRAT (LE PRADET)	Accompagnement personnalisé, prévention et éducation santé	Education à la santé	Adultes
83	ARIF	Actions d'information et d'éducation à la santé pour les publics accueillis	Accès aux droits, accès aux soins	Adultes
83	AXIS	Education à la santé des publics en situation de précarité	Education à la santé	Adultes
83	Promosoin (TOULON)	Education pour la santé	Education à la santé	Adultes
84	CoDES 84	Ateliers santé	Ateliers santé	Jeunes, adultes

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	CoDES 04	Ateliers santé en direction des publics en situation précaire		
04	CoDES 04	Création et animation de deux ateliers santé ville		
05	CoDES 05	Conseil nutritionnel en centre d'examen de santé	Education à la santé	Jeunes, adultes
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Accompagnement vers la CMU	Accès aux droits, éducation pour la santé	Jeunes
13	CoDES 13	Familles et santé en marche		
13	Mission locale du Pays salonnais (SALON-DE-PROVENCE)	Bus jeunes relais		
13	A.A.S.E.C. Centre social Lucia Tichadou (PORT-DE-BOUC)	Création d'ateliers santé d'éducation nutritionnelle et sportive en direction d'hommes maghrébins vivant en foyer		
13	CoDES 13	Promotion de la santé et intégration sociale des 16 / 25 ans	Education à la santé	Jeunes
13	SCOP Confluence (ARLES)	Dire et agir au-delà des tabous		
13	ADREP (PERTUIS)	Action d'insertion et de prévention santé par la médiation sportive	Education à la santé	Jeunes
13	AEC Les Bourrely (MARSEILLE)	Prévention Sida toxicomanie	Education à la santé	Jeunes

Objectif 4 :

Développer les actions et coordonner les intervenants dans le champ de l'éducation à la santé.

13	Mutuelle Générale de Marseille	Parents, adolescents, jeunes acteurs de leur santé		
13	Mission locale de Marseille	La santé, vecteur d'intégration sociale	Education à la santé	Jeunes
13	Centre social Saint Gabriel / Bon Secours (MARSEILLE)	Passeport santé		
13	Mission locale du Delta (ARLES)	Les petits déjeuners santé		Jeunes
13	APASO (MARSEILLE)	"Ma santé j'en prends soin dans ma cuisine"		
83	CoDES 83	Atelier santé : permettre à un public en difficulté de s'approprier la santé comme un capital	Atelier santé	Adultes
83	CoDES 83	Groupe de parole autour de la santé à la maison d'arrêt de Saint-Roch à Toulon	Atelier santé	Détenus
83	ARIF	Actions d'information et éducation à la santé pour les publics accueillis	Soutien, accompagnement, accès aux soins, aux droits	Adultes
84	AHARP	Actions coordonnées de prévention et d'éducation à la santé des personnes hébergées en centre d'accueil d'urgence	Education à la santé, information, accès aux soins	Femmes
84	Solidarités	Service santé bien-être	Education à la santé, accès aux soins, accès aux droits, information, écoute	Femmes
84	Diagonale	Mieux vivre sa santé	Education à la santé, accès aux soins, accès aux droits, information, écoute	Adultes
84	CoDES 84	Promotion de la santé et intégration sociale des jeunes de 16 à 25 ans	Education à la santé	Jeunes
84	CoDES 84	Recherche action sur le quartier Maillaude à Sorgues	Education à la santé	Jeunes, adultes
84	CoDES 84	Ateliers santé (CHRS, maison d'arrêt, CIG)	Education à la santé	Jeunes, adultes
84	AIDES 84	Accueil des personnes en grande précarité, concernées par l'usage de drogues	Accueil, écoute, information, réduction des risques	Adultes
84	Le logis des jeunes	Atelier cuisine	Atelier santé	Jeunes
84	Centre Hospitalier d'AVIGNON	Campagne partenariale de lutte contre le saturnisme infantile dans le Vaucluse : enquête de prévalence du saturnisme chez plus de 100 enfants de 8 mois à 6 ans exposés au risque		Enfants

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Territoire de l'intervention
05	CoDES 05	De la formation à l'action : les professionnels de santé et la prévention auprès des gens du voyage	Département Hautes-Alpes
05	CoDES 05	Conseils nutritionnels au centre des Jonquilles	Gap
06	Société protectrice des enfants du premier âge (CANNES)	La Chrysalide, espace adolescents et jeunes majeurs	Cannes, Grasse
13	SCOP Confluence (ARLES)	INSERSANTE : Dire et agir au-delà des tabous et cultures pour une santé active	Arles
13	CoDES 13	Familles et santé en marche	Marseille, Martigues
13	ADREP (PERTUIS)	Pôle sport : action d'insertion et de prévention santé par la médiation sportive	Aix-en-Provence
13	Centre évolutif Lilith (MARSEILLE)	Prévention des cancers gynécologiques chez les femmes homosexuelles	Département 13
13	A.A.S.E.C. Centre social Lucia Tichadou (PORT-DE-BOUC)	Création d'ateliers santé centrés autour de l'éducation nutritionnelle et sportive en direction d'hommes maghrébins vivant en foyer	Martigues
13	CoDES 13	Promotion de la santé et intégration sociale des 16 / 25 ans	Département 13

Objectif 4 :



Développer les actions et coordonner les intervenants dans le champ de l'éducation à la santé.

13	Mission locale du Delta (ARLES)	Le petit déjeuner, un vrai moment pour échanger	Arles
13	AEC Les Bourrely (MARSEILLE)	Prévention du sida et des toxicomanies	Marseille
13	Mission locale du Pays salonais (SALON-DE-PROVENCE)	Bus jeunes relais	Salon-de-Pce
13	Centre social Saint-Gabriel / Bon Secours (MARSEILLE)	Passeport santé	Marseille
13	E.S.F. Services (MARSEILLE)	Action en santé communautaire, habitants de la copropriété des Rosiers	Marseille
13	Mission locale du golfe de Fos (FOS-SUR-MER)	Atelier d'éducation à la santé	Martigues
13	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Comité technique de coordination des actions de prévention en addictologie du pays d'Aix	Aix-en-Provence
83	Réseau santé précarité 83 (TOULON)	Nutrition et lien social	Draguignan
83	Promosoins (DRAGUIGNAN)	Education à la santé	Draguignan
84	Association Diagonale (ORANGE)	Mieux vivre sa santé	Orange, Valréas

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	ORTL 04 (DIGNE-LES-BAINS)	Santé et prévention chez les personnes isolées, retraitées et invalides issues de l'immigration	Réinsertion, réadaptation	Migrants
05	CoDES 05	Conseils nutritionnels au centre Les Jonquilles	Education à la santé	
05	Centre Communal d'Action Sociale (C.C.A.S.) (EMBRUN)	Prise en charge de l'hygiène corporelle	Aide aux personnes	
06	CCAS de GRASSE	Observatoire Santé Social		
13	CCAS d'ARLES	Atelier santé ville	Réseaux / coordination locale	Population générale
13	Scop Confluence (ARLES)	Dire et agir au delà des tabous et cultures pour une santé active	Accès aux droits et aux soins, aide aux personnes, réinsertion / réadaptation, éducation à la santé, formation	Professionnels, population générale
13	CoDES 13	Famille et santé en marche	Education à la santé	Population générale
13	ACSC du Roy d'Espagne (MARSEILLE)	Prévention des comportements à risque auprès des jeunes	Information, éducation à la santé, accès aux droits et aux soins	Jeunes en situation de précarité multipliant les comportements à risque
13	Mission locale du Delta (ARLES)	Ateliers santé : un vrai moment pour échanger	Education à la santé	Jeunes adultes
13	Tremplin (AIX-EN-PROVENCE)	Comment tu manges, tu dégustes ou tu t'empiffres ?	Information, éducation à la santé	Elèves de CE2, CM1 et CM2
13	CoDES 13	Promotion de la santé et intégration sociale des jeunes	Formation, information, éducation à la santé	Jeunes et formateurs animateurs
13	Association pour la gestion des centres sociaux Jean Giono (MIRAMAS)	Côté cuisine, côté jardin	Information, éducation à la santé	Migrants et personnes inactives et / ou vieillissantes du quartier
13	A.A.S.E.C. Centre social Lucia Tichadou (PORT-DE-BOUC)	Ateliers santé pour les hommes maghrébins vivant en foyer	Education à la santé	Migrants
13	AEC Les Bourrely (MARSEILLE)	Prévention sida et toxicomanies	Formation, information	Population générale, usagers de drogue
13	Mission locale du pays salonais (SALON-DE-PROVENCE)	Bus jeunes relais	Information	Population générale

2005

Objectif 4 :

Développer les actions et coordonner les intervenants dans le champ de l'éducation à la santé.

2005

13	Mission locale du golfe de Fos (FOS SUR MER)	Atelier d'éducation à la santé	Education à la santé, formation, accès aux droits / soins	Population générale, jeunes
13	Collectif féministe contre le viol, SOS Viol (MARSEILLE)	Formation, sensibilisation des acteurs sociaux	Formation, information	Professionnels du social
83	E.P.A.F.A. (FREJUS)	Atelier santé ville, prise en charge de la souffrance psychique, habitants de La Gabelle	Information, réseaux, éducation à la santé	Population générale
83	A.R.I.F. (BRIGNOLES)	Education à la santé, accès aux droits et aux soins d'un public précaire	Information, éducation à la santé, accès aux droits et soins	Personnes précaires

Objectif 5 :

Promouvoir une bonne hygiène de vie.



2004

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Territoire
06	Chrétiens Antibes Solidarité (ANTIBES)	Distribution de kits hygiène	Antibes
06	Association pour la recherche et la promotion en santé publique bucco-dentaire (CAGNES SUR MER)	Evaluation d'un programme de prévention basé sur le scellement des puits et des fissures des 1 ^{ères} molaires permanentes des enfants scolarisés en primaire dans une ZEP	Nice
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Hygiène corporelle et alimentaire	Cannes, Grasse
13	SARA (MARSEILLE)	Atelier cuisine pour des jeunes SDF fréquentant l'accueil de jour Espace Crimée	Marseille
13	CoDES 13	Les aînés et leur santé	Martigues, Marseille, Aix-en-Pce, Aubagne, La Ciotat
83	CoDES 83	Prévention santé Sainte-Musse	Toulon, Hyères
83	A.V.A.F. (TOULON)	Parcours santé	Toulon, Hyères
83	Promosoins (TOULON)	Education pour la santé et prévention auprès d'un public en grande précarité	Toulon, Hyères
84	Solidarités (CARPENTRAS)	Accueil de jour	Carpentras, Avignon
84	Solidarités (CARPENTRAS)	Ateliers cuisine et nutrition	Carpentras, Orange, Valréas

2005

Niveau d'intervention	Opérateur	Intitulé de l'action	Typologie	Publics
04	CoDES 04	Ateliers santé en direction des populations précarisées	Formation	
06	Croix Rouge Française Délégation des Alpes-Maritimes (ST LAURENT DU VAR)	Mise à disposition de kits hygiène pour structures d'accueil		
06	Espace santé jeunes du bassin cannois	Hygiène corporelle et alimentaire	Education à la santé	Population générale
13	ASUD "Mars Say Yeah" (MARSEILLE)	Entraide, accès aux soins	Réseau, éducation à la santé, accès aux droits / soins	Migrants, usagers de drogue, prostitués
13	S.A.R.A. (MARSEILLE)	Atelier cuisine jeunes SDF	Education à la santé, promotion hygiène de vie	SDF
83	ENTR'ACT (ST-RAPHAEL)	Représentations du débat théâtral "Bataille"	Education à la santé, réinsertion / réadaptation	Adultes en difficulté
84	Solidarités (CARPENTRAS)	Atelier nutrition	Education à la santé	Population générale
84	Centre social La Cigarette	Alimentation méditerranéenne et santé	Information, éducation à la santé	Population générale

Danielle MARQUIS, Françoise MASSARO et Hélène PRODHON, équipe projet du Programme Régional d'Accès à la Prévention et aux Soins (PRAPS) à la DRASS Provence-Alpes-Côte d'Azur.

■ Comment le PRAPS contribue-t-il à la lutte contre les exclusions en PACA ?

L'équipe projet du PRAPS : "Un rapport du Haut Comité de Santé Publique rappelait, en 1998, que "plus on est pauvre, plus on est malade, et plus on meurt jeune".

La loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions affirme l'engagement de la nation et de toutes les politiques publiques dans ce combat. L'objectif est de donner un réel accès aux droits fondamentaux tels qu'ils existent dans la constitution, et parmi lesquels figure le droit à la santé. L'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies constitue un objectif prioritaire, qui doit se concrétiser sous la forme d'un programme régional appelé PRAPS, comportant des actions coordonnées de prévention et d'éducation à la santé, de soins, de réinsertion et de suivi, mises en œuvre dans chaque département.

L'élaboration du PRAPS s'est donc inscrite dans le cadre d'une politique de santé de proximité. Elle s'est appuyée sur une démarche rigoureuse de programmation par objectifs, à la fois ascendante parce qu'elle part du terrain et participative parce qu'elle réunit le plus grand nombre d'acteurs intervenant sur ce champ.

Dans notre région, fortement touchée par la crise et caractérisée par des situations contrastées, il est apparu que la précarité devait être appréhendée comme un phénomène multiforme recouvrant des réalités très diverses. Le PRAPS s'est donc intéressé aux différentes situations sociales et aux accidents de parcours possibles qui rendent difficiles l'accès au système de santé. Il s'agit donc de ne pas se limiter aux personnes en grande difficulté déjà repérées dans les dispositifs de prise en charge existants, mais d'aborder l'ensemble des publics fragilisés, y compris ceux susceptibles de basculer à la suite d'un événement dans la précarité.

La dynamique partenariale s'est organisée à partir de la mise en place de trois types d'instances. **Le comité régional des politiques de santé (CRPS)** installé le 5 mai 1999, suit l'élaboration et la mise en œuvre du programme. En plus de la liste des membres fixée réglementairement, ont été associés de façon permanente le président de la conférence régionale de santé, le président de l'union régionale des médecins libéraux et le directeur de l'INSEE. **Le groupe technique régional (GTR)** est une instance pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle issue des six départements. Il a été chargé de la programmation au niveau régional, en étroite collaboration avec **les groupes de travail départementaux**, qui représentent la troisième instance. Animés par les DDASS, ces derniers réunissent des personnes-ressources, acteurs du tissu associatif et des principales institutions locales, reconnues pour leur connaissance des problèmes rencontrés par les personnes en situation précaire et pour la qualité de leur expertise. Ce dispositif a conduit à la définition de quatre objectifs généraux déclinés en actions réalisées dans les territoires départementaux. En 2000, 63 actions ont été financées, et plus de 80 le seront en 2001".

■ Quels points forts peut-on identifier dans la mise en œuvre du PRAPS ?

L'équipe projet du PRAPS : "Deux exemples d'actions ont permis de renforcer la synergie et la coopération entre les acteurs. Tout d'abord, **un annuaire recensant les intervenants dans le champ santé-précarité a été**

réalisé pour chaque département. Destiné aux professionnels, il comporte des renseignements très pratiques sur les structures recensées : coordonnées précises, conditions d'accueil du public, personnel employé, aire géographique d'intervention, mission(s) exercée(s), possibilité d'intervention en urgence.

Deuxième action : **la formation des acteurs impliqués dans le fonctionnement des PASS.**

La mission sociale de l'hôpital est réaffirmée, notamment à travers la création, au sein des établissements hospitaliers de la région, de 26 structures d'accueil dénommées permanences d'accès aux soins de santé. En 2000, une formation-action, destinée à favoriser l'échange de savoir-faire et d'expériences, a été suivie par plus de 80 personnes sur quatre sites, travailleurs sociaux, personnels administratifs, personnel soignant des établissements mais aussi partenaires des associations et autres institutions. Ces deux actions contribuent à faciliter le travail en réseau des intervenants des secteurs sanitaire et social".

■ Comment est envisagée l'évaluation du PRAPS ?

L'équipe projet du PRAPS : "Le suivi et l'évaluation du programme mobilisent l'ensemble des acteurs impliqués. C'est avant tout une démarche pragmatique qui porte sur la réalisation des actions, le repérage des obstacles rencontrés, l'impact en matière d'accès aux droits et à la santé.

Il s'agit donc de se doter de moyens susceptibles d'impulser si nécessaire un changement pour une meilleure réponse.

D'ores et déjà, dans le cadre du contrat de plan État/Région 2000-2006 dans lequel est intégré le PRAPS, des indicateurs de suivi et de réalisation ont été définis.

En outre, dans le cadre de sa mission d'appui méthodologique au programme, le Laboratoire de Santé Publique anime la réflexion sur le choix des méthodes de suivi et d'évaluation.

L'accent a été mis sur l'appréciation de la qualité des projets présentés par les promoteurs et sur leurs conditions de sélection. À l'issue de deux années de programmation, une action en direction des porteurs de projets est envisagée en 2002 dans chacun des départements, afin de développer une culture commune de l'évaluation".

Article paru dans *Priorités Santé* n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Les 4 objectifs généraux du PRAPS

Afin de limiter les effets de la précarité sur la santé, le PRAPS se décline en quatre objectifs généraux :

- ▶ Optimiser les dispositifs **d'accès aux droits**, notamment afin d'accompagner la mise en œuvre de **la CMU**
- ▶ Améliorer le fonctionnement et la coordination des dispositifs existants afin de favoriser **l'accès aux soins** et leur continuité
- ▶ Favoriser et améliorer la prévention et la prise en charge de **la souffrance psychique**
- ▶ Développer les actions et coordonner les intervenants dans le champ de **l'éducation à la santé**.

CoDES : des ateliers santé pour les plus démunis

Réduire les effets de la précarité sur la santé. C'est l'objectif poursuivi par les six Comités départementaux d'éducation pour la santé (CoDES) de la région au travers de la mise en œuvre d'"ateliers santé" destinés aux populations en situation d'exclusion.

Ces ateliers amènent les bénéficiaires - parents, population carcérale, gens du voyage, bénéficiaires du RMI... - à s'intéresser à leur santé et à développer un sentiment d'appartenance à un groupe. Animés par les éducatrices de santé des CoDES, ils se déroulent sur les lieux de vie, au plus près des habitants, dans le respect des principes de santé communautaire.

Caractérisés par une grande souplesse de rythme et de durée, fondés sur l'implication et la participation de chacun, ils ont pour thèmes "la santé positive", "alimentation et petit budget", "accidents de la vie courante" et "accès aux soins", portes d'entrée pour ouvrir un dialogue avec les populations.

Cette démarche, que mènent par ailleurs les 99 CoDES de France, s'appuie en région Paca sur le réseau des partenaires locaux intervenant au quotidien dans le champ de la précarité.

Pour évaluer l'impact de ces actions de proximité, le CRES anime depuis décembre dernier un groupe de travail qui réunit chaque mois les six CoDES. Un outil d'évaluation a été réalisé, autour de quatre indicateurs : la montée en charge des ateliers, le degré de participation des habitants, l'émergence d'initiatives personnelles et les partenariats établis.



Rompre l'isolement à tout prix

Marie Calmet, diététicienne, met en place des ateliers sur deux sites de santé communautaires varois : au Val des Rougières à Hyères et aux Cèllets, à Toulon.

"Je travaille auprès de jeunes mamans maghrébines en situation d'isolement parfois extrême. Considérées comme les « lampes de la maison », elles sortent peu de chez elles. Je leur apprend notamment à constituer des menus équilibrés à faible coût. Ces rencontres hebdomadaires sont considérées comme des espaces de liberté où elles peuvent se rencontrer entre elles avec l'assentiment de leur mari. Je les vois peu à peu s'ouvrir aux autres".

Contact : CoDES 83

Tél. : 04 94 89 47 98

Les femmes turques de Malijai

Le CoDES des Alpes de Haute-Provence emploie quatre éducatrices de santé. Parmi elles, Claudine Campy-Comte, infirmière de formation, anime des "ateliers santé" à Malijai, près de Digne, et dans le quartier des Plantiers à Manosque.

"L'un de mes groupes les plus fidèles est composé des femmes turques de Malijai. La présence d'une interprète est utile pour bien cerner leurs préoccupations. Nous abordons trois après-midis par mois des thèmes d'éducation pour la santé très variés, allant des accidents domestiques à la constitution de la pharmacie familiale, en passant par le vocabulaire français de l'anatomie, besoin qu'elles éprouvaient afin de pouvoir se rendre seule chez le médecin. Avec le temps, prenant confiance en elles, elles ont souhaité rencontrer les femmes d'une association voisine de patchwork. En échange de l'accueil chaleureux qu'elles y ont reçu, elles leur préparent une démonstration de peinture au henné". Une ouverture vers d'autres groupes et un pas vers un processus de socialisation...

Contact : CoDES 04

Tél. : 04 92 32 61 69

Article paru dans *Priorités Santé* n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Le temps des PRAPS de deuxième génération

Outils de lutte contre les inégalités sociales en matière de santé et d'exclusion, les PRAPS, mis en place en 1999, arrivent à échéance fin 2002. Pour préparer l'élaboration des PRAPS de deuxième génération, qui couvriront la période 2003/2006, la circulaire* du 19 février 2002 fixe trois orientations stratégiques :

- **Répondre à l'enjeu de cohérence au sein de la politique régionale de santé**

Conduisant à une réflexion sur les déterminants de la santé, les PRAPS peuvent apporter un éclairage sur l'impact sur la santé des populations précaires des autres politiques sectorielles de l'Etat. D'où l'intérêt d'une cohérence avec les schémas régionaux d'éducation pour la santé, le service public de l'emploi, du logement, le service de santé scolaire, la politique départementale de lutte contre la drogue et les dépendances ou la politique de la ville, mais aussi d'une articulation avec les différents programmes régionaux de santé.

- **Améliorer la qualité des PRAPS**

Les PRAPS visant à décloisonner les politiques sectorielles ayant un impact sur la santé et les pratiques professionnelles, leur qualité dépend notamment de l'implication des différents partenaires et du renforcement des démarches d'évaluation.

- **S'intégrer dans les projets et contrats territoriaux**

L'inscription des PRAPS dans les projets et contrats territoriaux (contrats d'agglomération, de pays, de ville) constitue l'un des enjeux essentiels des PRAPS II. Ainsi par exemple, afin de créer un lien dynamique entre les PRAPS et les actions santé des contrats de ville, des crédits supplémentaires sont alloués à l'amélioration de l'accès à la prévention et aux soins des enfants et des jeunes et à la mise en place des "ateliers santé ville".

* circulaire DGS/SD6D n°2002/100, du 19 février 2002, BOEN 2002/13 du 25/03/2002

Article paru dans *Priorités Santé* n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Un questionnaire pour mieux repérer les personnes en situation de précarité

Un questionnaire de repérage des personnes précaires fréquentant les services d'Urgences de la région PACA a été conçu dans le cadre du PRAPS 2000/2002. Il doit permettre l'orientation de ce public vers les filières adaptées, pour une prise en charge non seulement physique et sociale, mais aussi d'une souffrance psychique rarement exprimée.

Les différentes formes de vulnérabilité - la précarité de l'emploi, la dégradation du cadre de vie, la souffrance physique et l'augmentation des inégalités de santé - ont des répercussions inévitables sur l'état de santé des populations et modifient leur rapport au système de santé. Pour accéder au système de soins, les populations dites précaires ont de façon privilégiée recours aux services d'Urgences. Des réponses adaptées aux difficultés d'accès à la prévention et aux soins rencontrées par ces populations pourraient être apportées dès lors que l'identification de ces personnes soit possible.

S'il est relativement aisé de repérer les personnes en situation d'exclusion, il est beaucoup plus difficile d'identifier cette frange de la population définie comme précaire. En effet, elle ne s'identifie pas comme telle, ses motifs de recours aux urgences ne se distinguent en rien, elle sort de l'hôpital dans les mêmes conditions que les autres patients (selon l'indicateur "retour à domicile") et elle ne présente pas non plus de pathologie particulière.

Le souhait du comité de pilotage à l'origine de cette initiative - Urgences des centres hospitaliers de la région, Laboratoire de Santé publique, DRASS... - est de disposer d'un outil fiable explorant la "qualité de vie" et permettant de mieux identifier les sujets précaires. Comme l'explique le Dr Philippe Jean, Chef du service des Urgences du centre hospitalier de la Conception et de l'Hôpital Nord, *"l'objectif est d'aller au-delà d'une simple consultation médicale. Il faut profiter du passage aux Urgences de ce public pour l'orienter vers les filières de prise en charge adaptées (consultation de psychologue, rendez-vous avec une assistante sociale...) et optimiser l'accès aux services existants à l'hôpital."*

Un questionnaire spécifique a donc été conçu par l'équipe du Pr Pascal Auquier, du Laboratoire de Santé Publique, au terme d'une démarche méthodologique rigoureuse, afin d'évaluer le degré de précarité des personnes accueillies aux Urgences pour qu'elles puissent bénéficier d'une prise en charge globale.

Dix services d'Urgences de la région ont participé à l'enquête, à Manosque, Gap, Nice, Marseille, Arles, Toulon, Draguignan, Fréjus/St Raphaël, Apt et Avignon, ainsi que trois structures d'accueil du public en difficulté sociale utilisé comme population témoin (1 CHRS et deux accueils de jour de Marseille).

Trois profils-types identifiés

Au total, 729 personnes ont répondu aux 31 items du questionnaire, relatifs à l'accès aux soins, aux relations sociales, aux ressources ou à la santé mentale.

L'analyse des résultats a permis d'identifier trois profils-types des personnes fréquentant les services d'Urgences : les non précaires (58 %), les précaires (32 %) et les exclus (10 %).

Les deux dernières catégories de publics présentent des scores effondrés de qualité de vie. Tout particulièrement dans les domaines du "bien-être psychologique" et de la "santé physique / accès aux soins".

Au terme de l'enquête, une seconde version du questionnaire a été élaborée à partir des seize questions les plus pertinentes (voir encadré), permettant de déterminer le score de qualité de vie des personnes interrogées selon six dimensions : l'estime de soi, le bien-être psychologique, les relations sociales, l'autonomie par rapport aux amis et famille, la santé / accès aux soins, l'avenir professionnel et personnel.

Après la phase de conception et de validation de cet outil descriptif de la précarité, les membres du comité de pilotage réfléchissent aujourd'hui à l'intégration du questionnaire dans les pratiques quotidiennes des services d'Urgences et aux modalités d'orientation des patients précaires vers les filières de prises en charge appropriées.

Contact :

Pr Pascal Auquier

Laboratoire de Santé Publique

Faculté de Médecine de Marseille

Tél. : 04 91 32 44 73

Identifier la personne précaire en 16 items

Voici la version finale du questionnaire "qualité de vie" conçu par le Laboratoire de Santé Publique.

Durant les quatre dernières semaines, avez-vous :

- 1 - Eu une bonne image de vous ?
- 2 - Été fier(ère) de vous ?
- 3 - Eu envie de profiter de la vie ?
- 4 - Eu de l'énergie, eu envie de faire des choses ?
- 5 - Été triste, eu envie de pleurer ?
- 6 - Été déprimé(e) ?
- 7 - Eu des difficultés pour dormir, eu des insomnies ?
- 8 - Été angoissé(e), stressé(e) ?
- 9 - Pu voir, pu parler avec vos amis ?
- 10 - Été soutenu(e) moralement par vos amis ?
- 11 - Été autonome, indépendant(e) par rapport à votre conjoint et/ou votre famille ?
- 12 - Été autonome, indépendant(e) par rapport à vos amis ?
- 13 - Hésité à vous faire soigner ?
- 14 - Négligé votre santé, pris votre douleur à la légère ?
- 15 - Fait des projets professionnels pour l'avenir ?
- 16 - Fait des projets personnels pour l'avenir ?

Article paru dans Priorités Santé n°7 / Mai - Juin - Juillet - Août 2003

Santé et précarité : l'évolution des déterminants

Le colloque organisé par le CRES et la DRASS le 30 octobre dernier au Centre Hospitalier d'Aix-en-Provence a réuni plus d'une centaine d'acteurs du PRAPS. Son objectif était d'analyser dans quelle mesure les déterminants de la santé des populations précaires avaient évolué depuis la loi contre les exclusions de 1998.

Cette rencontre devait permettre de faire le point sur la première génération du Programme régional d'accès à la prévention et aux soins des publics précaires (PRAPS) et d'orienter les choix des décideurs pour améliorer la prise en charge des populations touchées par l'exclusion dans le cadre de la définition du nouveau PRAPS.

Selon Jean Chappellet, Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales, *"la santé des personnes en situation de précarité comme priorité de santé publique est relativement nouvelle en France. Cette notion s'est imposée en 1998 avec le premier rapport du Haut Comité de Santé Publique. Largement reprise par les conférences régionales puis la conférence nationale de santé, elle trouve une traduction législative, chose rare, avec la loi d'orientation contre les exclusions du 29 juillet 1998 qui rend obligatoire dans chaque région un projet régional de santé spécifiquement consacré à la santé des personnes en situation précaire : le PRAPS"*. Si la précarité n'est pas en elle-même un déterminant de la santé, ses multiples formes s'opposent toutefois à l'adoption de comportements sains et favorables à la santé. Les conditions de vie qu'elle impose expliquent une surmortalité prématurée, des conduites à risques plus fréquentes, la prévalence élevée de certaines maladies infectieuses, des pathologies liées aux conditions de vie peu répandues en population générale (le saturnisme) et l'importance de situations de souffrance psychique.



Une région particulièrement touchée par la précarité

La région PACA se trouve particulièrement concernée. Les indicateurs de contexte socio-économique, tels que le PIB par habitant, le revenu moyen net imposable par foyer fiscal ou le nombre d'allocataires des minima sociaux, mettent la région dans une situation plus défavorable que la France métropolitaine.

"Sans oublier ses 16 % de chômeurs et un taux de RMIstes de 54 pour mille (contre 31 pour la moyenne nationale)", a rappelé René Giorgetti, Président de la Commission Solidarités, Santé Prévention du Conseil Régional.

Comme l'a également indiqué Jean Chappellet, *"si nous voulons que le pays fasse des progrès dans ce qui est son principal défaut, la mortalité prématurée et évitable, c'est d'abord en direction des populations fragiles qu'il faut travailler. Notamment en privilégiant leur recours au système de droit commun et en concevant des dispositifs spécifiques lorsqu'ils s'imposent, comme les PASS dans les hôpitaux qui font la preuve de leur efficacité."*

Mais aussi en accordant une place privilégiée à l'éducation et à la promotion de la santé, et en impliquant dans les actions les publics concernés afin de les rendre acteurs de leur santé."

Dans ce contexte, on comprend la nécessité de bien connaître ce public défavorisé. Car il persiste des décalages entre les priorités des professionnels et celles des publics précaires. Pour Fabien Tuleu, délégué général d'Emmaüs France, les préoccupations des personnes précaires ne sont pas l'illettrisme ou l'alphabétisation, mais plutôt les situations d'urgence qu'elles vivent au quotidien comme les menaces d'expulsion ou l'endettement. La santé ne peut donc pas être traitée de manière isolée, sans tenir compte des autres problèmes qui lui sont liés.

En amont de la prise en charge, le Pr Pascal Auquier a souligné la difficulté d'identifier le public précaire, notamment à l'occasion du passage dans les services d'Urgence. D'où l'intérêt du questionnaire conçu par le Laboratoire de Santé Publique pour repérer les personnes nécessitant une orientation et une prise en charge adaptées (voir page précédente).

A propos du respect des recommandations médicales, le Dr Laurence Bentz, du service de santé publique du CHU de Nice, a indiqué dans son intervention sur les déterminants sociaux de l'observance, qu'*"il n'y a pas de profil psychologique de non-observance"* : précarité et observance d'un traitement médical ne sont donc pas directement liées.

Précarisation des femmes en situation monoparentale

Gérard Neyrand, responsable de recherche au CIMERSS*, a quant à lui présenté les résultats d'un travail effectué dans le contexte marseillais sur la précarisation des femmes en situation monoparentale : *"L'augmentation de la monoparentalité va de pair avec une précarisation accrue de beaucoup de femmes élevant seules leurs enfants. Pour elles, occuper la position de «chef de famille» est d'autant plus difficile qu'elles n'y ont généralement pas été préparées, et qu'à la précarité économique se conjugue un isolement relationnel et une fragilisation psychologique."*

Toute intervention efficace dans le domaine de la santé en direction des populations précaires nécessite donc une approche commune, à la fois sanitaire et sociale. Mais aussi une approche territoriale, avec une politique d'éducation à la santé adaptée aux publics concernés.

Une meilleure prise en charge de la précarité passe également par le développement de liens entre les différents intervenants et de réseaux, comme l'a conclu le Pr Roland Sambuc, Vice-Président du CRES, qui a par ailleurs souligné l'importance du suivi de la personne, de la compréhension de son évolution mais aussi du dépistage précoce d'un moment de fragilité, afin de mettre en place *"une prévention en continu et ainsi améliorer la qualité de vie"*.

* Centre Interdisciplinaire Méditerranéen d'Études et de Recherches en Sciences Sociales (Bouc-Bel-Air).

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Un projet de fonds départemental pour les exclus de la CMU

La DDASS des Alpes de Haute-Provence et ses partenaires locaux envisagent de créer un fonds commun départemental destiné à prendre en charge en partie les cotisations des exclus de la couverture maladie universelle (CMU).

En effet, dans ce département, sur 13.500 bénéficiaires potentiels de la CMU complémentaire gratuite, 9.500 en profitaient réellement fin 2000. 4.000 personnes s'en trouvaient exclues par les effets de seuil, alors qu'elles recevaient antérieurement l'aide médicale. Ce fonds, qui pourrait être financé par l'état, le Conseil général et les organismes d'assurance maladie obligatoires (CPAM, MSA) permettrait d'obtenir des mutuelles des tarifs avantageux pour les personnes concernées. Deux millions de francs annuels seraient nécessaires pour couvrir les besoins. Les financeurs réservant à ce jour leur réponse, il s'agit d'une initiative à suivre.

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Vallée de l'Ubaye : une aide à la mobilité pour l'accès aux soins spécialisés

L'association AUSSI, à Barcelonnette, a mis en place un système d'accompagnement des personnes en situation précaire vers des consultations de spécialistes au chef-lieu du département.

Les particularités géographiques des Alpes-de-Haute-Provence rendent parfois difficile l'accès à ce type de soins des travailleurs saisonniers, des femmes enceintes, des jeunes en situation de rupture ou des personnes sans couverture sociale.

Dans le cadre du "réseau santé précarité" mis en place depuis 1996 dans la Vallée de l'Ubaye, le Centre Médico-Social de Barcelonnette est chargé du repérage des personnes isolées nécessitant des soins spécifiques. AUSSI les accompagne alors sur les lieux de consultation, notamment à Digne. Cette aide à la mobilité entre dans le cadre de l'objectif 2 du PRAPS.

Contact : AUSSI, Association Ubayenne de Solidarité et de Soutien à l'Insertion, Barcelonnette - Tél. 04 92 81 41 07

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Un poste d'infirmière psychiatrique de liaison entre l'hôpital et les centres d'accueil et d'hébergement

Un poste d'infirmière de réseaux de santé de proximité a été créé et financé en 1996 par la DRASS, en collaboration avec le Centre hospitalier de Digne-les-Bains, à la demande des centres d'accueil et d'hébergement d'urgence.

D'abord financé à mi-temps, puis à plein temps, ce poste est depuis janvier 2001 intégré au budget de l'hôpital.

Actuellement, deux infirmières du secteur public de psychiatrie de Digne, Mesdames Moréno et Perrin, partagent cette mission en proposant des permanences régulières dans chacun des quatre foyers d'hébergement de la ville, ainsi qu'au Pôle Social, qui regroupe plus d'une vingtaine d'associations caritatives (dont les Restos du Cœur, le Secours Populaire, la Croix Rouge, le CIDE...)

Ces permanences permettent d'accueillir, d'écouter et d'apporter un soutien psychologique au public mais aussi d'informer, d'orienter et d'accompagner dans la démarche de soin si besoin. Par ailleurs, l'échange avec les responsables d'accueil et les bénévoles favorise la recherche de solution et d'action cohérente dans les situations difficiles.

Des actions de coordination sont également menées avec les services sociaux (DISS, CMS, CCAS, cellule d'appui RMI), les médecins généralistes, mais aussi avec les associations d'insertion. Pour les personnes hospitalisées en Médecine-Chirurgie-Obstétrique (MCO) ou en psychiatrie, un travail de suivi et de relais est mis en place auprès des différentes équipes soignantes.

Par ailleurs, la participation active des deux infirmières à la PASS* du Centre Hospitalier depuis janvier 2000 crée un lien fort entre ville et hôpital et permet l'ouverture rapide des droits sociaux lors des premiers accompagnements des personnes pour les soins d'urgence et en consultations externes (MCO, psychiatrie), où les assistants sociaux sont régulièrement rencontrés.

** Permanence d'Accès aux Soins de Santé*

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Mission locale 04 : l'écoute psychique de la souffrance des jeunes

"Le fondement de l'accompagnement des jeunes en difficultés sortis du système scolaire dans l'élaboration d'un projet professionnel et social est un travail de "remise en situation positive". Ces jeunes ont une image d'eux-mêmes très dévalorisée. Des difficultés d'ordre psychologique, social ou familial peuvent interférer dans la construction du parcours, et le conseiller en insertion sociale et professionnelle n'a pas les compétences pour résoudre ces problèmes", explique Marie-Claude Lombard, de la mission locale des Alpes-de-Haute-Provence.

Pour permettre aux 16/25 ans de parler de leurs difficultés et d'amorcer une dynamique de soins, la mission locale a mis en place un lieu d'écoute de la souffrance psychique. L'objectif est de travailler sur la valorisation et la responsabilisation de ces jeunes adultes, de prévenir l'exclusion, les conduites à risques, les idées suicidaires... Cette initiative se traduit par des permanences de psychologue de quatre demi-journées par mois dans ses locaux de Châteaux-Arnoux et de Digne-les-Bains.

Ce temps de parole et d'échange ponctuel (cinq entretiens maximum par jeune) volontairement vécu a pour objet de sécuriser le jeune et de débloquent ses freins à une insertion valorisante. Le psychologue doit évaluer au plus juste le mal-être, puis, selon les cas, dédramatiser ou au contraire prendre en compte son importance symptomatique dans le parcours d'insertion et favoriser une prise en charge adaptée. Il s'agit de faire reconnaître la santé comme facteur d'insertion, mais aussi de démystifier l'image du "psy" parfois perçue négativement par les jeunes.

**Contact : Mission locale 04,
Saint-Auban - Tél. 04 92 33 21 10**

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Un réseau départemental de soins en alcoologie

Afin de développer un réseau autour des personnes en difficulté avec l'alcool, le CCAA 04 mène une action de sensibilisation des professionnels du secteur sanitaire et social du département.

"Le but poursuivi est de permettre aux professionnels de terrain de repérer dans le cadre de leurs pratiques les personnes en difficulté avec l'alcool, d'aborder avec elles le problème et de les réorienter vers une structure spécialisée. En bref, d'en faire des relais de soins en alcoologie", indique Pierre-Marie Treillet, psychologue et responsable du Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie des Alpes de Haute-Provence.

Trois groupes de personnels soignants et travailleurs sociaux de Digne-les-Bains, Barcelonnette et Manosque ont ainsi bénéficié d'une formation en 10 séances dispensée par les spécialistes en alcoologie du CCAA.

Cette initiative a été l'occasion pour les professionnels de faire émerger leur gêne et leur difficulté dans l'approche d'un patient pour qui le problème alcool présente un frein considérable à l'insertion. En effet, comment en parler sans entraver l'accompagnement social et sans voir la relation s'interrompre ?

"Il est incontestable que de plus en plus d'alcooliques, usagers des services sociaux et de santé, cumulent de nombreux handicaps, tels que troubles de santé, ruptures familiales, problèmes d'emploi, de logement, de ressources... La quasi-totalité des professionnels a le souci de rechercher une collaboration avec d'autres partenaires, acceptant de ce fait que seul, face à une personne alcoolique, on ne peut apporter une réponse adaptée".

La mise en réseau permet de coordonner les réponses existantes, et d'améliorer l'efficacité de la prise en charge qui doit être globale, à la fois médicale, sociale et psychologique. Les séances d'information du CCAA ont permis d'aborder l'état des lieux de l'alcoolisme en France, les mécanismes de la dépendance et du déni, les aspects psychologiques, l'accueil et l'accompagnement du patient, ou encore les différents dispositifs des soins en alcoologie et les services hospitaliers : CCAA, centres de cure, sevrage hospitalier et prise en charge en psychiatrie. Interrogée à l'issue de la formation, la grande majorité des participants a mesuré un changement dans son approche des usagers alcooliques et des représentations de l'alcoolisme. L'effet de dédramatisation a été évoqué et paraît induire un nouveau regard à l'égard des patients.

Suivie par cinquante professionnels en 2001, l'initiative devrait être reconduite cette année et s'adresser à quatre nouveaux groupes.

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Accueil santé 04 : des bénévoles au chevet des exclus

A raison de deux permanences par semaine, les lundis et les jeudis depuis sept ans, Accueil Santé 04 à Manosque propose aux personnes exclues ou sans couverture sociale une consultation gratuite, assurée à tour de rôle par huit médecins bénévoles.

Sur le modèle de Médecins du Monde mission de France, en amont de l'acte médical, un "travail de salle d'attente" permet de faire un accueil psychosocial : c'est le fait des bénévoles de l'association qui se relaient autour d'une accompagnatrice des démarches de santé. Cette personne, présente depuis l'année 2000, est salariée à mi-temps sur des crédits PRAPS. Elle a pour mission d'assurer, au-delà des diagnostics social et médical, un accompagnement personnalisé vers les structures de soins ou les organismes sociaux. L'expérience montre que plus du tiers des personnes en situation d'exclusion sont incapables de mener à leur terme les démarches qui leur sont conseillées pour retrouver leurs droits ou avoir accès aux soins. C'est tout un travail en réseau qui s'élabore avec les structures associatives ou institutionnelles en charge de la population des exclus.

Accueil santé 04 travaille en partenariat avec la PASS (Permanence d'accès aux soins de santé) de l'Hôpital de Manosque pour coordonner leurs jours de consultation. Elle gère 120 dossiers par an.

Si les problèmes de santé s'avèrent les mêmes qu'en médecine générale, les médecins constatent une sur-représentation des pathologies psychiatriques affectant 30% des patients. Comme le souligne le Dr Philippe Deransart, Président, *"L'exclusion doit être considérée comme une pathologie en soi; elle frappe les plus fragiles au plan psychique et au plan social".* L'"abandonnisme" est tel qu'il n'est pas rare d'être confronté à des personnes qui, bien qu'ayant des droits ouverts, sont dans l'incapacité de sortir de ce qui leur sert de logement pour adresser leur demande à qui de droit. Le recours à un éducateur-visiteur est actuellement à l'étude.

**Contact : Accueil Santé 04,
Manosque, Tél. 04 92 87 31 55**

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

L'expression créative pour retrouver confiance en soi

L'association "La Canopée" organise des ateliers d'expression créative pour les publics en difficulté. Objectif : favoriser leur insertion sociale par une activité culturelle et de loisir.

L'objectif de ces ateliers est de favoriser le développement personnel et l'épanouissement des participants par un travail sur des matériaux comme l'argile, la peinture, l'écriture.

Organisés à Manosque tous les mardis après-midis, ils s'adressent tout particulièrement aux publics en difficulté, bénéficiaires du RMI ou présentant un problème d'addiction ; des personnes en souffrance, généralement orientées par les travailleurs médico-sociaux ou les partenaires associatifs.

Selon Hélène Michault, animatrice de La Canopée formée à ces techniques, "il s'agit de favoriser l'insertion sociale des participants par une activité culturelle et de loisir, de stimuler le côté créatif et les ressources de chacun. Le travail de la matière est libérateur et relaxant. C'est une expérience qui permet de prendre du temps pour soi et de partager ce moment avec d'autres personnes".

Chaque séance se termine par un temps de parole laissé aux participants pour exprimer leurs impressions par rapport au travail effectué et souvent mis à profit pour aborder bien d'autres thèmes.

L'expression pratiquée en petit groupe (moins de 10 personnes) est en effet utile pour lutter contre l'isolement et le découragement qui peuvent apparaître lorsque la personne se sent seule face à ses difficultés sociales, familiales, relationnelles ou identitaires. Elle favorise la prise de parole et la capacité à établir des liens sociaux. Cette initiative bénéficie d'un partenariat avec la cellule d'appui RMI, le CCAS, le centre médico-social de Manosque, le CCAA... Elle a débuté en avril 2001 et devrait prochainement être proposée à Digne-les-Bains aux personnes présentant un problème avec l'alcool.

**Contact : La Canopée,
Villeneuve - Tél. 04 92 71 16 31**

Article paru dans *Priorités Santé* n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

L'accès aux soins des communautés tsiganes

Une enquête auprès des gens du voyage transitant ou résidant dans les Alpes-de-Haute-Provence a été réalisée par l'association régionale d'études et d'actions auprès des Tsiganes (AREAT), afin de repérer d'éventuels problèmes de santé et de favoriser l'accès aux soins.



La population tsigane est composée de trois grands groupes : les Roms, venus des pays de l'Est, les Manouches, ayant longtemps séjourné en Allemagne, et les Gitans, venus d'Espagne ou d'Afrique du Nord. Chacune de ces ethnies a ses coutumes, ses langues, ses traditions, ses métiers. A l'origine tous nomades, on en distingue aujourd'hui trois catégories, selon leur rapport au voyage : les voyageurs, les semi-sédentaires et les sédentaires. On estime que 3.000 caravanes transitent continuellement sur les six départements de la région PACA, et que 2.800 familles sont depuis plusieurs générations sédentarisées sur l'agglomération marseillaise ou dans d'autres villes du pourtour méditerranéen (Toulon, Nice, Montpellier...).

Des pathologies liées à un habitat insalubre

Dans les Alpes de Haute-Provence, la DDASS a confié à l'AREAT un diagnostic sur la santé des gens du voyage, séjournant ou transitant dans le département. Comme l'explique Denis Klumpp, directeur de l'association gestionnaire notamment de l'aire d'accueil de Digne : "Il n'existe pas de problème de santé typiquement tsigane, mais des pathologies liées à l'habitat insalubre et au mode de vie. Pour les nomades, la priorité de leur existence est de trouver une aire de stationnement. La loi sur le logement de 1990, renforcée par les dispositions de la loi du 5 juillet 2000 concernant essentiellement les gens du voyage, obligent les communes de plus de 5.000 habitants à mettre en place des sites équipés pour leur accueil mais les emplacements sont en nombre insuffisant. La deuxième priorité, c'est travailler pour nourrir leur famille. La scolarisation des enfants et la santé passent bien après. Les nomades se soignent dans l'urgence". L'AREAT a ainsi recensé tous les lieux d'implantation des familles d'origine tsigane du département (17 au total, à Manosque, Sainte-Tulle, Villeneuve, Digne, Malijai...), et pris des contacts afin de repérer les besoins de ces minorités en terme de santé et de prévention. Si l'enquête a révélé des absences de couverture sociale pour certains et un recours parfois tardif aux soins, elle a permis de constater, contrairement à ce qui était présumé, qu'il n'existait pas de problème majeur de santé. En effet, les familles sont connues des services médicaux, qu'il s'agisse de la PMI ou de la médecine privée ou publique, ce qui s'explique certainement par la dimension réduite du département. En revanche, des problèmes de dépendances à l'alcool chez les hommes et de souffrance psychique chez les femmes ont été relevés pour certains, parmi les plus paupérisés.

Dans le cadre de cette action PRAPS, l'AREAT a par ailleurs organisé avec le concours de l'Assistance Publique le 9 septembre 2003 au centre hospitalier de Digne une journée de formation destinée aux professionnels du sanitaire et du social du département. Objectif : permettre de mieux appréhender cette population complexe, par une meilleure connaissance de ses traditions, de ses statuts et du cadre législatif relatif aux gens du voyage.

Contact : AREAT Marseille - Tél. : 04 91 13 25 30

L'AREAT, interface entre les tsiganes et les collectivités depuis 1968

L'AREAT développe aujourd'hui de nombreuses missions :

- ▶ elle gère et anime les aires d'accueil municipales destinées aux gens du voyage, pour le compte de collectivités locales,
- ▶ met en place des interventions et des actions socio-éducatives auprès des familles tsiganes (régularisation des dossiers administratifs, sociaux et professionnels de ses usagers, logement, suivi de scolarité des enfants...),
- ▶ réalise études et recherches pour les collectivités publiques,
- ▶ propose des stages de formation aux jeunes.

Article paru dans *Priorités Santé* n°7 / Mai - Juin - Juillet - Août 2003

Image de soi et insertion professionnelle

Des ateliers sur l'image de soi pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes demandeurs d'emplois, c'est l'initiative originale de la Mutualité Française et de la mission locale.

Dans le cadre de son programme régional, la Mutualité Française PACA a élaboré un programme d'actions de prévention et de promotion de la santé. Décliné dans chaque département, il met en œuvre des actions pour privilégier un environnement favorable à l'épanouissement de l'enfant, de l'adolescent et du jeune adulte.

Dans les Alpes de Haute-Provence, la Mutualité Française a souhaité toucher une cible particulière : les jeunes non scolarisés et demandeurs d'emplois suivis par la mission locale. Une action expérimentale a donc été proposée sur l'antenne de Château-Arnoux, à savoir un travail sur le bien être et l'image de soi lié à une démarche d'insertion socioprofessionnelle par la mise en place d'ateliers collectifs pour un groupe d'une dizaine de jeunes.

Quatre ateliers, répartis en 8 demi-journées sur 3 semaines, ont été proposés, sur les thèmes de la communication, du "look" pour l'emploi, du curriculum vitae et de la simulation d'entretiens professionnels (voir encadré).

Les partenaires ont fait intervenir des acteurs locaux : une esthéticienne de la commune diplômée en esthétique sociale, l'association Familles Système 04 et une conseillère ANPE mise à disposition à la mission locale.

La finalité de ce projet n'était pas de trouver un emploi ou une formation mais d'améliorer l'image de soi afin de se préparer à une démarche d'insertion et d'aborder l'autre plus en confiance. Il s'agissait de permettre aux jeunes d'acquérir des compétences qui relèvent du savoir-être (compétences psychosociales), et de développer des capacités de présentation et d'expression.

Les jeunes ont dans un premier temps adhéré au projet pour son aspect professionnel, intéressés par les ateliers directement liés à la recherche d'emploi.

Mais à l'issue du stage, ils ont fait part de leur engouement pour l'atelier "soins" avec l'esthéticienne sociale, aboutissant à la conclusion que "les soins corporels sont importants pour le bien-être psychique".

Le retour des participants à cette action s'avère très positif. Les jeunes disent avoir retrouvé confiance en eux. Le stage leur a permis de valoriser leur potentiel (qualités et faiblesses), d'optimiser leurs

capacités à se mettre en valeur, de trouver du plaisir à prendre soin d'eux, d'acquérir des compétences techniques pour améliorer leur apparence, de prendre conscience de leurs propres qualités d'écoute pour être plus serein lors d'un prochain entretien professionnel.

La plus value de ce projet, complémentaire au travail d'accompagnement de la mission locale, mérite d'être approfondie. Il permet en effet aux jeunes de se situer positivement dans une société où l'image de soi constitue un levier important d'insertion.

Mais la difficulté consiste à généraliser ce type d'action. C'est pourquoi les partenaires réfléchissent aujourd'hui à un mode d'organisation pour toucher un plus large public.

Contacts :

Martine Alcazar, Mutualité Française 04 - Tél. 04 92 31 67 00,

Marie-Claude Lombard, mission locale 04 - Tél. 04 92 33 21 10

Le contenu des ateliers

Atelier communication : Travail sur les langages verbal, non verbal et corporel, mise en confiance, gestion du stress (qualité de l'écoute, expression verbale et relation à l'autre).

Atelier "look" : Travail autour de l'image, la présentation, l'hygiène (soin de la peau, du cheveu) en s'appuyant sur des concepts du bien-être et du plaisir. Informations théoriques et pratiques concernant les soins esthétiques, la coiffure et le vêtement : conseils simples pour être à la fois "nature" et soigné.

Atelier CV : Conseils et réactualisation des techniques d'organisation d'un document écrit de présentation répondant aux besoins et expériences de chacun.

Atelier entretien professionnel : Mise en application de l'atelier communication en simulation d'entretiens, les jeunes étant tour à tour recruté, recruteur ou observateur pour une acquisition de techniques simples et "rassurantes".

Article paru dans Priorités Santé n°10 / Mai - Juin - Juill. - Août 2004

Centre d'Examens de Santé "Les Jonquilles" : la prise en compte de la souffrance psychique

Le CES "Les Jonquilles", à Gap, s'adresse spécifiquement aux personnes en situation de précarité. Bénéficiaires du RMI, chômeurs et jeunes de 16 à 25 ans s'y voient proposer un bilan de santé somatique gratuit (le financement est assuré par la CPAM), réalisé par une équipe de médecin, infirmière et dentiste. 700 personnes en ont ainsi bénéficié en 2000. La prise en compte de la dimension psychologique des personnes reçues est une autre spécificité de ce centre.



Mireille Leynaud, psychologue clinicienne, reçoit en entretien individuel tous les Rmistes et tous les jeunes. Ce dispositif existe depuis 5 ans et entre actuellement dans le cadre du PRAPS. La souffrance psychique des personnes précaires est très fréquente alors que sa prise en charge médicale ou psychiatrique reste exceptionnelle.

L'entretien permet de prendre en compte les états dépressifs et anxieux, les conduites addictives, les pathologies mentales...

Il s'agit d'amener les personnes concernées à prendre conscience que leur souffrance est entendue, qu'elle peut être soulagée par des soins et qu'il est souhaitable que ces soins précèdent les efforts d'insertion professionnelle. L'évaluation de cette approche psychologique menée pendant cinq ans révèle qu'environ 70% des précaires sont "mal dans leur peau" et que l'incidence des problèmes professionnels et sociaux est lourde.

L'attention qui est portée à leur santé globale, somatique et psychologique, aide à une meilleure prise en compte de leur souffrance et à l'accès aux soins. Ils sont de plus en plus nombreux à réaliser un bilan de santé (financement accordé une fois par an) parce qu'ils se sentent reconnus, mieux soutenus dans leurs démarches et plus responsables d'eux-mêmes.

Contact : CES Les Jonquilles,
Tél. 04 92 51 80 60

Des conseils nutritionnels personnalisés

Les bilans de santé menés aux Jonquilles sur les personnes en situation précaire révèlent parfois des pathologies en rapport avec l'alimentation : obésité, surpoids, anorexie, boulimie, diabète, cholestérol... En suivi des dépistages ou sur demande des consultants, des entretiens nutritionnels avec une diététicienne sont proposés.

L'objectif est d'aider les personnes à entrer dans une démarche personnelle d'adaptation de leur alimentation à leurs besoins, leur pathologie, mais aussi leur budget et leur environnement. Une étude réalisée auprès des jeunes ayant fréquenté les Jonquilles en 1999 a montré qu'un tiers d'entre eux avaient bénéficié de conseils personnalisés.

Il est à signaler qu'une amélioration des paramètres biologiques peut être constatée chez les consultants revus après un ou deux ans.

Article paru dans *Priorités Santé* n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

CoDES 05 : un programme d'éducation pour la santé en milieu carcéral

En 1994, la réforme de l'organisation des soins en milieu pénitentiaire prévoit la mise en œuvre de programmes de prévention en milieu carcéral, compte tenu de la prévalence de certaines pathologies chez les détenus. Dans les Hautes-Alpes, le CoDES a été retenu pour développer des actions d'éducation à la santé à la maison d'arrêt de Gap, en collaboration avec l'Unité de Consultation et Soins Ambulatoires (UCSA).



Une enquête destinée à évaluer les besoins en santé et en prévention est alors réalisée auprès des détenus (une soixantaine au total, incarcérés à différentes périodes). Elle révèle des problèmes d'alcoolisation et de toxicomanie, un état dentaire préoccupant (pour 57% des détenus) ainsi qu'une forte proportion d'hépatites. Par ailleurs, 90% des détenus interrogés déclarent être intéressés par des actions d'éducation pour la santé.

"La maison d'arrêt de Gap est l'une des plus petites de France. La population a en moyenne 33 ans, la durée de séjour y est d'environ six mois. Plus qu'ailleurs, l'éducation pour la santé a ici valeur de levier d'insertion", explique Bernadette Krajévitch, éducatrice de santé au CoDES 05.

"Depuis 1995, le programme d'actions mis en place associe les détenus volontaires, le personnel pénitentiaire et les intervenants sanitaires et sociaux.

Il s'est traduit par l'installation d'un cabinet dentaire et par des ateliers autour de l'hygiène corporelle et bucco-dentaire. Les détenus ont également participé à la création de dépliants d'information sur la prévention du Sida et l'hépatite C. Une formation sur les bonnes pratiques d'hygiène en restauration collective a également été suivie, notamment par les détenus responsables de la confection des repas".

Dernier volet du programme : l'amélioration des connaissances du personnel pénitentiaire à la prévention des maladies contagieuses, en particulier hépatite et sida, confiée au Centre Hospitalier de Gap, sous la responsabilité de l'UCSA.

Article paru dans *Priorités Santé* n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Education pour la santé : éviter la dispersion des actions

Un état des lieux des acteurs intervenant dans le champ de l'éducation pour la santé auprès du public précaire et jeune est en cours dans les Hautes-Alpes. Objectif : la coordination des programmes départementaux.

Initiée par la DDASS 05 et portée par le CoDES, cette action de recensement s'inscrit dans le cadre de l'objectif 4 du PRAPS.

Elle constitue la première étape de la création d'une instance départementale de coordination des programmes. Il s'agit de favoriser la cohérence et la complémentarité des actions menées en éducation pour la santé auprès des jeunes et des populations en situation de précarité sur l'ensemble du département.

Dans quel but ? Afin d'éviter une trop grande dispersion des projets, que peut en outre favoriser la multiplicité des financements et des acteurs. Un comité de pilotage constitué par le CoDES à cette occasion réunit depuis quelques mois la CPAM, la maison d'arrêt de Gap, la Mutualité Française, la MSA, la Direction Jeunesse et Sports, le CDPA, l'association le Cap, la MJC de Briançon, la Mission Jeunes et l'Education Nationale.

Dans un premier temps, le travail a porté sur une définition commune du concept d'éducation pour la santé. Puis, les partenaires ont recensé une centaine d'acteurs : institutions, associations, organismes de protection sociale, collectivités locales... implantés dans chacun des territoires du département. Comme l'explique Patricia Fivian, infirmière et éducatrice de santé au CoDES, *"des entretiens individuels seront organisés avec tous ceux qui nous auront révélé lors d'un premier contact téléphonique une activité significative en éducation pour la santé. Nous nous intéresserons alors aux types de projets menés, aux thèmes abordés, à la qualité des intervenants, à la méthodologie et aux supports utilisés, à la couverture géographique et à l'évaluation. Second volet de ces rendez-vous : permettre aux porteurs de projets de faire remonter leurs besoins"*. Cette opération, qui vient de débuter, doit se poursuivre jusqu'à fin 2002.

Le résultat final à atteindre est d'amener les différents intervenants à travailler en partenariat et à élaborer des programmes départementaux coordonnés et évaluables.

**Contact : CoDES 05,
Gap, Tél. 04 92 53 58 72**

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Quatre réseaux de santé de proximité autour de la santé des jeunes

Créés dans 4 bassins de vie des Hautes-Alpes par les centres sociaux, ces réseaux exercent une veille active pour une réponse rapide aux éventuels problèmes rencontrés par les jeunes.

L'initiative de cette démarche revient aux huit centres sociaux des Hautes-Alpes, qui avaient constaté un manque de relations entre les travailleurs sociaux et les professionnels de santé du département.

"L'objectif de départ a été de favoriser des rencontres avec les animateurs généralistes des centres sociaux au contact des enfants, des jeunes et des familles, qui n'ont pas de compétence particulière en matière de santé, mais qui peuvent constituer des relais efficaces pour repérer les difficultés rencontrées par ces publics, qu'il s'agisse de mal-être ou de tabagisme. Il s'agit, par un travail en réseau, de favoriser la complémentarité et la transversalité des acteurs, afin de prévenir et d'agir le plus efficacement en matière de santé", explique Daniel Jacquemoud, directeur du centre social rural du Haut-Buech. La nécessité d'organiser cette action sur différents bassins de vie est vite apparue, pour répondre à l'isolement géographique des différents acteurs et aux particularités propres à chaque site.

Quatre sites ont été retenus : le Haut-Buech, le Briançonnais/l'Argentière, le Gapençais et le Laragnais. Sur chacun de ces territoires, une dynamique s'est mise en place avec les acteurs locaux impliqués sur les questions de la santé des jeunes : acteurs éducatifs, travailleurs sociaux des structures partenaires, professionnels de santé, assistantes sociales du Conseil Général et de l'Éducation nationale.

"Nous avons efficacement collaboré avec l'ensemble des acteurs, et tout particulièrement les services de santé scolaire et les CPE, notamment dans le collège de Veynes", commente M. Jacquemoud.

Après plus d'un an d'existence, les quatre réseaux de santé de proximité ont à leur actif la mise en place de formations sur le repérage des problématiques santé chez les adolescents et l'organisation d'une journée "santé et citoyenneté" dans le Haut-Buech.

Ils ont permis de renforcer la connaissance mutuelle entre les différents acteurs du dispositif qui regroupe à ce jour une cinquantaine de personnes. De nouvelles actions se profilent pour 2003 : un diagnostic des problématiques propres à chacun des sites, l'information auprès des jeunes et la formation d'adultes-relais au repérage d'indicateurs de mal-être.

**Contact : Centre social rural du Haut-Buech,
Aspres-sur-Buech, Tél/Fax : 04 92 58 69 00**

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Mission locale : rendre les jeunes acteurs de leur santé

Outre ses missions traditionnelles d'aide à l'insertion des 16/25 ans, la Mission Jeunes 05 développe depuis plusieurs années des projets autour de la santé, reposant sur la participation active de son public.

Un agenda, un album de rap, une exposition de photos... la mission locale des Hautes-Alpes multiplie les approches pour mobiliser les 16/25 ans autour de la santé et de la prévention des conduites à risques.

Pour Françoise Dusserre, responsable du secteur action sociale de la structure, *"notre souci est de les associer à la conception des outils, de les amener à découvrir leurs compétences personnelles puis de valoriser leurs productions"*.

Durant l'année 2002, une soixantaine de jeunes a ainsi participé à la production d'un CD intitulé "Le rap, la santé et les jeunes" : neuf chansons composées à l'occasion d'ateliers d'écriture ont fait l'objet d'un enregistrement et d'une édition à 1.000 exemplaires, à la grande fierté des participants.



Un album de Rap sur la santé

"Certains textes sur le tabac ("Amertume, ta mère fume"), la drogue ou le sida se sont révélés excellents. Un jeune réfugié Kosovar a parlé de son mal-être de façon très touchante...", ajoute M^{me} Dusserre.

En 2003, le projet santé a consisté en la réalisation d'un agenda, destiné aux publics en difficultés du département.

La nécessité de cet outil s'est fait ressentir car très peu de jeunes suivis par la mission locale possédaient un agenda pour noter les rendez-vous fixés dans le cadre de leur accompagnement social et professionnel*.

Un concours offrant une prime aux créateurs des meilleurs messages de prévention a été organisé. L'agenda 2003 s'est transformé en un guide

complet des acteurs du sanitaire et du social, comprenant de nombreux contacts utiles, et dont les 1.000 exemplaires ont été très rapidement épuisés.

D'année en année, les jeunes émettent le désir de continuer à travailler sur ce type d'actions (financées par le PRS et la MILDT) qui favorise l'expression de leur créativité et les amène à prendre conscience de comportements peu favorables à la santé.

Actuellement, ils finalisent la réalisation d'une exposition de photos sur le thème des risques liés à la consommation de psychotropes, intitulée "La santé, un autre regard", en partenariat avec Aides, le Cap et le CDPA.

* notamment RMI et TRACE (Trajectoire d'accès à l'emploi).

Contact :

**Mission Jeunes 05,
Gap, Tél. 04 92 53 92 38**



Les messages de prévention conçus par les jeunes

Article paru dans Priorités Santé n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

Rompre l'isolement des aînés du Queyras

L'association culturelle, sociale et sportive du Queyras multiplie les initiatives en faveur de l'accès aux soins de la population rurale âgée, particulièrement isolée géographiquement. La participation des aînés y est très encourageante.

Dans les vallées du Queyras, sur un total de 2.416 habitants, près du quart ont plus de 60 ans. Cette population se caractérise par un recours aux soins très insuffisant, en raison des difficiles conditions d'accès et de l'isolement des communes durant l'hiver. *"Imaginez que dans de nombreux villages il n'y a aucune épicerie ni boulangerie ouverte ces mois-là"*, indique Martine Croce, chargée de mission.

Depuis le mois de juin 2003, en partenariat avec la CPAM 05 et dans le cadre du PRAPS, elle a donc mis en place avec beaucoup de dynamisme une série d'initiatives pour améliorer l'accès aux soins de cette population rurale.

Chaque année, la visite d'un opticien est organisée dans les huit communes concernées (Abriès, Arvieux, Ceillac, Château-Ville-Vieille, Aiguilles, Molines, Ristolas et Saint-Véran, la plus haute commune d'Europe). Celui-ci se rend parfois jusqu'au domicile des patients les plus infirmes. Gratuitement, il vérifie et répare les montures, ou remplace les verres devenus inadaptés. Une pédicure, dont les seniors font un usage fréquent, se déplace quant à elle tous les mois.

Ramassage en bus pour les campagnes de santé publique

Quand les soins ne peuvent accéder aux villages les plus reculés, ce sont les aînés qui viennent aux soins. Grâce à un dispositif de ramassage en minibus, le taux de participation des seniors du Queyras aux campagnes de dépistage du cancer du sein et de vaccination anti-grippale se révèle exceptionnel !



Pour Martine Croce, qui sillonne inlassablement son département : *"Il faut avouer que partir tous ensemble à Briançon ou à Aiguilles, cela fait un peu fête, même s'il s'agit d'aller passer une mammographie ou se faire vacciner ! Tout est organisé : on arrive même à convaincre ceux qui ne vont jamais chez le médecin"*.

L'association s'appuie sur des référents dans chacun des villages pour l'affichage des événements, et bénéficie du soutien de nombreux partenaires (ADMR, Assurance Maladie, communes, Ligue contre le Cancer, hôpital d'Aiguilles...).

Des conférences animées par un gériatologue sont régulièrement organisées dans les salles communales. Après avoir abordé le thème des troubles de la mémoire, les prochaines traiteront des troubles de la marche, des problèmes cardio-vasculaires, du sport et de la sexualité chez les personnes âgées.

Des actions de promotion de l'équilibre alimentaire doivent bientôt voir le jour, adaptées aux conditions de vie de la population qui n'a pas accès l'hiver à une grande variété de produits et *"déprime parfois vis-à-vis de la nourriture"*. L'association est en pourparlers avec des épiciers locaux pour que se mettent en place des tournées hebdomadaires dans les villages les plus reculés.

Une personne supplémentaire à mi-temps vient d'être embauchée pour la conduite de toutes ces activités. Et les projets ne manquent pas pour 2004, comme la création d'un dispositif de téléalarme pour relier les plus isolés aux secours ou la mise en place de permanences de dermatologie, de gynécologie et d'ophtalmologie à l'hôpital d'Aiguilles. L'association, qui compte 14 salariés, gère par ailleurs une crèche, des centres de vacances pour les adolescents et organise de nombreux événements culturels pour la population du Queyras.

**Contact : Martine Croce, ACSSQ,
Bât. La Chalp, 05470 Aiguilles,
Tél/Fax : 04 92 46 82 55.**

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003



L'art au service de la réinsertion

A Gap, l'association "Marionnettes des Alpes" propose de resocialiser un public en grande difficulté à travers des ateliers de création artistique.

Le stage dure six mois, à raison de deux jours par semaine. Un groupe de dix personnes s'est porté volontaire pour y participer, sur proposition des services sociaux. Il s'agit d'un public en grande difficulté sociale, marginal ou confronté depuis longtemps à la précarité de l'emploi et à la solitude.

Une démarche de groupe

Ici, au contact des autres stagiaires et de l'équipe, des relations vont se former peu à peu. Chacun participe au projet collectif fondé sur la création artistique. Et l'enjeu est de taille, puisque des représentations théâtrales constituent dans quelques mois le point d'orgue de cette action.

Comme l'expliquent les formateurs de l'association "Marionnettes des Alpes", Gilles Fleury et Carole Plas : *"Le concept de cet atelier est de resocialiser et de réinsérer les personnes en souffrance psychique, à travers différentes techniques de création artistique. L'art peut permettre de valoriser la personne et de créer du lien social. A partir du scénario de conte que nous leur proposons, les stagiaires vont devoir se l'approprier et concevoir des personnages. Puis ils vont sculpter des masques, mettre en scène l'histoire et concevoir une représentation".*



Aujourd'hui, au terme des six mois d'atelier, les masques sont terminés. Les stagiaires ont conçu un spectacle de 40 minutes intitulé "La forêt en chantier", avec de grands arbres mobiles pour personnages. Ils ont mis en scène la révolte d'une forêt symbolique, avec parade et représentation théâtrale.

La tournée des carnivals

Grâce aux formateurs qui ont assuré la promotion et la diffusion du spectacle, ils ont participé à diverses manifestations : mardi gras de Gap, festival de Bollène, carnaval d'Aix-en-Provence, représentations dans les stations d'hiver de Vars et Risoul...

Cela fait cinq ans que "Marionnettes des Alpes" met en place des actions de resocialisation et de remobilisation par la création artistique destinées à des publics en grandes difficultés. Centre de formation agréé par le Ministère du Travail, l'association intègre de plus en plus souvent la santé dans ces actions.

Innovante de par sa durée et sa fréquence (2 jours par semaine pendant 6 mois, contre 4 jours par semaine pendant 4 mois pour les autres actions), cette initiative a été intégrée au PRAPS en 2003, financée par l'URCAM, la DRASS, la Région, le PDI, la LCE et la mairie de Gap.

Les résultats semblent bénéfiques pour les stagiaires. La plupart d'entre eux recommencent en effet à envisager peu à peu la vie autrement et retrouvent le courage d'entreprendre une démarche, qu'elle soit sociale ou de prise en charge médicale, en fonction de leurs problématiques personnelles.

La parenthèse artistique leur a permis de remobiliser leur énergie et de retrouver leur dignité.

**Contact : Marionnettes des Alpes,
Gap - Tél. / Fax : 04 92 53 66 11**

Article paru dans Priorités Santé n°9 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2004

Accompagner les victimes de violences conjugales

“Accueil Femmes Solidarité”, à Nice, est la seule association de protection et d'aide aux femmes victimes de violences conjugales des Alpes-Maritimes. L'an dernier, 1800 appels téléphoniques y ont été enregistrés, et près de 800 femmes en détresse y ont trouvé accueil, écoute et accompagnement.

“Les femmes, seules ou avec leurs enfants, que nous recevons bénéficient dans un premier temps d'un soutien psychologique. Elles sont généralement désemparées, démunies. Nous organisons ensuite leur suivi social, juridique et administratif, les soutenons dans leurs procédures légales de divorce, les aidons à rechercher un emploi et un logement”, explique Monique Gnagneri, coordinatrice de l'association. L'équipe, composée de 5 personnes, s'appuie sur un réseau de 15 bénévoles. S'efforçant de développer le suivi médical des femmes victimes de violence, l'association a noué de nombreux partenariats avec les hôpitaux, les dispensaires, la PMI, le CMP ainsi que les associations relais. Une action soutenue dans le cadre du PRAPS.

Article paru dans *Priorités Santé* n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Prévenir l'alcoolisation des SDF

Le CCAA 06 a mis en place des consultations médicales pour les publics en situation d'errance, afin d'améliorer leur recours aux soins et de prévenir l'alcoolisation excessive.

Pour les sans domicile fixe, la santé est loin de représenter une préoccupation majeure. Le recours aux soins se fait tardivement et dans l'urgence, lorsque la souffrance physique devient insupportable. Cette population se caractérise en outre par des pathologies chroniques pour 56 % et une consommation excessive d'alcool *“qui permet de surmonter la honte de faire la manche”*.

Face à ces constats, le Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie (CCAA) des Alpes-Maritimes a mis en place une consultation médicale hebdomadaire à l'accueil de nuit du Vieux Nice. Son objectif est de prévenir les dérives alcooliques responsables du passage de l'état de routard à celui de clochard, en identifiant les facteurs de vulnérabilité de chaque SDF.

Car contrairement aux idées reçues, une étude du CCAA révèle que la dépendance à l'alcool n'est retrouvée, durant les premiers mois de l'errance, que chez 16 % des consultants. D'où l'intérêt d'agir le plus précocement. Jean-Marc Dubert, médecin, et Marie-Ange Schimicci, infirmière, ont ainsi effectué en quatre mois 85 consultations, 46 % des personnes étant SDF depuis moins de 3 mois. Ils évaluent la consommation d'alcool et de produits psychotropes des consultants, proposent un relais médicalisé vers les généralistes du quartier ou les points de consultation gratuite, ou orientent vers le CCAA pour un suivi personnalisé. La consultation médicale s'inscrit par ailleurs dans une démarche d'éducation du patient : en effet, les SDF sont sensibilisés à la façon d'élaborer une demande effective de soin, en dehors de tout contexte d'urgence, afin d'améliorer la continuité des soins.

**Contact : Comité Départemental de Prévention de l'Alcoolisme
Centre de Cure Ambulatoire en Alcoologie 06
Nice - Tél. 04 93 62 62 10**

Article paru dans *Priorités Santé* n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Bassin cannois :

un Espace Santé pour les jeunes démunis

Outre ses missions traditionnelles d'accueil, d'écoute et d'orientation, l'Espace Santé Jeunes développera cette année des modules de prévention du suicide et d'amélioration de l'image de soi destinés aux jeunes en difficultés.

L'Espace Santé Jeunes du bassin cannois a ouvert ses portes en 1998, à l'initiative de la Fondation de France, et s'est installé dans un quartier populaire de Cannes, rue de Mimont. Composée de six salariés et d'une équipe de vacataires, l'association accueille, écoute et oriente les 12-25 ans en difficulté que lui envoie son réseau de partenaires (Mission locale, Foyer des jeunes, centres de formation...) soit près de 800 personnes par an.

“Il s'agit de jeunes en rupture familiale, souvent en errance ou sans résidence stable, toxicomanes ou mineurs de la PJJ. Nous accueillons de plus en plus de jeunes marginaux de passage issus des départements du Nord et de l'Est de la France. Un public qui se caractérise par une grande précarité, une négligence importante vis-à-vis de sa santé et un illettrisme préoccupant pour une insertion professionnelle”, explique le D^r Claudine Olcina, Présidente de l'ESJ.

Réalisant dans l'urgence qu'ils ne sont pas en règle du point de vue de la Sécurité Sociale, ils sont nombreux à se rendre dans les locaux de l'association dans l'espoir d'y trouver une solution immédiate.

Outre un accompagnement vers l'accès aux droits sociaux et en attendant l'obtention de leurs droits, l'Espace Santé Jeunes leur propose des consultations médicales et psychologiques gratuites. Les bilans de santé révèlent un fort pourcentage de pathologies dentaires, de problèmes gynécologiques (MST, grossesses), de risques liés au tabac et autres toxiques, de problèmes hématologiques et biologiques. Pour répondre à une demande de plus en plus fréquente d'écoute et de soutien, une psychologue propose des entretiens et oriente les cas les plus difficiles vers les services de psychiatrie avec qui un partenariat a été instauré.

L'Espace Santé Jeunes mène par ailleurs de nombreuses actions d'éducation pour la santé : interventions dans les collèges et les lycées autour de la violence, de la sexualité, de l'hygiène alimentaire et corporelle, des conduites à risques... et ne manque pas de projets pour l'année 2002.

Le premier, c'est la constitution d'un réseau de prévention des récidives de tentatives de suicide sur le bassin cannois, à l'instar de la cellule de coordination mise en place à Nice par la Fondation Lenal. L'Espace Santé sera le lieu neutre où pourront être accueillis les jeunes suicidants. Dans l'année qui suit leur tentative un bilan sera fait à 3 mois, 6 mois et un an. Ce projet, en partenariat avec le service de psychiatrie du centre hospitalier de Cannes, devra mobiliser les généralistes.

L'autre projet de l'association, c'est la mise en place d'ateliers de “redynamisation” et d'amélioration de l'image de soi. Comme le révèle le D^r Olcina, *“ces jeunes en situation d'échec depuis l'enfance sont porteurs d'une image de soi dégradée et d'un manque de confiance en eux. Leur mode de langage souvent rudimentaire peut entraîner des difficultés à établir une relation adéquate avec le monde qui les entoure et particulièrement lors d'entretiens avec un employeur éventuel”*. Les participants à ces ateliers travailleront ainsi à améliorer leur expression orale et leurs attitudes.

**Contact : Espace Santé Jeunes du bassin cannois,
Tél. 04 93 38 06 80**

Article paru dans *Priorités Santé* n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Médecins du Monde : un centre de premier accueil médicalisé à Nice

Les bénévoles de Médecins du Monde gèrent le seul centre médicalisé de première urgence de Nice, destiné aux plus démunis, dont une part croissante de réfugiés des pays de l'Est.

Au cœur du centre-ville de Nice, rue Rossini, Médecins du Monde a mis en place, pour les personnes exclues des systèmes de prise en charge sanitaire, un centre d'accueil, de soins et d'orientation qui fonctionne grâce à l'investissement de cent bénévoles.

Soutenu financièrement par la DDASS et la DRASS dans le cadre du PRAPS, ce centre, ouvert tous les jours, propose deux types d'activités : des consultations (médicales, dentaires ou sociales) et des sorties de rue pour aller à la rencontre des personnes en grande précarité.

En un an, la mission a enregistré une augmentation de 35% de son activité médicale, pour atteindre 5.000 consultations par an, auprès de 1.930 patients. Sans oublier le passage d'un millier de personnes venues pour une écoute ponctuelle.

Organisme instructeur de la CMU et de l'AME*, le centre oriente les personnes accueillies vers les structures sanitaires et sociales de droit commun, soutient les personnes en grande difficulté et accompagne ceux qui bénéficient d'une couverture sociale vers les structures de soins.

91% des patients accueillis n'a pas de travail et rencontre des problèmes de logement. Et près de 70% d'entre eux a moins de 35 ans...

En ce qui concerne la prise en charge de la souffrance psychique, le volume des consultations de psychiatrie et de psychologie a doublé cette année.

Comme l'explique le Dr Philippe Dupin, "globalement, nous avons reçu cette année 87% d'étrangers ; la grande majorité est constituée de primo-arrivants et environ 50% d'entre eux sont demandeurs d'asile. Les patients sont le plus souvent originaires du Maghreb et de l'Europe de l'Est, réfugiés tchétchènes, ukrainiens ou moldaves. Avec ces derniers, souvent des jeunes couples, nous sommes confrontés à des problèmes de barrière linguistique assez importants, et leurs conditions de vie sont d'une grande précarité.

Certains d'entre eux avaient d'excellentes situations dans un pays qu'ils ont dû fuir et ils se retrouvent ici très démunis, sans réelle possibilité d'insertion professionnelle."

Pour les femmes tchétchènes, Médecins du Monde a mis en place un groupe de paroles, afin d'aborder avec elles les thèmes qui les préoccupent autour de l'intégration et de la vie en France. "Avec l'objectif de débiter une prise en charge du psychotraumatisme lié à leur parcours".

Plus généralement, la prise en charge psychiatrique des personnes à la rue a pu voir le jour en dehors des locaux du centre. Médecins du Monde a en effet mis en place, avec le CCAS et le Secours Catholique, une consultation de psychiatrie à l'accueil de nuit. Cette action médicale de proximité auprès des plus marginaux existe depuis 1996 mais désormais, des psychologues interviennent lors des tournées de rue qui tous les soirs permettent de prodiguer les premiers soins aux plus précaires.

A noter que Médecins du Monde fait en outre partie d'Inter Secours Nice, plate-forme qui regroupe les diverses associations caritatives de la ville.

* AME : Aide Médicale de l'État

Contacts :

**Mission France Nice, 34 rue Rossini, 06000 Nice
Tél. 04 93 16 59 60**

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Alfamif : l'insertion par le logement et la santé

L'association pour le logement, la formation et l'aide médicale aux isolés et aux familles (ALFAMIF), à Vallauris, constitue depuis dix ans un "espace de transition" pour les personnes en grande difficulté.

Sa résidence sociale "La maison de Jouan", dispose de 39 logements. Elle y accueille un public adressé par les services sociaux du département, fragilisé par de longues périodes de chômage, des ruptures, présentant de surcroît des problèmes de santé mal gérés, par négligence ou par manque de budget. L'équipe de l'association, composée de onze personnes, propose aide alimentaire de première urgence, accompagnement social, consultations psychiatriques, bilans de santé avec la CPAM...

Comme l'indique Jean-Pierre Buffa, délégué général : *"au-delà du logement, la problématique santé est devenue notre priorité, car il fallait répondre aux besoins des personnes accueillies. Nous avons mis en place des espaces de paroles et d'écoute psychologique, pour les personnes en difficultés avec l'alcool ; mais aussi des ateliers santé, autour de la nutrition, de la contraception, des conduites à risques... et même un atelier de relooking, qui permet de prendre conscience de l'importance de l'aspect physique dans la recherche d'un logement ou d'un emploi. Le médecin a pu en mesurer l'impact bénéfique, en termes de bien-être et de confiance en soi".*

Alfamif s'implique aussi fortement auprès du public des quatre foyers Sonacotra de l'Ouest du département : près de 1.000 travailleurs immigrés, répartis entre Grasse, Cannes la Bocca, Le Cannet ou Mandelieu. Agés, ils cumulent des problèmes de santé liés au vieillissement, à la précarité, à la solitude et à une vie de labeur, qui requièrent un accompagnement spécifique. L'objet des travailleurs sociaux d'Alfamif consiste alors à les aider à reconstruire un projet de vie qui leur donne une motivation à se soigner.

**Contact : Alfamif,
Vallauris, Tél. 04 93 63 18 57**

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

SOS Amitié : pour maintenir le lien avec la vie

En proposant une écoute téléphonique 24h/24h tous les jours de l'année, SOS Amitié contribue à réduire la souffrance psychique des personnes en détresse et à prévenir le suicide.

La première cause d'appel au 04 93 26 26 26 est la solitude. Elle amène à des états dépressifs, à des difficultés relationnelles ou à des problèmes humains plus ou moins graves, mais touche tous les adultes qui sollicitent SOS Amitiés Nice-Côte d'Azur.

Cela fait quarante-deux ans que l'association existe dans les Alpes-Maritimes, et son succès ne s'est, malheureusement, jamais démenti.

Pour répondre à plus de 27.000 appels par an, un chiffre en progression constante, une cinquantaine de bénévoles se relaie jour et nuit dans les locaux de l'association.

Comme l'explique la directrice qui a souhaité conserver son anonymat, car elle est aussi "écoutante" dans l'association, *"nous proposons un espace de parole et une écoute attentive ; il s'agit d'un service d'urgence, les personnes qui nous appellent sont en état de crise, très angoissées, parfois sur le point de mettre fin à leur jour. Grâce à l'écoute proposée par les bénévoles, ils ont le sentiment d'exister et d'être entendus. Notre objectif est de desserrer leur angoisse, de clarifier leurs problèmes et de les aider à engager une réflexion. Le tout dans l'anonymat le plus total".*

Les appels proviennent d'hommes et de femmes en très grande détresse, seuls, malades ou infirmes, de tous milieux sociaux et de tous âges, la moyenne se situant aux alentours de 55 ans. La plupart d'entre eux fait l'objet de traitements psychiatriques.

Les appels d'adolescents sont très rares, les jeunes ayant à leur disposition des services téléphoniques spécifiques.

Appeler SOS Amitié permet de bénéficier d'un soutien psychologique immédiat, et sans suivi. Quelle que soit l'heure du jour ou de la nuit ! Bien qu'une concentration des appels soit enregistrée entre 7 heures du soir et 3 heures du matin.

Pour devenir écoutant à SOS Amitié et être confronté à autant de détresse, mieux vaut être armé psychologiquement. En plus d'une sélection pointue et d'une formation de quatre mois à l'écoute et à l'éthique, les bénévoles bénéficient de séances de parole organisées régulièrement pour leur permettre, à leur tour, de "vider leur sac".

**Contact : SOS Amitié Nice-Côte d'Azur,
Nice, Tél. 04 93 26 26 26**

Article paru dans Priorités Santé n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

“Chrétiens Antibes Solidarité” : le combat contre la grande précarité

L'équipe santé de l'association d'Antibes propose aux personnes en grande difficulté un accompagnement médico-social, dans les locaux de son accueil de jour ou à l'occasion de son travail de rue.

Depuis 1988, Chrétiens Antibes Solidarité met à la disposition des personnes en situation de grande précarité de nombreux services adaptés. Pas moins de sept, dont le fonctionnement repose sur 30 salariés et sur l'investissement de nombreux bénévoles. Outre l'équipe santé, qui mène des actions dans le cadre du PRAPS, du PRS hépatite C et du programme “échanges de seringues”, l'association gère un accueil de jour, un service d'hébergement temporaire de 19 places, un centre d'adaptation à la vie active de type chantiers d'insertion, un service d'insertion pour les 18/25 ans en rupture, une association intermédiaire en partenariat avec l'ANPE et une banque alimentaire.

Dans le cadre du PRAPS, une mission d'accompagnement médico-social est désormais développée par l'équipe santé, qui se compose d'une infirmière, de deux médiatrices de santé et d'un psychologue.

Comme l'explique Christophe Aurouet, responsable du service *“nous nous adressons à un public d'adultes en grande précarité sociale, souvent SDF, qui a renoncé à toute démarche de santé. Le public accueilli (180 personnes depuis le début de l'année), présente plusieurs types de parcours : certains se sont inscrits au RMI à 25 ans et n'en sont jamais sortis ; d'autres ont eu dans le passé une activité professionnelle réussie et ont vu leur vie basculer après un divorce, une rupture ; d'autres enfin, souvent jeunes, cumulent inexpérience professionnelle et dépendances...”* Les pathologies rencontrées sont celles liées à la grande précarité : alcoolisme, toxicomanie, problèmes de santé mentale ou relevant de la dermatologie, de la cardiologie, de la pneumologie...

L'objectif de l'équipe est de répondre aux besoins immédiats en terme de santé, ce qui se traduit le plus souvent par un accompagnement d'urgence vers des structures de soins, dispensaire de la Croix Rouge ou urgences de l'hôpital. Il peut s'agir également d'un accompagnement physique de la personne déstructurée pour faciliter sa relation avec les travailleurs sociaux ou les professionnels de santé ; puis de donner accès aux médicaments, de s'assurer du suivi du traitement, de son renouvellement...

La deuxième priorité consiste à favoriser l'accès aux droits et à régulariser les situations administratives.

Tous les matins, l'équipe santé se consacre au fonctionnement de l'accueil de jour, où les SDF peuvent bénéficier de petits déjeuners, de douches, de rendez-vous avec l'assistante sociale etc.

L'autre partie de son temps est affectée au travail de rue, à la rencontre des personnes en difficultés sur Antibes, Vallauris et Cagnes sur mer.

Le décès de plusieurs personnes par manque de soins - trois l'année dernière - a incité Chrétiens Antibes Solidarité à envoyer sur le terrain une équipe pluridisciplinaire renforcée, composée de l'accompagnateur médico-social, d'une infirmière et d'un médiateur de santé ; et à travailler plus que jamais sur la relation de confiance qui s'instaure entre le SDF et les membres de l'association, devenus avec le temps des référents incontournables.

**Contact : Chrétiens Antibes Solidarité
Antibes, Tél. : 04 93 34 76 66**

Article paru dans Priorités Santé n°7 / Mai - Juin - Juillet - Août 2003

CCAS de la ville de Nice : une antenne de premier accueil médicalisé pour le public en situation de précarité.

Trois antennes de premier accueil médicalisé coexistent à Nice, gérées par la Croix Rouge, Médecins du Monde et le Centre Communal d'Action Sociale de la ville. Cette dernière assure depuis 1989 l'accueil, l'écoute, les soins élémentaires et la médiation entre les plus démunis et les services chargés de l'aide sociale, de la sécurité sociale, de la lutte contre les exclusions, ainsi que les établissements et services de soins. Elle s'adresse à un public sans droits, en attente de CMU ou sans papiers, demandeurs d'asile ou errants.... majoritairement âgé de 25 à 45 ans.

Francis Bonucci est responsable de l'accueil qui s'effectue tous les matins. Il vérifie l'ouverture des droits en liaison avec la CPAM et oriente vers les nombreuses prestations proposées : consultations médicales, soins infirmiers, délivrance de médicaments... Les personnes nécessitant des soins spécifiques sont quant à elles orientées vers différents établissements spécialisés. Composée d'un médecin et de deux infirmières, l'équipe médicale a accueilli en 2002 plus de 600 personnes.

Une pharmacie unique en France

Pour le public relevant de cette antenne, le CCAS délivre des médicaments gratuitement grâce à sa pharmacie à usage intérieur.

Spécificité de la structure : il s'agit de l'unique pharmacie de France implantée au sein d'une administration, qui existe à Nice depuis le Moyen-Âge (1422). De plus, chaque année, environ 1.000 ordonnances supplémentaires y sont délivrées, à des personnes en difficulté et sans couverture sociale envoyées par les partenaires. En 2001, le CCAS a implanté un centre de santé dans les mêmes locaux que son antenne. Les consultations médicales et les actes infirmiers s'adressent ici aux personnes ayant une couverture sociale : le fonctionnement est similaire à celui d'un cabinet médical traditionnel, mais présente l'intérêt de pratiquer le tiers payant, et la fréquentation augmente régulièrement.

Contact : Tél. 04 93 13 51 00

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Salon-de-Provence : Un Bus Jeunes Relais



Entièrement rénové par un groupe d'adolescents, personnalisé et décoré de couleurs vives, le Bus Jeunes Relais sillonne les quartiers et les villages du pays de Salon-de-Provence à la rencontre des 13/26 ans en voie de marginalisation. Outil de prévention, d'information et d'orientation, il s'adresse également aux familles et aux acteurs locaux.

À son bord, de nombreux supports multimédia utilisés pour l'animation et l'information des jeunes. Des sujets comme l'accès à la santé, la prévention des conduites à risques, la contraception ou la lutte contre le Sida y sont régulièrement abordés.

Selon Séverine Blein, coordonnatrice du projet, *"l'objectif est de lutter contre l'isolement géographique et psychologique de ces jeunes et de renouer un lien social. Ce bus symbolise un lieu d'expression neutre, où ils peuvent dialoguer avec d'autres jeunes et des intervenants professionnels. Ils s'y sentent écoutés, valorisés et informés, notamment sur les dispositifs d'accès aux soins."*

L'an dernier, le Bus Jeunes Relais, dont la venue crée l'événement, a effectué 45 sorties, accueillant près de 2200 personnes, dont 80% de jeunes.

Cette initiative originale est pilotée par la mission locale du Pays Salonais, en partenariat avec l'Espace Santé Jeunes, Transport Mobilité Solidarité, la Mutualité Française 13 et avec le soutien de nombreux institutionnels.

**Contacts : Mission Locale du Pays Salonais,
Salon-de-Provence - Tél. : 04 90 56 64 84**

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

CoDES 13 : Promotion de la santé auprès des jeunes en formation professionnelle

Pour la 3^{ème} année consécutive, le CoDES 13 mène une action de promotion de la santé auprès des 16/25 ans en stage de réinsertion professionnelle. 240 jeunes, originaires de 18 organismes de formation de Marseille, Martigues et La Ciotat en ont déjà bénéficié. À raison de six sessions régulières, les éducateurs de santé du CoDES interviennent sur les thèmes de la santé, des rythmes biologiques, de l'équilibre alimentaire, de l'hygiène corporelle, de la sexualité et de la prévention du Sida.

Comme l'explique la directrice de la structure : *"Les interventions ont pour objectifs de donner la parole aux jeunes et de les accompagner vers l'adoption de comportements responsables en matière de santé. Le fait de leur permettre de s'exprimer librement et d'être écoutés sur des thèmes qui touchent à leurs propres représentations et aux difficultés qu'ils rencontrent, les valorise et augmente leur confiance en eux. Notre second objectif est d'inciter les formateurs des organismes dans lesquels nous intervenons à devenir des relais de prévention auprès des jeunes, au-delà de notre collaboration"*.

Les séances, caractérisées par une forte participation des jeunes, mettent parfois en lumière les résistances de ces derniers au changement en matière de santé, liées notamment à leur précarité, à une méconnaissance de l'accès aux soins, aux habitudes ancrées de prises de risques, à leurs représentations familiales...

Preuve de l'intérêt suscité : dans la plupart des organismes, les jeunes ont souhaité mettre en place des animations en rapport avec les sujets abordés, ce qui a donné lieu à de nombreux spectacles et autres forums santé.

Contact : CoDES 13, Marseille Tél. : 04 96 11 16 63

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Des permanences santé pour les femmes du CHRS Jane Pannier

25 places disponibles, à deux pas de l'église des Réformés, à Marseille. Les femmes en situation d'exclusion de la ville connaissent bien cet endroit, le CHRS Jane Pannier, un lieu d'accueil qui leur offre la possibilité de souffler un peu, une parenthèse de deux mois tout au plus dans leur vie malmenée.

Olivier Landes dirige ce centre d'hébergement depuis 15 ans : *"Nous recevons en urgence, c'est-à-dire immédiatement et sans a priori, des femmes seules se trouvant généralement dans deux types de situation : certaines traversent une situation de crise ponctuelle, liée à une violence conjugale, à une mise à la porte des parents... d'autres connaissent une grande chronicité d'exclusion : sortantes d'hôpitaux psychiatriques, toxicomanes, personnes en situation d'errance"*.

Des permanences médico-psychologiques leur sont proposées. Une infirmière, présente tous les soirs, joue un rôle de médiateur et gère les traitements médicamenteux parfois complexes. Une psychologue, disponible tous les jours, apaise les angoisses et organise des ateliers sur la santé, la sexualité... *"Des moments parfois très douloureux, lorsqu'ils font notamment ressurgir des problèmes d'inceste ; ces ateliers mènent alors à un travail psychologique en profondeur"*. L'ouverture des droits à la CMU et l'orientation vers un médecin de ville partenaire complètent le dispositif.

Contact : CHRS Jane Pannier, Marseille - Tél. : 04 91 62 28 83

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Un nouvel espace santé jeunes au centre-ville de Marseille

Un espace d'information, de prévention et de prise en charge pour les jeunes de 12 à 25 ans en souffrance a ouvert ses portes il y a six mois, 67 rue de la Palud à Marseille.

Imaje Santé se compose de médecins, de psychologues et de travailleurs sociaux, qui accueillent les adolescents au centre-ville de façon anonyme et gratuite chaque après-midi de la semaine de 13h à 19h.

Comme l'explique Muriel Micheletti, directrice de la structure, *"Imaje Santé est né de la volonté commune des professionnels du sanitaire, du social et de l'éducation. Il s'agissait de créer au coeur de Marseille un lieu ouvert pour tous les jeunes en difficulté, où l'adolescent puisse obtenir écoute et accompagnement quant à sa santé. Nous nous sommes appuyés sur l'expérience acquise à Salon-de-Provence par l'Espace Santé Jeunes. Les jeunes que nous accueillons peuvent bénéficier d'une consultation médicale et d'un entretien psychologique. De nombreuses conventions ont été signées avec notre réseau de partenaires pour permettre au plus grand nombre d'accéder aux soins. Nous recevons également les parents et sommes un lieu d'échanges pour tous les professionnels confrontés à des problèmes avec les jeunes dont ils ont la charge"*.



Outre trois permanents, l'association s'appuie sur une équipe mise à disposition par ses partenaires, PJJ et AMPT, sur la collaboration du Planning Familial, de la CPAM de la DGAISS, et fonctionne en réseau avec l'ensemble des structures locales au contact des jeunes.

Espace d'accueil et d'écoute de la souffrance psychique, l'association participe au réseau de prévention des tentatives de suicide et de leurs récurrences. À cette occasion, elle collabore avec les centres hospitaliers et plus spécifiquement avec les urgences pédiatriques de la Timone, en association avec les praticiens du secteur public ou privé. Par ailleurs, Imaje Santé a mené cet été une opération de prévention sur la base nautique de Corbières et prépare une rentrée qui s'annonce d'ores et déjà chargée. Le 24 octobre, pour la journée nationale des BIJ qui a pour thème cette année la santé des jeunes, l'association organise autour de la nutrition une exposition et un film-débat.

À noter que les actions d'Imaje Santé s'inscrivent également dans le cadre du programme régional "Santé des enfants et des jeunes".

Contact : Muriel Micheletti, directrice, Imaje Santé, Marseille - Tél. 04 91 13 71 87

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Hôpital Nord : une expérience inédite pour désengorger les urgences

La création d'une consultation de médecine générale à proximité des Urgences de l'Hôpital Nord permet une prise en charge mieux adaptée des patients des quartiers nord de Marseille.

Pour faire face à une fréquentation des urgences de l'Hôpital Nord qui augmentait d'année en année de 4%, l'Assistance Publique-Hôpitaux de Marseille a mis en place en janvier 2000 une consultation de médecine générale, à 50 mètres seulement de l'entrée des urgences. L'AP-HM estimait à l'époque que 30% des patients se présentant aux urgences relevaient en fait d'une prise en charge ambulatoire. Une équipe de vingt-deux personnes fait fonctionner ce nouveau service sept jours sur sept, coordonnée par le Dr Christiane Giraud et sous la direction du Dr Vincent Lafay, responsable des urgences.

Dix-sept médecins libéraux de ville, exerçant habituellement dans la zone d'attraction de l'hôpital Nord, y effectuent des gardes et prennent en charge 10 personnes par jour. Tandis que deux assistantes sociales ont pour mission de vérifier les droits des patients et d'assurer une liaison avec les dispositifs sociaux extérieurs. 60% des patients accueillis à la consultation sont issus des 13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème} et 16^{ème} arrondissements de Marseille et la plupart ont un faible niveau de revenus.

Des patients qui consultent le plus souvent pour une petite traumatologie et des problèmes ORL et dermatologiques. Interrogés, ils disent apprécier la disponibilité et la gratuité de la consultation.

À sa création, la consultation de médecine générale recevait essentiellement les personnes réorientées par les urgences. Aujourd'hui, sa fréquentation est en progression constante. Il faut dire que les généralistes marseillais sont de plus en plus nombreux à y adresser leurs patients habituels en cas d'indisponibilité ponctuelle.

Contacts : CMG de l'Hôpital Nord - Tél. 04 91 96 49 59

Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

suite page suivante

Des ateliers nutrition pour les bénéficiaires du RMI

Le Comité Départemental d'Education pour la Santé (CoDES 13) mène depuis 6 ans, à la demande et en concertation avec les médecins des cellules d'appui RMI, des ateliers santé-nutrition en faveur des bénéficiaires du RMI des 13^e, 14^e et 15^e arrondissements de Marseille.

Des problèmes de santé liés à une mauvaise alimentation et hygiène de vie ont en effet été constatés chez les personnes en situation de précarité, notamment des troubles du comportement alimentaire. L'intérêt de ces ateliers, animés par des infirmières éducatrices de santé du CoDES, est d'apprendre à équilibrer son alimentation, à gérer un budget et à profiter d'une dynamique de groupe.

Toutes les semaines, durant une année scolaire, 4 groupes composés d'une quinzaine de personnes se retrouvent pour une alternance de connaissances théoriques et d'activités pratiques de cuisine.

On y apprend à augmenter sa consommation de fruits et de légumes, à délaisser les sodas et les viennoiseries au bénéfice des sucres lents, à manger à heures régulières, ... L'année est par ailleurs jalonnée de sorties sur les marchés et dans les grandes surfaces pour apprendre à acheter mieux et moins cher.

L'alimentation est aussi une porte d'entrée pour aborder les autres préoccupations personnelles et familiales, prendre la parole ou progresser vers une nouvelle confiance en soi.

Les évaluations réalisées en fin d'année révèlent que les connaissances en nutrition sont exactes et bien intégrées pour 95% des participants. Pour certains, la perte de poids est sensible, tout comme la sensation de mieux-être physique. Sur le plan psychique, les effets de la vie en groupe, de l'écoute et de l'intérêt qu'on leur porte favorisent la sortie de l'isolement, l'entraide, l'amitié et le début d'une réinsertion sociale.

Parmi les participants de l'année dernière, six ont aujourd'hui trouvé un travail.

Contact :

CoDES 13, 6 rue Fongate, 13006 Marseille, Tél. 04 96 11 16 63

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Insertion : l'UFSBD 13 prend le mors aux dents

Le Comité d'hygiène et de santé bucco-dentaires des Bouches-du-Rhône (UFSBD 13) mène auprès des bénéficiaires du RMI des actions d'information et de dépistage pour prévenir le délabrement dentaire, véritable frein à l'insertion.

Les affections bucco-dentaires tiennent une place importante en terme de santé publique. Chez les personnes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, la nécessité de soins d'envergure et de prothèses est fréquemment constatée, le délabrement dentaire constituant alors un indicateur de précarité. C'est pourquoi, depuis 1999, le comité d'hygiène et de santé bucco-dentaires des Bouches-du-Rhône consacre une part de son activité à la motivation en faveur de la prévention et des soins précoces, auprès d'un public particulier : les bénéficiaires du RMI du département engagés dans un processus d'insertion.

De Marseille à Salon, en passant par Istres, Aubagne, Arles, Châteaurenard ou Tarascon, le comité met en place des actions de proximité dans des lieux fréquentés par cette population, en collaboration avec les médecins des cellules d'appui RMI. Cette année, près de 500 personnes ont participé à des séances d'information collective assurées par des chirurgiens-dentistes spécialisés dans la communication, autour de l'intérêt d'une bonne hygiène et du capital-dent ; dans un deuxième temps, 300 d'entre elles ont suivi une consultation individuelle de dépistage grâce à des unités légères mobiles.

"Ces visites, basées sur le volontariat, ont pour objectif de dédramatiser l'acte de soins et de donner une bonne image de la relation praticien-patient. Elles permettent d'évaluer l'ampleur des besoins en soins dentaires et en prothèses. L'orientation vers un chirurgien-dentiste libéral est ainsi diagnostiquée pour 75% des personnes dépistées. Cette année, 23 fiches de suivi nous ont été retournées par des praticiens de ville, mais nous estimons que le nombre de personnes ayant réellement consulté suite à nos actions doit être bien supérieur. En effet, si l'on se réfère au bilan des médecins des cellules d'appui RMI qui, suite à nos interventions, ont effectué des séances d'évaluation, 80% des personnes ayant besoin de consulter disent l'avoir fait" indique Paule-Josée Gadarinian, directrice de l'UFSBD 13 et elle-même chirurgien-dentiste.

L'une des priorités de ces séances consiste à réduire les freins à l'accès aux soins. Et ils sont nombreux, qu'il s'agisse de freins d'ordre financier (nécessitant alors l'orientation vers les organismes d'assurance maladie), psychologiques (la peur du dentiste, le désintérêt de soi, les problèmes de santé plus importants) ou sociaux (rôle de l'apparence dans la relation aux autres).

Pour l'UFSBD 13, ces échanges en groupes contribuent à l'insertion, d'une part en favorisant le recours aux dispositifs de droit commun, d'autre part en faisant prendre conscience de l'importance de l'apparence dans la recherche d'un emploi.

L'évaluation des interventions, assurée par les médecins des cellules d'appui RMI, révèle un taux de participation des bénéficiaires en hausse constante, aussi bien en éducation pour la santé qu'en dépistage. En outre, 88% des personnes interrogées se disent globalement satisfaites de l'opération.

Contact : UFSBD 13, Marseille - Tél. / Fax : 04 91 34 16 92

Les 4 points forts du message préventif

- 1 - la visite de contrôle régulière chez un chirurgien-dentiste
- 2 - l'alimentation
- 3 - le brossage des dents
- 4 - l'importance du fluor

Le saviez-vous ?

Le principal critère d'évaluation de l'état dentaire est l'indice CAO, qui dénombre pour chaque individu la quantité moyenne de dents cariées (C), absentes (A) ou obstruées (O).

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Habitat ancien : attention au plomb !

Des actions de prévention du saturnisme infantile se mettent en place dans plusieurs villes des Bouches-du-Rhône et du Var, portées par l'association Averoes. Elles ciblent la population des zones d'habitat ancien, via les acteurs socio-sanitaires.

Les Bouches-du-Rhône font figure de département-pilote dans le domaine de la lutte contre le saturnisme chronique infantile. Il y existe en effet depuis 1998 une volonté institutionnelle de prévenir cette intoxication affectant les enfants qui vivent dans un habitat ancien, insalubre et dégradé.

Le réseau Saturne Sud, qui regroupe la DDASS, le service de pédiatrie hospitalo-universitaire de la Timone, le centre de toxicovigilance, le Conseil général, la Ville de Marseille et la Direction de l'Équipement, a pour missions d'aider les professionnels de santé à diagnostiquer et à prendre en charge les enfants atteints, mais aussi de coordonner les actions de réhabilitation de l'habitat insalubre. Bien qu'il n'y ait pas de chiffres officiels du saturnisme infantile, on estime la prévalence élevée en raison de l'importance de l'habitat ancien notamment au centre ville de Marseille.

A Marseille, Marignane, La Ciotat et La Seyne-sur-mer

Parallèlement à ce dispositif, un volet information et prévention de la population a été confié par la DDASS à l'association Averoes : il s'agit de la mise en place d'actions d'information auprès des professionnels du milieu social et éducatif.

Comme l'explique Karine Lagarde, coordinatrice de cette association de santé publique créée par le Dr Truze : *“les acteurs de terrain dans les zones d'habitat ancien sont au contact quotidien des populations à risque et constituent donc un relais important. L'an dernier, nous avons créé à leur intention du matériel pédagogique afin qu'ils incitent les familles à adopter des mesures d'hygiène élémentaire, mesures qui protègent les enfants de l'intoxication par le plomb. Un stand itinérant explique par des illustrations ce qu'il convient de faire lorsque l'on habite une maison de plus de 50 ans, comme utiliser une serpillière humide à la place du balai, laver les mains des enfants avant les repas... Des brochures sont distribuées. Les professionnels doivent aussi inciter les familles à consulter un médecin en vue d'un dépistage biologique du plomb.”*

Les actions ont démarré l'an dernier auprès des professionnels du centre-ville de Marseille, dans les quartiers d'habitat ancien comme le Panier et la Belle de Mai.

Les interventions seront cette année élargies à plusieurs communes “à risque” : La Ciotat, Marignane, La Seyne-sur-Mer puis Aix, Arles, et toutes les villes des Bouches-du-Rhône qui comportent un centre ancien. *“Les villes portuaires sont plus touchées du fait de l'utilisation dans l'habitat de peintures destinées aux bateaux, peintures à forte concentration de plomb”,* commente Karine Lagarde. Averoes s'attache aujourd'hui à contacter les services municipaux et les acteurs sociaux des communes concernées. Un numéro d'appel vient d'être mis en service par Saturne Sud, à destination des habitants concernés par le plomb : le 04 91 38 45 90.

Contact : Karine Lagarde, coordinatrice, Averoes, Marseille, Tél/Fax : 04 91 33 21 53

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Accueil de jour Marceau et Consolat : priorité à l'accès aux soins

La présence constante d'un accompagnateur santé au sein de l'association marseillaise - un pharmacien embauché dans le cadre du PRAPS - a permis de réduire les difficultés d'accès aux soins du public en grande précarité fréquentant l'ADJ.

Cette action d'accompagnement des personnes vers les lieux de soins est née du repérage des problèmes de santé du public sans résidence stable accueilli à l'accueil de jour (ADJ) Marceau et l'ADJ Consolat, situés dans le 1^{er} et le 2^e arrondissement de Marseille.

Les deux sites sont chaque année fréquentés par plus de 1.600 personnes différentes. Ces hommes et femmes vivant dans la plus grande précarité ressentent une méfiance et un fort sentiment d'exclusion vis-à-vis du système de soins. Mais surtout, comme l'explique M. Vitti, directeur des deux structures *“ils ont une capacité exceptionnelle à endurer la douleur et à donner le change. Quand ils finissent par reconnaître le besoin de soins, ils ont recours aux dispositifs d'urgence ou hors droit commun”*.

Les pathologies rencontrées sont multiples, du diabète aux traumatismes en passant par les affections pulmonaires. Peuvent être cumulés chez une même personne des problèmes de pharmacodépendance, de souffrance psychique, d'affections dentaires et de pathologies hépatiques. Pour faciliter l'accès aux soins et réinscrire ces hommes et ces femmes dans le circuit de droit commun, l'équipe de 10 personnes a été renforcée il y a deux ans par la présence d'un accompagnateur santé à temps plein.

Hervé Habert, pharmacien de formation, propose une écoute spécifique des problèmes de santé sous forme d'entretiens, oriente vers les médecins libéraux ou les structures de soins, incite à faire un bilan de santé (le centre Doria est partenaire). *“Suite à ces orientations, il est important de s'assurer du bon déroulement de l'accès aux soins. Une nouvelle prise de rendez-vous, un accompagnement physique vers les lieux de soins peuvent s'avérer indispensables. Il faut éviter le report du suivi et de la prise en charge”* ajoute-t-il. L'accompagnement physique concerne essentiellement les hôpitaux de Marseille, les structures psychiatriques, les centres de cure ambulatoires en alcoologie, ou, pour des problèmes moins urgents, les médecins de ville. Il s'agit aussi d'organiser la sortie de la personne après une hospitalisation ou une cure de désintoxication. L'ADJ développe également son offre en matière de prévention avec l'organisation hebdomadaire de séances d'information collectives sur la vaccination, l'alcool ou la souffrance psychique.

D'après le bilan qualitatif effectué par l'accueil de jour, 60% des actions menées ont donné lieu à un retour, qui s'est révélé positif trois fois sur quatre, puisque ayant entraîné l'amélioration de la situation administrative ou sanitaire de la personne. L'accompagnement physique, dans le cadre de suivis de longue durée, a quant à lui permis dans tous les cas d'engager ou de restaurer un processus de soins interrompu.

Contacts : ADJ Marceau, 5A, place Marceau, 13002 Marseille - Tél. 04 96 11 65 00

Article paru dans Priorités Santé n°7 / Mai - Juin - Juillet - Août 2003

“Atelier santé ville” : un programme local de santé pour Salon-de-Provence

Le premier atelier santé ville mis en place dans les Bouches-du-Rhône permettra la conception, pour 2004, d'un plan d'actions de santé publique adapté aux besoins des habitants et l'impulsion d'une dynamique locale.

Lieu de coordination des politiques de santé publique, l'atelier santé ville (ASV) constitue l'interface entre la Politique de la Ville et les comités de pilotage départementaux des programmes de santé en cours. Ce dispositif allie santé et lutte contre les exclusions et conduit à l'élaboration d'un plan d'actions de santé publique adapté aux problématiques des habitants.

Dans les Bouches-du-Rhône, la commune de Salon-de-Provence a joué un rôle précurseur en mettant en place le premier atelier santé ville du département, dès 2002 (sur les territoires du centre-ville, de Monaque, de Canourgues et de Bressons Blazots).

La première année a été consacrée à la définition de la démarche méthodologique et à la mobilisation des professionnels sanitaires et sociaux, autour de quatre groupes de travail par publics : enfants et familles, adolescents et jeunes adultes, adultes isolés et personnes âgées.

Comme l'explique Stéphanie Casanova, coordinatrice du dispositif depuis le départ : *“L'ASV propose aux promoteurs d'actions de participer à la définition d'un cadre d'intervention clair et précis et d'objectifs adaptés aux besoins du territoire, en développant une démarche participative qui associe la population à toutes les étapes du plan d'action. Le dispositif est organisé en quatre instances : un comité de pilotage composé de la DDASS, de la Ville, du Conseil Général et de l'Observatoire régional d'épidémiologie (OREP), une coordinatrice, des groupes de travail de professionnels et des groupes d'habitants. Les premières étapes de diagnostic partagé et de programmation ont permis de recueillir les problèmes identifiés comme prioritaires par les professionnels, de faire le bilan de l'existant et d'amorcer la démarche participative”*.

La participation des habitants

En 2003, la consultation de la population a été réalisée sur la base d'une enquête qualité de vie réalisée auprès de 400 personnes des quartiers en Politique de la ville, portant notamment sur la consommation de soins, les problèmes considérés comme prioritaires, la qualité de vie etc.

Plusieurs problématiques ont ainsi pu être identifiées, concernant les enfants et les familles (difficultés d'apprentissage et troubles du comportement, hygiène, accidents domestiques), les jeunes (conduites à risques), les adultes en situation de précarité (difficultés d'accès aux soins) ou encore les personnes âgées (accès aux soins et maintien à domicile, souffrance psychique et isolement des aidants). La deuxième étape de la démarche participative (juin / juillet 2004) a pour but la concertation des habitants autour des résultats de l'enquête, de manière à les affiner et à associer la population à l'élaboration du plan d'actions. Le groupe local de programmation regroupera des professionnels référents des différents groupes de travail et, autant que faire se peut, des habitants mobilisés lors de la phase de concertation, pour planifier l'action de terrain et élaborer conjointement le plan d'actions sur la base d'un document-diagnostic élaboré par la coordinatrice.

Les 5 axes d'intervention proposés par les professionnels

Au terme de l'année 2003, cinq grands axes d'intervention ont été proposés pour la commune, préfiguration du plan local d'actions de santé publique :

- 1 - Améliorer l'accès à la prévention et aux soins des personnes en souffrance psychique
- 2 - Améliorer l'accès à la prévention et aux soins des personnes en grande précarité ayant recours aux soins tardivement pour des problèmes somatiques bénins (accès à la PASS, actions d'éducation pour la santé, création d'un accueil de jour...)
- 3 - Promouvoir une bonne hygiène de vie et lutter contre les maladies à déterminisme alimentaire (surpoids, obésité, hygiène bucco-dentaire...)
- 4 - Développer la prévention précoce et raccourcir les délais de prise en charge des difficultés d'apprentissage et des troubles du comportement (suivi des 4/6 ans, repérage au collège...)
- 5 - Mettre en place une dynamique sanitaire et sociale (un observatoire sanitaire et social pour améliorer la connaissance des publics et des problématiques).

Ces axes devront être croisés avec les résultats de la concertation auprès de la population.

En ce qui concerne l'évaluation du dispositif, c'est l'OREP qui a été retenu pour, d'une part, étudier chacun des six ASV en cours dans les Bouches-du-Rhône (à Salon, Arles, Marseille centre ville, Marseille Nord, Martigues et Aix-en-Provence), et d'autre part, pour évaluer l'ensemble de la dynamique départementale. Les ateliers santé ville n'ayant pas vocation à durer, le dispositif salonnais s'achèvera fin 2004. Il aura permis d'impulser une dynamique impliquant l'ensemble des acteurs concernés par la santé des habitants. Pour le pérenniser, il restera ensuite à chacun des partenaires de s'emparer des pistes d'actions préconisées, en les articulant par exemple aux programmes de santé en cours, qu'il s'agisse du PRAPS, des PRS, de la Politique de la ville, du réseau santé mentale etc. A terme, la démarche devrait se finaliser par l'organisation d'une manifestation de type “Etats locaux de la santé”, afin de présenter au grand public les axes du plan local, les finaliser et permettre son appropriation.

Contact : Stéphanie Casanova, coordinatrice ASV

Mairie de Salon de Provence - Tél. : 04 90 17 01 92

Le cadre de référence

Le comité interministériel des Villes du 14 décembre 1999 a précisé les orientations de la politique de la ville en matière de santé avec la mise en place, au sein des Contrats de Ville, “d'ateliers santé ville” (ASV). Il s'agit d'améliorer la pertinence des actions destinées aux populations prioritaires des territoires de la politique de la ville, qu'elles soient menées par les institutions, le monde associatif ou les acteurs de santé publics ou privés. (Circulaire DGS/SP2/2000/324 du 13 juin 2000)

Article paru dans Priorités Santé n°9 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2004

Hospitalité pour les Femmes :

L'urgence sociale depuis plus d'un siècle

Le plus important CHRS accueillant des femmes de la région a pérennisé un poste d'infirmière, afin de proposer des permanences médico-sociales aux usagers en précarité.

Hospitalité pour les Femmes est née à Marseille en 1885, près de la gare Saint-Charles. Reconnue d'utilité publique, l'association a notamment pour mission l'hébergement et l'accompagnement social en vue de l'insertion d'un public en difficulté. Le secteur "personne en difficulté sociale" emploie 70 salariés. Plaque tournante du dispositif de veille sociale, le service accueil orientation de l'association est en lien avec le 115 et tous les partenaires de l'urgence sociale. Dans les locaux de son CHRS de la rue Honnorat, Hospitalité pour les Femmes accueille et héberge en urgence ou en foyer de moyen et long séjour, une population majeure en grande précarité sociale, matérielle et relationnelle. Sa capacité d'accueil est de 60 places (plus un lit en surcapacité), 13 places en hébergement éclaté et 27 en appartement personnel.

Chaque année, plus de 300 personnes, dont la majorité sont des femmes, sont reçues en hébergement immédiat. Le CHRS accueille également des couples et possède un studio "mère/enfants". L'association peut aussi prendre en charge pour une durée de plusieurs mois, en internat, une population présentant diverses problématiques personnelles, sociales, mentales ou physiques, pour qui l'absence de solution pérenne en terme d'hébergement constitue un risque de marginalisation très élevé, la plupart n'ayant pour tout revenu que le RMI. Ouvert jour et nuit, 365 jours par an, le CHRS ne désemplit pas. Les listes d'attente y sont longues. Face à un public démunie de ressources et dont la priorité n'est pas la santé, un poste d'infirmière à temps plein s'est avéré nécessaire. Agnès Knoettler propose des permanences médico-sociales tous les jours de la semaine. *"Une recrudescence importante des problèmes de santé mentale est enregistrée parmi les usagers. Environ 60% suivent un traitement pour troubles dépressifs ou psychiatriques. Il s'agit d'un public particulier, pas assez pathologique pour rester en hôpital, mais trop fragile pour aboutir à une réelle insertion par l'emploi, le logement, ou les deux ensemble. Par ailleurs, ma présence rassure les travailleurs sociaux, notamment pour les urgences médicales et le suivi de traitements parfois très lourds"*, explique-t-elle. L'objectif de son activité est de réintroduire ces personnes dans le processus de soin, en particulier celles qui sont dans le déni de leur maladie, qu'il s'agisse de conduites addictives ou de problèmes psychiatriques. Elle dirige vers les centres habilités pour un dépistage respiratoire et tuberculeux, prend en charge en partenariat avec les spécialistes les toxicomanes médicamenteux ou utilisateurs de substances illicites. Elle organise les visites avec les médecins, spécialistes, CMP, PMI, hôpitaux..., gère la pharmacie, distribue les médicaments, fait de la prévention, des soins et offre une écoute permanente. Pour répondre aux problèmes psychiatriques les plus difficiles à gérer, des conventions de partenariat ont été signées avec différents organismes. Mais malgré toutes ces bonnes volontés, la saturation des places d'hébergement et le manque de flux laissent à la rue un grand nombre de personnes. Les travailleurs sociaux rencontrent par ailleurs des difficultés pour le relogement des pensionnaires, qui peuvent parfois, dans les possibilités d'accueil, bénéficier des appartements-relais de l'association.

Si le passage au CHRS apporte une solution à une grande partie des usagers, tout un public situé en bordure du social et du sanitaire reste dans une situation encore trop précaire, malgré tous les essais de collaboration entre ces deux secteurs, déplorent ses responsables.

Contact : HPF, Marseille - Tél. 04 91 50 85 18

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Foyers Sonacotra : l'initiative du CoDES 13 en faveur des migrants âgés

Usés prématurément par des conditions de vie et de travail pénible, les vieux travailleurs immigrés constituent la majorité des résidents des cinq foyers Sonacotra dans lesquels le CoDES 13 intervient depuis quelques mois.

Très isolés, ils présentent des problèmes de santé spécifiques et des déséquilibres nutritionnels importants (tuberculose, diabète, hypertension, dépression). Comme l'explique Nathalie Merle, directrice du comité : *"Les constats réalisés dans les foyers nous ont incité à mettre en place des actions relatives à la nutrition, à la mémoire, à la prévention des chutes, à l'hydratation et à l'observance thérapeutique. Les résidents cuisinent peu, trop gras. Ils mangent seuls dans leur chambre. Certains ne gardent que quelques euros de leur retraite pour se nourrir, tout le reste est envoyé à leur famille restée au pays"*.

Les éducatrices de santé du CoDES qui animent ces ateliers santé se rendent ainsi régulièrement dans les foyers Sonacotra de Port-de-Bouc, d'Istres, d'Aix-en-Provence, de la Vieille Chapelle à Marseille et d'Aubagne, pour 9 séances de 2h30. Plusieurs centaines d'hommes, majoritairement âgés de plus de 55 ans, constituent leur public.

Les ateliers sont basés sur l'expression des attentes des résidents et de leurs intérêts. Ils prévoient des mises en situation pour permettre notamment un apprentissage pratique de la cuisine.

Mais le vieillissement des retraités immigrés en foyers pose de nombreux autres problèmes : difficulté de leur prise en charge par les services gérontologiques, cohabitation difficile avec les jeunes précaires qui sont hébergés dans les mêmes foyers. Et le retour au pays n'est pas pour eux à l'ordre du jour car rentrer implique la suppression de nombreux droits, notamment la diminution de leur retraite.

C'est ainsi qu'au foyer d'Aubagne, la moitié des 250 résidents vit là depuis plus de dix ans...

Contact : Nathalie Merle

CoDES 13 - Tél. : 04 96 11 16 63

Article paru dans Priorités Santé n°12 / Janv. - Févr. - Mars - Avril 2005

Tremplin : soins et prévention des conduites addictives dans le Pays d'Aix

Créée en 1977 à Aix-en-Provence, l'association Tremplin est aujourd'hui reconnue pour son expérience des soins aux toxicomanes et de la prévention des conduites addictives auprès des adolescents.

L'association fut à l'origine une émanation du centre hospitalier spécialisé Montperrin. Depuis, Tremplin a développé de nombreuses activités d'insertion, de soins et de prévention dans le domaine des addictions, et étendu son champ d'intervention du Pays d'Aix à Marseille, en passant par Pertuis.

Son Centre Spécialisé de Soins aux Toxicomanes "Le Caïrn" gère depuis six ans un centre de consultations, 60, bd du Roi René, à Aix, où médecins, psychologues et éducateurs spécialisés ont reçu l'an dernier une centaine de personnes et assuré près de 1.300 consultations, essentiellement des jeunes de sexe masculin, en difficulté avec le cannabis ou déclarant une polyconsommation préoccupante. L'équipe reçoit également des parents qui se trouvent en grand en désarroi face à la consommation de leurs enfants.

Par ailleurs, Le CSST propose 12 places en appartements thérapeutiques, Cité Beisson. Les logements ont la particularité d'être situés dans un même quartier, à proximité d'un appartement foyer où se trouvent des éducateurs de l'association. 36 personnes y sont hébergées chaque année. Tremplin soutient également la réinsertion de personnes désocialisées et en grande souffrance psychique par le logement et l'emploi.

Programmes régionaux de santé : trois actions en cours

Son implication dans les programmes régionaux de santé se traduit actuellement par trois actions en cours. La première, intitulée "Parentalité, adolescence et conduites à risques", se déroule dans le cadre du PRAPS, au cœur des 15^e et 16^e arrondissements de Marseille. Au départ, il s'agissait d'une réflexion sur le développement de la prévention auprès des habitants de l'Estaque, à la demande de la ville de Marseille.

Selon Antoine Bruno, chef de service prévention-formation de l'association, "il existe à l'Estaque une culture villageoise très caractéristique; les habitants vivent un peu en autogestion ; la vie associative et militante est très forte, mais le recours aux services sanitaires et sociaux se fait difficilement, d'où des problèmes d'accès aux soins".

Après trois ans de permanences hebdomadaires dans le quartier, l'association a gagné une certaine reconnaissance.

Elle est aujourd'hui bien insérée dans les réseaux locaux et organise régulièrement des rencontres entre les adultes et les jeunes.

Deuxième action menée dans le cadre du PRAPS, la constitution à Aix-en-Provence d'un comité technique de coordination des actions de prévention des addictions. Tremplin se voyait en effet de plus en plus sollicitée par les professionnels de l'éducation sur les réponses à apporter aux adolescents quant à l'usage du cannabis et, plus généralement, aux conduites addictives.

"Le comité interinstitutionnel mis en place regroupe le service de pédopsychiatrie de Montperrin, la Fédération des Soins en Toxicomanie, l'ADDAP, l'association d'aide aux victimes APERS, l'Education Nationale, la Médecine préventive universitaire et la mission ville. Son objectif : recenser les demandes faites auprès de chacun d'entre nous sur le thème de la prévention des addictions et y apporter une réponse et une orientation cohérente", explique Antoine Bruno. L'an dernier, un colloque organisé par les partenaires sur le cannabis et les adolescents a attiré plus de 500 personnes, preuve supplémentaire de l'intérêt des travailleurs sanitaires et sociaux sur ce sujet.

Un tout nouveau Point écoute à Pertuis

Par ailleurs, dans le cadre du PRS Jeunes, l'association a ouvert depuis quelques semaines, à la frontière du Vaucluse, un Point d'Accueil et d'Ecoute Jeunes, pour améliorer l'accès aux soins des adolescents de Pertuis.

Il s'agit d'un lieu d'écoute et d'orientation pour les 12/25 ans situé rue de la Poste animé par un éducateur spécialisé et une assistante sociale, ouvert au public le mardi de 12h30 à 14h30 et le jeudi de 16h00 à 18h00.

**Contacts : Tremplin,
60 boulevard du Roi René,
13100 Aix en Provence,
Tél. 04 42 26 15 16**

Article paru dans Priorités Santé n°10 / Mai - Juin - Juill. - Août 2004

Atelier santé ville de Martigues-Port de Bouc : après le diagnostic, l'étape des pistes d'actions

L'ASV a permis de faire émerger cinq priorités de santé pour le territoire, dont celles de la souffrance psychique et des maladies professionnelles. Sa mise en place a suscité une très forte mobilisation de la population.

L'atelier santé ville de Martigues et de Port de Bouc a démarré en août 2003, porté par l'Observatoire communal de la santé de Martigues. La responsable de ce service, Catherine German-Labaume, a accepté de faire le point sur ce dispositif, après deux années d'un travail considérable devant aboutir en septembre prochain à la validation d'un plan local de santé publique pour les territoires concernés des deux communes.

La première année de l'atelier santé ville a été consacrée à la réalisation d'un diagnostic des besoins de santé de la population, par des entretiens individuels et collectifs auprès des habitants, de rencontres avec les professionnels et de recueil de données statistiques.

La coordinatrice de l'ASV, Caroline Aymes, a notamment assisté de nombreuses permanences hebdomadaires du Secours Populaire pour recueillir les attentes du public en grande difficulté. Des réunions collectives ont été organisées dans les centres sociaux des deux communes pour aller à la rencontre des habitants, pendant que des entretiens avec les professionnels du secteur sanitaire, social et éducatif permettaient d'identifier leur perception des besoins des habitants, tout en recensant leurs propres besoins vis-à-vis du public qu'ils accompagnent. *“Les habitants comme les professionnels se sont beaucoup exprimés lors de cette étape de diagnostic. La démarche qui leur a été présentée a suscité une très forte mobilisation. Ils se sont énormément investis, et aujourd'hui, ils attendent de nous des réponses !”,* commente Catherine German-Labaume.

Cinq thèmes d'actions prioritaires

L'analyse des données recueillies a permis dans un deuxième temps de définir cinq thèmes d'actions prioritaires : la souffrance psychique et la santé mentale, le handicap et la dépendance des personnes âgées, l'hygiène de vie, l'accès aux droits et aux soins, la santé au travail et les maladies professionnelles.

Comme l'analyse Catherine German-Labaume : *“La santé au travail est une problématique forte sur laquelle la commune s'investit beaucoup depuis plus de 10 ans. Les maladies professionnelles liées à l'activité industrielle du secteur de Martigues - Port de Bouc sont celles de l'amiante, des cancérogènes au travail, de la surdité, ou des bronchites chroniques. Nous sommes satisfaits de remarquer que cet axe a également été ressenti comme prioritaire par les habitants.”*

En juin 2004, six groupes de travail se sont constitués autour de ces thèmes, un septième groupe étant chargé du suivi global de la programmation. Le diagnostic a également révélé un nombre important de structures ressources disponibles sur le territoire des deux communes, ainsi qu'une multitude d'actions en faveur de la santé des populations précaires qui ont pu être recensées.

Des propositions d'actions concrètes émergent actuellement de chacun des groupes de travail. Elles sont régulièrement soumises au comité de pilotage de l'atelier santé ville ainsi qu'à un groupe d'usagers, pour relecture et validation.

À titre d'exemple, voici quelques-uns des projets proposés récemment : la création d'un dispensaire dentaire pour améliorer l'accès aux soins des publics précaires ; l'élargissement de certaines actions de santé efficaces à d'autres publics et à d'autres quartiers, comme les ateliers santé nutrition du Conseil Général auprès des Rmistes ; ou le renforcement d'un réseau d'aide et de soins pour les victimes de maladies professionnelles, en lien avec le centre hospitalier. Le fruit de ce travail et les propositions qui en découlent seront présentés en juin prochain lors d'une réunion publique finale qui clôturera deux ans d'atelier santé ville.

Le plan local de santé publique, objectif final du dispositif, est quant à lui prévu pour septembre 2005. À partir du diagnostic réalisé, il précisera les priorités arrêtées par le comité de pilotage, les objectifs qui en découlent ainsi que la déclinaison en actions concrètes. Ces actions seront prioritaires dans les programmes d'intervention des communes de Martigues et de Port de Bouc, de l'État en ce qui concerne son champ de compétence et des autres partenaires dans la mesure du possible.

Contacts :

Catherine German-Labaume,
responsable de l'Observatoire communal de la santé,
Ville de Martigues, et Caroline Aymes, coordinatrice,
Tél. 04 42 44 32 86

Article paru dans Priorités Santé n°12 / Janv. - Févr. - Mars - Avril 2005

Promo-Soins : le pari de la réinsertion sociale par la santé

A Toulon, l'association Promo-Soins propose des soins gratuits et un accompagnement social aux plus démunis du centre-ville. Une activité qui mobilise une centaine de bénévoles.

A quelques pas de la gare de Toulon, dans des locaux mis à disposition par le diocèse, Promo-Soins reçoit depuis près de dix ans les marginaux et les publics en situation de précarité du centre-ville.

L'an dernier, 2.200 personnes, exclues pour diverses raisons du système public de soins, ont franchi le seuil de son espace santé. Les "accueillis", comme on les appelle ici, peuvent bénéficier d'une consultation médicale quotidienne et gratuite et d'un entretien obligatoire avec une assistante sociale. Soins dentaires et médicaux, douches, attribution de médicaments, écoute psychologique... L'équipe de onze salariés est soutenue par un important pool de bénévoles : 15 généralistes et 25 infirmières se relaient pour les consultations quotidiennes, sans oublier les spécialistes, dermatologues, pédiatres et rhumatologues qui assurent également des permanences.



"Nous partageons tous un même projet associatif : la réinsertion sociale par la santé, explique le Dr Francis Beauchamp, ancien ophtalmologue qui se consacre aujourd'hui aux activités de Promo-Soins. Nous considérons la demande de soins des accueillis comme le premier pas vers une démarche de réinsertion et ne souhaitons pas les fidéliser ; après une ou deux consultations et l'obtention d'une couverture sociale, ils doivent faire appel à la médecine de ville".

Sachant combien il peut être difficile pour une personne en situation d'exclusion de se rendre à une consultation en ville, Promo-Soins s'appuie sur un réseau de 65 libéraux spécialistes, qui reçoivent à leur cabinet les personnes que leur envoie l'association.

Promo-Soins, également implantée à Draguignan et à Fréjus-St Raphaël, s'intègre dans un dispositif départemental d'action sociale, "Passerelles 83", qui rassemble toutes les associations au service des démunis afin de faciliter l'accès à la santé, au logement, à l'emploi et à la formation. Dix associations en font partie, dont le Samu social, les Amis de Jéricho, Logivar, Méditerranée large horizon...

Confrontée de plus en plus à la souffrance psychique des accueillis, l'association créée en 1998 avec le CHITS l'interface psychiatrique Siloë. Une équipe mixte et spécialisée se constitue à l'espace santé, composée d'un psychiatre et d'une infirmière psychiatrique détachés de l'hôpital, d'une assistante sociale et d'un psychologue de l'association.

Leur mission consiste à aller au devant des exclus mais aussi à soutenir les intervenants sociaux des structures d'accueil et d'hébergement démunis face à ceux qui présentent des troubles mentaux. L'an dernier, près de mille interventions ont été réalisées.

Contact : Promo-Soins, Toulon - Tél. 04 94 91 50 10

Un réseau santé-précarité dans le Var

Faciliter l'accès des publics précarisés à la médecine de ville, c'est bien. Mais encore faut-il que le médecin libéral consulté ait une réponse adaptée à la situation de son patient et puisse l'orienter lorsque le problème ne relève plus de sa compétence. C'est l'objectif du réseau "santé-précarité 83" que viennent de créer dans le Var Promo-Soins, la Mutualité Française et les Mutuelles de France : mettre à disposition des médecins adhérents l'éventail des moyens mutualistes et associatifs en faveur des personnes précarisées. Les médecins seront au cœur d'un dispositif global leur permettant d'adresser leur clientèle vers des cabinets dentaires, des centres d'optique ou des pharmacies mutualistes, mais également vers les associations dédiées à l'insertion, au logement etc. Cette initiative débute ce mois-ci.

Article paru dans Priorités Santé n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Les ateliers santé ville : une nouvelle démarche locale de santé publique

Trois communes varoises expérimentent les "ateliers santé ville", nouveau volet santé des Contrats de ville. A Toulon, c'est le CoDES 83 qui a été retenu par la municipalité pour porter ce projet.

Afin de renforcer l'accès à la santé des habitants et la coopération des acteurs locaux, les communes varoises de Toulon, La Seyne et Draguignan viennent de mettre en place des ateliers santé ville. Il s'agit d'un nouveau dispositif initié par la Préfecture et la DDASS, au carrefour - et avec les budgets - de la politique de la ville et de la politique de lutte contre les exclusions.

Les ateliers santé ville vont se traduire localement par une meilleure cohérence des méthodes de travail, une mise en réseau des services de santé de proximité et une prise en compte commune des publics en difficultés.

Si, à La Seyne comme à Draguignan, les services municipaux ont été désignés pour coordonner ces ateliers, la ville de Toulon a fait le choix du CoDES 83 parmi d'autres associations pour en être le maître d'œuvre.

Fort d'une expérience de terrain de plusieurs années en actions de santé communautaire, le CoDES ciblera les habitants des territoires retenus, centre-ville ancien et Sainte-Musse, avec pour priorités l'accès aux soins médicaux, la santé des jeunes et des publics précaires, l'habitat insalubre ainsi que la prévention du sida. A noter que PACA constitue une région expérimentale pour l'application de ce dispositif et que d'autres ateliers santé ville se créent à Marseille, Martignes et Avignon.

Contact : Christine Madec, directrice, CoDES 83,

Tél. 04 94 89 47 98

Article paru dans Priorités Santé n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Création d'un Point Écoute Jeunes à Hyères

Complémentaire à la mission locale dont il est l'émanation, le Point Écoute Jeunes récemment mis en place à Hyères a déjà trouvé son public. Ses priorités : la prévention du suicide et la citoyenneté.

Situé 3 place Henri Dunant, à quelques mètres de la mission locale Corail, le Point Écoute Jeunes (PEJ) de Hyères fonctionne depuis février 2001. Une équipe de trois personnes à temps plein a pour mission d'accueillir, d'écouter et d'orienter les jeunes de 10 à 25 ans en difficulté ainsi que les parents. Depuis son ouverture, la structure a déjà reçu près de 700 personnes.



Pour Marie Rosseeuw, directrice, *"notre travail est centré sur la parole des individus, sans projet thérapeutique. Les adolescents bénéficient d'un premier accueil psychologique mais sont orientés vers les structures adaptées lorsque leur mal-être le nécessite. Vis-à-vis des parents, notre mission consiste à restaurer la fonction parentale et à assurer une mission de médiation entre eux et leurs enfants. Il s'agit de les aider à rétablir la communication, à éviter les ruptures, voire à les soutenir lorsqu'ils ont constaté la consommation de drogues de leurs enfants."*

Si l'une des raisons d'être du PEJ consiste à prévenir la consommation de produits psycho-actifs chez les adolescents, la problématique s'est nettement orientée cette année vers la prévention des tentatives de suicide et des récidives. La structure accueille en effet de plus en plus de 12/14 ans en grande souffrance psychique, qu'elle oriente vers le secteur de pédopsychiatrie de l'hôpital.

Elle a également mis en place un réseau local avec les professionnels de la santé mentale et du soin, auquel participent 80 médecins libéraux de Hyères. Dans les cabinets médicaux, une affiche signale les coordonnées du PEJ et les généralistes qui repèrent un adolescent en difficulté savent désormais auprès de qui l'orienter. Le réseau comprend également les secteurs de psychiatrie, les travailleurs sociaux de la ville, les collectivités territoriales, les CCAS etc.

Par ailleurs, le détachement d'avec la mission locale Corail s'est effectué sans difficulté, puisque le PEJ s'est spécialisé sur les aspects prévention, santé et citoyenneté. Il mène en faveur des jeunes des actions de promotion de la santé sur les thèmes de la nutrition, de l'hygiène, de la sécurité routière, de la prévention des toxicomanies... et a très rapidement trouvé son public.

Une campagne départementale de promotion de la citoyenneté

Le PEJ participe aujourd'hui au lancement d'un vaste projet départemental. Avec le groupe Impact, qui rassemble depuis quatre ans des jeunes issus de l'immigration de la commune voisine de La Londe, ils lancent une campagne de promotion de la citoyenneté et du numéro vert 114, dispositif national de lutte contre les discriminations. L'opération, notamment financée par la Préfecture, se traduira par de nombreuses actions d'information dans les établissements scolaires, les foyers d'hébergements et autres lieux fréquentés par les jeunes, afin de rappeler les grands principes des droits de l'homme et susciter des appels sur le 114, animé dans le Var par la Commission d'accès à la citoyenneté (CODAC). La campagne a débuté en septembre et va s'étaler sur trois ans.

**Contact : Point Écoute Jeunes de Hyères,
Hyères, Tél. 04 94 65 70 60**

Article paru dans Priorités Santé n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

Mission locale du Centre Var :

"la santé, composante majeure de l'insertion"

La mission locale AJIR a mis en place un "plan santé jeunes" en faveur des 16/25 ans du Luc et des 11 communes environnantes.

Créées en 1982, les missions locales sont au centre de l'accueil et de l'accompagnement professionnel et social des jeunes.

Elles agissent au quotidien pour la construction et l'animation de politiques locales d'insertion et de développement de l'emploi. Dans le cadre de leur fonction "construction des parcours d'insertion", les conseillers doivent déceler les freins susceptibles de nuire à l'insertion des jeunes et les orienter, si besoin, vers les partenaires spécialisés.

Une récente enquête menée dans le cadre du Projet Global Urbain du Luc met en évidence le manque de structures institutionnelles et associatives et place la zone de compétence de la mission locale du centre Var dans une situation sanitaire et sociale défavorable.

Dans son Plan Santé Jeunes, la mission locale a le souci de renforcer et diversifier le tissu partenarial. Elle conforte les réseaux existants, les fait se rencontrer et crée de nouvelles dynamiques. Elle met également en place des actions de prévention santé telles que entretiens individuels, forums d'informations, débats, concerts, expositions, journal, ateliers de théâtre ou de multimédia...

Les animations organisées pour les jeunes et avec leur collaboration ne manquent pas et ont pour objectif de renforcer l'accès aux soins et à la santé.

**Contact : Mission locale du Centre Var,
HLM La Retrache,
Le Luc - Tél. 04 94 50 15 01**



Article paru dans Priorités Santé n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Prévenir les grossesses chez les adolescentes

L'Association Varoise pour le Planning Familial anime des séances d'information et d'écoute sur la sexualité dans la plupart des collèges et lycées du département.



“Les statistiques ne sont pas particulièrement alarmantes dans notre département, explique Jeanine Braedlin, présidente du planning familial, mais nous avons constaté ces dernières années une recrudescence des grossesses chez de très jeunes filles, âgées de 13 à 14 ans, ainsi qu'une augmentation sensible du nombre de très jeunes consultantes au centre de planification du MFPF”.

Dans un contexte où l'information et la communication sont souvent

déficientes, la grossesse est souvent vécue comme un moyen d'émancipation pour les adolescentes. La précocité de plus en plus grande de l'entrée dans la vie sexuelle et la baisse de l'autorité parentale favorisent également les prises de risques.

Observateur “privilegié” de cette situation, le MFPF déplore les difficultés économiques, sociales, familiales ainsi que la misère relationnelle de ces jeunes filles, avant et pendant leur grossesse.

Il a mis en place depuis désormais trois ans un plan d'action en direction des 14/20 ans, en partenariat avec Interface Santé 83 (qui regroupe les services de santé scolaire de l'Inspection Académique) et les centres de planification du Conseil général.

Une initiative qui mobilise ses 13 salariés et 22 bénévoles et se traduit par l'organisation de modules d'écoute et de réflexion autour de la sexualité dans la plupart des collèges et lycées du Var (Toulon, Brignoles, Draguignan, Fayence, Le Luc). Les conseillères conjugales du planning interviennent auprès de groupes d'une quinzaine d'élèves et consacrent la séance à répondre aux questions posées par écrit et anonymement par les jeunes.

L'objectif est d'apporter des informations aux préoccupations intimes de certains, d'améliorer les connaissances sur le corps, la sexualité, le respect mutuel dans le couple, la contraception ou les structures d'accueil.

Près de 8.000 collégiens et lycéens ont bénéficié l'an dernier de cette initiative, financée dans le cadre du PRAPS par la DRASS et l'Assurance Maladie, mais aussi par le Conseil Général du Var.

Les responsables du MFPF souhaitent désormais porter leurs efforts vers les publics qui restent en dehors de son champ d'action faute de personnel, de moyens et de relais suffisants : à savoir les jeunes en difficultés scolaires, en CFA, SEGPA, ou GRETA.

Le planning estime par ailleurs indispensable d'inclure les parents à ce dispositif car un grand décalage existe entre leur propre sexualité et celle, vécue ou fantasmée, de leurs enfants.

Contact : MFPF 83, TOULON
Tél. 04 94 89 70 00

Article paru dans *Priorités Santé* n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

“Faire route avec toi” : un lieu d'accueil pour se réadapter à la vie sociale

Au Pradet, l'association accueille chaque année une vingtaine d'hommes en situation de grande précarité. Objectifs : reprendre progressivement une vie non marginalisée et prendre en charge leur santé.

“Faire route avec toi” (FRAT) est un lieu de vie pour des personnes en grande précarité qui se voient proposer un programme personnalisé de réadaptation progressive à la vie sociale dans des délais relativement courts. L'association est installée depuis 1997 sur les hauteurs du Pradet, sur des terrains mis à sa disposition par la Marine Nationale. Un lieu isolé, qui permet de faire le point et de retrouver un équilibre, sans trop être exposé aux tentations multiples des villes.

Le FRAT s'adresse à des hommes majeurs, relevant de l'administration pénitentiaire, alcooliques en réadaptation ou chômeurs de longue durée. Ils peuvent être totalement pris en charge par l'association qui les loge en chambre individuelle ou bénéficier du même suivi administratif, sanitaire, relatif au logement, à l'emploi... tout en restant externes, en appartements relais ou autonomes.

Sur place, une présence continue d'encadrement, de nuit comme de jour, est assurée par 9 permanents et 20 bénévoles.

Un accompagnement personnalisé à la santé

Dans le cadre du PRAPS, le FRAT a mis en place un accompagnement particulier à la santé, qui débute dès l'arrivée de la personne dans la structure. Sont concernés l'accès aux droits, l'accompagnement à des rendez-vous médicaux, les vaccinations, la prévention etc.

“Nombreux sont ceux qui souffrent de problèmes dentaires, ophtalmologiques, hépatiques ou de santé mentale. Nous établissons avec eux un contrat où des objectifs d'amélioration de leur situation sont définis. Une infirmière est présente quotidiennement pour délivrer les traitements et assurer le suivi thérapeutique. Nous avons également développé un réseau de partenaires pour orienter le public accueilli : médecins généralistes, hôpitaux, CDPAT, CSST... mais aussi CMP pour faire face à l'augmentation des besoins en soutien psychologique” commente Murielle Pillet, coordinatrice de l'association.

Les chantiers d'insertion pour retrouver un rythme de travail

Outre la santé des marginaux qu'il reçoit, l'insertion professionnelle est l'une des priorités du FRAT. Pour une personne désorientée, la participation à une activité valorisante est un moyen de retrouver un équilibre. Les accueillis sont progressivement intégrés dans des chantiers ou des ateliers d'insertion, selon leurs conditions physiques, afin de se réaccoutumer à des horaires réguliers et à une discipline. 16 d'entre eux participent actuellement à cette activité, employés en contrats emploi solidarité, ou contrats emploi consolidés pour un plus petit nombre.

Parallèlement à ces travaux forestiers ou de petite maçonnerie, le FRAT leur propose des formations complémentaires, plus adaptées à leur projet professionnel, en partenariat avec l'ANPE et l'association Césame. Tout au long de leur séjour, les travailleurs sociaux du FRAT les auront aidés à reprendre progressivement une vie non marginalisée. Après leur passage, 80% d'entre eux vivent en logement autonome, et 30% parviennent à retrouver un emploi.

Contact : FRAT, le Pradet, Tél. 04 94 21 40 56

Article paru dans *Priorités Santé* n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

L'A.P.E.A, pour un accompagnement éducatif et social global

A la Seyne-sur-Mer et à Six-Fours, l'association a adopté, en faveur des enfants, jeunes et familles en difficulté ou en rupture avec leur milieu, une dynamique qui privilégie un accompagnement social global, incluant projet éducatif, d'insertion, d'hébergement et de santé.

A la Seyne-sur-Mer, deuxième ville du Var, la Cité Berthe constitue une zone urbaine sensible, avec ses 4.000 logements HLM et ses 12.000 locataires. Toutefois les jeunes et familles en difficulté sont issus de toutes les communes et de tous les quartiers. C'est pourquoi l'Association de prévention et d'aide à l'insertion (APEA), créée il y a 16 ans, a étendu ses services et actions aux communes voisines et à l'ensemble des quartiers de La Seyne.

L'APEA accompagne plus de 3.000 personnes chaque année et emploie aujourd'hui 50 salariés, essentiellement des travailleurs sociaux, psychologues, médecin, ainsi que des jeunes ou adultes positionnés sur des parcours d'insertion à travers un chantier environnement, un apprentissage d'éducateur ou un contrat aidé pour parfaire un projet professionnel.

Comme l'indique Hervé Naccache, directeur de l'association, l'APEA a développé au fil des années une dynamique privilégiant une prise en compte globale de la personne et de ses besoins dans son environnement familial et social :

"A partir d'une habilitation et d'un travail de prévention spécialisée, nous avons pris la mesure des difficultés d'insertion chez des jeunes et dans des familles. Ces constats ont donné lieu à une évolution du projet juxtaposant au travail de rue des éducateurs de prévention des services dans les domaines de l'hébergement, du logement, du travail, de la santé et de l'insertion. L'évolution de ce projet a pu se faire dans le cadre des politiques publiques de l'enfance, de l'insertion, du logement, de l'hébergement et de la santé et grâce au soutien principal du Conseil Général du Var et des communes de La Seyne/mer et Six-fours, de l'Etat et de la Région PACA ainsi qu'au travers de la Politique de la Ville".

De nouveaux lieux d'accueil ont ainsi été créés, les espaces pédagogiques d'insertion, à Berthe, au centre ville de la Seyne ou à Six-Fours. Une équipe médico-psycho-pédagogique a été constituée pour répondre aux problématiques de santé des allocataires du RMI.

Pour les jeunes, l'APEA a créé un dispositif d'hébergement composé de cinq T2 et de deux studios, un dispositif d'accès au logement, des chantiers d'insertion ainsi qu'un point écoute. Les équipes de prévention spécialisée constataient en effet que le public jeune connaissait des difficultés d'insertion associées à des conduites à risques sur le plan de la santé. Cela se traduisait par du désœuvrement, de la consommation d'alcool et de médicaments, de la souffrance psychique, des conduites sexuelles à risques etc.

Un point écoute "médiation santé"

Ouvert il y a cinq ans au centre ville de la Seyne-sur mer, le point écoute reçoit chaque année une moyenne de 500 jeunes. Plus de la moitié d'entre eux sont au chômage...

Pour les adultes et les familles relevant du RMI un espace médico-psycho-pédagogiques permet d'exprimer sa souffrance, de reprendre confiance en soi, entreprendre des soins, projeter un avenir et se mobiliser pour le construire. La recherche d'une écoute professionnelle auprès du psychologue, du médecin ou de l'éducatrice constitue le premier motif de consultation.

Un problème de santé, une difficulté d'ordre familial ou d'insertion professionnelle... poussent les jeunes à franchir la porte du point écoute. Les troubles de santé liés au mode de vie ou aux habitudes (hygiène, toxicomanie, sexualité, MST, dépendances...) sont alors expliqués aux jeunes par les membres de l'équipe. Les actions d'écoute et de soutien mises en œuvre permettent le plus souvent de prévenir l'inflation des conduites à risques et l'aggravation des conflits. La médiation familiale aide à trouver des compromis entre parents et enfants, réconcilie les ruptures et accompagne vers l'autonomie. Des supports et actions d'information à caractère préventif sont réalisés en partenariat étroit avec le Comité Départemental d'Education à la Santé du Var.

Les troubles du comportement, les IVG, les cas de violence familiale ou les problèmes psychiatriques donnent lieu à des orientations vers l'hôpital, le centre médico-social, le centre de planification familiale ou l'une des 25 structures locales partenaires. Avec les services sociaux du Conseil général, la Mission locale, le PLIE et les associations, le travail est fortement inscrit dans une dynamique partenariale afin de concevoir les réponses adaptées et de réaliser l'accès au droits et aux services de manière effective, accompagnée et suivie.

Ainsi, et parallèlement à l'écoute du mal-être, l'équipe du point écoute peut accompagner le jeune dans la construction d'un projet de vie en mobilisant et conjuguant au sein d'un accompagnement global les réponses dont dispose l'APEA avec celles des nombreux partenaires. Pour le seul service du point écoute en 2003, l'association a reçu l'équivalent de 1.770 participations individuelles, et consacré en moyenne 5 heures à chacun des 512 jeunes accueillis.

Contact : APEA, La Seyne-sur-Mer

Tél. 04 94 11 52 53

Article paru dans Priorités Santé n°8 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2003

Le défi de la réinsertion

Le soutien, l'accompagnement et la redynamisation sont au cœur de l'action mise en œuvre à Toulon et Brignoles par le centre de formation DEFIS, en faveur d'un public défavorisé, bénéficiaire du RMI et des minima sociaux.

Le public visé par cette initiative cumule les difficultés. Il s'agit en effet de personnes sans emploi ou en rupture familiale, et présentant par ailleurs des problèmes de santé.

Comme l'indique Danièle Alengry, psychologue et directrice-adjointe de la structure : *"Notre objectif consiste à recréer du lien social autour de ces personnes en contrats médico-sociaux, souvent très isolées et en situation de grande précarité. Il s'agit de les soutenir dans la mise en place d'une démarche de soins, puis de trouver ensemble des solutions d'insertion. Notre convention avec le Conseil Général du Var stipule que nous devons replacer 20% des personnes accompagnées dans une démarche d'insertion professionnelle"*.

Chaque participant (moyenne d'âge 45 ans) se voit proposer un accompagnement individualisé de six mois, encadré par un référent identifié parmi le personnel de DEFIS.

L'objectif du programme consiste à remobiliser les personnes sur différents projets, d'ordre professionnel, sanitaire, social ou de logement.

Des ateliers pour retrouver l'envie

Ces deux dernières années, 120 personnes originaires de Toulon et La Valette ont participé à l'action. Depuis 2000, l'initiative se déroule également à Brignoles, où elle a rassemblé 70 personnes de l'arrière-pays varois.

Chaque semaine, le public suit des modules de formation et des ateliers qui doivent leur permettre de peu à peu retrouver confiance en eux. Initiation à l'informatique, prise de parole en public, vie quotidienne, écriture et poésie... sont autant de sujets traités.

La santé constituant l'une des thématiques prioritaires des ateliers, de nombreuses interventions abordent l'éducation pour la santé, l'alimentation, les droits sociaux, ou encore la prévention de l'alcoolisme et du tabagisme. Des activités de plein air permettent de renouer en douceur avec les exercices physiques, aux côtés d'un éducateur handisport. De nombreux participants présentent en effet de lourds problèmes de dos (dus à l'exercice de métiers pénibles) la plupart étant même reconnus travailleurs handicapés.

Le module "échange de savoirs et découverte culturelle" a pour objet de démontrer que chacun est capable d'apprendre quelque chose aux autres membres du groupe. A cette valorisation personnelle s'ajoutent réguliè-

rement des sorties à la découverte du patrimoine local. Sans oublier les ateliers (facultatifs) relooking et conseil en image, si importants pour trouver du travail.

Comme le dit joliment la responsable du programme : *"tous les moyens sont bons pour redonner l'envie"*.

Qu'en est-il au terme des six mois de stage ?

Tout d'abord, l'objectif de l'action aura été rempli puisque 20% du public aura réussi une insertion professionnelle. Puis il y a ceux (20% également) pour lesquels aucune solution n'a pu être trouvée. Comme le précise Danièle Alengry qui, tout au long du programme aura suivi les participants et fait le point sur les difficultés rencontrées : *"Il faut accepter que certains problèmes sociaux ou sanitaires ne peuvent se régler rapidement"*. Quant aux autres, à parts égales, ils auront été orientés vers d'autres prestataires, auront mis en place une démarche de soins ou verront leur inscription au programme reconduit pour six mois.

Contact :

Défis, La Valette, Tél. 04 94 08 39 10

L'association Développement et Epanouissement par la Formation et l'Insertion Sociale (DEFIS) est un centre de formation qui emploie 32 personnes (dont 21 formateurs) à La Valette et Brignoles.

Outre l'action présentée ci-dessus, qui fait l'objet d'une convention avec le Conseil Général et la DDASS du Var, Défis a pour activités la réinsertion des travailleurs handicapés, avec la Cotorep, et l'accompagnement à la recherche d'emploi, avec l'ANPE. Pour les bénéficiaires du RMI, la structure a mis en place avec deux de ses psychologues des consultations dans les antennes sociales de Toulon, La Valette et Hyères, afin d'orienter les personnes en souffrance psychique vers les dispositifs de soins. 50 personnes sont actuellement suivies.

Article paru dans Priorités Santé n°10 / Mai - Juin - Juill. - Août 2004

Ateliers santé ville : les expériences de Toulon et de La Seyne-sur-Mer

Coordination des compétences et déclioisonnement entre le sanitaire et le social constituent les points forts des ASV mis en place à Toulon et à La Seyne-sur-Mer en faveur des habitants des quartiers retenus.

Les ateliers santé ville (ASV), créés par la Loi contre les exclusions de 1998, ont pour objet de prendre en compte les problèmes de la population liés à la précarité, sur des territoires de la Politique de la ville. Véritable méthode d'évaluation de la santé d'une population dans un quartier, ils se traduisent sur le terrain par la coordination des compétences de tous les acteurs locaux, du champ sanitaire comme du social, et par la mise en œuvre d'actions de santé publique au profit des habitants.

En novembre dernier, dans le cadre de la journée de préparation du Plan régional de santé publique organisé par la DDASS du Var pour le territoire de Toulon-Hyères, la présentation des ASV menés à Toulon et à La Seyne-sur-mer a permis d'illustrer cette dynamique.

Un réseau diabète à Sainte-Musse

A Toulon, c'est le quartier de Sainte-Musse qui a été retenu il y a trois ans pour faire l'objet d'un atelier santé ville coordonné par le comité départemental d'éducation pour la santé du Var (CoDES). *“La première étape a consisté à diagnostiquer les besoins des habitants du territoire. Nous avons interrogé l'ensemble de la population, les associations locales, les médecins et pharmaciens libéraux du quartier... Une priorité est vite apparue : réduire la forte prévalence de l'obésité et du diabète chez les habitants”,* témoigne Christine Madec, directrice du CoDES 83.

Pour faire évoluer les comportements alimentaires, un atelier d'éducation nutritionnelle a rapidement été proposé à la population du quartier, animé tous les jeudis après-midi par une diététicienne. Bien que la fidélisation du public reste un obstacle, après deux ans d'existence, la consultation est désormais connue des habitants. Ces derniers savent qu'ils peuvent y aborder les différents aspects de la nutrition, tout en étant suivis par ailleurs par les professionnels libéraux avec qui le retour d'information est constant. Cette initiative a ainsi permis de dépister des familles à risques, d'en suivre 30 chaque année, ou encore de sensibiliser les plus jeunes aux notions d'équilibre alimentaire.

Un réseau de prise en charge du diabète a également été constitué, en partenariat avec les libéraux de Sainte-Musse, l'hôpital Font-Pré et le centre d'examen de santé “La Colombe”.

Saturnisme et souffrance psychique à La Seyne

A La Seyne-sur-mer, dans le quartier de la cité Berthe, d'autres portes d'entrée ont été retenues par l'atelier santé ville pour venir en aide aux habitants : la prévention du saturnisme (lié à l'habitat insalubre) et, dans un deuxième temps, la souffrance psychosociale.

Comme l'a indiqué la coordinatrice de l'ASV, *“Tous les acteurs sanitaires et sociaux de la commune ont reçu une formation sur les risques pour la santé liés à l'habitat. Ils ont alors été en mesure de repérer les familles susceptibles d'être atteintes de saturnisme et d'orienter les enfants vers le centre hospitalier pour effectuer des plombémies. L'ASV a permis de mettre en place le suivi régulier des enfants atteints, de rénover les canalisations de certaines habitations, et même de reloger quelques familles”.*

Le point fort du dispositif a donc été le travail en réseau et la coordination de toutes les compétences locales, travailleurs sociaux, médecins, services municipaux etc.

Il s'est ainsi créé à La Seyne-sur-mer une synergie entre les acteurs de la santé, de l'environnement, de l'habitat, sur l'ensemble de la chaîne de la santé publique, de la prévention au dépistage et au curatif.

Pour Serge Davin, de la DRASS : *“Des acteurs de champs différents ont travaillé ensemble à trouver une solution globale pour les habitants, autour de la lutte contre le saturnisme. A ce titre, les ateliers santé ville constituent, sur le terrain, de véritables laboratoires de ce que devrait être le plan régional de santé publique”.*

Contact :

Christine Madec, CoDES 83

Tél. 04 94 89 47 98

Article paru dans Priorités Santé n°11 / Sept. - Oct. - Nov. - Déc. 2004

FNARS : création d'un réseau de référents-santé dans les structures d'hébergement

Une expérience originale de coordination des structures d'insertion du Vaucluse vient d'être menée par la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS), de septembre 2000 à janvier 2001.

Cette mission santé poursuivait l'objectif d'améliorer l'accès aux soins et la prise en charge médicale des personnes en situation précaire accueillies dans les structures d'hébergement.

Écoutons Véronique Marciquet, déléguée régionale de la FNARS : *"De récentes études sur les actions de santé menées en direction des publics défavorisés avaient mis en exergue la nécessité d'une coordination entre les structures d'hébergement et de réinsertion du Vaucluse, mais aussi d'un partenariat entre ces structures et les centres de soins. Ces cinq derniers mois, une coordinatrice a été recrutée, une commission de travail départementale mise en place et un réseau de référents-santé identifié au sein des principales structures sanitaires et sociales du département".*

Pas moins de treize correspondants d'associations et les centres hospitaliers d'Avignon, Apt et Carpentras travaillent désormais en réseau. À leur actif : des échanges d'informations et de pratiques, une articulation cohérente entre équipes, une réflexion autour d'un meilleur suivi de la polytoxicomanie et de la souffrance psychique.

Suite à une évaluation positive, le deuxième volet de la mission est actuellement en cours. Il prévoit de poursuivre la démarche et de formaliser les collaborations par des conventions entre les structures d'hébergement et celles de soins.

Contact :

FNARS, Marseille, Tél. : 04 96 11 06 10

Article paru dans Priorités Santé n°1 / Avril - Mai - Juin 2001

Avignon : une permanence santé pour les marginaux du festival

L'association Passerelle gère chaque année en juillet une aire d'accueil temporaire pour les nombreuses personnes sans domicile arrivées dans la Cité des Papes à l'occasion du festival, avec des permanences santé quotidiennes financées dans le cadre du PRAPS.

Attirés par l'ambiance de fête du festival, ils sont des centaines chaque année, marginaux et sans domicile fixe, à se retrouver sur l'aire d'accueil "Belle étoile" mise en place durant le mois de juillet par le CHRS Passerelle sur l'île de la Barthelasse. Le 14 juillet, ils étaient nombreux, campeurs pas comme les autres venus des quatre coins de l'Europe (notamment Europe de l'Est) et du monde. Pour répondre aux besoins de cette population festivalière qui présente des pathologies liées à l'alcool et à la toxicomanie, sous l'impulsion de la DDASS, l'association et ses partenaires (Mairie, Croix Rouge, Aides) font bien les choses. Ouverte 24 heures sur 24, l'aire d'accueil met à la disposition du public, outre des sanitaires et des consignes à bagages, des permanences santé quotidiennes. Dans un bungalow spécialement aménagé à cet effet, trois infirmiers de la Croix Rouge se relaient tous les jours de 11 à 18 heures pour de la bobologie (plaies ou infections liées aux conditions de vie) ou des actions de prévention. L'ouverture des droits dans la journée, grâce à un dispositif mis en place avec la CPAM, fait aussi partie de leurs attributions, tout comme la distribution de kits d'hygiène, nouveauté de cette année.



L'association Aides est elle aussi très active sur l'aire d'accueil. Dans le cadre de sa mission de réduction des risques, elle tient des permanences, informe, distribue des préservatifs, des kits seringues... et noue le dialogue avec la population.

Grâce au PRAPS, l'association Passerelle a pu cette année mettre en place une formation pour le personnel accueillant, dont le rôle est important puisqu'il consiste à faire fonctionner le lieu d'accueil jour et nuit, à gérer les entrées (1 euro la nuit), la distribution des denrées alimentaires, et à prendre en charge ce type de public. Comme l'explique la directrice, Maryline Fontan : *"il est difficile de recruter du personnel qualifié pour un mois. La plupart du temps, les volontaires sont étudiants, ou à la recherche d'un emploi, pleins de convictions mais pas formés à ce qui les attend. Pour la première fois, les 10 accueillants ont pu bénéficier de trois journées de formations, sur les thèmes du secourisme, des dépendances aux drogues et à l'alcool (avec les interventions de l'AVAPT, du CCAA et d'Aides), et de la coordination".*

Cet accueil temporaire en marge du festival existe depuis plus de 10 ans. Cette année, les grèves des intermittents du spectacle qui ont bouleversé l'organisation du festival n'ont pas remis en cause le bien-fondé de cette initiative puisque "Belle étoile" reste le seul lieu d'accueil inconditionnel des sans domicile fixe d'Avignon durant l'été.

Contact : Passerelle, Ile de la Barthelasse - Avignon

Tél. : 04 32 74 60 20

Article paru dans Priorités Santé n°6 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2003

Un espace santé et bien-être pour les plus démunis

À Carpentras, l'association Solidarités mène des actions d'éducation à la santé pour les familles en situation de précarité et accompagne les personnes alcoolo-dépendantes dans leur démarche de sevrage.

"Nous sommes un lieu d'échange et de paroles autour de la santé et du bien-être". C'est en ces termes que M^{me} Brodiez, directrice de l'association Solidarités, définit les missions de son récent service santé. Installé rue Pierre Séward, ce dernier cible toutes les personnes en situation de précarité résidant à Carpentras, issues des quartiers défavorisés ou fréquentant les centres sociaux, les foyers d'hébergement et les groupes d'alphabétisation.

"En 1999, nous avons intégré la santé dans nos domaines d'intervention. Nous proposons des ateliers de prévention autour de l'alimentation, de la contraception ou des dépendances. Nous intervenons notamment auprès des stagiaires d'organismes de formation, des familles de notre centre d'hébergement et de réinsertion sociale ou encore de personnes âgées isolées. Nous proposons également un accompagnement vers les soins aux plus démunis", indique M^{me} Brodiez. L'an dernier, par exemple, un tiers des personnes accueillies souffraient d'une dépendance à l'alcool.

Le rôle de l'association a alors été de soutenir leur démarche de sevrage.

La santé par le jeu

Pour sensibiliser à la santé sur le mode ludique les familles défavorisées de la ville, l'équipe de Solidarités a organisé le 29 août dernier, pour la deuxième année consécutive, un grand jeu de prévention dans différents quartiers de Carpentras, le "Spido Coulo". Un circuit dans les jardins de la cité était proposé aux enfants accompagnés de leurs parents, lesquels devaient tester leurs connaissances et répondre à des questions sur l'hygiène, le sport, le mal de dos ou le sommeil, avec de nombreux lots à la clé.

Un jeu de piste qui remporta beaucoup de succès auprès des familles, réunissant plus de 70 personnes.

**Contact : Solidarités,
Carpentras - Tél. 04 90 40 91 73**

Article paru dans *Priorités Santé* n°2 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2001

Avignon : l'AHARP vient en aide aux femmes en difficulté

L'association pour l'hébergement, l'accueil et la réinsertion en Provence est devenue en trente ans un outil exemplaire en région au service des femmes en grande difficulté.

Créée dans les années 70 à Avignon, l'AHARP a pour objectif principal de venir en aide à des femmes majeures, seules ou accompagnées de leurs enfants, au parcours familial douloureux. Véritable entreprise, avec ses 54 salariés, son équipe de bénévoles et ses 12 MF de budget annuel, l'association gère un total de cinq établissements et de deux services.

Comme l'explique Jules Pigeon, son directeur : *"ces établissements ont été créés pour apporter une aide concrète aux femmes en détresse que nous accueillons, en rupture avec leurs familles ou victimes de violences conjugales, physiques ou psychologiques. Des femmes qui se retrouvent à un moment de leur vie sans argent et sans toit".*

Le CHRS "La Sousto" est le plus ancien. Créé en 1971 à l'initiative du Secours catholique, le foyer héberge en internat, 365 jours par an, 21 femmes pour une durée de six mois maximum. Un second CHRS, "Lou Souleu", se compose de 9 appartements situés sur la Rocade, à Avignon, mis à la disposition des femmes ayant charge d'enfants. Un dispositif complété par le CAUO "Lou Valoun" qui peut quant à lui héberger en urgence 24 heures sur 24 jusqu'à 10 femmes et 10 enfants, et par le Centre Maternel "L'Oustau", qui propose des studios et des petits appartements aux mamans en difficulté envoyés par les services sociaux de secteur, CCAS etc.

Pour permettre aux femmes hébergées de se rendre à leur travail, une halte-garderie est également à leur disposition, "Li Pichoun", d'une capacité de 17 enfants, ainsi qu'une crèche pour 10 nourrissons.

Par ailleurs, l'association a créé un Service d'accompagnement social spécialisé (SASS), plus spécifiquement destiné à reloger les Rmistes et les chômeurs de longue durée. Un service qui gère notamment une vingtaine d'appartements à baux glissants : *"ces appartements sont loués par l'AHARP aux offices publics et sous-loués aux femmes en difficulté que nous accueillons. Nous signons le bail, assurons les lieux, payons le loyer pendant une période pouvant aller jusqu'à dix-huit mois. Quand la situation de la locataire s'est améliorée, le bail est signé avec elle et nous nous désengageons. Par ailleurs, nous disposons de deux appartements relais, lieux de transition pour des femmes du CHRS La Sousto et du Centre maternel en attente d'un logement",* indique Jules Pigeon.

En 2001, les structures d'hébergement de l'association ont admis 660 personnes, dont 224 enfants. Le SASS a quant à lui suivi les situations de 135 adultes et la halte-garderie a accueilli près de 200 enfants. Au-delà des chiffres, on s'attache depuis toujours à l'AHARP à "mettre de l'humain là où son absence a patiemment tissé le sentiment d'exclusion"

**Contact : AHARP, Avignon,
Tél. 04 90 80 47 80**

Article paru dans *Priorités Santé* n°3 / Janvier - Fév. - Mars - Avril 2002

Pour un autre regard sur la prostitution

A Avignon, l'association Autres Regards organise des formations pour les professionnels du sanitaire et du social, afin de lutter contre la stigmatisation des prostituées et mieux appréhender leur santé.

L'association Autres Regards, qui dispose d'antennes sur l'ensemble du territoire français, est l'une des plus actives en matière d'écoute et d'accompagnement des prostituées. A Avignon, la structure a mis en place de nombreuses prestations de santé communautaire qui leur sont spécifiquement destinées. Un camping-car, à bord duquel se relaient une animatrice de prévention issue de la prostitution et une infirmière, sillonne ainsi chaque nuit Avignon et ses environs, à leur rencontre.

"Le plus difficile a été de gagner leur confiance. Au terme de quatre années de travail de proximité, nous suivons environ 230 personnes, les soutenons dans leur accès aux droits et aux soins, sommes à l'écoute de leurs problèmes psychologiques, jouons parfois un rôle d'interface entre elles et la Police ou les services sociaux", indique Sylvie Moreaux, infirmière coordinatrice. Dans le cadre du PRAPS, Autres Regards a mis en place cette année une formation destinée aux professionnels du sanitaire et du social du Vaucluse. Objectif : lutter contre la stigmatisation des personnes prostituées et mieux appréhender leur situation sociale et leur santé.

Il est difficile d'entrer en contact avec un public d'emblée réticent à tout contact institutionnel, les travailleurs sociaux ont besoin de repères pour aborder les questions de l'accès au RMI, de la couverture sociale, des impôts, des enfants, voire de la protection de victimes d'esclavage sexuel.

Pour pallier l'absence de lien entre ces deux publics et favoriser les passerelles, les 10 journées de formation réunissent professionnels et prostituées. Au programme : l'histoire de la prostitution, l'écoute, la stratégie de réduction des risques, les questions juridiques, l'organisation en réseaux, la connaissance des institutions.

C'est ainsi l'occasion pour les acteurs sociaux de "regarder autrement" les prostituées auxquelles ils s'adressent, de faire évoluer leurs représentations. Et c'est aussi l'occasion pour les prostituées de mieux connaître et de moins redouter le monde institutionnel.

Article paru dans *Priorités Santé* n°4 / Mai - Juin - Juillet - Août 2002

Diagonale : une permanence santé pour les personnes en grande précarité

L'action santé occupe une place prépondérante au sein de l'association Diagonale, à Orange. Spécialisée dans la réinsertion par le logement et l'accompagnement dans l'accès aux soins, elle est la seule structure hébergeant des personnes sans résidence stable dans le Nord du Vaucluse. Son CHRS gère onze appartements à Orange et Bollène, qui ont accueilli l'an dernier 170 personnes en difficulté sociale, dont 92 en errance.

Depuis cinq ans, l'infirmière de la structure, Pascale Antoni, propose une permanence santé, mise en place à l'origine pour tenter de répondre aux services de réinsertion d'Orange désarmés devant une population pour laquelle la réinsertion par le travail était mise à mal par des problèmes de santé tant physiques que psychiatriques, nécessitant une prise en charge, en coordination avec les centres de soins locaux.

La permanence santé se traduit par des visites dans les appartements du CHRS, par un accompagnement sur le lieu de soin, par de l'écoute ou des soins primaires. Un partenariat avec le centre hospitalier d'Orange a été mis en place, afin de récupérer les exclus à leur sortie de l'hôpital et leur garantir ainsi une meilleure continuité des soins.

"Il faut éviter que ces patients marginalisés et convalescents ne retrouvent la rue dès leur sortie de l'hôpital, car ils n'ont pas de médecin traitant et ne prennent pas les médicaments qui leur ont été prescrits. Mais il faut du temps pour que la coordination fonctionne bien", explique Mme Antoni.

Dernier volet de la permanence : des ateliers d'échanges et d'informations autour de la santé, proposés au public en difficulté ainsi qu'à toutes les associations travaillant au contact des personnes précaires sur la commune d'Orange. Après le thème de la nutrition en 2002, les ateliers en 2003 seront consacrés au bon usage des médicaments.

Contact : Diagonale, Orange
Tél. 04 90 51 80 96

Article paru dans *Priorités Santé* n°5 / Sept. - Octobre - Nov. - Déc. 2002

La Boutik : un lieu innovant de réduction des risques.

Association de lutte contre le Sida, Aides a mis en place en 2001 à Avignon un lieu de type boutique d'accueil, d'information et d'accompagnement des usagers de drogues.

Dès sa création, en 1984, l'objectif d'Aides a été de réunir les personnes touchées directement ou indirectement par le Sida, afin de leur permettre de s'organiser face à la maladie. Elle développe depuis l'origine des actions de prévention, d'information et de mobilisation, avec un réseau de volontaires et de permanents.

En 2001, Aides Vaucluse a inauguré un lieu d'accueil spécifique pour les usagers de drogues, "La Boutik". Aides ne compte que deux boutiques au sein de son réseau.

Tous les matins du lundi au vendredi, une équipe de quatre permanents - coordinateur, animateurs de prévention, infirmière et dentaires - reçoit le public. L'accueil est fondé sur le principe de "bas seuil" d'exigence, c'est-à-dire que les personnes reçues, le plus souvent en situation de grande précarité, n'ont pas de contrat particulier à remplir pour continuer d'y venir.

La prévention et la réduction des risques face au Sida et aux hépatites constituent les principaux objectifs de l'association. La Boutik favorise l'accès des usagers de drogues à l'information et au matériel de prévention (distribution de seringues, de préservatifs et de kits piercing), à l'hygiène (mise à disposition de douches, de machines à laver), aux droits sociaux et aux soins.

L'an dernier, près de 4.600 passages y ont été enregistrés, ce qui représente 26 personnes par jour d'ouverture, âgées en moyenne de 26 ans.

L'infirmier, point de médiation avec le soin

La présence d'une infirmière permet de fournir un accès aux premiers soins et d'orienter éventuellement vers des consultations spécialisées.

La plupart des personnes accueillies présente des problèmes de santé. Généralement, ces dernières sont plus au fait de la santé de leur chien que de la leur, notamment en ce qui concerne les rappels de vaccins... En dehors de la bobologie, les questions les plus fréquemment abordées

à l'infirmier sont la prise en charge du VHC et du VIH, le dépistage, les problèmes gynécologiques, les piercing et les soins dentaires.

Le lieu reste un espace de paroles où les difficultés relationnelles de tous ordres sont évoquées, notamment concernant les violences sexuelles.

Prise en charge du VHC

La principale difficulté pour les hommes touchés par le virus de l'hépatite C concerne le traitement. Le début en est souvent tardif et la situation de précarité pose des problèmes quant au suivi du traitement sur le long terme. Pour favoriser l'accès au dépistage, une permanence du centre de dépistage anonyme et gratuit (CDAG) du Conseil Général a eu lieu au sein de La Boutik.

En ce qui concerne la santé mentale, des contacts ont été pris avec l'infirmière psychiatrique du centre hospitalier Montfavet, afin de pouvoir l'interpeller en cas de besoin.

Comme l'an dernier par exemple, lorsque plusieurs personnes ont été transportées aux urgences psychiatriques pour avoir pris de la datura, une plante aux effets hallucinogènes puissants qui pousse dans la région...

Une brochure d'information et de réduction des risques concernant cette substance est désormais disponible à La Boutik. Elle a été réalisée avec l'aide des personnes accueillies.

Contact : Aides 84

Avignon - Tél. : 04 90 86 80 80

Article paru dans Priorités Santé n°9 / Janv. - Fév. - Mars - Avril 2004

